CA1 Z1
-63B22

760-610

# MEMOIRE SOUMIS A LA

# COMMISSION ROYALE D'ENQUETE

sur le

# BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

par

## RADIO-SAINT-BONIFACE LIMITEE

CKSB

"Le premier poste français de l'Ouest canadien"

Soumis par M. Roland Couture
Directeur-gérant

le 26 juin 1964

Saint-Boniface
Manitoba

760-610

CA1 Z1
-63B22

MEMOIRE SOUMIS A LA

COMMISSION ROYALE D'ENQUETE

sur le

BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

par

RADIO-SAINT-BONIFACE LIMITEE

CKSB

"Le premier poste français de l'Ouest canadien"

Soumis par M. Roland Couture
Directeur-gérant

le 26 juin 1964

Saint-Boniface
Manitoba

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

https://archive.org/details/31761114701311

## Historique

Historique de la radio française dans l'Ouest et la fondation de Radio-Saint-Boniface Ltée, CKSB, le premier poste français de l'Ouest canadien ..... 1944-1964.

## Buts et réalisations

Fondé pour répondre à un besoin culturel, éducatif et social de la population du Manitoba, CKSB est resté fidèle aux intentions de ses fondateurs. Après dix-huit ans, il continue de faire rayonner son influence bienfaisante, tant comme facteur de culture française et de formation nationale que comme témoignage du caractère bilingue de notre civilisation canadienne. Le poste a aussi prêté généreusement son concours à tous les mouvements communautaires et a contribué à faire connaître et accepter le français au Manitoba.

## Radio-Canada

Depuis 1952 CKSB est affilié au réseau français et diffuse, au cours d'une semaine, 50 heures d'émissions présentées par la chaîne de Radio-Canada. Ceci a été possible grâce à l'initiative et à la tenacité du groupe minoritaire d'expression française.

## Rayonnement et pénétration

Les sondages démontrent que le poste est capté à peu près partout au Manitoba et qu'il est écouté d'une façon quotidienne dans bien des foyers.

## Conclusion

En conséquence, nous recommandons fortement d'étendre jusqu'au Pacifique la chaîne de Radio-Canada. Nous croyons fermement que Radio-Canada aurait tout avantage à réaliser plus d'émissions régionales et locales. Il serait souhaitable qu'il y ait des nouvelles, des chroniques sportives, des commentaires agricoles préparés dans l'Ouest pour les provinces de l'ouest canadien.

Il serait à recommander à Radio-Canada d'organiser des cours de français et des cours d'anglais à la radio et à la télévision.

Au domaine de la télévision nous recommandons que la chaîne de la télévision française s'étende davantage là où le nombre de francophones le justifie.

HISTORIQUE DE LA RADIO FRANCAISE DANS L'OUEST

1) Dès la fondation de Radio-Canada, les Canadiens français de l'Ouest se sont préoccupés du sort que la chaîne nationale ferait à la langue française. On se rendit bientôt compte que le bilinguisme était limité à la province de Québec où les 600,000 citoyens de langue anglaise avaient leurs propres émissions tandis que les 800,000 Canadiens français du reste du pays réclamaient en vain la part de français à laquelle ils avaient droit. Après de nombreuses démarches, on obtint, par l'entremise du poste de Radio-Canada à Watrous, Saskatchewan, UNE HEURE de français par semaine! Plus tard, les émissions françaises furent portées à sept heures par semaine et un personnel de langue française fut engagé. Le petit nombre de ces émissions (que d'ailleurs bien des nôtres ne pouvaient capter) ne suffisait évidemment pas à une population de plus de 60,000 personnes, groupées en 62 paroisses.

2) C'est pourquoi, en août 1941, quelques hommes courageux et dévoués jetaient les bases d'un projet d'envergure: la fondation de quatre postes radiophoniques dont les Canadiens français de l'Ouest auraient la propriété et l'usage. On lança au Manitoba une souscription qui prit bientôt l'allure d'une campagne nationale et déborda les cadres de la province. Au cours de cette première souscription de 1944-45, les Franco-manitobains contribuèrent plus de $100,000 pour ériger et aménager le premier poste français dans l'Ouest canadien.

3) En mai 1944, les gouverneurs de Radio-Canada, qui à cette époque régissaient la radiodiffusion, recommandaient à titre d'essai l'octroi d'un premier permis à Saint-Boniface. On entreprenait donc en 1945 la construction de ce poste et c'est le 27 mai 1946 que la population du Manitoba entendait la première émission de CKSB. Sa puissance étant de 1,000 watts seulement, nombreux étaient ceux des nôtres qui ne pouvaient capter leur poste d'une façon satisfaisante, si bien qu'à la réunion annuelle de 1957 il fut décidé de lancer une autre campagne avec un but spécifique, celui d'augmenter la puissance à 10,000 watts, à un coût de 75,000 dollars environ. Cette augmentation de puissance lui permet maintenant de rayonner sur tout le Manitoba et les régions limitrophes des provinces avoisinantes habitées par les nôtres.

4) On voit donc que les francophones ont donné $175,000 en quinze ans pour faire rayonner le verbe français et, ce faisant, posaient un geste non équivoque en faveur d'un bilinguisme réaliste et pratique.

5) Le même état de chose s'applique aux trois autres postes de l'Ouest et on peut dire à juste titre que le lancement des quatre postes français de la région dite "des Prairies" a coûté au groupe minoritaire canadien-français environ un million, preuve tangible de leur détermination et de leur confiance en l'avenir.

BUTS ET REALISATIONS

6) Fondé pour répondre à un besoin culturel, éducatif et social de la population du Manitoba, CKSB est resté fidèle aux intentions de ses fondateurs. Depuis 18 ans, il offre à ses auditeurs des émissions éducatives et artistiques qui reflètent la culture ancestrale. Il leur transmet, en plus des informations d'intérêt général, les nouvelles qui les touchent plus particulièrement. Ses émissions récréatives se caractérisent par leur bon goût et leur caractère vraiment français. Son existence même témoigne du fait français dans notre province et son influence s'étend à tous les milieux. Son rayonnement atteint l'élément anglophone car une proportion considérable de son auditoire,à certaines heures,est de langue anglaise. Ses émissions sont commentées, discutées et semblent rencontrer l'approbation générale. On ne saurait trop exagérer son influence bienfaisante, tant comme facteur de culture française et de formation nationale que comme témoignage du caractère bilingue de notre civilisation canadienne.

7) Il y a 20 ans, il s'en trouvait, même parmi les nôtres, qui craignaient que l'établissement d'un poste français apporte un élément de dissension dans notre province. Aujourd'hui, tous admettent qu'il n'a eu que des effets bienfaisants. Bien que le Manitoba soit une province en majorité anglaise, l'harmonie règne dans le domaine de la radio ainsi que dans d'autres domaines. CKSB remplit actuellement un rôle important au point de vue de l'unité des deux cultures, française et anglaise, et il a conquis au bilinguisme bien des sympathies.

8) Dès le début, CKSB a entretenu des relations des plus cordiales avec les différents niveaux de gouvernement, le milieu de l'information

le monde des affaires et les organisations culturelles et éducatives de tous genres. Mentionnons en passant: les Chambres de Commerce, l'Orchestre Symphonique de Winnipeg, le Musée des beaux-arts, les Sociétés historiques, le Cercle Molière, les Jeunesses Musicales du Canada, le Manitoba Theatre Centre et nombre d'autres. Notre poste a aussi prêté généreusement son concours à tous les mouvements communautaires. Il est considéré comme le porte-parole de nos aspirations et de nos revendications, le champion de notre cause. C'est vers CKSB qu'on se tourne quand on veut s'adresser à la population francophone.

9) En pénétrant dans les milieux autres que les milieux français, CKSB a grandement contribué à faire connaître et apprécier la culture française car on n'apprécie que ce que l'on connaît. Le poste a même offert des cours de français à la radio à ceux qui désiraient se familiariser avec l'autre langue officielle du pays. En résumé, nous pouvons dire que CKSB a contribué à faire connaître et accepter le français dans l'Ouest.

RADIO-CANADA

10) Dès la fondation du poste, Radio-Canada lui prêtait son concours en lui envoyant "sur disque" quelques-unes de ses émissions dont l'intérêt et la haute tenue furent tout de suite très apprécié de ses auditeurs.

11) On se souvient, en effet, que le premier président, M. Léonard Brockington, s'engageait au nom de Radio-Canada à fournir à tout le pays des programmes qui refléteraient le caractère biculturel de notre nation canadienne. C'est pour tenir cette promesse que furent réalisés à Watrous par exemple, des programmes anglais et français. Nous tenons à souligner que cette politique ne donnait satisfaction ni à la population de langue française ni à celle de langue anglaise. C'est, comme on l'a vu, ce qui poussa nos groupes minoritaires à construire et opérer des postes à leurs propres frais, avec un déficit inquiétant.

12) Depuis ce temps, une mentalité de plus en plus sympathique au bilinguisme s'est développée dans tout le pays, comme en font foi

les rapports de la Commission Massey et de la Commission Fowler. Nous en eûmes une preuve tangible en 1952 lorsque les deux postes français de la Saskatchewan furent terminés, car c'est à compter de cette date là que les quatre postes ont été affiliés au réseau français, diffusant un nombre imposant d'émissions présentées par la chaîne de Radio-Canada. Cette entente avec Radio-Canada a été renouvelée d'année en année permettant ainsi aux Canadiens français des trois provinces de l'Ouest de profiter des émissions de notre société.

13) Il est bon de souligner que c'est grâce à des postes érigés au prix de grands sacrifices, que la radio d'état a pu prolonger son réseau français dans l'Ouest canadien. Quelque paradoxal que cela puisse paraître, si nous pouvons capter maintenant des émissions nationales du réseau français dans le domaine culturel, artistique et éducatif, c'est à ces postes pionniers que nous le devons.

CONCLUSION

14) Nous qui avons souffert pendant des années de la privation de radio et de télévision en notre langue savons ce que cette privation signifie pour une minorité et nous sommes en mesure d'en évaluer les conséquences. Ceux qui ont étudié la question ont constaté que l'établissement de CKSB a grandement contribué à maintenir, faire apprécier et rayonner le français dans notre province. C'est pourquoi nous croyons qu'il est de notre devoir de parler au nom de nos frères moins favorisés. C'est en considérant les avantages que nous a valu la radio française que nous recommandons fortement d'étendre jusqu'au Pacifique la chaîne de Radio-Canada.

15) Nous croyons fermement que Radio-Canada aurait tout avantage à réaliser plus d'émissions régionales et locales, en particulier les émissions agricoles. Les différences de saison, de cultures, etc. font que les émissions réalisées dans d'autres parties du pays ne sont pas toujours adaptées à l'Ouest. Il serait souhaitable qu'il y ait des nouvelles, des chroniques sportives, des commentaires agricoles préparés dans l'Ouest pour les provinces de l'Ouest.

16) Ceci permettrait également de développer et d'encourager nos talents canadiens et comblerait certaines lacunes dans le domaine de la nouvelle régionale et locale. Il serait bon aussi de recommander à Radio-Canada d'organiser des cours de français et des cours d'anglais à la radio et à la télévision. Si nous voulons que le Canada tout entier soit bilingue, il faut que non seulement les deux langues soient enseignées à l'école mais que cet enseignement soit diffusé et amplifié par les moyens modernes de communication que nous connaissons.

17) Il est inadmissible que plusieurs secteurs de la population francophone soient privés d'émissions de télévision en leur langue. En attendant que la chaîne de télévision française de Radio-Canada atteigne l'importance de la chaîne anglaise, il faudrait au moins que des postes-relais, comme celui que nous avons actuellement à Winnipeg, soient établis partout où le nombre des francophones le justifie. En un temps où l'on met de plus en plus en évidence le bilinguisme et le biculturalisme,qui sont l'essence de notre civilisation canadienne, leurs bienfaits devraient s'étendre à tous les citoyens.

7

## D'UN COUP D'OEIL

Province du Manitoba

| | |
|---|---|
| Population française totale (estimation janvier 1964) | 87,122 |
| Villes et villages de 1,000 habitants et plus | 47,370 |
| Villages de moins de 1,000 habitants | 24,152 |
| Population agricole | 15,600 |
| Revenu personnel - per capita (estimation 1963) | $1,610 |
| Revenu total (estimation 1963) | $140,266,420 |
| Nombre de fermiers canadiens-français (estimation 1963) (Moyenne: 390 acres par ferme) | 4,000 |
| Revenu monétaire provenant de ces fermes (estimation 1963) | $24,287,500 |
| Total des achats en détail de la population française (estimation 1963) | $100,173,700 |

La population et l'importance du marché grandissent d'année en année, tel que le démontrent ces quelques statistiques préparés par Sanford Evans Services Ltd.

Lors d'un concours à CKSB, de janvier à mars 1964, les lettres reçues venaient des endroits suivants:

Manitoba

Altamont
Anola
Aubigny
Bellsite
Bruxelles
Carey
Cardinal
Carman
Cayer
Charleswood
Cypress River
Dominion City
Dufresne
Dufrost
Dunrea
Elie
Elm Creek
Elmwood
Emerson
Falcon Lake
Fannystelle
Fisher Branch
Fort Alexandre
Fort Garry
Gimli
Giroux
Grande Clairière
Grande Pointe
Great Falls
Haywood
Headingly
Holland
Ile des Chênes
Lac du Bonnet
Lake Francis
LaBroquerie
Larochelle
LaSalle
Laurier
Letellier
Lewis
Lorette
Lowe Farm
Mariapolis
Miami
Middleboro
Morris
Notre Dame de Lourdes
Otterburne
Oak Point
Pilot Mound
Pine Falls
Piney
Poplar Point
Portage la Prairie
Powerview
Rathwell
Richer
Rita
Roseisle
Ross
St-Adolphe
Ste-Agathe
St-Ambroise
Ste-Anne
St-Boniface
St-Charles
St-Claude
Ste-Elizabeth
St-Eustache
St-Germain
St-Georges
St-James
St-Jean-Baptiste
St-Joseph
St-Laurent
St-Labre
St-Lazare
St-Léon
St-Malo
St-Norbert
St-Pierre
Ste-Rose du Lac
St-Vital
Selkirk
Silver Plains
Somerset
South Junction
Stead
Swan Lake
Transcona
Treherne
Vassar
Vermette
Waskada
Westwin
Winnipeg
Woodridge

Balmerton, Ont.
Kenora, Ont.
Pinewood, Ont.

Bellegarde, Sask.
Fort Qu'Appelle, Sask.
Storthoaks, Sask.
Wauchope, Sask.

Nous trouvons des Canadiens d'expression française à peu près partout au Manitoba et le poste est écouté même outre-frontières.

39 Silverwood Bay
St. James, Manitoba

Dear Sirs:

It is Sunday morning and once again it is our pleasure to listen to the wonderful music broadcast by your station. Because of your lovely music we tune into your station often, even though, alas, neither of us speak French but music is a universal language and we are fortunate to be able to listen to you in our home in St. James and also on our battery set at Royal Lake, just 20 miles from Kenora.

Thank you for the pleasure you are giving us.

Yours sincerely,

Harold & Leona Beggs

- - - - -

DEPARTMENT OF HEALTH
Winnipeg 1, Manitoba

April 24th, 1964

Gentlemen:

On behalf of the Manitoba Department of Health, I should like to thank you for helping us to publicize the Sabin Immunization program.

We especially appreciated your providing an interview for Dr. French, Medical Director of the St. Boniface Health Unit.

Yours very truly,

(Miss) Vanira MacArthur
Information Writer
Health Education

- - - - -

THE WINNIPEG SCHOOL DIVISION NO. 1
Winnipeg 3, Manitoba

April 14, 1964

Dear Sirs:

I would like to express my appreciation for your assistance in publicizing the Manitoba school children's annual art exhibition during the Easter Holidays.

Realizing the many demands that are made on your time I am grateful for your interest and cooperation.

Yours truly,

R. Cramer,
Program Chairman, M.A.A.E.

17

THE WOMEN'S COMMITTEE of the WINNIPEG SYMPHONY ORCHESTRA

March 19,1964

Dear Sirs:

On behalf of the Women's Committee of the Winnipeg Symphony Orchestra I would like to thank you for the help and cooperation you gave us for our Symphony Fiesta held last Saturday night at the Royal Alexandra Hotel.

Everyone was high in their praise of the music and entertainment provided by your group in the Tea Lounge, and the publicity given us in the weeks prior to Fiesta added in no small measure to the success of the event.

The evening was a grand and successful one and it is wonderful to know that the Symphony has friends, such as you, on whom we can rely.

May I add my personal thanks for all your efforts.

Sincerely,

Mrs. Sinclair A. Levack
President- Women's Committee

- - - - - -

le 4 janvier 1963

Messieurs,

Cette année encore j'ai passé le temps des fêtes à l'hôpital. Pendant ce séjour, le poste CKSB a beaucoup contribué à rendre les heures moins longues et plus plaisantes.

Ce qui me porte à expédier ce mot de remerciement, c'est qu'en plus du fait que les émissions de CKSB m'ont égayé, j'ai constaté beaucoup d'amélioration dans la qualité des émissions. Beaucoup moins de ces chants et morceaux de vogue moderne et beaucoup plus d'équilibre.

Sans porter atteinte aux beaux efforts de tout le personnel, j'aimerais souligner les programmes préparés par Christian Leroy et Emile Savoie. Les émissions du matin, avant Miville, sont aussi bien balancées.

En somme je n'ai que des félicitations à offrir au poste. Pendant plus d'une semaine je l'ai écouté exclusivement et j'en ai été très satisfait. Je compte retourner à la maison d'ici un jour ou deux et je n'ai pas voulu laisser ma chambre d'hôpital sans exprimer mes sentiments sincères.

J. D. Doiron

CKSB est reconnu à travers tout le Manitoba et apporte sa généreuse collaboration dans bien des domaines. Plusieurs lettres attestent, sans équivoque, cette précieuse collaboration. Nous vous en présentons quelques-unes.

WINNIPEG COUNCIL OF WOMEN
Winnipeg, Manitoba

February 14, 1964

Dear Sirs:

Winnipeg Council of Women sincerely appreciates the generous coverage given by Station CKSB to the proposal to use the Civic Auditorium in Winnipeg as a Central Library when the Arts Centre is completed.

We are grateful to your personally for the time and effort you gave in making a tape of the information concerning the project.

Yours sincerely,

(Miss) Mona Martin
Corresponding Secretary

- - - - - -

St-Boniface, Manitoba
le 11 juin 1963

Messieurs,

Les membres de la Ligue des Femmes Catholiques, section des Saints Martyrs Canadiens, m'ont prié de vous transmettre leurs félicitations pour les programmes présentés à l'occasion du décès de Sa Sainteté le Pape Jean XXIII.

Votre toute dévouée,

Lucie Aubry
Présidente Radio-TV-Film

- - - - - -

Morden, Manitoba
September 29, 1963

Dear Sirs:

We have just moved into your broadcast area and wish to thank you for broadcasting decent music, the classics, etc; the popular junk we just cannot stand. However as we don't understand French, was wondering if sometimes the titles of the numbers could also be given in English.

Yours very truly,

Mr. and Mrs. L. G. Graham

# SURVEY

# OF FRENCH RADIO

# IN

# MANITOBA

Bien que ce sondage ait été complété il y a trois ans, il vous apporte des renseignements qui n'ont pas beaucoup changé depuis ce temps.

Although this survey was conducted some three years ago, the answers would not vary much were it to be done again at this time.

# CKSB - FRENCH RADIO
# IN MANITOBA

SURVEY - Conducted by

Sanford Evans Company Ltd.
156 Lombard Ave.
Winnipeg, Manitoba
November - 1960

SPECIFICATIONS - 1878 questionnaires were mailed into Manitoba's French-speaking areas which are the Cities of St. Boniface and Winnipeg. and over 60 rural French-speaking towns. This represents over 78,000 of a French speaking market and the largest concentration of "Canadiens" west of Ontario.

RESPONSE - 673 questionnaires were returned for a response of 35.8%.

19

# SANFORD EVANS
## COMPANY LIMITED

This is to certify that -

The techniques used in Radio Station CKSB's survey of November, 1960 were based on accepted and tested mail practices.

The questions were so worded to eliminate any bias or undue influence.

The percentage of returns was sufficient to express the true feelings of the complete market.

The figures presented hereafter are accurate totals from all the questionnaires returned.

SANFORD EVANS STATISTICAL SERVICE,

C.B. Wagner,
Research Department.

1946 - - - 15e Anniversaire de CKSB - - - 1961

# QUESTIONNAIRE

Ecoutez-vous CKSB de préférence aux autres postes de radio? ..... (Oui ou non)
Combien d'heures par jour écoute-t-on CKSB chez vous? Indiquez les heures au tableau suivant par des X majuscules.

| Le matin | L'après-midi | Le soir |
|---|---|---|
| De 7 à 8 h. ..... | De midi à 1 h. ..... | De 6 à 7 h. ..... |
| De 8 à 9 h. ..... | De 1 h. à 2 h. ..... | De 7 à 8 h. ..... |
| De 9 à 10 h. ..... | De 2 h. à 3 h. ..... | De 8 à 9 h. ..... |
| De 10 à 11 h. ..... | De 3 h. à 4 h. ..... | De 9 à 10 h. ..... |
| De 11 à midi ..... | De 4 h. à 5 h. ..... | De 10 à 11 h. ..... |
| | De 5 h. à 6 h. ..... | |

Ecoutez-vous les nouvelles ailleurs qu'à CKSB? ..... (Oui ou non)

Si oui, pourquoi? .....

Quels sont vos programmes favoris? Veuillez les indiquer ci-dessous par ordre de préférence.

1. .....

2. .....

3. .....

4. .....

5. .....

Est-ce que, d'après-vous, CKSB donne assez de nouvelles sportives? ..... (Oui ou non)

Consultez-vous l'horaire de CKSB dans La Liberté et le Patriote? ..... (Oui ou non)

Y lisez-vous chaque semaine la chronique de CKSB? ..... (Oui ou non)

Avez-vous un appareil de télévision dans votre maison? ..... (Oui ou non)

## THE RESULTS

Do you listen to CKSB in preference to other Radio Stations?

| | | Percentage |
|---|---|---|
| Yes | 534 | 79.4% |
| No | 50 | 7.4 |
| No Replies | 89 | 13.2 |
| TOTAL | 673 | 100.0 |

How many hours a day do you listen to CKSB at home?

| | | |
|---|---|---|
| From 1 - 3 hours a day | 82 | 12.2% |
| 4 - 9 hours a day | 437 | 64.9 |
| 10 - 16 hours a day | 154 | 22.9 |
| | 673 | 100.0 |

Indicate the hours in the table below:

| | | | |
|---|---|---|---|
| Morning - From | 7 - 8 o'clock | 276 | 41.0% |
| | 8 - 9 | 388 | 57.7 |
| | 9 - 10 | 494 | 73.4 |
| | 10 - 11 | 475 | 70.6 |
| | 11 - 12 | 470 | 69.8 |
| Afternoon - | 12 - 1 | 292 | 43.4 |
| | 1 - 2 | 252 | 37.4 |
| | 2 - 3 | 327 | 48.6 |
| | 3 - 4 | 391 | 58.1 |
| | 4 - 5 | 300 | 44.6 |
| | 5 - 6 | 261 | 38.8 |
| Evening - | 6 - 7 | 404 | 60 0 |
| | 7 - 8 | 396 | 58.8 |
| | 8 - 9 | 128 | 19 0 |
| | 9 - 10 | 99 | 14.7 |
| | 10 - 11 | 47 | 7.0 |

Do you listen to news other than at CKSB?

| | | |
|---|---|---|
| Yes | 330 | 49.0% |
| No | 315 | 46.8 |
| No Replies | 28 | 4.2 |
| TOTAL | 673 | 100.0 |

What are your favorite programmes?

First Choice Only

| | | Percentage |
|---|---|---|
| Un homme et son péché | 105 | 15.6% |
| La prière du matin | 70 | 10.4 |
| Radio Sacré-Coeur | 67 | 10.0 |
| Nouvelles | 64 | 9.5 |
| Ranch 1050 | 51 | 7.6 |
| Jeunesse Dorée | 38 | 5.6 |
| Téléphone magique | 34 | 5.1 |
| Le chapelet | 30 | 4.5 |
| Vos problèmes mesdames | 22 | 3.3 |
| Psychologie de la vie quotidienne | 16 | 2.3 |
| Coeur à coeur | 14 | 2.1 |
| Miscellaneous | 97 | 14.4 |
| Unanswered | 65 | 9.6 |
| TOTAL | 673 | 100.0 |

Do you think there is enough sports news on CKSB?

| | | |
|---|---|---|
| Yes | 563 | 83.7% |
| No | 32 | 4 7 |
| No Replies | 78 | 11 6 |
| TOTAL | 673 | 100 0 |

Do you consult the CKSB programme schedule in La Liberte et le Patriote?

| | | |
|---|---|---|
| Yes | 456 | 67 8% |
| No | 169 | 25 1 |
| No Replies | 48 | 7.1 |
| TOTAL | 673 | 100.0 |

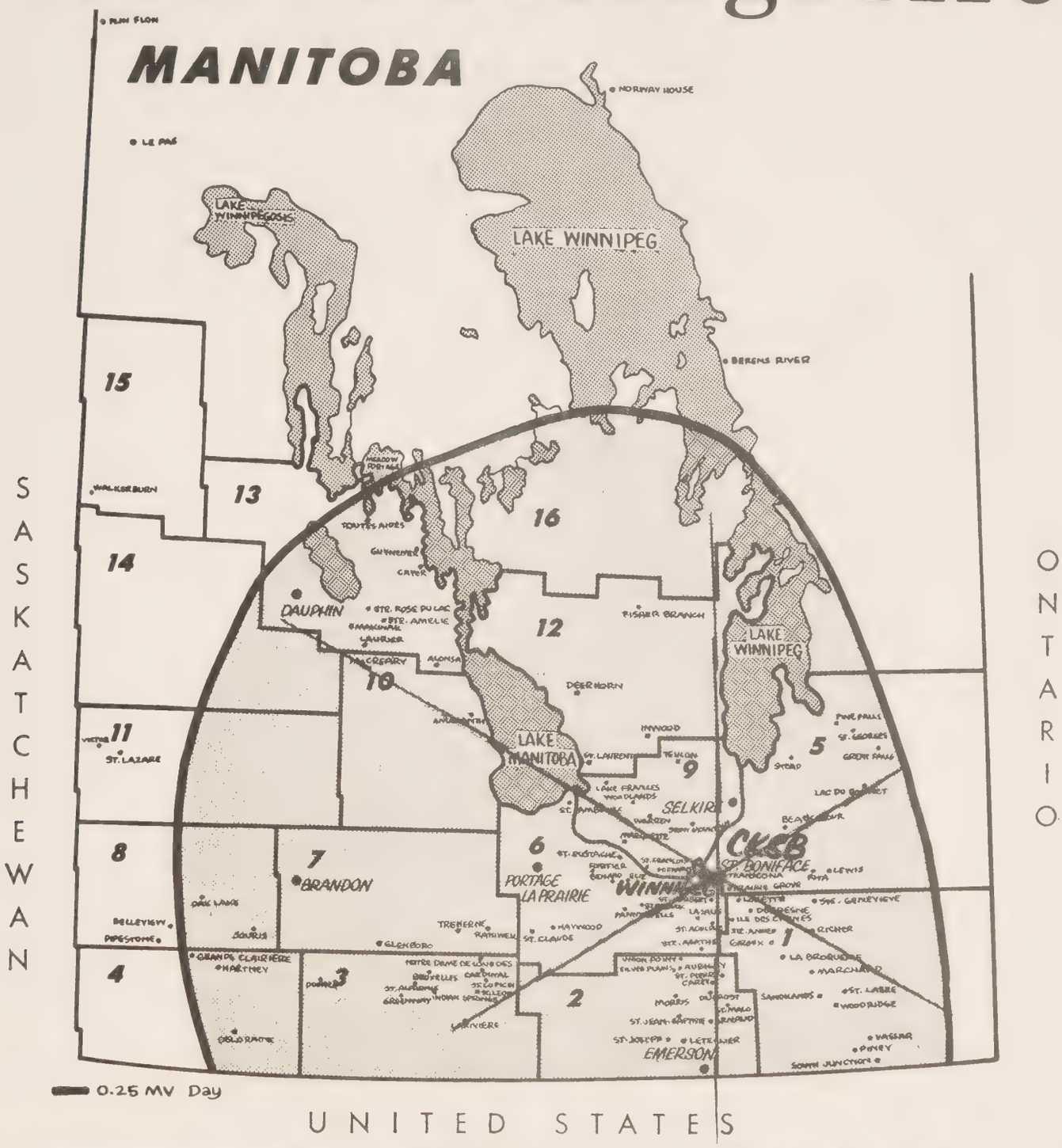
Do you read the CKSB Chronicle published each week?

| | | |
|---|---|---|
| Yes | 465 | 69 1% |
| No | 159 | 23.6 |
| No Replies | 49 | 7.3 |
| TOTAL | 673 | 100 0 |

Have you a TV set in your home?

| | | |
|---|---|---|
| Yes | 462 | 68.6% |
| No | 197 | 29 3% |
| No Replies | 14 | 2.1 |
| TOTAL | 673 | 100.0 |

# CKSB's Coverage Area




## MARKET DATA*

Total French Population – 78,300
Personal Income – $1,430 per capita
Total Income – $111,970,000

Number of French Farms 5,000 (average 240 acres per farm)
Farm Cash Receipts (French) – $23,880,000
Total French Population Retail Purchases – $71,855,000

* 1960 Estimates based on latest D.B.S. figures.

770-707

CA1 Z1
-63B22

M E M O I R E

PRESENTE PAR

RADIO-GRAVELBOURG LIMITEE

exploitant les postes radiophoniques

CFRG et CFGR (Gravelbourg)

et

RADIO-PRAIRIES-NORD Limitée

exploitant le poste radiophonique

CFNS (Saskatoon)

à

LA COMMISSION ROYALE D'ENQUETE

SUR

LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

soumis par

M. Dumont Lepage
Directeur-gérant
CFRG et CFGR
Edifice Villeneuve
Gravelbourg Sask.

M. Raymond Marcotte,
Directeur-gérant
CFNS
1902 Broadway
Saskatoon, Sask.

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

1. Que les gouvernements fédéral et provinciaux encouragent la connaissance des deux langues officielles du pays. (13)
2. Que toutes les dispositions nécessaires soient prises et que tous les moyens possibles soient mis à la disposition de toute la population canadienne, afin que ceux qui le veulent puissent apprendre les deux langues sans distinction. (11) (15)
3. Que le gouvernement canadien voie à ce que tous ses services soient bilingues, afin que les citoyens de toutes les provinces du Canada puissent recourir à ces services dans l'une ou l'autre langue. (13)
4. Dans le domaine provincial, que les gouvernements provinciaux reconnaissent officiellement les deux langues, l'anglais et le français. (15)
5. Dans le domaine de l'éducation, que les gouvernements provinciaux reconnaissent et favorisent l'enseignement du français, et l'enseignement en français, dans toutes les écoles primaires et secondaires, (15) (16) (24)
6. Que le gouvernement provincial voie à l'établissement d'une Ecole Normale pour la formation de professeurs de français, et cela le plus tôt possible. Ca presse! (21) (24)
7. Que le gouvernement fédéral accorde le budget nécessaire à Radio-Canada pour l'extension du réseau français de radio, d'un océan à l'autre, et pour l'établissement de postes de télévision française dans toutes les provinces de l'Ouest. (Radio et Télévision)
8. Que dans le système scolaire les gouvernements provinciaux donnent aux Canadiens de langue française les mêmes avantages que ceux dont jouissent les Canadiens de langue anglaise dans la province de Québec. (15) (16)

LES SOCIETES

RADIO-GRAVELBOURG LIMITEE

et

RADIO-PRAIRIES-NORD LIMITEE

sont heureuses de vous présenter ce mémoire;
elles vous remercie de votre accueil bienveillant.

## INTRODUCTION

### Votre Mandat

extrait de l'arrêté-en Conseil 1963-1106 approuvé par son Excellence le Gouverneur Général le 19 juillet 1963..... pour faire enquête et rapport sur l'état présent du bilinguisme et du biculturalisme au Canada et recommander les mesures à prendre pour que la Confédération canadienne se développe d'après le principe de l'égalité entre les deux peuples qui l'ont fondée, compte tenu de l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada, ainsi que les mesures à prendre pour sauvegarder cet apport; en particulier,

1. faire rapport sur l'état et la pratique du bilinguisme dans tous les services et institutions de l'administration fédérale - y compris les sociétés de la Couronne - ainsi que dans leurs contacts avec le public, et présenter des recommandations de nature à assurer le caractère bilingue et fondamentalement biculturel de l'administration fédérale.

2. faire rapport sur le rôle dévolu aux institutions, tant publiques que privées, y compris les grands organes de communication, en vue de favoriser le bilinguisme, de meilleures relations culturelles ainsi qu'une compréhension plus répandue du caractère fondamentalement biculrel de notre pays et de l'apport subséquent des autres cultures, présenter des recommandations en vue d'intensifier ce rôle, et

3. discuter avec les gouvernements provinciaux, compte tenu de ce que la compétence constitutionnelle en matière d'éducation est conférée aux provinces, les occasions qui sont données aux Canadiens d'apprendre le français et l'anglais et présenter des recommandations sur les moyens à prendre pour permettre aux Canadiens de devenir bilingues.

COURT HISTORIQUE DES DEUX POSTES

1) Après des années de travail et de luttes ardentes, de sacrifices de temps et d'argent, les Canadiens-Français de la Saskatchewan voyaient enfin en 1952 monter les tours de leurs deux postes de radio françaises: CFRG à Gravelbourg, et CFNS à Saskatoon.

2) C'est à Prud'homme (Sask), non loin de Saskatoon qu'avait été discutée pour la première fois l'érection de postes de radio française dans l'Ouest canadien - des postes qui donneraient à notre population la nourriture culturelle et religieuse de nos traditions frnaçaises.

3) Grâce à leur esprit de discipline, à la volonté de demeurer ce qu'ils étaient, catholiques et français toujours; grâce à leur générosité qui les poussa à souscrire $385,000 --$185,000 dans le sud, et $200,000 dans le nord - grâce aussi à l'aide qui leur fut accordée avec tant de bienveillance par leurs frères du Québec - le Conseil de la Vie Française en Amérique versant $60,000 pour chacun des deux postes; grâce à tout cela, les Franco-Canadiens de la Saskatchewan connaissaient enfin la victoire, le couronnement d'au-delà de vingt années d'effort. C'est en janvier 1951 que le Bureau des Gouverneurs de Radio-Canada décidait de recommander au gouverne - ment l'octroi de permis de diffusion pour les deux postes de langue française en Saskatchewan.

4) Le permis du Ministère des Transport arriva le 31 octobre 1951. Immédiatement on se mit à l'oeuvre. Le rêve devenait réalité, et 1952 marqua une date de la plus haute importance dans l'histoire de notre pays.

LA RADIO

5) La population de langue française des provinces de l'Ouest a manifesté sa foi dans la puissance éducative et culturelle de la radio par les sacrifices considérables d'argent qu'elle a consentis en 1951. Si nous avons quatre postes de langue française actuellement dans ce vaste domaine, à peine peuplé, c'est parce que mous l'avons

voulu. S'il y a du français dans l'air des provinces des prairies, c'est qu'aidés de nos compatriotes de l'Est par l'entremise du Conseil de la Vie Française en Amérique, nous avons payé pour en avoir.

6) Ce que nous avons fait, nous ne le regrettons pas; au contraire, nous voulons intensifier notre travail, si possible, pour continuer la formation culturelle que nous avons entreprise. Nous nous rendons compte tous les jours de la puissance de la radio dans l'éducation d'un peuple et dans l'expansion de sa culture.

7) C'est un fait dont plusieurs ont pu se rendre compte que depuis l'avènement de la radio française chez-nous, nos gens ont enrichi leur vocabulaire de quantité de nouveaux mots. Ils ont appris à former des phrases, et lorsqu'ils parlent, on s'aperçoit qu'ils ont fait du progrès et qu'il n'y a plus cette gêne qui existait autrefois et qui les empêchait bien souvent de s'exprimer en français. C'est là un gain fort intéressant.

8) De plus, nos gens ont fait connaissance, par la radio, avec la vie de leurs concitoyens de l'Est qu'ils ne connaissaient presque plus; ils ont acquis, par les émissions de Radio-Canada que nos postes diffusent, des notions d'histoire, de géographie et de science sociale; enfin, ils ont pu constater qu'il y a une vie française au Canada, et ils s'y intéressent de plus en plus.

9) Nos postes de radio ont fait davantage: ils ont contribué à créer un climat de bonne entente et de compréhension des problèmes des différents groupes qui constituent le peuple canadien. Ils ont dont collaboré par le fait même au progrès de l'unité nationale, ce qui n'est pas peu dire.

10) Chez les nôtres, il n'est pas question de séparation, mais plutôt de compréhension; nous voulons la coopération et la bonne entente. Nous devons reconnaître que la radio nous a été d'un grand secours dans ce travail; il reste néanmoins que nous avons encore beaucoup de chemin à faire pour accomplir toute la mission que nos

postes sont appelés à accomplir.

11) Par exemple, le personnel de nos postes travaille bien, mais le fait demeure qu'il est inexpérimenté dans certains domaines, et qu'il ne peut pas donner tous les services qu'on pourrait espérer d'une pareille entreprise. Dans le domaine de l'agriculture, nous n'avons aucune personne vraiment qualifiée pour donner aux cultivateurs des conseils pratiques et appropriés à nos conditions de climat et de culture de la terre. Lors même que nous voudrions entreprendre des séries de conférences sur des sujets spécialisés, cela nous serait impossible à moins de faire appel à des personnes de l'extérieur, et alors, nous ne pouvons songer à payer des cachets convenables. Le même problème existe dans le domaine de l'éducation. Nous aimerions, par exemple, donner des cours de français, non seulement pour les gens de langue française, mais aussi à l'intention des auditeurs de langue anglaise. Pour les uns ce serait un moyen de se perfectionner, et pour les autres ce serait l'occasion de commencer à apprendre l'autre langue officielle du pays, et cela pourrait aussi leur aider à mieux comprendre leurs compatriotes de langue française.

12) Nous avons parlé plus haut de coopération, de compréhension et de bonne entente; ces choses ne doivent pas être à sens unique. Dans cette partie du Canada, c'est-à-dire dans les provinces de l'ouest, la population de langue française a subi l'influence anglophone dans les affaires, à l'école, et même au foyer, par toute une série de moyens: journaux, livres, revues, radio et télévision.

13) Dans le domaine des affaires, pour ne parler que de la Saskatchewan, il est difficile de s'imaginer pouvoir faire toutes nos affaires en français, bien qu'il serait pourtant convenable et normal de pouvoir communiquer en français ave les ministères fédéraux et même provinciaux.

L'ECOLE

14) En Saskatchewan, là où la commission scolaire le désire, on peut enseigner le français une heure par jour, et cet enseignement peut être donné en français; toutes les autres matières, cependant, doivent être enseignées en anglais. Il en résulte que , en pratique, l'atmosphère de la classe est forcément anglaise; il est bien difficile qu'il en soit autrement dans les conditions actuelles.

15) Si on désire l'égalité des deux langues, ces dernières devraient être utilisées également dans l'enseignement. Si on a réussi à enseigner le français dans un certain nombre de classes en Saskatchewan, c'est grâce à la tenacité et aux sacrifices de la population de la province. C'est par l'entremise d'une association, "L'Association Catholique Franco-Canadienne" de la Saskatchewan, qui s'est substituée au Ministère de l'Instruction Publique pour préparer un programme d'études, organiser les examens annuels, et faire la correction de ces derniers. Cette année, cependant, le Ministère de l'Instruction Publique a enfin accepté le programme de l'Association de même que la responsabilité de la mise en exécution , à ses frais, de tout le programme de l'enseignement du français de l'Association. Ce programme sera connu sous le vocable "Cours de Français Supérieur", ceci pour bien le distinguer du programme "French" ensigné aux cours secondaires.

16) C'est un pas dans la bonne direction. Il est à notre avis aussi important pour les 200,000 francophone de l'Ouest de conserver leur héritage culturel français que les 4 ou 5 millions qui vivent au Québec, aussi bien qu'il est important pour la minorité anglophone du Québec de conserver leur culture comme le fait la majorité anglophone qui vit en dehors du Québec.

LA TELEVISION

17) Bien qu'elle soit une puissance très forte, la radio elle-même, comme vous le savez, se rend compte qu'elle commence à être dépassée par la télévision: à la parole il faudrait pouvoir ajouter l'image. Le peuple s'instruit tout autant par les yeux que par les

oreilles, ce qui veut dire que nous songeons depuis longtemps déjà à la télévision française, et nous ne voyons pas très bien pourquoi nous devrions en être privés, simplement parce que nous demeurons en dehors du Québec. Si l'on veut réellement étendre les deux cultures au pays, qu'on le fasse par tous les moyens possibles, et cela d'un bout à l'autre du Canada. Nous ne pouvons penser à retourner demander à nos gens de souscrire pour la construction de postes de télévision quand ils savent qu'ils payent des taxes qui sont employées à soutenir la radio et la télévision de l'Etat. Nous voyons le jour où la population de la Saskatchewan pourra aussi être dotée de postes de télévision française. Faudra-t-il attendre qu'il soit trop tard? Nous osons croire que non, bien que nous reconnaissions la difficulté d'une telle entreprise dans l'Ouest, en raison de la dispersion de la population française.

LE JOURNAL QUOTIDIEN

18) Une autre lacune qui devrait être comblée, c'est l'absence d'un journal quotidien de langue française pour les provinces de l'Ouest. Un journal a toujours sa place, même quand on a la radio et la télévision qui nous apportent les nouvelles en résumé.

19) Le journal vient compléter l'information et la culture. On ne peut pas dire qu'on sait une langue par le seul fait qu'on la parle; il faut encore être capable de l'écrire et de la lire. D'ailleurs, le journal s'impose par ses articles plus profondément pensés, qu'on lit à tête reposée, et qui, par le fait même, donnent aux esprits une formation en profondeur.

20) Comment arriver à lancer et à soutenir un quotidien chez-nous? Nous l'ignorons, mais nous comptons sur le secours d'organismes provinciaux et nationaux qui pourraient peut-être y consacrer une part de leur budget.

FORMATION DE PROFESSEURS

21) On nous accusera peut-être d'avoir des idées qui dépassent nos moyens, mais nous croyons que pour assurer totalement la survi-

vance et le développement de la langue et de la culture française chez-nous, il nous faudrait encore une école normale qui formerait des professeurs bien compétents pour l'enseignement du français. S'il est impossible de trouver le moyen d'en arriver à une telle réalisation par des subsides des gouvernements provinciaux et fédéral, au moins nous osons espérer que certains organismes multiplieront les bourses d'études afin que nos jeunes qui veulent progresser dans l'étude de la langue française et en faire une spécialité puissent se rendre dans les universités où la chose est possible, et où l'atmosphère est franchement et ouvertement française.

22) Nous souhaitons également qu'on nous envoie des professeurs bien qualifiés, formés dans les écoles françaises de l'Est. Ces derniers pourraient créer une atmosphère française dans la classe, atmosphère que nous croyons nécessaires pour arriver à un enseignement effectif, qui contribuera à faire aimer le français encore plus. Ce n'est pas tout de parler le français pour l'enseigner, il faut encore avoir une mentalité française qui perce tout au long de l'enseignement; c'est cela qui fait défaut la plupart du temps chez-nous.

23) A tout cela nous voudrions ajouter comme moyen de formation de culture française, des cours d'été pour les professeurs et pour les élèves les plus avancés, des cours d'histoire du Canada, par exemple, histoire qui est à peu près inconnue chez-nous, dans les écoles publiques du moins, et qui n'est même pas toujours bien enseignée. Nous croyons aussi que des cours de littérature française aideraient tous les professeurs qui ont passé l'âge de fréquenter les universités, ou qui, pour une raison ou une autre, ne peuvent se déplacer. Ces cours rendraient les professeurs un peu plus compétents dans l'enseignement du français qui leur est confié. Plusieurs de nos professeurs n'ont qu'un certificat décerné par l'Association Catholique Franco-Canadienne, ce qui est déjà quelque chose, mais qui n'est pas suffisant pour ensei-

gner convenablement une langue aussi difficile et capricieuse que le français.

24) Il nous faudrait aussi des laboratoires de langues comme on en installe un peu partout. Nous vivons loin des grands centres culturels, c'est pourquoi nous avons besoin, sur place, de tous les moyens modernes de formation et d'enseignement . Nous pourrions organiser ces laboratoires dans nos deux collèges bilingues, même si au début les cours devaient être limités aux mois d'été, alors que les professeurs seraient plus libres d'en profiter.

ARTS, MUSIQUE, CHANTS ET THEATRES

25) Nous vous soumettons encore un autre sujet, celui de diriger vers nos provinces de l'Ouest des artistes canadiens-français qui viendraient faire des tournées chaque année et continuer ainsi le travail de culture commencé au foyer, continué par l'école, la radio, et bientôt (du moins, nous l'espérons) par la télévision, le journal, et tous les moyens d'enseignement que nous offre la science du vingtième siècle. Nous croyons que la langue parlée et la langue chantée sont de puissants facteurs de formation. Mais quand on sait que nos plus grands centres français ne comptent pas plus que 2000 âmes, il est impossible de penser à défrayer les voyages d'un artiste et de lui payer un cachet convenable pour son travail. Cependant afin d'ancrer davantage dans notre population le désir de demeurer fidèle à son passé, il faut qu'on lui fasse voir que tous les moyens de culture mentionnés ci-haut sont possibles, et qu'ils existent en réalité. Il faudrait alors que des organismes plus forts que tous ceux que nous avons ici se mettent de la partie, et nous aident à compléter ce qui manque à notre formation.

Voilà quelques suggestions que nous soumettons à votre attention.

Nous vous remercions de votre bienveillante considération, et nous exprimons l'espoir que votre enquête portera des fruits abondants pour le bien de notre vaste pays dont le caractère bilingue et biculturel devrait être reconnu d'un océan à l'autre.

No. 34 790-90

BRIEF SUBMITTED TO

THE ROYAL COMMISSION ON BILINGUALISM AND BICULTURALISM

Miss Ruth Radford,
Milnes Landing, B.C.
May 11th, 1964.

Subject: An independent brief on the Quebec situation, to the Royal Commission for enquiry into Bi-lingualism and Bi-culturalism.

1) It seems clear that the present discontent in the province of Quebec, is part of the Cold War. The mental struggles of its awakening people -- an awakening much to be welcomed -- are being exploited by hidden forces, along with France, Africa, South America and the American Negroes. At present, these forces are dominated by the one that used Nazism. The French Canadian's natural love for his language is a convenient peg.

2) Communism, Fascism and Nazism are but modern tools of ancient forces, with a sense of inferiority, who continually try to dominate the world, to assuage that quite unnecessary emotion; not having learned the value of forgiveness, or their own value.

3) They stem from persons and groups that were made to feel second-rate before Israel, such as Ishmael, Reuben, the wives of Esau, the priesthoods of Egypt and Babylon. The last two were set down by Moses and Daniel.

4) Britain, as the leading nation of the Israel inheritance, has taken the brunt of their resentment. Britain's flag, the Union Jack, is hated and feared, because it is composed of the crosses of Christ and Jacob.

5) Communism was originally the creation of the group that the Bible calls "Gog": the descendants of Reuben, the displaced eldest son of Jacob. Gog is likely responsible for the segregation of Jewry, which would have lost itself among

the rest of Israel. Gog obviously wanted to use Jewry ... for Gog.

6) Fascism came of the Babylon priesthood; which in ancient times, spread its worship of the Queen of Heaven, and her quasi-divine son, over much of the then known world, under differing names; and integrated them into Christianity when it became too strong for them. Because of this dishonest and divided allegiance, Babylon had to keep its followers as ignorant as possible.

7) Nazism is the creation of the descendants of the half-bloods of Egypt and Israel, the "Mixt-multitude" of the Exodus; who, after the later dispersion of Israel, settled in pockets of Europe, notably in Prussia and North Russia. This Egypt-Israel element holds top place in the Soviet today. (It seems that Gog guides China.)

8) It seems clear that international Egypt has infiltrated the Vatican Council, and many other religious and secular organizations in western nations, including Canada. In Quebec, some Roman Catholic priests are being used, to 'divide and conquer' Canada. Political forces are found convenient in British Columbia.

9) One is certain that the people of Quebec, being of the same stock as the British, will surmount this exploitation, and will 'laugh it out of court'; when they understand it. The laughter will be kindly; for they will understand the ancient and modern hurts that have given rise to the situation.

10) The great need of the world, today, is kindness, forgiveness and abatement of self-pride. Jesus would say, now, "Heal those emotions!"

790-902 (A)

Independent Brief on the Quebec Situation, to the
Commission for Bilingualism and Biculturalism.
From Ruth Radford, Milnes Landing, B. C.

To the Commissioners, and to whom it may concern, I would say: Please believe that what I am about to say is meant in kindness.

It seems clear to me that the present discontent in the Province of Quebec, is part of the overall struggle for world power, which has been going on for many centuries. I speak after more than thirty-four years of study and observation. The individual and social commotion of Quebec's awakening people -- an awakening much to be welcomed -- is being exploited by hidden forces; along with France, Africa, South America, Southern Asia and China, and the American Negroes. Recently, these forces have been dominated by the one that used Nazism. Now another is surging. The French Canadian's love for his language is a convenient peg.

Communism, Fascism and Nazism are but modern tools, or fronts, of ancient forces, with a sense of inferiority; who continually try to dominate the world, and particularly the Celto-Saxon nations, to assuage that quite unnecessary emotion. They have not learned the value of forgiveness, or their own value. These three rival forces are threaded all through our national life: in political parties, universities, communications, churches, the professions, probably the armaments industries -- and use the nations under their control to make business for them -- and, notably in the arts. They guide business into wrong ways, and stir up the workers against it. They are not Communists, Fascists or Nazis, but use those ideal-ogies. They work on both sides of controversies, they take one attitude at one time, and the opposite at another; as on the race question in Germany and in Africa.

They stem from persons and groups who were made to feel second-rate, by the manner in which God used ancient Israel. It began with the casting out of Ishmael and his Egyptian mother, Hagar. He founded the Arab people. Reuben, the eldest son of Jacob-Israel, was set aside for the sons of Joseph, in the giving of the birthright. His grandson was Gog. The Hittite wives of the dispossessed Esau, were scorned by their mother-in-law, Rebecca. The priesthoods of Egypt and Babylon were humiliated by Moses and Daniel, and so it went.

Britain and the United States, as the leading nations of the Israel inheritance, have and are taking the brunt of the handed-down resentments of these groups. The Union Jack is hated and feared by them; because it is composed of the crosses of Christ and of Jacob. It is true that Britain is of modern Israel. Along with France and the United States, she has admitted the fact before the United Nations, after careful re-

search in old libraries and the British Museum. The French Canadians are mostly of the same stock; and the crosses belong to them, too. Our Queen is the 101st descendant from King David of Israel. She belongs to French Canada -- a living symbol of continuity.

Communism was originally the creation of the group, within Israel, that the Bible calls "Gog": the descendants of Reuben, the displaced. This Gogish element was plainly responsible for the segregation of Jewry; which, otherwise, would have lost itself among the rest of Israel. Gog wanted to exploit Jewry -- for Gog. It is this group that is surging, now.

Fascism came from the Babylonian priesthood; which in ancient times, spread its worship of the Queen of Heaven, and her quasi-divine son, over much of the then-known world, under differing names; and integrated them into Christianity, when it became too strong for them. Because of this dishonest and divided allegiance, Babylon had to keep its followers as ignorant as possible. (By the way, Gog has used that method, also, in some respects; but the third group is pushing education, to frustrate the others. They always counter eacher other.) Quebec is now awakening, and is being led to blame the British Canadians for the past. We are not all that badd...thoughtless, rather than mean. If we have seemed antagonistic, it has been toward Babylon, not the people. Remember, we are being worked on, too.

Nazism was the creation of the descendants of the half-bloods of Egypt and Israel, the "Mixt-multitude" of the Exodus; who after the later dispersion of Israel, settled in pockets of Europe, notably in Prussia and North Russia. (Frederick Engels, the patron of Karl Marx, was Prussia, I think. He did much of Marx's thinking.) This Egypt-Israel element holds top place in Russia, today. It seems that Gog guides China, Gog and 'Egypt' are historic rivals, as the present situation in the Near East shows.)

This force, which we may call International Egypt, has infiltrated the Vatican Council, and many other religious and secular organizations in Western nations, including Canada. History tells us that northern Italy was overrun by Goths and Vandals. I haven't had time, or means, of verifying the idea; but it is very likely that the inheritance of the people is partly, at least, of the 'Egypt' element. Isn't this possibility an explanation for the actions of the last three Popes? John 23rd, and Paul 6th came from the north. On the Protestant side, Luther and his patron, the Archduke Frederick, were of Prussia. I was told by a Zionist (gog?) that a Roman Catholic priest had told him that the Vatican Council was half Communist. I see some reason to think that Gog has done some infiltrating, also. Probably all of the churches have had some of their roots in world politics; but God has used each to bring out a viewpoint.

Plainly the Egypt-Bablyon power is using some Roman Catholic priests in Quebec, to "divide and conquer" Canada. I am sorry if these statements hurt the feelings of anybody; but the situation requires that they be set out plainly. I feel certain that the people of Quebec will surmount this present exploitation, and will "laugh it out of court", when they comprehend it. The laughter will be kindly; for they will understand the ancient and modern hurts that have given rise to the situation.

Psychiatrists say that when the causes of a person's distress are opened out to him, he is often relieved. Most of the struggles of ancient and modern history, and of the present period in the world and the nation, have grown out of wounded self-pride.

Jesus Christ, who likely knew all about those rival forces, said: "He that humbles himself shall be exalted." He also said: "There is nothing hid, that shall not be revealed..shouted from the housetops." So we see that the great need of today is kindness, forgiveness and abatement of self-pride.

I have said nothing, directly, about Bilingualism and Biculturalism. Indirectly, I have said more than if I had. I will say this, now: I wish I could speak French fluently; I could use it.

**We can see that the cause of the situation of the world, and in Canada, is loss of 'face'. If the French Canadian can rise above his loss of 'face'; it may be that he can lead the international forces of Gog, Babylon and 'Egypt' to the same outlook, and have the honor of resolving the world's chief problem.**

NO.: 790-902

TITLE: An independent brief on the Quebec situation.

AUTHOR: Miss Ruth Radford, Milnes Landing, B.C.

Brief of 2 pages; no recommendation

---

REMARKS OF ANALYST:

The author of this personal brief belongs to the British Israel movement; her comments are extremely far-fetched.

The present discontent in the province of Quebec is presented as part of the Cold War, with the ancient forces inherent in Communism, Fascism and Nazism stealthily at work. A short "historic" account of these three movements is given. Roman Catholicism is also seen as a tool used to "divide and conquer" Canada.

However, the author expresses the hope that the people of Quebec, being of the same stock as the British (who are "the leading nation of Israel inheritance"), will surmount this exploitation.

---

ATT.: RESEARCH

---

TABLE OF CONTENTS: PAGES

BRIEF: 1 - 2

CONFIDENTIAL

BACKGROUND PAPERS

| Brief #: 790-902 |
| --- |
| Miss Ruth Radford |
| VANCOUVER |

A. INFORMATION ON INDIVIDUAL

Miss Radford is a member of the British Israel Movement.

B. QUESTIONING OF WITNESS(ES)

p. 1
para. 1 "The mental struggles of its (Quebec) awakening people are being exploited by hidden forces ... these forces are dominated by the one that used Nazism ..." How did you come to this conclusion?

22-4-65

BRIEF PRESENTED TO THE

ROYAL COMMISSION ON BILINGUALISM AND BICULTURALISM

J.K. Quittner,
546 Huron St.,
Toronto 5, Ont.
March 30, 1964.

1) In the hope that this will help, here are my opinions and views, primarily based on Mr. Dunton's questions of November 7th 1963; I have not yet seen the further and longer list which was expected to be published at a later date.

2) DOES THE DEVELOPMENT OF "BILINGUALISM" IN CANADA MEAN THAT ALL CITIZEN TAKING PART IN IMPORTANT COUNTRY-WIDE ACTIVITIES SHOULD BE EXPECTED IN THE FUTURE TO SPEAK OR AT LEAST UNDERSTAND THE TWO OFFICIAL LANGUAGES?

No, but it should become a "status symbol" in Canada that all those who consider themselves, and want others to consider them, as fully educated BEFORE entering University or equivalent, should know BOTH English and French to a standard of proficiency to be gradually raised over the years. Universities all over Canada should be encouraged (by withholding of grants and other voluntary funds unless they agree) to require such minimum level of proficiency as entrance requirement.

3) SHOULD CHILDREN EVERYWHERE IN CANADA HAVE THE OPPORTUNITY TO BE TAUGHT IN EITHER ENGLISH OR FRENCH DEPENDING ON THEIR FAMILY BACKGROUND?

Yes, see (1) above, but whether or not at Public Expense is a matter to be decided by the Province concerned; probably only those who obtain a minimum mark consistently should be taught at Public Expense. Note that this applies ONLY to English & French. No other languages should be taught in any Public School. High Schools might be free to make their own choices, including any "local" ethnic languages, provided this is paid for privately. The Provinces should be encouraged to start teaching THE second language on an extra-curricular basis in

all Public Schools at a very early stage and age.

4) TO WHAT EXTENT SHOULD TEACHING OF THE OTHER OFFICIAL LANGUAGES BE MADE AVAILABLE IN ALL PARTS OF CANADA?

See (2) above. Also (1). Emphasis should be on the INCENTIVE to learn the other language because it will be NEEDED later in life, and not only because it is as useful as Latin or Greek.

5) IN QUEBEC THE ENGLISH AND FRENCH LANGUAGES ARE OFFICIAL, IN THE SENSE THAT THEY ARE BOTH USED IN THE STATUTES AND DEBATES IN THE QUEBEC LEGISLATURE, AND IN THE PROCEEDINGS OF ALL PROVINCIAL COURTS. ARE YOU IN FAVOUR OF EXTENDING THIS BILINGUALISM TO OTHER PROVINCES?

Each Province may decide on this as they think fit.

6) DO YOU BELIEVE SENIOR FEDERAL OFFICIALS SHOULD BE ABLE TO UNDERSTAND AND SPEAK BOTH ENGLISH AND FRENCH?

Yes, but only in the sense mentioned under (1) above. Minimum requirements for holding a job as a "Senior Official" should be the holding of a University Degree <u>in Canada</u>, hence this is going to be automatically solved.

7) DO YOU BELIEVE THAT THE SAME RULE SHOULD APPLY TO ANY PROVINCE IN WHICH THERE IS A SUBSTANTIAL FRENCH OR ENGLISH MINORITY?

No, it should apply to ALL provinces who employ so-called "educated" officials.

8) HAVE YOU EXPERIENCED LANGUAGE DIFFICULTIES IN ANY ORGANIZATION OR BUSINESS WITH WHICH YOU ARE ASSOCIATED OR WITH WHICH YOU DEAL?

No.

9) IN WHAT SENSE CAN IT BE SAID THAT THERE ARE, OR THAT THERE ARE NOT, TWO DISTINCT "NATIONS" IN CANADA, TO WHICH OTHER ETHNIC GROUPS HAVE JOINED THEMSELVES; OR IN WHAT SENSE IS THERE, OR IS THERE NOT, A SINGLE CANADIAN NATION; DO YOU HAVE ANOTHER CONCEPT OF CANADIAN SOCIETY?

At the present time there is NO such thing as a Canadian Nation as such. Even Canadian Citizenship is not at all necessary to

obtain various social benefits (unless that information is wrong). There is no special need or incentives for Canadians to feel as Canadians, except in case of emergency, in time of war. We are all having dual "citizenship", some have even more than two allegiances. The BNA Acts, as revised, ask for a split into two spheres of action and jurisdiction, such that Canadians will in general feel that their allegiance to their PROVINCE is of greater concern to them than their allegiance to Canada as a whole. In addition, those who have immigrated from another country will retain a tacid allegiance to the "Old Country". There used to be a co-ordinated overall direction which was the "boss" of the Provinces and the Federal Government - the Imperial Government - but when Canada became independent (Statute of Westminster), the "boss" function which was doing the co-ordinating was lost. His Excellency, the Governor-General has been stripped of all but purely ceremonial functions in times of Peace, which does have many advantages, but also many disadvantages, such as the need for Provincial-Federal agreements, sometimes involving the requirement of unanimousity - frequently impossible to attain. The Provinces, of course, are very aware of this and have an incentive to become very difficult to deal with and require considerable efforts and bribes for consent. It does not help at all to give in to blackmail in any form - it will lead to further blackmail only.

10) Canada originally was inhabited by a number of different nations of Indians and Eskimos - even in the little part of Canada near Brantford, Ont. you can visit the remnants of the "Six Nations" of Indians. All other settlers are immigrants or decendants of immigrants, and have come from various nations as determined by Immigration policies from time to time. Various "countries" (later "provinces") were formed, and there is a natural tendency for all those of the same ethnic origin to consider themselves bound to each other and separate

from all others (History can give VERY many examples - human nature has changed very little over the centuries, and studies of history from the "Systems" point of view, disregarding effects of the particular age and environment, could be very rewarding in finding out how others, and with what success, have solved the very same problems we in Canada are having or will have in the future!) While the descendants of French immigrants have found themselves close to 30% of the total population, and as a result have been dealt with as partners in the past (without understanding the sense of liberty, fair play and inherent experience of handling "colonial Territories" by the British conquerers), there is probably some concern now creeping in that OTHER nations have increased their percentage of population as part of Canada, so that in the future there looms the prospect of the French partnership to be diluted in favour of the others who tend to become "partners" too, and demand the same priviledges. This, too, is no doubt causing any of Quebec's Governments to ask for more and more, to ensure their vast importance is recognized by others.

11) The K E Y to Canada's future troubles is held to some extent by those who determine immigration policies, it always being understood that the effects of policies are not seen until many years later. While we now have with us St. Patrick days (Please note the time spent in Senate, Commons and Legislatures to discuss St. Patrick, Ireland or who is or is not a descendant of Irish immigrants), I would not at all be surprised to find that demands will be made that equal status be given to the Patron Saints or National Heroes of all other countries from which people have come here, or St. Money, whom many revere.

12) The general tendency to talk a lot (but never wanting to actually have it happening HERE) about SELF-DETERMINATION will help to encourage a splitting up of Canada into many independent parts as soon as each part thinks it can exist on

its own, and can struggle free. There is thus an incentive for various "underground groups" to force this to happen, by considerable violence if necessary (see histories, repeated over and over again), always supported unwittingly by many others who want the opposite.

13) An awareness of being CANADIAN must be much more than due to the common denominators of Hockey, Football, CBC or the requirement that taxes be paid to Ottawa. When the Federal Government is discussed, you will always hear or read it referred to as "THEY", never as just our own crowd, asked by us to do things for us because this is what we put them there for, and that all the money paid to THEM is for our own use, to be spent for US. Similarly, Immigration Policies are made for the future well-being (or absence thereof) in many years to come, when we are old. All these concepts are instilled mostly by environmental attitudes and by teachers in (province-controlled) Public and High Schools. As far as I know (please check), there have been instances on many occasions when during the occasions when Citizenship Certificates are issued to "New Canadians" the group was told by who they thought represents CANADA to them (but is paid by the Province??) that in Canada they can acquire citizenship without having to give up their allegiance to the "old country" - maybe this has been changed since, as shown by Lord Thompson of Fleet recently. Or does this only apply to Canadians taking up other citizenships? In my opinion the divided allegiance between CANADA and PROVINCE is enough - no "old country" allegiance is allowable in addition. It is very important that this will trickle through to those who prefer English to French descendants of immigrants, or vice versa. A Canadian Citizen should be treated as a CANADIAN ONLY, without the hyphen reflecting on his background, in the same way that water from a secondary sewage treatment plant will taste quite the same (if you don't know about its source) than water from a more acceptable source.

14) Until this is done IN PRACTICE, there will be incentives for so-called CANADIANS to feel that they must ignore that they are CANADIANS for purely defensive reasons and meet together in groups reflecting their hyphenated backgrounds, as is shown by the considerable amount of separatist (NOT ONLY FRENCH!) groups all over the country - and this is being ENCOURAGED!!!

15) DOES YOUR CONCEPT OF EQUAL PARTNERSHIP LEAD YOU TO CONSIDER CONSTITUTIONAL AMENDMENTS?

Which equal partnership? What is the value of a constitution which may or may not be adhered to as and when convenient? Many parts are not even written down? Just look at the Commons and see how they adhere to their OWN rules, how can you expect them th adhere to something that was not passed by them? I cannot help wondering whether the Quebec attitude is more or less influenced by the various "salami tactics" shown to have been used in the past to get around various requirements of the BNA Acts (as amended) instead of doing the only honest thing, revise the Constitution of Canada to meet modern conditions, with all the necessary safeguards to minorities of all or any background with the definite assurance that the constitution is workable and will be adhered to in ALL respects by governments of any party.

16) WHAT ARE THE COMMON DENOMINATORS WHICH UNDERLIE OUR TWO CULTURES, AND UPON WHICH WE MIGHT HOPE TO ESTABLISH SOME DEGREE OF CANADIAN IDENTITY?

First of all let us examine the word CULTURE. It is commonly regarded as meaning adherence to Music, Theater, or any other forms of Art, but this is only a SMALL part of the meaning of the word. Just think of flowers and a garden, and there the word comes into its own. It means that something is DONE by a GARDENER to get rid of WEEDS and encourage the FLOWERS' growth to their fullest extent, giving JOY to others by their BEAUTY. In the case of a nation this GARDENER are the TEACHER, HOME and CHURCH, who carefully select the potential FLOWERS from the

WEEDS (does our examinations system do the job properly? I doubt it!) and the result is that considerable efforts have been put forward to make sure that WEEDS and FLOWERS get EQUAL TREATMENT so that they both can develop to their full growth, giving JOY to all who like weeds, because the FLOWERS have no food left and no BEAUTY is possible under such environmental conditions. At the present time special efforts are being put into our society to teach them all the required skills to break up our country later by means of violence and hatreds. TV's Western shows plus the "finishing schools" provided by Canada's Penal system are thought to ensure this properly.

17) Religion means "to bind back" according to one version, "to care for" according to another. I submit that the various WEEDS have done their very worst to make sure that the GARDENER will be encouraged to give the WEEDS all possible encouragement and stop the FLOWERS from taking the WEEDS' food away from them. As long as religion means only to be present for a short time in a specified place once per week or only at Christmas and Easter, then the WEEDS are making sure no harm can come to them. I can imagine the surprise among some of the villagers in devout French-Canadian (I don't like the hyphen, but how else can I say it?) village, when they discovered that SOME people DO eat meat on Fridays! Maybe, they may have reasoned, OTHER church requirements can be ignored too! Once started, the Revolution in Quebec is difficult to stop!

18) Looking back into history, the PUBLIC SCHOOL (which was quite private) in Britain was designed to teach the FLOWERS how to give JOY and BEAUTY - only later the GARDENERS were encouraged by various WEEDS from other fields and gardens to give the WEEDS equal treatment, with the result that the Public Schools of England lost their primary usefulness and became a menace. GARDENERS must put in a great deal of efforts, and they must be very skilled in order to be able to do a good job. How can CANADA obtain proper GARDENERS and how can we get rid of the

WEEDS and encourage the FLOWERS? How do we stop from thinking that what the WEEDS call "good" is really good, and what the WEEDS call bad is really bad? This is the major problem and I cannot submit any suggestions here. Just note how the WEEDS have succeeded in changing the meaning of the word CULTURE! These are, I submit, problems underlying all of Canada, as common denominator.

19) DO YOU THINK THAT CANADA SHOULD HAVE A FEDERAL CAPITAL DISTRICT IN WHICH THE TWO MAIN CULTURES AND THE TWO OFFICIAL LANGUAGES WOULD BE EQUITABLY REPRESENTED?

No. If it can't be done by the Provinces, then there is little chance that it can be done in any other way.

20) DO YOU THINK THE MASS MEDIA OF COMMUNICATION, SUCH AS THE CANADIAN PRESS, THE CBC AND THE NATIONAL FILM BOARD, COULD DO MORE TO DEVELOP IN CANADA THE NOTION OF EQUAL PARTNERSHIP AND OF OUR CULTURAL HERITAGE?

I doubt it - they are doing the best they can now! Solutions must come primarily from "CULTURE" over a long period of time, and careful selection to ensure no WEEDS get into these bodies is the first step.

21) WHAT IS THE CONTRIBUTION OF THE OTHER ETHNIC GROUPS TO THE CULTURAL ENRICHMENT OF CANADA?

Different kinds of FLOWERS and WEEDS. I would like to think of all as belonging to the GARDEN whose name is CANADA, without looking at their past heritage. It's their PRESENT PERFORMANCE that counts!

22) WHAT MEASURES SHOULD BE TAKEN TO SAFEGUARD THE CONTRIBUTION OF THESE OTHER ETHNIC GROUPS (E.G. TEACHING OF THEIR LANGUAGES IN SCHOOLS)?

The more efforts are being put into the "safeguarding" of other countries' future colonial connections (after the breaking up of Canada has been accomplished by them), the less likelyhood is there of Canada remaining a united country, or people living in Canada considering themselves to be CANADIANS without hyphen, whether provincial or ethnical.

In the past there have been many difficulties for each of the various parts that now are known as CANADA. These parts joined together to form our country because each such part thought that in unity with the others the welfare of each part will be safeguarded. If we want to preserve CANADA as a country, then we must make sure that it is to each such part's advantage to remain within the Confederation, and prepare the ground for an enthusiastic YES vote on the assumption that as part of the centennial celebrations the clock be put back 100 years and another vote be taken on whether or not they wanted to confederate.
As long as the GARDENER'S BUYER (Immigration) will ensure that only FLOWERS and what is good for FLOWERS will be bought, and NO POISONS, there is a good hope for the GARDEN to become lovelier and happier than it is now.

J.K. Quittner.
March 1964.

Supplement

750-410

PART TWO

Since my submission to you dated March 30, 1964 (Easter Monday) I have received the five public "DOCUMENTS" issued by the commission for the use of those submitting briefs, and in the hope that this will help, I am continuing herewith my presentation of my opinions and views.

23) WHAT IS CULTURE? I have already (Reference # 30, p. 7ff) outlined my contention that CULTURE is far more than the existence in a country of a body of people who attend various performances of art form, but that instead, CULTURE is a means of producing a different kind of personality from the one inherited. While, of course, attendance at performances of the Theatre CAN (but usually does not) show people that certain courses of action (as depicted on the stage or screen) may lead to certain results (good or bad) and thus will lead the audience in a particular direction, and similarly the showing of Pictures CAN (but usually does not) show people how to do certain things (a single frame of a film, or a photograph of a stage play, or of actal events) and thus will also lead the audience in a particular direction, there are many OTHER ways which in modern times influence he actions of the general public. Collier's Encyclopedia (#6) defined CULTURE as "THE MAN-MADE PART OF THE HUMAN ENVIRONMENT" or "THE WAY OF LIFE OF A SPECIFIC GROUP" and says "WHAT HUMAN BEINGS DO AND WHAT THEY REFRAIN FROM DOING IS, IN PART, A CONSEQUENCE OF BEING BROUGHT UP IN ONE GROUP AS OPPOSED TO ANOTHER." "CULTURE IS LEARNED, NOT TRANSMITTED BY GENES". When we talk of an ENGLISH-CANADIAN and a "FRENCH-CANADIAN culture that shows only that there is a difference between the way these two groups act and behave. Please note that apparently there is no way of knowing how un-hyphenated canadians act, probably because that group (if it exists at all at the present time) is too small to be statistically significant.

Culture, I believe, is very closely connected with EDUCATION and as long as education is a provincial responsibility

we can look forward to the creating of so-called hyphenated canadians, primarily intersted in their own province, and hardly at all in Canada as a whole, except in cases where they personally are affected.

24) HOW CAN TWO CULTURES EXIST IN EQUALITY "TAKING INTO ACCOUNT THE CONTRIBUTION MADE BY THE OTHER ETHNIC GROUPS TO THE CULTURAL ENRICHMENT OF CANADA"? They can't any more than you can have a group of people all having "equal" financial resources. All you can do is to try to take the best of all the cultures and use it to build a NEW culture. We often hear about the USA being a "melting pot", and that we here in Canada are NOT following this policy. If you look very carefully at the internal strife existing in the USA today, where after many years of so-called equality and a melting-pot policy you find still many different ways of doing things, then there is little doubt that we in Canada have very little chance of doing things any differently, however hard we may try. In other multi-nation countries, such as Switzerland or Belgium, too, the various nations have their own culture, but no way exists to "equalize" them. Building a distinctly CANADIAN nation means first of all knowing how a true CANADIAN differés from any of the now numerically superior hyphenated canadians, and then ensuring special training under Federal Government direction (Citizenship Branch of the Dept. of Citizenship & Immigration??) so as to guide existing hyphens into disuse.

25) ARISTOTLE HAS DEFINED THE EXISTENCE OF A NATION WHEREVER THERE IS A COLLECTIVE "WILL TO LIVE". DO THE FRIENDSHIP AND COLLECTIVE WILL TO LIVE EXIST IN CANADA BETWEEN ALL THE NATIONAL GROUPS, AND PARTICULARLY BETWEEN THE TWO GROUPS WHO ESTABLISHED CONFEDERATION? No, they do not, and never have if you look at the majorities and ignore the very small minority who found this possible over the many years since British and French met in Europe or in Canada. It seems that the general requirement to conform upon individuals results in the keeping apart of the various cultures and usually prevents a mixing into a new combined culture.

Differences of language are put first by C.J. Hayes (#9, p.3), historical traditions next (p.4) and the result is cultural nationalism (p.5). He says that (p.9) in French there is a difference between a patrie and a pays, everyone having both. In order to make people aware of their entire nationality an intensive and extensive educational process is advocated by Hayes (p.10). This so far has never been done in Canada, probably because education was until recently a responsibility of the churches, and until comparatively recently there was a sharp geographical division between religions in Canada. The fact that there are now many Catholics living in English-speaking Canada MAY be of considerable advantage in bringing together the two major people of Canada. Lord Percy of Newcastle (# 28, p.29) says that "Religion always asserts the equality of ~~man~~ all men. In a sense, that is what religion is for. But obviously, no two human beings can be equated in their totality...." On p.31 he too says:"...As we shall see, of all the means of assimilation the most essential to democracy is a uniform state-controlled education." This is not the aim in Canada, however, and thus there is not, and cannot be in the future, a "collective will to live" as defined by Aristotle. Efforts to emphasize the differences, such as celebrations of the "glorious 12th" can only make things worse.

-- IS EACH GROUP READY TO ACCEPT THE CONDITIONS OF LIFE THAT WILL RESULT IN A SOCIETY THAT IS VIABLE AND AGREEABLE? Not yet.

27) WHAT IS A BILINGUAL AND BICULTURAL STATE? The concensus of the literature seems to be that bilingualism exists where there is a free mingling of nations, particularly of children, and various studies have been made into the language aspects of bilingualism. It seems to me that in order to have bilingualism in a country as a whole you must have a condition of free mingling of both languages all over the country. This implies that in Canada there is little chance of bilingualism being implemented in provinces such as Newfoundland and the Western Provinces. The "need to use" provides

the incentive - As I said before, an academic need such as the use of Greek and Latin will not provide bilingualism in Canada.

I have not come across any references to BICULTURALISM in the literature; it seems that this does not really exist, except under veryspecial conditions, such as the possible result of an "exchange programme" where children or young adults live in each others' homes. Probably biculturalism is only a freak condition, being inherently unstable, an intermediate position between the two monocultures and an assimilated third (new) culture.

28) IN CONCRETE TERMS, WHAT IS IMPLIED BY THE EQUALITY OF TWO LANGUAGES AND TWO CULTURES? Equality of two languages implies that a given person can communicate equally well in either language, in both cases the standard of knowledge of the language being at least as high as an "acceptable" standard in case of either of the two languages being used by a monolingual person using his mother-tongue. Equality of two cultures seems to imply a POLITICAL equality only, namely that each culture can follow its own customs and own laws and own habits. This can work well in cases where there is an iron-tight separation between the two cultures either geographically (South African Apartheid) or legally (such as is being done here in Canada in regions of mixed cultures where no mixing is taking place due to cliques). The problem is that this will tend to emphasise the differences between the two cultures, and reduce communications between them to the very minimum, with consequent misunderstandings and friction, leading in the end inevitably to demands for separation politically under the principle of self-determination, with such demands being reinforced by various degrees of violence continually. Even if complete equality is given to both cultures, one of them will always claim to be worse off than the other, just as in the case of brothers and sisters at the dinner table.

29) UNDER WHAT CONDITIONS CAN IT BE ACHIEVED? Bilingualism is achieved only if all those speaking one language live under the conditions of inability to speak their own language, but having to use the other language in order to communicate. Biculturalism is

feasible shrtly after one country has taken over another country ( 1759 A.D. ). It is an unstable condition. Switzerland and Belgium seem to have achieved some stability and the commission would be well advised to look into these and other similar cases very carefully. O.Jáczi (# 21) has gone into details of the pathology of biculturalism and he mentions the following "centripetal" forces: The Dynasty, Army, Aristocracy, Roman-Catholic Church, Bureaucracy, Capitalism and Jewry, Socialism and Free Trade. he also lists the "centrifugal" forces·

Feudalism, struggle of the crowns, National awakening.

30) WHAT WILL BE THE PART PLAYED BY THE OTHER CULTURES? The other cultures will tend to segregate themselves as much as possible in order to avoid assimilation, will emphasise their "important" national heritage, will create cultural edifices and ties with the "old country" if possible. As soon as they become strong enough they will tend to form their own country under the principle of self-determination. An example of their hanging on to the "old country" is shown by a letter written to the prime minister of West Germany shortly before his visit to Ottawa recently by an organisation claiming to represent those Germans in Canada who obtain rental income or pensions from sources in Germany (# 41, p.8, dated May 28, 1964, unde r "letters to the editor")This letter (translated) reads:."You may be assured, honoured Prime Minister, that our people over there still hang (are attached) on their old home country with the whole of their hearts, and they also educate the young ones in this sense, as is proven to us by the many letters from outside Germany...." An interview over CBC (LEARNING STAGE, Toronto) showed recently that some so-called Canadians encourage their children to learn the language of the "old country", and, I suppose, they also learn at the same time how to stay ardent followers of the old country while being residents (only) here. The part played is DIVISIVE. It seems to me that while the older people might be very attached to the "Old country", provided there are sufficient incentives available, the

younger ones would be very happy to be able to integrate completely into Canadian environment - as long as they are accepted as equals and do not have to retreat to the protective shell of their own ethnic background "Dont touch me - I claim my rights as a minority".

Probably the commission would find it of benefit to study carefully the mechanism of national identity versus the mechanism of integration or assimilation, as these are applied or can be applied in Canada, so that everyone in Cnada will considerthemselves as CANADIANS without hyphen.

31) REPORT ON SITUATION AND PRACTICE OF BILINGUALISM WITHIN FEDERAL ADMINISTRATION. Not sufficient information.

32) RECOMMEND MEASURES TO ENSURE DUE ... IT CHARACTER OF FEDERAL ADMINISTRATION. Not sufficient information.

33) REPORT ON ROLE OF PUBLIC AND PRIVATE ORGANISATION, INCLUDING MASS COMMUNICATION MEDIA IN PROMOTING BILINGUALISM, BETTER CULTURAL RELATIONS ETC. As I said before (p.5) the "need to use" is the inherent secret in obtaining bilingualism. I know no better way. The second best is to have to pass a language examination in order to be able to become a Canadian Citizen. While this could be done with the "other" languages, I doubt this is a wise course when applied to English and French, native-born Canadians or from Britain and France. In this connections it might be useful to look into the question whether the present practice of publishing newspapers, or magazines or advertizing matter, or réadio programmes or anything else in a language other than English or French be continued. There is a problem of the OLD people, who cannot learn another language, and also the problem whether or not any limitation shall be put on the immigration of OLD people unless they are capable of speaking to a definite given minimum standard (to be proven in their own country before they are allowed to come here) either English or French or both.

34) RECOMMEND WHAT SHOULD BE DONE TO IMPROVE THAT ROLE. See above.

35) DISCUSS WITH PROVINCIAL GOVERNMENTS....AND RECOMMEND WHAT COULD BE DONE TO ENABLE CANADIANS TO BECOME BILINGUAL. See above.

# B I B L I O G R A P H Y


1 Arsenian, S.: BILINGUALISM & MENTAL DEVELOPMENT (1937)

2 Blais, J.E.: CBC BROADCAST, UNIVERSITY OF THE AIR, Jne 10th.

3 Boyes, F.C, Gibbard, J.E., &Kelly, E., & Webster, A.A.: LIVING TOGETHER IN CANADA (1948)

4 Burt, A.L.: THE OLD PROVINCE OF QUEBEC (1933)

5 Chiasson, R.J.: BILINGUALISM IN THE SCHOOLS OF EASTERN NOVA SCOTIA (1962)

6 COLLIER'S ENCYCLOPEDIA, 24 Volumes, (1962) Vol 7

7 Coupland R.; THE QUEBEC ACT (1925)

8 Davey C: A COMPARISON OF GROUP VERBAL AND PICTORIAL TESTS OF INTELLIGENCE (in BRITISH JOURNAL OF PSYCHOLOGY, Vol. 17, 1926-27)

9 Davies R.E.: BILINGUALISM IN WALES (1954)

10 Eby K. & Greenlief J.: THE PARADOXES OF DEMOCRACY (1956)

11 Epstein J.: La pensée et la polyglossie (1915)

12 Farlardeau J.C.: ROOTS AND VALUES IN CANADIAN LIVES (1961)

13 Fox Prof. CBC BROADCASTS THE LEARNING STAGE 1964

14 Government of Canada, Dept. of Citizenship & Immigration: GUIDE TO CANADIAN CITIZENSHIP (1962)

15 Government of Canada, Dept. of External Affairs: Conseil de la vie francaise & Amerique (1960, E & F)

16 Graham, G.S.: CANADA

17 Graham, R.S.: BILINGUALISM AND THE CREATIVE WRITER OF FRENCH CANADA (1956)

18 Haugen E.: THE NORWEGIAN LANGUAGE IN AMERICA (2 Vols. 1953)

19 Hayes C.J.: NATIONALISM: A RELIGION (1960)

20 Irving J.A. Prof. (ed) MASS MEDIA IN CANADA (1962)

21 Jászi O.: THE DISSOLUTION OF THE HABSBURG MONARCHY (1929)

22 Kelley T.: CROSSROADS IN THE MIND OF MAN(1928)

23 Kuenzi A. & Boder H.: Enquête sur le bilingualisme à Luxembourg (In BIELER JAHRBUCH, Vol.4-6 (1932)p.34-69

24 Leopold W.F.:SPEECH DEVELOPMENT OF A BILINGUAL CHILD (4 vols., 1939 - 50)

25 Lower A.R.M.: CANADIANS IN THE MAKING (1958)

26 Luxemburg, Congress of: Le Bilingualism et l'Education(1928)

27 Massey V.: ON BEING CANADIAN (1948)

28 Newcastle, Lord Percy of: THE HERESY OF DEMOCRACY (1954)

#29 Nicol E: HISTORY OF CANADA (very funny)

#30 Quittner J.K.: Submission to Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism dated March 30, 1964

#31 as #30, except dated June 28, 1964.

#32 Saer D.J.: THE EFFECT OF BILINGUALISM ON INTELLIGENCE (In BRITISH JOURNAL OF PSYCHOLOGY Vol. XIV, Pt.1, July 1923)

#33 Saer D.J.:AN INQUIRY INTO THE EFFECT OF BILINGUALISM UPON THE INTELLIGENCE OF YOUNG CHILDREN (In Journal of Experimental Pedagogy, Mch & Jn. 22

#34 Saer D.J.; Smith F.J. & Hughes J.: THE BILINGUAL PROBLEM (in Wales, 1924)

#35 Smith F.: BILINGUALISM AND MENTAL DEVELOPMENT (In British Journal of Psychology, Vol.XIII, Pt.3, Jan 1923)

#36 Spearman C.: THE ABILITIES OF MAN, THEIR NATURE AND MEASUREMENT (1927)

#37 Tardivel J.B.: L'Anglicisme: Voilà l'ennemi (1880)

#38 TORONTO-COURIER (NEWSPAPER IN GERMAN LANGUAGE, Toronto)

#39 Tuttle C.R.: AN ILLUSTRATED HISTORY OF THE DOMINION OF CANADA 1535-1876 (2Vols., 1877)

#40 Weinreich U.: LANGUAGES IN CONTACT (1953)

#41 ZEITSCHRIFT FUR PHONETIK UND ALLGEMEINE SØPRACHWISSENSCHAFT Vol.6 (1952), pp.13-30: BILINGUALISM & APPLIED LINGUISTICS.

NO.: 750-410

TITLE:

AUTHOR: J.K. Quittner,
Toronto.

- March 30, 1964.

Brief of 9 pages (first part) & 8 pages (Part Two); 6 recommendations.

---

REMARKS OF ANALYST:

The first part of the brief begins with these words: "...here are my opinions and views primarily based on Mr. Dunton's questions of November 1963".

PART TWO of the brief is a continuation of the author's opinions and views.

The Recommendations made are extremely vague and scattered throughout the text in a manner which makes them very difficult to isolate.

---

ATT.: RESEARCH

PARAGRAPHS

-Check (by the author's request) what "New Canadians" are told, on receiving their Citizenship Certificates - 13

-Biculturalism is an unstable condition. However, Switzerland and Belgium seem to have achieved some stability - 29

-An interview over CBC (LEARNING STAGE, Toronto) showed recently that some so-called Canadians encourage their children to learn the language of the "old country". 30

-The author recommends the Commission "to study carefully the mechanism of national identity versus the mechanism of integration, or assimilation (...)" 30

---

TABLE OF CONTENTS:

RECOMMENDATIONS:

-scattered in the brief. See the sign (R) in the margin of the summary, for recommendations.

BRIEF:

PARAGRAPHS

-FIRST PART - 1-22

-PART TWO - 23-55

-BIBLIOGRAPHY - (page 7, Part Two)

1) "Here are my opinions and views, primarily based on Mr. Dunton's questions of November 7th 1963".

2) The development of "bilingualism" in Canada means that it should become a "status symbol" that educated people should be bilingual. It should be a requirement of admission in Universities.

3) Children everywhere in Canada should have the opportunity to be taught in either English or French. This would be at public expense only for those obtaining a minimum mark. Other languages should be taught, but only on an extra-curricular basis in Public Schools.

4) "Emphasis should be on the INCENTIVE to learn the other language because it will be NEEDED later in life".

5) Bilingualism to other provinces than Quebec: - "Each province may decide on this as they think fit".

6) "[illegible] BE ABLE TO UNDERSTAND AND SPEAK BOTH ENGLISH AND FRENCH?"

(R) -Minimum requirements for holding a job as a "Senior Official" (at the Federal level) should be the holding of a University Degree in Canada, hence this is going to be automatically solved. (see paragraph 2)

7) Should the same rule (as par. 6) apply to any province in which there is a substantial French or English minority?
"No, it should apply to ALL provinces who employ so-called 'educated' officials".

8) I have never experienced language difficulties in any organization...

9) "At the present time there is NO such thing as a Canadian Nation as such". Canadians feel that their allegiance to their province is of greater concern to them than their allegiance to Canada as a whole.

10) Most settlers in Canada are immigrants or descendants of immigrants. Regionalism is strong in Canada. There is some concern now creeping that OTHER nations (than French and English) have increased their percentage of population as part of Canada. - Fear of Quebec that the French partnership will be diluted in favor of the others who tend to become "partners" too, and demand the same privileges.

11) Immigration policies are the key (to some extent) of Canada's future troubles

12) Talking of self-determination, which we don't really want to happen HERE, will help to encourage a splitting up of Canada into many independant parts.

13) The Federal Government is always referred as "THEY", even though it is at OUR service.

-When Citizenship Certificates are issued to "New Canadians", they are often told that in Canada they can acquire Citizenship without having to give up their allegiance to the "old country" - this might have been changed. (the author asks that this be checked).

-"A Canadian Citizen should be treated as a CANADIAN ONLY, without the hyphen reflecting on his background".

15, (R) Instead of present methods it would be more honest to revise the Constitution of Canada to meet modern conditions, with all the necessary safeguards to minorities.

16) CULTURE is more than adherence to Music, Theater, or any other forms of Art. The author makes a parallel between the word "culture", and FLOWERS and a GARDEN (whose name is Canada). "Just think of flowers and a garden, and there the word comes into its own. It means that something is DONE by a GARDENER to get rid of WEEDS and encourage the FLOWERS' growth to their fullest extent, giving JOY to others by their BEAUTY".(...)

17) - 18) The author continues with his comparison (mentionned above).

19) (R) A Federal Capital District will not be more equitable. If it can't be done by the Provinces, then there is little chance that it can be done in any other way.

20) Mass Media cannot do more than it does now, to develop the notion of equal partnership.

21) The cultural contribution of the other ethnic groups remind the author of "different kinds of flowers and weeds".

22) Too much attention given to ethnic groups (as ethnic groups) will encourage disunity of Canada and hyphened Canadians.

If we want to preserve Canada as a country we must make sure that it is to

the advantage of each of its parts to remain within Confederation.
One must beware of poisonous weeds coming in through immigration.

PART TWO

23) "WHAT IS CULTURE?" - Culture is more than performances of art.
"Culture is a means of producing a different kind of personality from the one inherited".
Culture is closely connected with EDUCATION and as long as education is a provincial responsibility we will have hyphened Canadians, interested primarily in their own province.

24) "HOW CAN TWO CULTURES EXIST IN EQUALITY TAKING INTO ACCOUNT THE CONTRIBUTION MADE BY THE OTHER ETHNIC GROUPS TO THE CULTURAL ENRICHMENT OF CANADA"?"
- Impossible. "All you can do is to try to take the best of all the cultures and use it to build a NEW culture".
"Building a distinctly CANADIAN nation means first of all knowing how a true CANADIAN differs from any of the now numerically superior hyphenated
(R) Canadians, and then ensuring special training under Federal Government direction (Citizenship Branch of the Dept. of Citizenship & Immigration??) so as to guide existing hyphens into disuse".

25) "ARISTOTLE HAS DEFINED THE EXISTENCE OF A NATION WHEREVER THERE IS A COLLECTIVE "WILL TO LIVE " (...)".

This collective "WILL TO LIVE" does not exist in Canada because of the differences of language and the different historical traditions, from which results cultural nationalism.

27) "WHAT IS A BILINGUAL AND BICULTURAL STATE?"
- To have bilingualism in a country as a whole you must have a condition of free mingling of both languages over the country.
- Little chance of bilingualism in Newfoundland and the Western Provinces.
-"Probably biculturalism is only a freak conditon, being inherently unstable, an intermediate position between the two monocultures and an assimilated third (new) culture".

28) IN CONCRETE TERMS, WHAT IS IMPLIED BY THE EQUALITY OF TWO LANGUAGES AND TWO CULTURES?

-Equality of languages implies that a given person can communicate equally well in either language (...)

-"Equality of two cultures seems to imply a POLITICAL equality only, namely that each culture can follow its own customs and own laws and own habits". May lead to desire for self-determination and political separation.

29) "UNDER WHAT CONDITIONS CAN IT BE ACHIEVED?"

- Bilingualism possible only when an individual has no other choice than to use the other language to communicate.

Biculturalism is usually an unstable condition (...)

30) "WHAT WILL BE THE PART PLAYED BY THE OTHER CULTURES?"

They will tend to segregate themselves in order to avoid assimilation, will emphasise their 'important' national heritage, will create ties with the 'old country' if possible, and try, when they are strong enough, to form their own country under the principle of self-determination.

However, the younger people would be happy to be able to integrate completely into Canadian environment as long as they are accepted as equals.

31 - 32) The author has not sufficient information to report on the situation and practice of bilingualism within the Federal Administration.

To obtain bilingualism, the best way is the "need to use". The second best way is to have to pass a language examination (English & French) in order to be able to become a Canadian Citizen.

But, problem of OLD people. Should they also pass these language examinations? No answer given.

P5 R9

BRIEF

PRESENTED

TO

ROYAL COMMISSION ON BILINGUALISM AND BICULTURALISM

ON BEHALF

OF

QUEBEC CAMPING ASSOCIATION, INC.

ASSOCIATION DES CAMPS DE QUEBEC, INC.

Montreal, Quebec.
November, 1964.

BRIEF PRESENTED TO

ROYAL COMMISSION ON BILINGUALISM AND BICULTURALISM

ON BEHALF OF

QUEBEC CAMPING ASSOCIATION, INC.

ASSOCIATION DES CAMPS DE QUEBEC, INC.

---

1. Summary

The two-section Quebec Camping Association - Association des camps de Quebec fully endorses the concept of bilingualism, but questions that of biculturalism. It believes that the young acquire a second language more readily than adults and that the camping movement with its emphasis on group living should provide an ideal climate for language inter-change. That it does not do so in a broader way may be traced parti lly to the enforced separation of school children by both language and religion.

An almost parallel situation exists in camping in that English-speaking children tend to enroll in English-speaking camps primarily at present because a great majority of French-speaking camps have been originated and supported by religious communities. Many more French-speaking Catholic children are sent to English-speaking camps than vice versa.

Since camping is part of the educational experience it follows that it must take much of its inspiration from the Quebec Department of Education and it must look to that Department for ideas and materials to supplement the second language instruction of the schools. Individually, camps cannot finance that type of instruction but they can and will incorporate it in their programmes.

The Association believes that the attainment of true biculturalism is an impossibility because an ethnic culture is a combination of religion, language and tradition. On the other hand the Association believes that with adequate teaching aids, the other culture can be presented in an interesting and sympathetic manner to the end that there be a greater appreciation of the other culture. This of course does not include religion exchanges, which are not possible at present. But with the new Ecumenical breezes blowing, that may some day be permissable.

2. The Association

The Quebec Camping Association, Inc., Association des Camps de Quebec, Inc., operates under a single charter granted by the Province of Quebec. It consists of an English-speaking Section and a French Language Section, each of which elects its own Directors and Officers. An equal number of officers from each section is appointed to the Joint Board of Directors, which in effect forms the authority and voice of camping in the Province of Quebec. The English-speaking section is also a Provincial section of the Canadian Camping Association incorporated by letters patent at Ottawa. At present there is no parallel National French-speaking Camping Association, although work on its formation is well advanced.

3. The Membership

Membership in either or both sections is available to all camps maintaining at least the minimum standards as set forth by the respective sections. Individual memberships are open to those who can demonstrate an interest in camping. Commercial memberships are available to suppliers of goods and services.

There are approximately 80 camps in the English-Section and 70 in the French Section. Together they serve some 50,000 children in the Province annually. Both the number of camps

and the numbers of children attending them is increasing at a rapid rate due chiefly to the trend towards urbanization.

4. Bilingualism

The Association fully endorses the concept of bilingualism within its own area and believes that it can be of some assistance in attaining that desirable end. It is doubtful if the present generation of adults can ever become fluently bilingual. They may study a second language and acquire a working knowledge of it, but most of them will never reach fluency.

5. Language by Association

The young acquire a spoken language by association with people who speak that language. In the home they acquire their mother tongue and are unilingual at first, except in bilingual homes, where children seem able to acquire both languages if they are exposed to them.

It is likewise true that children who live in an area where the other language predominates on the street, are more likely to acquire a knowledge of that language than those whose only exposure to it is in the school.

6. Camping and Language

Theoretically the camp situation with its emphasis on group living and group activities should provide ideal opportunities for exchance of language. In many instances it has done so but the potentials have not been exploited in general.

The causes up to the present are to be found in the way camps have been originated and by whom they are operated. Broadly speaking there are two main categories -

(a) Private camps originated or operated by private individuals or companies. They may or may not restrict their campers by language, religion or ethnic origin.

Private camps form 50% of the membership of the English Section, but on 2% of the French Section.

(b) Organizational camps originated and operated and frequently subsidized by religious, welfare or other organizations, which may or may not be denominational.

Camps organized by or subsidized by a religious denomination naturally tend to restrict their campers to their own denomination. For instance, a camp subsidized by a Protestant church or group or community is most likely to restrict its campers to those of its own faith. Likewise a French Catholic camp is not likely to subsidize English Protestant campers.

7. Lack of Physical Association

If we accept physical association as one of the primary methods of acquiring languages it would follow that an equal mixture of English and French speaking campers would be the ideal situation. That in turn would require that all camps be non-denominational, which is impossible and considered highly undesirable by many faiths.

8. Aids to Learning - Second Language

Failing adequate physical association, there is still much that camps can do towards bilingualism, provided they can obtain the necessary help and guidance on methods of introducing the second language into their programs. Since children usually learn nouns first, a lexicon of the flora and fauna to be found in Quebec, which would also include objects and activities associated with camping and its environment would be most helpful. The lexicon might also cover play situations and games. Armed with these words camp managements could begin to introduce the names of things in the second language and with their well known ingenuity could turn this part of the learning process into a game itself.

Other aids might include literature for camp directors outlining methods of introducing the second language to the camp situation, organization of special study groups or lectures for camp direction and perhaps even the provision of bilingual signs which would be attached to the various objects to be found in camps.

Unfortunately, preparation of this material is beyond the resources of camps individually or collectively. Since camping is becoming recognized as a desirable part of the educational experience, it is natural that Quebec camps should look to the Department of Education for assistance in making the methods and materials available. Costs can not be estimated at this stage but should be quite moderate.

Although the Association cannot speak for camping in the other Provinces, it would appear that the material could be made available on a national basis, either through the Canadian Camping Association, or by the Federal Government working through the various Provincial educational authorities.

Interest in the French language in other Provinces is increasing. Here is an opportunity to heighten it at the play level, where eager young minds can most readily absorb it in pleasant association.

9. Biculturalism

To the Association, the attainment of true biculturalism seems remote because an ethnic culture is a combination of religion, language and tradition. An English Protestant cannot acquire a French-Canadian culture unless he learns French, accepts French tradition and embraces the Catholic faith. The converse is also true. If we cannot have true biculturalism, what can we have? It

seems to the Association that much, if not all, the purpose can be served if each of the two main cultures can learn to appreciate the traditions and the customs of the other. But before there can be appreciation, there must be knowledge and it is in this area that camping can be effective.

Like the teaching of the second language, the teaching of the appreciation of the other culture requires certain aids. Again we must look to source material not presently available to individual camps. The best agent for the preparation of the necessary material and inspiration is the Quebec Department of Education, working in conjunction with the Ministry of Cultural Affairs. Provided this material is presented in an interesting manner suitable for the young minds of campers, it could do much to explain the respective cultures and traditions. Approached on a sympathetic basis and presented in the form of play and play acting, the horizons of the young mind could be broadened considerably. And there is no reason why this material could not be made available in other Provinces.

10. Summation

The association endorses bilingualism as a desired objective in Quebec. It can however, only act as an extension to the other projects and methods of teaching the second language. With proper guidance and help it stands ready to foster bilingualism and cultural appreciation during the short time it has to influence the child. It feels that if it can solve to some extent the problems in this Province, the same methods and material can be used nationally and would be accepted nationally to the greater future of national unity.

# M E M O I R E

PRESENTE A

LA COMMISSION ROYALE D'ENQUETE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

PAR

"Quebec Camping Association, Inc."

"Association des Camps du Québec, Inc."

Montréal, Québec,
Novembre, 1964.

1. Préliminaires

Les deux sections "Quebec Camping Association" et "Association des Camps du Québec Inc." reconnaissent unanimement le concept du bilinguisme au Canada mais s'interrogent sur l'aspect que prend le biculturalisme. En autant que le bilinguisme est concerné, elles croient que les jeunes peuvent acquérir plus facilement une langue seconde que les adultes et que le système des camps de vacances où prévaut la vie en groupe offre un milieu idéal pour un échange linguistique. Si la chose n'a pas eu toutel'ampleur souhaitée,il faut peut-être en attribuer la cause à la séparation qui existe dans les écoles du pays entre les enfants de langues et de religions différentes.

La situation qui existe au niveau des écoles a tendance à exister également au niveau des camps: les enfants de langue anglaise s'inscrivent ordinairement dans les camps de langue anglaise et les élèves de langue française, dans les camps de langue française. Remarquons que jusqu'à ces dernières années, les camps canadiens-français ont été la propriété des communautés religieuses d'hommes et de femmes. Remarquons également que la proportion des canadiens-français catholiques inscrits dans les camps anglais dépassait de beaucoup la proportion de canadiens-anglais protestants ou catholiques inscrits dans les camps français. Autre fait qui a son importance: lorsqu'un canadien-anglais s'inscrivait dans un camp français, le canadien-français à l'exception prêt, avait tendance à utiliser l'anglais comme moyen de communication.

Si la situation se modifiait et si le Ministère de l'Education duquel relève l'étude d'une langue seconde voulait suppléer à l'absence d'idées et de matériel, les camps pourraient plus facilement devenir une école de bilinguisme pour la jeunesse qui fréquente ces sortes d'institution.

Même si les membres de l'Association sont divisés sur l'idée du biculturalisme, ils semblent d'accord pour faire des camps de vacances un endroit où la culture de l'autre groupe soit mieux connue et mieux appréciée. Il se peut que l'esprit oecuménique qui souffle présentement au sein des différentes Eglises favorise la réalisation d'un tel idéal.

2- L'Association.

Le "Quebec Camping Association Inc." et l'"Association des Camps du Québec Inc." opèrent sous une seule charte accordée par la Province de Québec. Cette Association se compose d'une section de langue anglaise et d'une section de langue française lesquelles élisent chacune leurs propres directeurs et leurs propres conseillers. Un nombre égal de conseillers de chacune des sections forme le bureau conjoint des directeurs lequel en définitive représente la pensée des camps de vacances dans la Province de Québec. La section de langue anglaise est également la section provinciale de la "Canadian Camping Association" incorporée à Ottawa par lettre patente. Jusqu'à maintenant il n'existe aucune association nationale représentant l'élément français descamps de vacances bien que les démarches en ce sens soient passablement avancées.

3- Les membres.

Tout camp qui maintient le standard minimum requis par chacune des sections de l'Association peut devenir membre officiel de l'une ou de l'autre section ou des deux sections simultanément. Quiconque manifeste un intérêt particulier envers les camps de vacances peut aussi obtenir une carte de membre individuelle. Enfin, les fournisseurs des camps peuvent aussi obtenir une carte de membre commerciale. Il y a environ 80 camps dans la section anglaise et 70 camps dans la section française. Ensemble ils reçoivent annuellement 50,000 enfants de la Province. Présentement le nombre de camp et le nombre d'enfants qui les fréquentent s'accroissent à un rythme accéléré attribuable en bonne partie à l'urbanisation de notre milieu.

4- Bilinguisme.

L'Association endosse entièrement le concept du bilinguisme dans le milieu et elle croit que les camps peuvent aider à la création de ce bilinguisme. C'est un fait admis que tous les canadiens ne peuvent parler couramment les deux langues officielles du pays mais nous reconnaissons également qu'il faut mettre au service de tous les canadiens les moyens les plus utiles d'acquérir l'habilité nécessaire pour échanger dans la langue du concitoyen auquel ils s'adressent.

5- Le bilinguisme par la vie de groupe.

Un jeune maîtrisera toujours plus facilement une langue lorsqu'il pourra vivre dans un milieu où cette langue est parlée couramment. Ordinairement, dans la famille on se limite à parler une seule langue sauf dans le cas d'une famille bilingue où les enfants arrivent assez facilement à posséder les deux langues. Il est notable que les enfants qui demeurent dans un quartier résidentiel où domine une langue seconde sont plus sujets à acquérir cette langue que les enfants qui se limitent à l'enseignement reçu à l'école.

6- Le camp et la langue.

En théorie le camp où l'on met l'accent sur la vie et les activités en groupe devrait être le milieu idéal pour échanger. Dans plusieurs cas la chose s'est faite mais on ne peut pas affirmer que la politique fut générale. L'absence d'échanges provient en partie du genre d'organisation que nous trouvons dans notre province. Nous pouvons synthétiser en disant qu'il y a dans la Province de Québec 2 sortes de camps:

a) des camps privés possédés et opérés par des individus et des compagnies privées. Ils peuvent ou ne peuvent pas restreindre leurs campeurs quant à leur langue, à leur religion ou à leur origine ethnique.

Les camps privés représentent 50% des camps membres de la section anglaise mais seulement 2% des camps membres de la section française.

b) Des camps de bien-être qui appartiennent, sont opérés et sont soutenus par des organisations soit religieuses, soit sociales ou autre qui sont ou ne sont pas réservés à un groupe particulier.

Les camps organisés et soutenus par un groupement religieux a tendance naturellement à restreindre le choix de ses campeurs aux seuls membres de ce groupement. Par exemple un camp subventionné par une église, un groupe ou une association protestants préfèrent recevoir des campeurs de religion protestante. De même, un camp canadien-français catholique n'est pas porté à subventionner un campeur anglais protestant. Il faut noter ici que lorsqu'il s'agit de camps privés, les canadiens-français acceptent très facilement un campeur anglais de foi protestante.

7- Difficulté d'union chez les campeurs.

Si nous considérons que le fait de se rencontrer et d'échanger reste la meilleure méthode d'acquérir une deuxième langue, nous pouvons dire que la situation idéale pour notre province serait de grouper ensemble à nombre égal les campeurs de langue anglaise et les campeurs de langue française. A ce moment, on suppose que les camps opèrent sans considération de langue et de religion ce que beaucoup de sectes religieuses acceptent difficilement.

8- Quelques suggestions qui peuvent aider à l'acquisition d'une langue seconde.

Par ce qui précède, il semble que les canadiens peuvent difficilement s'unir dans des camps parfaitement neutres. Il ne faut toutefois pas conclure à l'impossibilité d'aider nos campeurs à acquérir une langue seconde. Comme les enfants apprennent d'abord le nom des choses, un lexique sur la flore et la faune du Québec qui inclurait aussi des objets et des activités associés au camping et aux choses qui l'entourent pourrait être très utile. Ce lexique pourrait aussi contenir des suggestions de jeux et de scènettes. A l'aide de ces mots, la direction du camp pourrait introduire le nom de ces choses de langue étrangère et avec son imagination pourrait faire un jeu assez intéressant de l'apprentissage de cette langue seconde.

On peut suggérer également de la littérature à l'usage des directeurs de camps où seraient développées des méthodes d'introduire une langue seconde; l'organisation de conférences ou de forum par les directeurs des camps et peut-être aussi des enseignes bilingues qui seraient fournies de façon à ce que les campeurs apprennent petit à petit le nom des différents objets qui peuvent se trouver dans un camp.

Comme les camps de vacances sont de plus en plus reconnus comme partie intégrale de l'éducation et qu'ils sont mentionnés dans la deuxième tranche du Rapport Parent que le Ministère de l'Education de la Province de Québec vient de publier, il y aurait peut-être lieu que le ministère étudie la possibilité de pourvoir les

camps de tel matériel. Il est peut-être possible également que le gouvernement fédéral par l'intermédiaire de la Canadian Camping Association ou par l'intermédiaire des gouvernements provinciaux viennent financièrement en aide aux camps dans ce domaine.

L'intérêt pour la langue française dans les provinces à l'extérieur du Québec s'accroît de plus en plus. Il y a là une très belle occasion d'accroître cet intérêt chez les jeunes esprits qui pourront en ce moment l'acquérir dans un climat de jeu.

9- Biculturalisme.

Pour les membres de la "Quebec Camping Association", un intégrale biculturalisme ne semble pas possible parce qu'une culture ethnique est un mélange de religion, de langue et de traditions. Ils pensent qu'un Anglais protestant ne peut pas acquérir une culture canadienne-française à moins d'apprendre le français, d'accepter les traditions françaises et d'embrasser la foi catholique. Ils pensent également que l'inverse existe. Puisque le véritable biculturalisme est impossible, affirment-ils, il faudrait, au moins, que chaque Canadien apprenne à connaître et à respecter les traditions et les coutumes de la nation-soeur. A ce point-de-vue, les camps de vacances peuvent jouer un rôle très efficace.

Tout en reconnaissant une grande part d'objectivité dans les idées émises par les membres de la section anglaise, les membres de l'Association des Camps du Québec Inc. conçoivent la culture d'une façon quelque peu différente. Alors que les membres de la section anglaise de l'Association semblent identifier culture et religion, les membres de la section française reconnaissent que la religion n'est qu'un aspect de la culture. Même si notre allégeance religieuse n'est pas celle de la majorité des citoyens de langue anglaise, il reste bien d'autres aspects de la vie canadienne qui font que de plus en plus les deux groupes ethniques les plus importants tendent à se comprendre.

Nous pouvons dire que les deux sections qui forment le groupe "Quebec Camping Association" se rejoignent dans leurs idées, lorsqu'ils favorisent une connaissance plus grande de la religion, de la langue et de la tradition des deux grandes nations qui forment notre pays et lorsqu'ils souhaitent que le Ministère de l'Education et le Ministère des Affaires culturelles utilisent les camps de vacances pour aider la jeunesse à comprendre et à s'inspirer de la double culture dont bénéficie la nation canadienne.

10- Conclusion.

L'Association considère le bilinguisme comme un objectif à atteindre au Canada et elle reconnaît que les camps peuvent jouer un certain rôle dans l'obtention de cet objectif. En autant que le Gouvernement acceptera de pourvoir les camps de matériel et de suggestions appropriées, ceux-ci se feront un devoir de favoriser de toutes les façons l'acquisition d'une langue seconde chez les campeurs.

Quant au biculturalisme, il semble que nous sommes en présence de préjugés réciproques qui exigeront beaucoup d'humilité et de compréhension de la part des deux groupes en présence si nous voulons obtenir une reconnaissance égale de la valeur et des avantages de chacune des deux grandes nations qui forment notre pays. Même si l'influence des camps est assez restreinte lorsqu'on considère l'ampleur de la tâche à accomplir, il nous semble qu'il reviendrait au gouvernement de favoriser de toutes sortes de façons l'échange de campeurs et l'acquisition de matériel qui permettraient aux directeurs des camps de présenter à leurs enfants des images authentiques de l'histoire, des traditions et des coutumes de la nation soeur. Les Canadiens-anglais se doivent de mettre un terme à cette identification du Canada-français avec l'Eglise de Rome et les Canadiens-français se doivent de perdre le complexe d'infériorité qu'ils ont manifesté trop longtemps vis-à-vis la nation-soeur dans la Confédération canadienne.

CONFIDENTIEL

DOCUMENTS PREPARATOIRES

Mémoire #: 740-281

Association des Camps du Québec, Inc.

MONTREAL

A. RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISATION

1. MEMBRES

L'Association opère sous une seule charte accordée par la province de Québec.

1) L'Association se compose d'une section de langue anglaise et d'une section de langue française, chacune réélisant ses propres directeurs et ses propres conseillers. Un nombre égal de conseillers de chacune des sections forme le bureau conjoint des directeurs, lequel en définitive représente la pensée des camps de vacances dans la province de Québec.

2) Il y a environ 80 camps dans la section anglaise et 70 camps dans la section française. Ensemble, ils reçoivent annuellement 50,000 enfants.

2. PREPARATION DU MEMOIRE

Non mentionnée.

B. QUESTIONS...

...EN PROVENANCE DU SERVICE DES AUDIENCES

page 2
para. 2 Q. 1 What reasons are there for dividing the Quebec Camping Association into two separate sections, one English-speaking the other French-speaking?

page 2
para. 4 You state that "there are approximately 80 camps in the English section and 70 on the French section".

Q. 2 Why is this distribution inconsistent with the province's language composition?

page 4
para. 1,2,3 Q. 3 In discussing the difficulties of instituting a language exchange program between camps, you state that "private camps form 50% of the membership of the English Section, but only 2% of the French Section."
Can you explain this great disparity of private ownership?

page 5
para. 5

Q. 4 In your opinion "an English Protestant cannot acquire a French Canadian culture unless he learns French, accepts French tradition, and embraces the Catholic faith," and therefore biculturalism is a remote possibility.

Does biculturalism necessarily imply an acquisition of the other groups customs, or is some degree of understanding and appreciation by both sides effective biculturalism?

le 13 août 1965

CA1 Z1
-63B22

ASSOCIATION DES BIBLIOTHÉCAIRES DU QUÉBEC

QUEBEC LIBRARY ASSOCIATION

3420 rue University St.

Montréal 2

---

Mémoire présenté à la
Commission Royale d'Enquête sur le
Bilinguisme et le Biculturalisme

par

l'Association des Bibliothécaires du Québec
Quebec Library Association

(fondée en 1932, incorporée à Québec
le 3 décembre 1946)

Montréal

1er septembre 1964

CONFIDENTIEL

DOCUMENTS PREPARATOIRES

Mémoire #: 740-263

L'Association des bibliothécaires du Québec - Quebec Library Association

MONTREAL

A. RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISATION

1. MEMBRES

Association professionnelle et provinciale groupant 315 membres, dont 239 membres cotisants à titre personnel, 16 membres à titre honoraire et membres à vie, 35 membres représentant des institutions ou associés, et 25 membres étudiants. De ce nombre, 115 membres à tire personnel ou à titre institutionnel sont de langue française.

2. BUTS

Fournir aux bibliothécaires de langue française et de langue anglaise l'occasion de discuter de problèmes communs et d'élargir leurs horizons en échangeant idées et expériences;

coopérer avec des mouvements similaires dans tout le pays pour susciter l'intérêt du public dans les bibliothèques en le renseignant sur les services qu'elles offrent;

promouvoir l'établissement et le progrès des bibliothèques dans la province, en particulier au moyen de lois appropriées.

3. PREPARATION DU MEMOIRE

Non mentionnée.

B. QUESTIONS...
... EN PROVENANCE DU SERVICE DES AUDIENCES

| | | |
|---|---|---|
| para. 9 | Q. 1 | Peuvent-ils nous indiquer de quelle langue étaient ces bibliothécaires, bien qualifiés, qui ont renoncé à entrer au service du gouvernement fédéral? |
| para. 17 | Q. 12 | Croient-ils qu'un ministère des Affaires Culturelles pourrait s'occuper de tous les domaines mentionnés dans ce paragraphe: échanges culturels, centres de renseignements...? |
| para. 42 | Q. 13 | Est-ce que ces services existent déjà dans la province de Québec? |

le 13 août 1965

ASSOCIATION DES BIBLIOTHECAIRES DU QUEBEC

QUEBEC LIBRARY ASSOCIATION

3420 rue University St.

Montréal 2

---

Mémoire présenté à la
Commission Royale d'Enquête sur le
Bilinguisme et le Biculturalisme

par

l'Association des Bibliothécaires du Québec
Quebec Library Association

(fondée en 1932, incorporée à Québec
le 3 décembre 1946)

Montréal

1er septembre 1964

CONSEIL DE L'ASSOCIATION DES BIBLIOTHECAIRES DU QUEBEC

QUEBEC LIBRARY ASSOCIATION

1964-1965

Eleanor Magee, B.A., B. Sc. (Sir George Williams), B.L.S. (McGill)
McGill University Library
President

Laurent G. Denis, B.A., (U. de M.), B.L.S. (McGill)
Directeur, Ecole de Bibliothéconomie
Université de Montréal
Vice-président

Alice Wanda Schoenfeld, Mgr. Phil. (Univ. Jagellone, Cracovie)
Research Librarian
Imperial Tobacco Ltd.
Secretary (English)

Anna Rovira
Bibliothécaire, Bibliothèque municipale
Ville LaSalle
Secrétaire (français)

Miriam H. Tees, B.A., B.L.S. (McGill)
Librarian
The Royal Bank of Canada
Treasurer

Louise Lefebvre, B.A. (U. de M.), B.L.S. (McGill)
Pulp and Paper Research Institute of Canada
Présidente sortant de charge

Dorothy Philion, B.A., B.L.S. (U. de M.)
International Civil Aviation Organization (ICAO)
Montréal

Nora P. Bryant, B.A., B.L.S. (McGill)
Librarian, Westmount Public Library
Westmount

Gertrude Duquette
Bibliothèque commémorative de Saint-Lambert
Saint-Lambert, P.Q.

Keith Crouch, B.A. (Queen's), M.A. (N.Y.U.), B.L.S. (McGill)
University Librarian
Sir George Williams University
Montreal

Marguerite Densky, D.Ph. (Comenius), Dipl. Bibl. (Genève)
Directrice
Bibliothèque de l'Université de Montréal
Montreal

Lawrence Short, B.A., B.L.S. (McGill)
Librarian
Lindsay Place High School
Pointe-Claire, P.Q.

Comité de rédaction du Mémoire

Mrs. Nora Bryant

Mr. Keith Crouch

M. Laurent G. Denis

Mme Anna Rovira

Mlle L. Lefebvre, présidente du comité

Mémoire présenté par
l'Association des Bibliothécaires du Québec
Quebec Library Association

à la Commission royale d'Enquête
sur le bilinguisme et le biculturalisme

---

## Introduction

---

1. L'Association des Bibliothécaires du Québec - Quebec Library Association est une association professionnelle et provinciale fondée en 1932 par un groupe de bibliothécaires désireux de créer pour leur profession un moyen d'entraide et de progrès.

2. Les buts principaux de l'Association sont de fournir aux bibliothécaires de langue française et de langue anglaise, l'occasion de discuter de problèmes communs et d'élargir leurs horizons en échangeant idées et expériences; de coopérer avec des groupements similaires dans tout le pays, de susciter l'intérêt du public pour les bibliothèques en le renseignant sur les services qu'elles offrent; de promouvoir l'établissement et le progrès des bibliothèques dans la province, en particulier au moyen de lois appropriées. Notre Association comptait, au 31 mai 1964, 315 membres dont 239 membres cotisants à titre personnel, 16 membres à titre honoraire et membres à vie, 35 membres représentant des institutions ou associés, et 25 membres étudiants. Sur ce nombre, 115 membres à titre personnel ou à titre institutionnel, sont de langue française.

3. Notre Association s'adresse à tous les bibliothécaires exerçant leur profession dans la province de Québec, ainsi qu'à toutes les personnes s'intéressant à la cause

des bibliothèques. Pour ce faire, elle détient depuis le 3 décembre 1946, une charte provinciale. Notre Association est bilingue parce que, enracinée dans le contexte de la province de Québec, elle doit refléter la culture de notre société et celle de ses membres. Or, à l'image de la population de la province, les bibliothécaires, comme les autres corps professionnels, appartiennent au groupe francophone et au groupe anglophone. De plus, les bibliothécaires, en leur qualité de travailleurs intellectuels, doivent posséder une culture étendue et doivent garder des fenêtres ouvertes sur la culture des autres pays, ce qui exclut le particularisme culturel et linguistique. Notre Association vit le bilinguisme dans une société bilingue.

4. Nous soumettons donc respectueusement à la Commission d'Enquête, nos opinions sur le bilinguisme et le biculturalisme, à titre de Canadiens (I), de citoyens de la province de Québec (II), et de bibliothécaires, membres d'une association professionnelle bilingue provinciale (III).

I

5. A titre de Canadiens, nous considérons que le français et l'anglais jouissent au Canada d'une situation historique unique et privilégiée. Ces deux langues possèdent seules un statut légal et officiel. Nous en acceptons toutes les conséquences sociales et culturelles. Les immigrants venus au Canada après 1867 connaissaient ce fait. Ils acceptaient de s'intégrer au peuple canadien, en choisissant l'une des deux langues officielles comme moyen de communication.

6. Quelques droits que l'histoire et la constitution aient donnés aux langues parlées au Canada, les faits sociologiques d'aujourd'hui imposent une reconnaissance officielle plus généreuse du français dans les provinces qui ne sont pas de tradition

française, mais qui possèdent maintenant des groupes importants de population parlant le français.

7. Il existe un certain nombre de groupes minoritaires dont la langue exprime des traditions riches et variées. Ces groupes ont enrichi notre vie culturelle. Nous comprenons leur désir de préserver leur langue et leur héritage culturel. Cependant, nous voyons difficilement comment, du point de vue pratique, ces langues peuvent obtenir un statut officiel pour des fins telles que le témoignage devant les tribunaux ou comme langue d'enseignement dans les écoles publiques maintenues par les impôts. Toutefois les bibliothèques, en particulier les bibliothèques publiques, au moyen de leurs collections de livres, de films, de disques, peuvent maintenir ces groupes en contact avec leurs origines culturelles. Ce service aux minorités pourrait être établi dans nos bibliothèques à un coût modéré.

8. Dans le domaine du biculturalisme et du bilinguisme, nous croyons que le gouvernement fédéral peut jouer un rôle de premier plan. Nous voulons tout particulièrement mettre en lumière l'influence que peuvent exercer ceux des services fédéraux dont les activités ont un retentissement direct sur la culture et sur la mise en oeuvre du bilinguisme dans notre pays. Ce sont, outre les services fédéraux proprement dits dans leurs rapports avec le public, l'Imprimeur de la Reine et les Bibliothèques maintenues par le Gouvernement.

9. Nous reconnaissons qu'il est désirable que les bibliothécaires des bibliothèques du gouvernement fédéral puissent répondre au public dans l'une ou l'autre de nos deux langues officielles et qu'ils puissent se tirer d'affaire dans la langue seconde. Cependant, à l'heure actuelle, les bibliothèques du gouvernement fédéral

ne devraient pas être retardées dans leur progrès par un règlement trop rigide touchant la langue seconde. Cette exigence décourage (et de fait, elle a déjà découragé) plusieurs bibliothécaires fort bien qualifiés autrement, d'entrer au service du gouvernement fédéral. Le noeud du problème à l'heure présente, est de recruter un nombre suffisant de bibliothécaires professionnels bien formés et compétents pour exercer leurs fonctions dans les bibliothèques du gouvernement, et en particulier à la Bibliothèque Nationale qui doit s'installer dans son nouvel édifice en 1966.

10. Tout en reconnaissant que le bilinguisme est un but nécessaire à atteindre avec le temps, il devrait suffire, à cause de la pénurie actuelle, de recruter des bibliothécaires sans appliquer avec rigueur la règle du bilinguisme, mais il faudrait aider ces bibliothécaires au moyen de cours de langues et d'exercices, à acquérir une connaissance pratique de la langue seconde dans un laps de temps raisonnable.

11. La bibliothéconomie, en Amérique du Nord, offre des différences appréciables avec la bibliothéconomie telle qu'on l'applique en Europe, à cause de la différence des conditions et des besoins. Les bibliothécaires de langue française au Canada, rencontrent de sérieuses difficultés dans leur travail par l'absence de plusieurs manuels en français. Ces ouvrages en anglais sont des instruments de travail d'un usage courant dans les bibliothèques anglaises de notre continent, et ils renferment les résultats les plus récents des progrès et des études touchant notre profession.

12. La Bibliothèque du Parlement, à qui l'on doit la publication récente des vedettes-matières en français, a rendu un service immense et d'utilité immédiate à la bibliothéconomie française au Canada. La préparation et la publication d'ouvrages de bibliothéconomie analogues en français par la Bibliothèque du Parlement, la Bibliothèque Nationale ou d'autres bibliothèques du gouvernement fédéral, devraient

être encouragées et soutenues. Une telle politique aiderait au progrès de bonnes bibliothèques françaises en leur rendant accessibles les travaux classiques et professionnels de la bibliothéconomie nord-américaine.

13. Les revues spécialisées, les documents, livres et brochures publiés dans les deux langues par l'Imprimeur de la Reine, sont de la plus haute importance pour les bibliothèques du Canada. La distribution des publications du gouvernement aux bibliothèques de dépôt légal doit être maintenue et spécifier clairement que là où les changements de population se produisent et où il existe un groupe biculturel, l'Imprimeur de la Reine sera prêt à effectuer le dépôt légal dans les deux langues, en faveur des bibliothèques désignées à cet effet dans de telles circonscriptions.

14. Bien que les bibliothèques constituent un chaînon important dans le réseau de distribution des publications venant de l'Imprimeur de la Reine, les publications qu'elles reçoivent sont prêtées seulement. Il n'est pas facile pour le citoyen ordinaire, de voir, de choisir, et d'acheter les publications du gouvernement dont il a besoin, sauf dans quelques villes où l'Imprimeur de la Reine tient librairie avec grand succès d'ailleurs. Comme la plupart des libraires sont peu empressés d'offrir en vente les publications du gouvernement, nous croyons que celui-ci devrait établir des points de vente de ses publications dans toutes les villes importantes du Canada, et y offrir ses publications en français et en anglais, selon le cas.

15. Nous signalons en passant que les traductions de certaines publications importantes du gouvernement, parues après des délais prolongés, étaient, dans certains cas, de médiocre qualité.

16. Le gouvernement fédéral devrait doter le Conseil des Arts du Canada de telle sorte que cet organisme puisse étendre ses activités à tous les aspects de la culture

canadienne.

17. Le Conseil des Arts devrait encourager davantage les échanges biculturels au moyen de bourses, de subventions aux programmes et aux expositions interculturelles ; il devrait favoriser l'échange de professeurs, d'étudiants et de bibliothécaires entre le Canada français et le Canada anglais; encourager les études sur le Canada et l'établissement de centres de renseignements sur "l'autre" culture à travers le Canada. Les bibliothèques, en leur qualité de centres culturels de leur ville ou région, pourraient, en certains cas, formuler et promouvoir activement de tels programmes, soit seules, ou soit en collaboration avec d'autres organismes.

18. Tout en reconnaissant que le peuple canadien possède déjà des moyens importants et efficaces de diffusion de la culture, tels que Radio-Canada, l'Office National du Film, les publications et les bibliothèques du gouvernement, nous préconisons des échanges interculturels entre les diverses parties du Canada et la mise en valeur de la dualité canadienne, surtout par l'établissement et l'enrichissement des bibliothèques.

II

19. A titre de citoyens de la province de Québec, nous croyons que nous sommes dans une situation privilégiée pour la langue et la culture. Ici, les deux cultures s'épanouissent au sein d'institutions puissantes.

20. Nous pouvons souhaiter que la majorité française fasse un plus grand effort pour rendre sa culture désirable et accessible à un plus grand nombre de Canadiens de langue anglaise ou de Néo-Canadiens.

21. Les organismes compétents pourraient se charger de mettre en oeuvre des réalisations dont nous donnons l'exemple:

1° Au moyen de subventions généreuses, permettre aux bibliothèques publiques d'acquérir une plus grande variété d'ouvrages en français;

2° Collaborer avec certaines bibliothèques particulièrement riches qui prêteraient des collections de livres pour un temps assez prolongé à une bibliothèque moins bien partagée. De cette façon, le service aux lecteurs pourrait être fort amélioré sans qu'il en coûte des sommes élevées.

3° Permettre à la Bibliothèque Nationale de créer un service où les bibliothèques et les particuliers pourraient envoyer les livres et publications qu'ils ne désirent pas conserver. Cet organisme pourrait ainsi faire face aux demandes de bibliothèques pauvres. Un organisme de ce genre existe aux Etats-Unis sous la raison sociale de UNITED STATES BOOK EXCHANGE.

4° Sous les auspices du gouvernement fédéral et avec la collaboration des éditeurs, organiser une exposition itinérante de livres choisis, qui fournirait aussi tous les renseignements voulus au public lecteur et acheteur qui désirerait se procurer ces ouvrages.

22. De la sorte, des gens nés au Québec et y demeurant auront, en plus de leurs leçons de français à l'école, l'occasion de se familiariser avec certains aspects intéressants de la langue et de la culture françaises. Nous souhaitons que chaque groupe français ou anglais, puisse s'instruire convenablement dans sa langue, sans subir des pressions sociales et religieuses indues.

23. Enfin, les méthodes d'enseignement du français et de l'anglais ont besoin d'être grandement améliorées, et les progrès déjà assurés devraient se faire sentir sur une plus grande échelle par la formation des professeurs spécialistes et l'installation de laboratoires de langues dans les écoles.

24. Bibliothèques scolaires

La bibliothèque scolaire joue un grand rôle dans la motivation des élèves, en offrant, dans les deux langues, des ouvrages accessibles, bien illustrés et intéressants, où l'élève peut découvrir avec délices qu'il a déjà acquis du vocabulaire et qu'il comprend tout ou presque tout ce qu'il lit. Certains enfants ont un goût inné pour le mystère des sons et des mots. Chez ceux-là qui possèdent une excellente mémoire auditive et visuelle, les progrès devraient être rapides. C'est ici que la bibliothèque scolaire bilingue apporte aux sur-doués, un enrichissement du programme, une sorte de cours accéléré dont ils peuvent profiter même dans les centres où ces programmes enrichis et ces cours accélérés ne sont pas établis.

25. Bibliothèques de collèges et d'universités

Les bibliothèques de collèges et d'universités sont aménagées dans le but de soutenir l'enseignement et la recherche qu'offrent les programmes de ces institutions. Les fonds ne peuvent se constituer sur la base linguistique uniquement. Cependant, ces bibliothèques peuvent et doivent représenter les deux langues et les deux cultures et de la sorte offrir aux étudiants et aux chercheurs tout un éventail de possibilités d'études et de connaissances des deux groupes. Les bibliothèques des institutions de haut savoir dépassent de beaucoup les cadres nationaux; néanmoins elles permettent et assurent la représentation des groupes, de leur langue et de leur culture. Au Québec, comme dans le reste du pays, les collèges et les universités doivent, plus que partout ailleurs, diriger leurs efforts en vue de la constitution des fonds vers une bonne représentation de l'héritage culturel des deux groupes principaux de langue française et de langue anglaise, afin que les étudiants aient la facilité de mieux connaître et d'apprécier l'autre groupe.

26. Actuellement, on ne peut dire que les bibliothèques d'universités ou de collèges soient à la hauteur de leurs obligations. L'appui financier indispensable qu'il leur faut pour se développer d'une manière satisfaisante devra être augmenté proportionnellement à l'effort qu'elles feront pour représenter et promouvoir les deux cultures. D'ailleurs les collèges et les universités commencent déjà à établir des programmes d'études sur le Canada.

27. Les bibliothèques de ces institutions, malgré les crédits insuffisants, consacrent une certaine partie de leur budget à soutenir les études des deux cultures. Il s'agit moins de créer quelque chose de nouveau que de promouvoir et de soutenir ces efforts individuels.

28. Bibliothèques publiques

Préparer les jeunes à leurs responsabilités est essentiel, mais tout aussi essentiel est le devoir que nous avons d'ouvrir des horizons et d'éduquer les personnes qui par leur vote détiennent le pouvoir. La bibliothèque publique est sans doute l'agence la plus apte à remplir ce rôle d'éducation et d'information. En effet, la bibliothèque publique, au contraire des autres moyens de communication, n'est pas limitée par une technique, n'est pas forcée de défendre un point de vue particulier, n'est pas réduite à traiter de questions d'actualité. La bibliothèque publique offre la vérité, la pensée, à tous ceux qui la cherchent.

29. Au Québec, comme dans plusieurs autres provinces d'ailleurs, parce que le territoire est vaste et la population clairsemée, certaines bibliothèques publiques, pour atteindre leurs buts s'organisent en systèmes régionaux. L'établissement et le développement des bibliothèques publiques peut difficilement se faire sans l'aide des gouvernements.

30. La bibliothèque publique au service d'une population de langue anglaise et de langue française, coûtera plus cher que si sa collection est limitée à une seule langue. Cependant, dans beaucoup d'endroits, ces sacrifices s'imposent si l'on veut promouvoir la compréhension et la collaboration des deux groupes. Des organismes provinciaux s'occupent du progrès des bibliothèques publiques. Leurs efforts sont louables mais limités.

31. Il faut que des moyens financiers accrus soient mis à la disposition de ces agences si l'on veut arriver à un résultat; c'est ici que l'aide fédérale pourrait jouer un rôle important.

32. Formation des bibliothécaires

Le progrès de toutes les bibliothèques dépend en grande partie des sommes qu'on peut y consacrer, cela est vrai, mais sans un personnel professionnel compétent aucune étape importante ne peut être franchie.

33. Au Québec, deux écoles universitaires forment les bibliothécaires professionnels, l'une à McGill, l'autre à l'université de Montréal. Depuis quelque temps déjà les bibliothécaires manquent au Canada. Au Québec, la pénurie est d'autant plus grande que la plupart des postes exigent une excellente connaissance des deux langues. Il faudrait créer d'autres écoles de bibliothéconomie qui formeraient des bibliothécaires de langue française.

34. Formation de Professeurs de bibliothéconomie

La création d'écoles universitaires de bibliothéconomie suppose que l'on peut obtenir des services de professeurs de langue française. L'essor des bibliothèques du Québec monopolise tous les talents. Une politique de bourses spéciales à ceux qui désirent parfaire leurs études en bibliothéconomie au Canada ou à l'étranger

est indispensable pour assurer des cadres aux bibliothèques et aux écoles de bibliothéconomie. Le gouvernement fédéral devrait encourager l'établissement d'au moins un programme canadien d'études en bibliothéconomie conduisant au doctorat. C'est une condition "sine qua non" du développement sérieux de nos bibliothèques canadiennes en général et des bibliothèques du Québec en particulier.

III

35. Enfin, à titre de bibliothécaires dans un pays et une province bilingues, l'exercice de notre profession pose certains problèmes. Notre Association est bilingue et l'a toujours été, phénomène unique en Amérique du Nord. Ce bilinguisme s'explique facilement par des raisons professionnelles et sociologiques.

36. A l'époque de sa fondation par deux éminents bibliothécaires, Aegidius Fauteux et Gerhard L. Lomer, notre profession était composée pour plus des trois-cinquièmes, de bibliothécaires de langue anglaise. Cependant, dès le début, les deux langues étaient représentées en nombre égal au Conseil, avec présidence alternative. Ce "fair-play", tout à l'avantage des membres de langue française, s'est maintenu sans défaillance jusqu'à aujourd'hui.

37. De plus, dans le contexte nord-américain où la géographie nous maintient, notre profession même, dans sa science et sa pratique, exige la connaissance de la langue anglaise. De là à vouloir rencontrer nos confrères de langue anglaise qui, même au Québec, ont été les pionniers de la profession, à profiter de leur expérience, à discuter de problèmes communs parce que régionaux, le pas est logique. Nos fondateurs l'ont compris et l'ont voulu.

38. Dans l'exercice de toute profession, la connaissance des principes et de la

technique est fondamentale. Or, toute la bibliothéconomie nord-américaine est basée sur des principes et une technique anglo-américaine. L'exercice de la profession au Canada français présuppose la connaissance de l'anglais et du français, soit qu'on travaille à y établir des bibliothèques, soit qu'on s'attache à y développer celles qui existent déjà.

39. Au Québec, une grande partie de la population composée de citoyens parlant le français et l'anglais, est groupée dans des agglomérations où les uns se trouvent en majorité, les autres en minorité. Au départ donc, le problème de l'établissement des bibliothèques se pose sous ce double aspect. Il ne saurait se fonder de bibliothèques de quelque importance ou utilité dont la collection ne soit pour une bonne partie dans "l'autre" langue, et dont la direction ne soit confiée à une personne qui, à cause de ses études mêmes, n'ait maîtrisé de façon satisfaisante, cette "autre" langue.

40. Important dans l'établissement et l'enrichissement des bibliothèques, le bilinguisme, dans le domaine de la référence, se manifeste avec éclat. Le bibliothécaire canadien-français dispose des ouvrages de référence canadiens, français, anglais, américains, et cela non seulement dans les grandes bibliothèques, mais aussi dans les bibliothèques modestes.

"Partout dans nos bibliothèques, écrit Jean-Charles Bonenfant, le français et l'anglais voisinent et cela commence aussi à se produire dans les bibliothèques de langue anglaise. Ce bilinguisme peut causer quelques embarras, mais il est en général une source incomparable de richesses. Comme bibliothécaire canadien-français, je suis normalement au courant des publications officielles canadiennes dans les deux langues, des publications américaines, des publications anglaises et des publications françaises, et c'est là un bien que je n'aimerais

pas abandonner pour me contenter de ce qui est publié en français." (CLA-ACB, Congrès de Winnipeg, 26 juin 1963).

41. Si l'accès aux sources canadiennes, anglaises, américaines et françaises est précieux dans le domaine de la bibliographie et de la référence générales, il devient incomparable dans le domaine de la bibliothéconomie spécialisée. Que ce soit dans les sciences sociales, le droit, la médecine, le génie, la littérature, notre double culture française et anglaise nous situe à un carrefour de deux grandes civilisations. Il est évident qu'un service de bibliographie bilingue est plus coûteux, mais les avantages en sont si grands pour le bilinguisme et le biculturalisme que nous avons tout intérêt à en tirer parti. Il faudra donc que les bibliothèques soient subventionnées à la mesure de ce service.

42. Nous irions même plus loin. Nous verrions volontiers des ouvrages en n'importe quelle langue, dans les bibliothèques publiques où existe une forte concentration de population d'une langue donnée, v.g. Ukrainiens, Polonais, Italiens, Allemands. C'est en se sentant compris, acceptés, bien intégrés à la réalité canadienne que les Canadiens de toute origine et de toute langue se trouveront vraiment unis.

43. Pour cela, il faut un état d'esprit de compréhension que les bibliothécaires éprouvent et qu'ils peuvent faire régner dans les bibliothèques du Canada où l'on s'attend à trouver toutes les manifestations de la culture et surtout des deux cultures-mères du Canada.

## RECOMMANDATIONS

Nous recommandons:

I - Au sujet du bilinguisme et du biculturalisme dans les services fédéraux:

1. Que le Gouvernement fédéral instaure un vrai bilinguisme dans ceux de ses services qui ont affaire au public (parag. 8, 9, 10)

2. Que la Commission de la Fonction Publique (Civil Service Commission), à cause de la pénurie de bibliothécaires professionnels, accepte les candidats compétents sans exiger strictement des connaissances linguistiques, pourvu que le candidat choisi s'engage à acquérir une connaissance pratique de "l'autre" langue dans un délai donné. (Parag. 9, 10)

3. Que le Gouvernement fédéral donne une forte impulsion aux activités et au progrès de ses bibliothèques de ministères, à la Bibliothèque Nationale et à l'Imprimerie de la Reine. (Parag. 12, 13, 14)

4. Que le Gouvernement fédéral assure la traduction de ses publications en français; que ces traductions soient mises en vente rapidement après la parution de l'édition anglaise, et que ces traductions soient de bonne qualité. (Parag. 15)

5. Que le Gouvernement fédéral assure au Conseil des Arts un budget adéquat permettant à cet organisme de formuler un programme de relations interculturelles au Canada. (Parag. 16, 17, 18)

II - Au sujet du bilinguisme et du biculturalisme dans les Bibliothèques scolaires et publiques, et la formation de citoyens bilingues:

6. Que le développement des bibliothèques publiques et scolaires soit poursuivi avec vigueur par les organismes compétents. Que ces bibliothèques soient aisément accessibles pour être fréquentées avec facilité par le public, les

maîtres et les élèves; qu'elles soient garnies d'ouvrages de valeur en français et en anglais; qu'elles soient dirigées par des bibliothécaires diplômés.

Que dans les écoles secondaires ou régionales, ces bibliothèques soient également dirigées par des bibliothécaires diplômés, assimilés à des professeurs-spécialistes, surtout lorsque de tels bibliothécaires possèdent par ailleurs un brevet d'enseignement.

Que les organismes compétents chargés de créer et d'administrer de telles bibliothèques soient aidés par de généreuses subventions fédérales et provinciales. (Parag. 21, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31)

7. Que le Conseil des Arts ait pour fonctions d'établir et de favoriser la fréquentation de camps d'été culturels, d'organiser des visites, des séjours dans les familles, des échanges d'étudiants, de bibliothécaires, de professeurs et autres; de favoriser l'établissement de bibliothèques bien dotées de livres, de disques, de films et de revues en français et en anglais, pour faciliter l'acquisition rapide et pratique de "l'autre" langue et de "l'autre" culture. (Parag. 17)

III - Au sujet du recrutement et de la formation de Bibliothécaires professionnels bilingues:

8. Que pour pallier à la pénurie de bibliothécaires professionnels, le Gouvernement fédéral subventionne plus généreusement les écoles de bibliothéconomie existantes et qu'il favorise la création de nouvelles écoles là où le besoin s'en fait sentir et où il existe de bonnes chances de réussite. (Parag. 32, 33)

9. Que des subventions soient accordées à des bibliothécaires compétents pour leur permettre de parfaire des études à l'étranger et au Canada, surtout en vue de se préparer à l'enseignement dans les écoles de bibliothéconomie, et

en particulier à l'Ecole de Bibliothéconomie de l'Université de Montréal de laquelle dépend en grande partie l'avenir des bibliothèques du Québec. (Parag. 34)

10. Qu'une université canadienne au moins, offre un cours avancé de bibliothéconomie conduisant au doctorat en cette science, afin que les bibliothécaires canadiens puissent poursuivre de telles études au Canada. (Parag. 34)

11. Que la formation de bibliothécaires-spécialistes soit encouragée par l'octroi de bourses et de subventions aux écoles de bibliothéconomie qui donneront des cours spéciaux sur la documentation dans "l'autre" langue. (Parag. 38, 39, 40, 41)

---

740-263

CA1 Z1
-63B22

Association des Bibliothécaires du Québec

Quebec Library Association

3420 University Street
Montreal 2

# A Brief presented to the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism

by

L' Association des Bibliothécaires du Québec
Quebec Library Association
(founded in 1932, incorporated at Quebec
December 3, 1946)

Montreal
September 1, 1964

CONSEIL DE L'ASSOCIATION DES BIBLIOTHÉCAIRES DU QUÉBEC
QUEBEC LIBRARY ASSOCIATION
1964-1965

Eleanor Magee, B.A., B. Sc. (Sir George Williams), B.L.S. (McGill)
McGill University Library
President

Laurent G. Denis, B.A., (U. de M.), B.L.S. (McGill)
Directeur, Ecole de Bibliothéconomie
Université de Montréal
Vice-président

Alice Wanda Schoenfeld, Mgr. Phil. (Univ. Jagellone, Cracovie)
Research Librarian
Imperial Tobacco Ltd.
Secretary (English)

Anna Rovira
Bibliothécaire, Bibliothèque municipale
Ville LaSalle
Secrétaire (français)

Miriam H. Tees, B.A., B.L.S. (McGill)
Librarian
The Royal Bank of Canada
Treasurer

Louise Lefebvre, B.A. (U. de M.), B.L.S. (McGill)
Pulp and Paper Research Institute of Canada
Présidente sortant de charge

Dorothy Philion, B.A., B.L.S. (U. de M.)
International Civil Aviation Organization (ICAO)
Montréal

Nora P. Bryant, B.A., B.L.S. (McGill)
Librarian, Westmount Public Library
Westmount

Gertrude Duquette
Bibliothèque commémorative de Saint-Lambert
Saint-Lambert, P.Q.

Keith Crouch, B.A. (Queen's), M.A. (N.Y.U.), B.L.S. (McGill)
University Librarian
Sir George Williams University
Montreal

Marguerite Densky, D.Ph. (Comenius), Dipl. Bibl. (Genève)
Directrice
Bibliothèque de l'Université de Montréal
Montreal

Lawrence Short, B.A., B.L.S. (McGill)
Librarian
Lindsay Place High School
Pointe-Claire, P.Q.

Committee on the Brief:

Mrs. Nora Bryant

Mr. Keith Crouch

M. Laurent G. Denis

Mme Anna Rovira

Mlle L. Lefebvre, présidente du comité

A Brief Presented by
l'Association des Bibliothécaires du Québec
Quebec Library Association
to the Royal Commission
on Bilingualism and Biculturalism

## Introduction

1. L'Association des Bibliothécaires du Quebec - Canadian Library Association is a professional, provincial association which was founded in 1932 by a group of librarians who wished to create an instrument of mutual aid and development for their profession.

2. The principal aims of the Association are: to provide the opportunity for French-speaking and English-speaking librarians to discuss their common problems and to broaden their knowledge by exchanging ideas and sharing experiences; to lend support to similar groups throughout the country; to arouse public interest in favour of libraries by publicizing the services which they offer; to promote the establishment and the development of libraries throughout the province, especially by means of proper legislation. As of May, 1964, our membership stood at 315 members, being composed of 239 individual members, 16 honorary and life members, 35 institutional or associate members and 25 student members. Of this number, 115 individual and institutional members are French-speaking.

3. Our Association is open to <u>all</u> librarians who practice their profession in the Province of Quebec, and to all individuals who have an interest in libraries. The Association has held a

provincial charter since December 3, 1946. Our Association is bilingual because, rooted as it is in the context of the Province of Quebec, it must reflect the culture of our community and that of its members. Librarians, just as members of other professions, reflect the image of the province and thus are drawn from both the French-speaking and the English-speaking groups. Moreover, engaged as they are in intellectual activities, librarians must possess a broad cultural background and be receptive to the culture of other countries, an attitude which precludes cultural and linguistic exclusiveness. Our Association lives its bilingualism in a bilingual society.

4. Therefore, as Canadians (I), as citizens of the Province of Quebec (II), and as librarians, members of a professional, bilingual provincial Association (III), we respectfully submit our opinions on bilingualism and biculturalism to the Commission.

I

5. As Canadians, we believe that, in Canada, the French and the English languages enjoy a unique and privileged historical position. These two languages alone have a legal and official status. We accept all the social and cultural consequences deriving from such a position. Those who immigrated to Canada after 1867 were aware of this fact and agreed to become integrated with the Canadian people by choosing one of the two official languages as a means of communication.

6. Whatever historical or constitutional rights were granted to the two languages spoken in Canada, our present sociological context

dictates that a greater official recognition be granted to the French language in provinces which are not of French tradition but which now number an important French-speaking population.

7. There are a number of minority groups whose languages are expressions of rich and diverse traditions. These groups have enriched our cultural life. We understand their desire to preserve their language and cultural heritage. However, from a practical point of view, we do not readily understand how these languages can obtain an official status in a court of law or as a teaching language in public schools supported by public funds. However, these groups can maintain contacts with their native culture through the use of libraries, and especially of public libraries, by means of book, film and record collections. This service to minority groups could be established in our existing libraries at moderate cost.

8. We believe that the Federal Government can play a role of prime importance in the field of bilingualism and biculturalism. We wish to draw attention to the potential influence of those federal services whose functions have direct repercussions on our culture and the implementation of bilingualism in our country. These services are those which have direct contacts with the public as well as the Queen's Printer and the libraries maintained by the Government.

9. We recognize that it is desirable for librarians in federal government libraries to be able to serve their patrons in either of our languages with a reasonable working ability in their second language.

However, at this stage, federal libraries should not be hindered in their development by a rigid bilingual language requirement which will, and indeed has already, discouraged many otherwise able librarians from entering the federal service. The chief problem at present is to secure an adequate supply of competently trained, professional librarians to staff government libraries and in particular the National Library, due to open for service in its new building in 1966.

10. It would seem sufficient, recognizing the long-term goal as desirable and necessary, to recruit librarians without a rigid requirement of bilingualism because of the present shortage, but to assist librarians by means of language courses and training to acquire a working ability in the second language within a reasonable period of time.

11. Library practice in North America differs considerably from that of Europe because of the differing conditions and requirements attending its use. French language libraries in Canada are seriously hindered in giving their best service by the lack of many works on library practice in French. Such handbooks in English are considered standard items in English language libraries on this continent, and which embody the fruits of the most recent thought and developments concerning our profession, are in any English language library.

12. The Library of Parliament, which recently published the French translation of subject headings, has made an enormously valuable and immediate contribution to French language librarianship in Canada.

The preparation and publication of similar library tools in French by the Library of Parliament, the National Library, or other federal libraries should be encouraged and supported. Such a policy would help the development of good French language libraries, by making available to them in French the standard North American professional works.

13. The Queen's Printer is of tremendous importance to libraries in Canada in distributing specialized periodicals, documents, books, and pamphlets in both languages. The system of distributing materials published by the government to depository libraries should be continued with the clear understanding that in some areas where population shifts have created bicultural communities, the Queen's Printer should be prepared to provide depository service in both languages to the appropriate libraries in such areas.

14. While libraries form an important link in the chain of information distribution emanating from the Queen's Printer, the materials they hold can only be borrowed. For the average citizen, whether French or English, it is inconvenient to examine, select and buy the copies of the government publications which he may need, except in the few cities where highly successful Queen's Printer's bookstores are located. Since regular retail book stores are reluctant to provide such a service, the government should progressively extend coverage by such Queen's Printer's bookstores to all the major cities of Canada, thereby making readily available government publications in French and English as necessary.

15. We would like to mention that, in certain cases, the translation of some important government publications, published after much delay, have been of mediocre quality.

16. The Federal Government should make sufficient funds available to the Canada Arts Council to enable it to extend its activities to all aspects of Canadian culture.

17. The Canada Arts Council should foster more extensive bicultural exchanges through a system of bursaries and grants to inter-cultural programmes and expositions; it should facilitate an exchange of professors, students and librarians between French and English Canada; it should promote research on Canadian culture and support the establishment of information centres on the "other" culture throughout Canada. Libraries, as cultural centres of a city or of a region could, in certain cases, be instrumental in formulating and actively promoting such programmes, either alone or in collaboration with other organizations.

18. While recognizing that the Canadian people already possess important and effective culture-spreading media in the Canadian Broadcasting Corporation, the National Film Board, government publications and libraries, we recommend inter-cultural exchanges between the different sections of Canada and the stressing of our Canadian duality, especially by the establishment and development of libraries.

II

19. As citizens of the Province of Quebec, we believe that we enjoy a privileged position with regard to language and culture. Here, supported by strong institutions, the two cultures are allowed to thrive.

20. It is hoped that the French majority will make a greater effort to make its culture desirable and accessible to a greater number of English-speaking Canadians and to new Canadians.

21. Projects such as the following might be supported by the organizations concerned:

1o Allow public libraries to build up more varied French collections by means of substantial grants.

2o Facilitate the cooperation between particularly well-stocked libraries and less well-endowed libraries, permitting the loan of collections for extended periods. Thus, service to readers could be greatly improved without greatly increasing costs.

3o Authorize the National Library to create a service which would receive books and publications from libraries and individuals who wish to dispose of them. This service could also handle requests from needy libraries. Such a service, known as the United States Book Exchange, already exists in the United States.

4o Organize an itinerant exposition of selected books under the auspices of the Federal Government in cooperation with editors where all necessary information would be made available to the reading and buying public.

22. Thus, in addition to their formal schooling, people born and living in the Province of Quebec will have the opportunity of becoming acquainted with certain interesting aspects of French language and culture. We also wish each group, whether French or English, to be able to receive a proper education in its own language, without being submitted to undue social or religious pressures.

23. Lastly, the teaching methods of both French and English need to be greatly improved. The progress already achieved should motivate training of specialists and the installing of language laboratories in schools.

School libraries

24. The school library plays an important part in student motivation by offering easy and interesting illustrated works in the secondary language whereby the student is agreeably surprised to see that he already possesses some vocabulary and that he is able to understand all or most of what he reads. Certain children have a natural attraction for the mystery of sounds and words. Those who enjoy an excellent audio-visual memory should progress rapidly. In such cases the school library could provide above average children with a supplement to the programme, as an accelerated course in those areas where formal supplemental or accelerated courses are not established.

College and university libraries

25. College and university libraries exist in order to support the teaching and research programmes of these institutions. The holdings cannot be based on linguistic considerations alone. These libraries can and must represent both languages and cultures in order to offer students and research workers a wide range of possibilities in the study and knowledge of the two groups. The libraries of institutions of higher learning transcend national boundaries; however, they do allow and assure the representation of both groups in their language and in their culture. In Quebec, as in every part of the country, college and university libraries, above all others, must direct their efforts in assuring that their collections represent the cultural heritage of both groups so that students of each group will be better able to know and appreciate the other.

26. At the present time, we cannot say that university and college libraries are able to meet their obligations. The financial aid which is indispensable to their adequate development should be increased in proportion to the effort which they make to represent and promote the two cultures, the more so because colleges and universities are already sponsoring study courses on Canada.

27. In spite of insufficient funds, the libraries of these institutions allocate a part of their budgets to the support of studies relating to the two cultures. It is not so much a question of creating something new as of promoting and bolstering these individual efforts.

Public libraries

28. To prepare young people to face their responsibilities is an essential task, but our duty lies also in enlightening and educating the voting public. The public library is surely the most suitable instrument of such education and information. Indeed, contrary to other means of communication, the public library is not hindered by technical limitations, is not obliged to defend a particular point of view, and is not reduced to dealing solely with current events. The library offers truth and knowledge to all who seek them.

29. In Quebec, as in several other provinces, because the area is large and sparsely populated, certain public libraries are organized into regional systems in order to achieve the goals they have set themselves. The establishment and development of public libraries can be accomplished without government aid only with difficulty.

30. The public library which serves a French- and English-speaking population will cost more than one, the collection of which is limited to a single language. However, in many communities, this burden is necessary if mutual understanding and cooperation are to be achieved. Certain provincial organizations are already set up to look after the welfare of public libraries. Their efforts, though praiseworthy, are limited.

31. These provincial organizations must be allotted larger sums if results are to be obtained; it is in this field that federal aid could prove an important factor.

Training of librarians

32. It is true that the development of libraries depends in large measure on the funds put at their disposal, but no significant progress can be made without competent professional staff.

33. In Quebec, there are two library schools at the university level for the training of professional librarians, one at McGill University, the other at the University of Montreal. There has been a shortage of librarians for some time in Canada. In Quebec, the shortage is even more acute since most posts require an excellent knowledge of the two languages. Additional library schools should be established for the training of French-language librarians.

Training of professors in library science

34. The establishment of library schools at the university level presupposes the possibility of obtaining French-language professors.

III

The talents of all librarians are presently mustered to meet the sudden expansion of libraries in Quebec. It is necessary to establish a system of special bursaries for those who wish to pursue their studies in library science either in Canada or abroad, in order to provide upper echelon personnel for libraries and library schools. The federal government should support the establishment of at least one Canadian study programme in library science leading to the doctorate degree. This is the "sine qua non" of the true development of our Canadian libraries in general and of Quebec libraries in particular.

35. Finally, as librarians in a bilingual country and in a bilingual province, the practice of our profession presents certain problems. Our Association is, and always has been, bilingual, which makes it a unique phenomenon in North America. The reasons for our bilingualism are of a professional and sociological nature.

36. At the time our Association was founded by two eminent librarians, Aegidius Fauteux and Gerhard L. Lomer, English-speaking librarians numbered more than three-fifths of all librarians. However, from the very beginning, Council members were equally divided among each language group, while the President was alternatively French- and English-speaking. This "fair play" entirely to the advantage of French-speaking members, has persisted without a break to the present day.

37. Moreover, in our North American geographical context, our profession requires that we have a knowledge of English, and this for both scientific and practical reasons. It is therefore only logical that we should wish to meet with our English colleagues who, even in Quebec, were the pioneers of our profession, in order to discuss those of our problems which are of a specifically regional nature. The founders of our Association clearly understood this situation and chose this solution.

38. The knowledge of its principles and techniques is fundamental to the practice of any profession. North American library science is entirely based on Anglo-American principles and techniques. Whether in establishing libraries or in developing those already in existence, the practice of our profession in French Canada presupposes a knowledge of both French and English.

39. In Quebec, a large portion of the population, composed of French- and English-speaking citizens, is grouped in urban centres with one group being in the majority while the other is in the minority. Thus, from the very start, this dual aspect must be considered in the establishment of libraries. No library of any consequence can conceivably be set up without a large part of its collection being in the "other" language, and without having at its head a person who has mastered the "other" language.

40. While bilingualism is important in the establishment and development of libraries, its importance is particularly evident in the field of reference. In the smaller as well as in the larger libraries,

the French-Canadian librarian refers to Canadian, French, English and American reference works. Wrote Jean-Charles Bonenfant:

"In our libraries, French and English works are everywhere side by side and the same conditions are beginning to exist in English libraries. This bilingualism may cause certain difficulties, but on the whole it is an incomparable source of wealth. As a French-Canadian librarian I am naturally familiar with Canadian official publications in both languages, with American, French and English publications, and this is an advantage I would not wish to forsake and be content with only what is published in French." (CLA-ACB, Winnipeg Congress, June 26, 1963).

41. Access to Canadian, English, American and French material is valuable in the field of bibliography and general reference, but it is priceless in special library work. Whether in the field of social sciences, law or literature, our double French and English culture places us at the crossroads of two great civilizations. It is evident that a bilingual bibliographical service is more expensive, but its services to the cause of bilingualism and biculturalism are so great that we should take advantage of it. Libraries must therefore receive grants in proportion to the importance of this service.

42. We would go one step further. We would gladly see, in public libraries serving an area with a large number of inhabitants of a given language, a collection of books in that language: i.e.,

Ukrainian, Polish, Italian, German. Canadians of all origins and all languages will be truly united when they will feel understood, accepted and well integrated into Canadian life.

43. To achieve this unity, there must be a spirit of understanding which librarians possess and which they can foster in Canadian libraries where one expects to find all manifestations of culture and especially those of the two mother cultures of Canada.

## Recommendations

We recommend:

I. With regard to bilingualism and biculturalism in federal services:

1. That the Federal Government make its public services truly bilingual (para. 8, 9, 10).
2. That, because of the scarcity of professional librarians, the Civil Service Commission accept competent candidates without enforcing language requirements too rigidly, with the stipulation that the candidate acquiresa practical knowledge of the "other" language within a given time (para. 9, 10).
3. That the Federal Government give strong support to the services of its departmental libraries and their development, to the National Library and to the Queen's Printer (para. 12, 13, 14).

4. That the Federal Government ensure the French translation of its publications; that these translations be available shortly after their publication in English, and that they be of a high standard (para. 15).

5. That the Federal Government allot the Canada Arts Council a budget which will enable it to elaborate a programme of inter-cultural relations in Canada (para. 16, 17, 18).

II. With regard to bilingualism and biculturalism in school and public libraries, and the training of bilingual citizens:

6. That the proper organizations give strong support to the development of public and school libraries. That these libraries be so located that the public and professors and students have ready access to them; that they have important collections in both French and English; that they be headed by trained librarians.

That the libraries of high schools and regional schools be headed by trained librarians who would enjoy the same status as specialist professors, especially in cases where such librarians also hold a teacher's degree.

That generous federal and provincial grants be allotted for the establishment and administration of such libraries (para. 21, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31).

7. That the Canada Council be directed to promote the participation in cultural summer camps, to organize visits to and vacations with families, and exchanges between students, librarians, professors and others; to support the establishment of libraries well stocked with books, records, films and periodicals in French and in English in order to promote a rapid growth in the "other" language and in the "other" culture (para. 17).

III. With regard to the recruitment and training of bilingual professional librarians:

8. That, to counteract the shortage of professional librarians, the Federal Government grant larger subsidies to the existing library schools and support the establishment of new schools wherever these are needed and have fair chances of success (para. 32, 33).

9. That grants be made available to qualified librarians for post-graduate work either abroad or in Canada, especially with a view to training professors for library schools, particularly for the University of Montreal Library School on which depends, in large measure, the future of Quebec libraries (para. 34).

10. That at least one Canadian library school offer a course leading to a doctorate degree in library science so that Canadian librarians will be able to pursue such studies in Canada (para. 34).

11. That the training of specialist librarians be supported by the granting of bursaries and grants to library schools which could give special courses in the documentation of the "other" language (para. 38, 39, 40, 41).

---

L'Association des bibliothécaires du Québec

Mémoire de 13 pages; 11 recommandations.

---

REMARQUES

Ce mémoire traite surtout des problèmes particuliers aux bibliothèques fédérales d'une part, publiques, scolaires collégiales et universitaires d'autre part. Les auteurs souhaitent la reconnaissance officielle du bilinguisme et du biculturalisme au Canada, partout où se trouvent d'importantes minorités françaises. Ils acceptent sans restriction le caractère bilingue du Québec qu'ils considèrent de ce point de vue dans une situation privilégiée. Tout effort visant à améliorer le caractère bilingue de diverses institutions, des bibliothèques en particulier sera vu d'un bon oeil.

---

TABLE DES MATIERES


| | Pages |
|---|---|
| Recommandations | 14 - 16 |
| Introduction | 1 |
| Opinion sur le bilinguisme | |
| I - à titre de Canadiens | 2 |
| II - à titre de Québécois | 6 |
| III - à titre de bibliothécaires membres d'une association professionnelle bilingue provinciale | 11 |

Association professionnelle, provinciale et bilingue fondée en 1932 par un groupe de bibliothécaires désireux et créer pour leur profession un moyen d'entraide et de progrès. 315 membres dont 115 membres à titre personnel ou institutionnel de langue française.

- I -

- Le français et l'anglais jouissent d'une situation historique unique et privilégiée au Canada. Conséquences pour les immigrés et nécessité d'une reconnaissance "plus généreuse" du français dans les provinces à fortes minorités françaises.
- Les bibliothèques pourraient favoriser l'héritage culturel des autres groupes au moyen de collections de livres, de films et de disques dans leur langue propre.
- Services fédéraux dont les activités ont un retentissement direct sur la culture, bibliothèques du Gouvernement et Imprimerie de la Reine ont un rôle de premier plan à jouer dans le domaine du bilinguisme.
- Opportunité d'un service bilingue dans les bibliothèques du gouvernement fédéral mais sans appliquer un règlement trop rigide, à cause de la pénurie de personnel; une attention particulière doit d'abord être accordée au recrutement de bibliothécaires compétents, quitte à leur offrir des cours de langue seconde.
- Les bibliothèques fédérales devraient assurer la publication de manuels français de bibliothéconomie pour répondre aux besoins nord-américains dans ce domaine.
- Que soit maintenue la distribution des publications du gouvernement - dans les deux langues là où les deux groupes

sont représentés - dans les bibliothèques de dépôt légal.

- Que le Conseil des Arts encourage davantage les échanges biculturels et l'établissement de centres de renseignements sur "l'autre" culture à travers le Canada.

- II -

- Situation privilégiée des Québécois: les deux s'épanouissent ici au sein d'institutions puissantes.
- (voir pp. 6-7, une série de suggestions visant à améliorer le service français des bibliothèques).
- Nécessité d'améliorer les méthodes d'enseignement de la langue seconde, notamment par la création de laboratoires de langues.
- Opportunité de créer des bibliothèques scolaires bilingues et de soutenir l'effort déployé par les bibliothèques collégiales et universitaires pour la promotion des deux cultures.
- Que le gouvernement fédéral encourage, par des subventions accrues, le développement des bibliothèques publiques.
- Devant la pénurie de bibliothécaires, il serait souhaitable que le gouvernement fédéral encourage également l'établissement d'au moins un programme canadien d'études en bibliothéconomie conduisant au doctorat.
- Au Québec, toute bibliothèque de quelque importance devrait avoir une bonne partie de sa collection dans la langue seconde et être dirigée par une personne maîtrisant les deux langues.
- Nécessité de subventions plus généreuses visant à favoriser le développement d'un service de bibliographie bilingue.
- Opportunité de pourvoir les bibliothèques publiques de collections dans diverses langues selon les groupes ethniques que ces bibliothèques déservent.

CA1 E 1
-63B22

# BRIEF

FRPTH.

presented to

# THE ROYAL COMMISSION ON BILINGUALISM AND BICULTURALISM

by

Quebec Association of Protestant
School Boards

1965

Q. P7.

(C.F. re this Q
p5 - re basic deflex)

- Also other notes
in Margin.

# TABLE OF CONTENTS

INTRODUCTION.....page 1.

BILINGUALISM.....page 3.

BICULTURALISM.....page 5.

THE RELATIONSHIP OF RELIGION.....page 6.

CONCLUSION.....page 7.

THE QUEBEC ASSOCIATION OF
PROTESTANT SCHOOL BOARDS.

6000 Fielding Avenue
Montreal, 29, Quebec

INTRODUCTION

The existence of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism indicates that Canada is attempting to synthesize a nation and that in many minds there is a need for recognition and blending of the various ethnic backgrounds existing in our country. In our country there has been a tendency for ethnic groups to segregate, both in large masses and small social groups. If we are to fashion and maintain an identity as Canadians some synthesis of philosophies is necessary - otherwise we will, in time, only differ, say, from citizens of the United States by the label we bear. We hope that all who live in this country will develop a sense of being Canadians, not "hyphenated-Canadians".

Blending of our separate parts into a truly Canadian nation can only be accomplished by mutual understanding and trust and recognition of the beliefs and values held by others. Education can do much to help us achieve such a goal.

The member groups of this Association have been educating Protestant (mainly English speaking) children in a Roman Catholic (mainly French speaking) milieu for many years. In the past this has been accomplished through an enclave philosophy but recently there has been a conscious and fruitful effort to introduce a more effective and complete teaching of the French language in English-speaking Protestant schools in Quebec. The practical results of this effort and the accumulated experience of our School Boards is worth considering with respect to methods and possibilities of achieving bilingualism and biculturalism in Canada.

As an Association we believe that it is desirable that all Canadians should have a basic knowledge of both French and English, and that Canada stands to

gain if the philosophy of each of the two major races is clearly understood by the other. It must be added, however, that many other groups besides the French, the English, and Scots, have contributed much to the development of Canada - (for example Irish, Ukranian and others). "Two founding nations" is therefore an oversimplification. Nonetheless French and English are the two principal languages spoken in Canada.

(5) We believe also that the English speaking Canadians of Quebec have been developing an understanding of the French Canadians. We hope that a similar understanding can be developed in the rest of Canada. Why should not a French speaking citizen of the country have all practical language rights in other Provinces? What have the English to fear from the French language? Do we still fear the "revenge of the cradle"? Surely we can understand how the pressure of the English language bears upon French speaking people in North America.

(6) At the same time, however, we wonder how much of the pressure for, say, French speaking schools in some other Provinces is really broadly based. Does it come from a small minority, and is it hence not realistic? Is it, in some cases at least, really pressure from the Roman Catholic church for Roman Catholic schools? How many of the French speaking people in New Brunswick and Saskatchewan have, or would have, their children educated in French if such schools were available? We have reason to believe that militant minorities are heard, but we feel that the Royal Commission is in the best position to determine whether or not the voices that are heard truly representent a ground swell, and not surface ripples.

BILINGUALISM

As a nation we are educationally backward in learning other languages. Our educational system should train our children to speak two or more languages. Whatever program is adopted by our educators to achieve this purpose it seems clear that it should be started at an early age when children are most receptive to another language.

In achieving adequate bilingualism at least four factors play a part. These are:-

1. Aptitude for the second language.
2. The desire to achieve in this language.
3. The instruction in the second language as given in the schools.
4. The opportunities to use it outside the classroom.

The two most important of these are desire and opportunity for use. For most Anglo-Saxons desire will result if there is economic or other obvious advantage in being bilingual. Opportunity can only result if substantial numbers of French speaking people are in close proximity. It is obvious that there are few places in Canada where these two conditions exist.

Nevertheless, a sound foundation for later achievement of bilingualism, in an appropriate milieu, can be laid in any school under certain conditions. These conditions include, demand by the authorities for a high level of competence in the second language, the use of recordings, language laboratories and other such methods so that the individual becomes thoroughly acquainted with the sound, rhythms and other aural features rather than written peculiarities of the language. With such techniques it may be possible that the teacher need not be truly fluent in French, although this is obviously desirable.

Curriculum in schools does, in some degree, reflect the wishes of the population. Success of the type of program considered here probably depends upon the general attitude toward French. Particularly in some Western Provinces wholehearted support of the teaching of French would not be likely under present conditions. The English speaking Canadian from Quebec has a particular opportunity and responsibility to help correct this situation.

It should be noted that, with the increasing mobility of the English speaking population, pupils moving from schools in other Provinces to those in Quebec would encounter much less difficulty if French curricula in other Provinces were upgraded. At the level of admission to University a serious anomaly exists presently because the Provincial authorities set the level of competence in French for matriculation from School and the Universities generally accept entrance on the basis of achievement in the Provincial examinations. A student from Saskatchewan may therefore be admitted to an Ontario University on the same terms as one from Quebec in so far as his record for achievement in French is concerned, but the levels of competence are hardly comparable. Children taking the early part of their schooling in other provinces and then finishing High School in Quebec are now at a serious disadvantage in so far as achieving matriculation in French is concerned.

There is another aspect of this situation, namely, that French Canadians in Quebec should be upgrading their efforts toward the teaching of conversational English in their schools, particularly at the elementary level. Our experience is that the sooner a second language is started in school the greater is the ultimate achievement. In the Province of Quebec we desire incoming students to have a higher proficiency in French, and visitors a working knowledge of the French language. Conversely, French Canadian students

going to predominantly English speaking areas of Canada should be reasonably proficient in English, and when visiting to have a working knowledge of the English language.

BICULTURALISM

We doubt that it is generally understood that there are fundamentally different philosophies of life for the Anglo-Saxon and the French Canadian. The Anglo-Saxon is primarily pragmatic and anti-authoritarian. By this we mean that he tends to recognize a situation as it exists and to work to improve it by gradual change, and he believes that in his religious, moral and economic life his own opinions have considerable validity and that he will use them, within the limits of civil and criminal law, and in conjunction with the opinions of others, to guide his life. On the other hand, the French Canadian tends to be idealistic and submissive. In general the French Canadian when confronted with a particular situation will search for the ideal situation, consider what rules would be necessary to achieve this situation, and promulgate the rules without concerning himself unduly as to the necessary means. In religious, moral and economic life, he heeds the words of higher authority.

The portraits in the foregoing paragraph represent stereotypes, but nonetheless we believe they have general validity for the purpose of this brief. It should, however, be recognized that great changes are now taking place in Quebec. How much this will affect the French Canadians' philosophy remains to be seen. It seems likely that difference will remain between the two philosophies for a considerable time.

A fundamental to "Biculturalism" is an understanding and acceptance of the differences which exist. Only after this can there be a possibility of

a synthesis of cultures which will lead to a whole greater than the parts. There is immediate need for enlightened individuals able to interpret for Canadians the philosophies of fellow nationals.

We believe that the schools can play a considerable part in the mutual understanding which we feel is necessary as a first step. Through a history course much can be achieved. There is a great deal of talk about a unified history of Canada. Such a unified history can probably best be achieved by treating various events from each of the two points of view, explaining why these differences in view exist, and training the people to be sympathetic to both. The pupils should understand that the interpretation of 'historical facts' depends substantially on the background of the viewer. As evidence of this we need only recall the continuing "battle of the generals" concerning events in France and neighbouring countries during the summer, fall and winter of 1944.

THE RELATIONSHIP OF RELIGION

In this age of increasing costs in education we believe that schools should be designated on the basis of language, not religion. This can be done and while we might favour schools based on a knowledge and practice of Christian history and morality, with religion taught by the Churches outside of the normal school day, other solutions are possible. As Protestants in Quebec we attempt to maintain schools with a Christian but non-sectarian background.

Education in Quebec is undergoing a major change. Much of this seems to be directed toward developing scientists, engineers, economists and others who will become the technicians of the future in the business world. This will, we believe, make it possible for French speaking Canadians to improve their status in industry in Quebec, and thus meet many of their aspirations. A de-emphasis

on religious teaching in the schools seems to be a part of the change now underway. We welcome this change and hope that it will lead to increased cooperation between the Roman Catholic and the Protestant and between the French and English speaking Canadians.

The building of a strong Canadian nation can only be achieved when all religious sects accept the validity of other dogmas than their own for those who wish to so believe. There is evidence that many of our Christian denominations are moving in such directions and that the churches are becoming conscious of the need to adapt their dogma to the modern world. This, combined with interfaith understanding, may make many changes possible in the future.

CONCLUSION

The problems in the field of bilingualism and biculturalism have deep roots. These cannot be easily destroyed, but with mutual respect and understanding and a desire to build a Canadian nation, we stand to gain greatly through the interaction of language and philosphy.

We believe the following possibilities exist:-

1. Canadians, and especially those of Eastern Canada, can and should be taught to converse fairly freely in both French and English.

2. Changes in educational patterns can occur which will remove present language and ethnic barriers to advancement.

3. Cooperation between English speaking Canadians and French speaking Canadians can be improved through more complete understanding of the respective philosophies.

4. Schools can play a critical and constructive role in bringing the

two "nations" together.

5. The need for such a rapprochement can be recognized by all Canadians if they are suitably informed.

By definition, cooperation and compromise are not unilateral. All people, all organizations, must recognize the fruitfulness of tolerance based on knowledge and must work toward achieving this necessary part of a truly Canadian nation.

545 - 12

Amtil's

GREY

Brief # 740-303
Quebec Association of
Protestant School Boards
MONTREAL

A. INFORMATION ON ORGANIZATION

(a) The Quebec Association of Protestant School Boards was formed in 1930 and incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies Act in 1936.

(b) The object of the Association is to promote understanding between school boards in the Province of Quebec and to assist these boards in solving their many problems both financial, educational, and administrative. The Association does in fact act as a liaison between the Protestant school boards and the Department of Education.

(c) At the present time the Association represents through its membership 97% of the pupils enrolled in the Protestant Schools under the jurisdiction of the Department of Education.

(d) It represents the Protestant School Board on the many and varied committees of the Department of Education and the Superior Council of Education of Quebec.

(e) It acts on behalf of its member boards in cases of disputes or arbitration with the local or Provincial Teachers Association.

(f) Through its membership in the Canadian School Trustees Association and the Canadian Education Association it maintains contact with the national educational picture.

(g) Due to its growing importance in the field of Protestant Education in Quebec the Association has recently taken the necessary steps to expand the scope of its operation and staff.

Brief # 740-303

B. QUESTIONING OF WITNESS(ES)

1. PROGRAM AND LIAISON SECTION

| | | |
|---|---|---|
| Introduction, para 1 | Q. 1 | Would you tell us what you mean precisely by "recognition and blending" (of the various ethnic backgrounds) |
| | Q. 2 | Are you referring to the two main cultures --- English and French --- or to all "existing in our country"? |
| para 3 | Q. 3 | "... recently there has been a conscious and fruitful effort..." Would you elaborate? |
| para 4 | Q. 4 | Do you think that the Germans, the third largest group in Canada, or the Ukrainians, are also founding nations of Canada? |
| para 5 | Q. 5 | "... developing an understanding of the French Canadians..." Does it imply the learning of the French language? Accepting the French fact? Accepting an equal partnership? |
| para 6 | Q. 6 | "... we have reason to believe that militant minorities are heard..." We would be interested to hear this reason. |
| p. 2 | Q. 7 | Who are you quoting when you quote "two founding nations"? What would be some "other obvious advantage(s) in being bilingual"? Where do you think these two conditions exist in Canada? What is "an appropriate milieu"? |

Brief # 740-303

| | | |
|---|---|---|
| p. 4 | Q. 8 | What is "the English-speaking Canadian from Quebec...particular opportunity and responsibility to correct this situation"? |
| p. 4 para 1 | Q. 9 | "... the English speaking Canadian from Quebec has a particular opportunity and responsibility to help correct this situation..." For example: does your Association have a programme to fulfill this responsibility and correct this situation? |
| p. 4 para 3 | Q.10 | "... our experience is that the sooner a second language is started in school the greater is the ultimate achievement..." In which grade do you start teaching the second language? |
| p. 5 | Q.11 | What is the basis for your portraits of the French and English Canadian; or are you referring to French and Anglo-Saxons in other lands? |
| p. 1 | Q.12 | How is the French language taught in English-speaking Protestant schools in Québec at the moment? |
| p. 5 para 1 | Q.13 | Here, you define two philosophies of life: one for English Canadians, the other for French Canadians. The Anglo Saxon, you say, tends to recognize a situation as it exists, while the French Canadian will search for the ideal situation when confronted with a particular situation. Does it mean that one is realistic while the other is unrealistic? If so, would you give us some example to both from events of the last five or so years. |
| p. 6 | Q.14 | How do you explain the differences in history text books and how do you make people sympathetic to one another's views? |
| p. 6 | Q.15 | Do you consider that religions can become a school subject? When do you suggest that religion be taught in the schools? |

Brief # 740-303

| | | |
|---|---|---|
| p. 7 | Q.16 | What changes would you suggest in educational patterns?<br>Do you believe that the "philosophies" you described earlier are exact? |
| p. 5<br>para 3 | Q.17 | ...A fundamental to "biculturalism" is an understanding and acceptance of the differences which exist..."<br>Are you referring here to the difference in philosophies or to differences in cultures? |

November 4,1965.

740-247

# SUMMARY OF BRIEF

to

# ROYAL COMMISSION ON BILINGUALISM

and

# BICULTURALISM

July 1, 1964.

Submitted by
The Quebec Association of
Protestant School Administrators

SUMMARY

This brief outlines the point of view of Protestant Quebec's school administrators concerning the future of Canada as a nation. It stresses that the survival of Canada is dependent on the goodwill and common sense of all Canadians regardless of their maternal tongue.

It points out that for the first time it is now possible for Canadians, French and English, to engage in a dialogue. It appeals to Canadians of the other nine provinces to welcome Canadians of the French language throughout our vast country . Canadians, whether English or French speaking, should be accorded the same legal rights anywhere in Canada. It deplores attempts in Quebec Province to develop unilingualism while seeking bilingualism in the other nine provinces.

Canadians are searching for an identity. Their survival will not be assured by each language group closing its own ranks, but only by joining forces as Canadians to build on our international reputation as a solid middle power, dedicated to peace and understanding among the nations of the world.

The role of English speaking Canadians in Quebec Province is reviewed with particular emphasis on Protestant Quebec's contribution in the field of education. Other sections are devoted to the teaching of French in Protestant Quebec's schools and of creating conditions conducive to bilingualism and biculturalism.

Perhaps the salient points of the brief are

1) the recognition of the responsibility of all Canadians in Quebec Province to establish a harmonious working agreement.

2) the opportunities now available to Quebec's educational administrators to get to know their counterparts.

3) the many possibilities afforded educational leaders in bringing children together so that they begin to forget religious and language labels and to think of one another as human beings.

740-248

CA1 E 1
-63B22

# BRIEF

TO

# The Royal Commission on Bilingualism

and

# Biculturalism

*July 1, 1964*

Submitted by

THE QUEBEC ASSOCIATION OF
PROTESTANT SCHOOL ADMINISTRATORS

# BRIEF

to

# THE ROYAL COMMISSION ON BILINGUALISM

and

# BICULTURALISM

Submitted by
The Quebec Association of
Protestant School Administrators

SUMMARY OF CONTENTS


| | | Page |
|---|---|---|
| I. | Preamble | 1 |
| II. | Authority for this Committee | 2 |
| III. | The Future of Canada as a Nation | 2 |
| IV. | English-speaking Canadians in Quebec Province | 3 |
| V. | Public Education in Quebec and the Contributions of English-speaking Protestants | 4 |
| VI. | The Future of Education in Quebec | 5 |

BRIEF

to

THE ROYAL COMMISSION ON BILINGUALISM

and

BICULTURALISM

## I. PREAMBLE

This brief is submitted by the Quebec Association of Protestant School Administrators on behalf of its executive and members. The contents have been studied and approved by the president, Mr. John W. Sandilands, and the executive. Three previous drafts were prepared and the third one was discussed thoroughly at a conference of the Association at which members had an opportunity to express their views. It is the opinion of the committee that the views expressed in this brief reflect those of the majority of our members, although it is not possible to include many individual points of view.

The Quebec Association of Protestant School Administrators is open to all persons directly responsible for the administration of Protestant Schools and includes School Principals and Vice-Principals, Education Officers, Supervisors of Central Boards, Superintendents and Assistant Superintendants of consolidated School Boards and Directors of Teacher Colleges.

The aims of this association may be summarized as follows:

a) to improve the professional status of the educational administrator by securing recognition of educational administration as a vital and distinctive phase of our educational system, and by establishing the principle that persons engaged in educational administration must have adequate training in this field.

b) to promote a high standard of professional ethics.

## II. AUTHORITY FOR THE COMMITTEE

At an executive meeting of the Quebec Association of Protestant School Administrators held at St. Hubert, Quebec, on December 14, 1963, the secretary was instructed to notify Mr. Neil M. Morrison, co-secretary of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism, that the QAPSA would submit a brief for the consideration of the Commission and that the chairman of the special committee preparing this brief would be J.L. MacKeen, Knowlton, Quebec.

## III. THE FUTURE OF CANADA AS A NATION

The responsibility for the survival of Canada as a nation and of Quebec Province as one of its major components, will depend on the good will and common sense of all Canadians, regardless of their maternal tongue. Perhaps the key to our survival may well rest with Canadians in Quebec Province and their ability to establish a harmonious working agreement between the two largest ethnic groups.

The climate has changed and for the first time it is now possible for Canadians, English and French, to engage in a dialogue. Many English speaking Canadians are trying to understand and to appreciate the aspirations of French Canada. We would request of the other provinces that French speaking Canadians be welcomed throughout our vast country. It would seem to us to be absolutely essential that Canadians be accorded the same legal rights anywhere in Canada whether they be of the English or of the French language. Since a Canadian citizen can obtain service in major European cities in either language, surely it is not too much to expect the same courtesies in the field of public services in the larger centres of our own nation. French speaking Canadians should have the right to public instruction in French wherever their numbers make this feasible. Likewise, of course, English speaking Canadians should receive similar consideration. We believe

that biculturalism should be emphasized throughout Canada first rather than bilingualism. That is to say, Canadians must first develop an understanding and an appreciation of the contributions and the philosophy of both founding groups. Then those Canadians who do not require the second language in their everyday life will be more interested in becoming bilingual.

It should be clear that all Canadians are searching for an identity. All feel threatened by increasing economic control by the United States and the American way of life. Survival will not be assured by each language group closing its own ranks, but only if we join forces as Canadians to build on our international reputation as a solid middle power, dedicated to peace and understanding among the nations of the world.

## IV. ENGLISH SPEAKING CANADIANS IN QUEBEC PROVINCE

Since our purpose is to inform the chairman and members of the Royal Commission of our views and recommendations as English speaking Canadians of the Protestant faith in Quebec, the sections of the brief devoted to Quebec Province are largely confined to the role of English speaking Protestants. In no way should it be misconstrued that we are unmindful of the contributions of Roman Catholics, whether English or French speaking.

As noted, English speaking Canadians in all provinces are beginning to accept, uphold and encourage the legitimate aspirations of French speaking Canadians as equal co-partners in Confederation. At the same time we expect the same acceptance of our language group in Quebec Province.

English speaking Canadians have appreciated the protests against violence that have been made by a few French speaking leaders as well as their recognition of the contribution of English speaking Canadians to Quebec. We would remind all Canadians that Quebec Province is also the

home of Canadians who speak English either because it is their mother tongue or because it is their choice of language. Quebec Province is the home of both English and French speaking citizens by right of settlement, of birth and of contribution to its development: Our ancestors were the first to settle the Eastern Townships and among the first in the Ottawa Valley in Quebec, the Rouge and Chateauguay River Valleys, and certain Sections of Gaspé.

We are proud that our people have helped to develop Quebec in the Ungava, the St. Maurice Valley, the Saguenay and Lake St. John district, the mining districts of our northland, and Montreal, Canada's Metropolis.

We would ask French speaking Canadians to recognize, that while we urge equal rights for them throughout Canada, we insist that bilingualism and biculturalism be extended in Quebec Province. We deplore the attempts of some provincial governmental departments to ignore our language and to encourage unilingualism in Quebec while demanding bilingualism in the rest of Canada.

## V. PUBLIC EDUCATION IN QUEBEC AND ENGLISH PROTESTANT CONTRIBUTIONS

Our confessional system of education has served well both major language groups. Thanks to the generosity of the French Roman Catholic majority, Protestant Quebec has enjoyed the freedom to pioneer in education and to develop a school system to meet the academic, religious and cultural needs of our people. As a result our Protestant educational system is recognized internationally for its high standards. Over fifty years ago we began to organize larger units of education to provide better opportunities for our children and for more efficient administration of schools. Twenty years ago an act was passed for the incorporation of Protestant Central School Boards "in order that greater benefits may accrue to Protestant education", so that there would be a "more equitable distribution of government grants, the adjustment of tax rates and school fees over wider

areas, giving better opportunities to children in rural and remote areas to receive the greatest possible benefits of education and (increase) the general level of education in the Protestant schools of the province". (Extracts from "An Act to Provide for the Incorporation of Protestant Central School Boards, June 3, 1944.) In central board units every child of ability has had an opportunity to complete his or her high school education. Consequently, we were able to introduce to Quebec schools, guidance and health services, central libraries and modern bus transportation. During this period we organized and developed the government's film library for schools. Protestant educational leaders in Montreal particularly, have pioneered in the field of curriculum and have done much to broaden our academic course of study to include commercial and technical education.

## VI. THE FUTURE OF EDUCATION IN QUEBEC

Much has been accomplished but today a new dimension must be introduced in education with the arrival of automation. As citizens of Quebec we welcome any necessary changes to improve education in our province. The youth of Quebec, whether English or French speaking, must be given the advantages of diversified courses of study so that they may compete favourably with young people throughout North America. Cooperation between the educational authorities, French and English, Roman Catholic and Protestant, is beginning at the provincial, regional and local levels. This trend must be encouraged.

### a) The Teaching of French

Protestant schools provide our students with an excellent basic knowledge of the French language. Our experience has been that a high school student can become fluent in French given the incentive and opportunities. Recent changes in the French course, which place more

emphasis on oral work, should give our graduates a better command of the language. Our aim is to graduate more students who are fluent in French. As Protestant administrators we would recommend that every effort be made to attract more specialists whose mother tongue is French regardless of religious affiliation. Moreover, we would endorse the teaching of French at all grade levels as soon as qualified teachers can be engaged. The use of language laboratories, if suitable, and any other audio-visual aids should be available. It is our contention that more progress would be made in teaching French were it possible to provide for more discussion and general conversation in small groups. However, first there must be enough qualified teachers to work with small groups.

The teaching of other subjects in French such as History, Geography and Health, should be encouraged when the pupils selected can cope with this challenge and, equally important, qualified and interested teachers are available. At the same time we would hope that the teaching of English to French speaking pupils in Roman Catholic schools would be introduced at an earlier age so that they would have the same advantages as English speaking pupils do in learning the second language. The teaching of French in Quebec Protestant schools begins in Grade 3 and is compulsory. No student may obtain a High School Leaving diploma without a pass mark in French which carries equal weight with English.

Unfortunately there is no panacea for promoting bilingualism. It is evident that our students make more progress in learning French when they live in communities which are predominantly French speaking. It is unlikely that children learn to speak a second language unless they feel a definite need for it. If contacts between our two major groups continue to increase, then we can look forward to more Canadians in Quebec becoming bilingual. To

date, our attempts have been limited to teaching the mechanics of the language to provide a means by which pupils may become bilingual.

b) Creating Conditions Conducive to Bilingualism and Biculturalism

Protestant Quebec's educational leaders are aware of their responsibilities for furthering bilingualism and biculturalism in Canada. We recognize our unique position in this province and the consequent challenge to set an example for the rest of Canada. At the same time we are trying to be realistic and recognize the limitations imposed. The first task of Canadian schools, French or English speaking, is to develop in our students an attitude of respect and an appreciation of those of the other language group. We believe that one's attitude toward the other group is more important than one's being bilingual. In Quebec Province, there are many opportunities open to educational leaders to foster understanding of the other group. First, we must get to know our counterparts in the other educational system and try to develop mutual goodwill and trust. For two hundred years we have been separated, and if both educational groups sincerely desire to know and appreciate one another, it will require a concerted effort on the part of all.

As a start we can work together in the fields of Art, Music, Dramatics, Sports and Technological education. In some instances a beginning has been made to bring our children together. Students who study together, work together on common projects, sing or play together, soon begin to forget religious or language labels and think of one another as individual human beings.

As Protestant administrators we believe that our province can and must show all Canada and the World that Quebec is a region where all its citizens cooperate to encourage its development and to ensure the well being of its youth. The future of Quebec and of Canada is in the hands of young Canadians. They must learn to understand one another and appreciate the value of their neighbour's culture, Our task as Canadian educational leaders is clear-cut. This is not an impossible ideal.

NO.: 740-248

TITLE:

AUTHOR: The Quebec Association of
Protestant School Administrators

Brief of 7 pages; No recommendations

---

REMARKS OF ANALYST:

This brief has not been summarized by the analyst. The authors have made their own summary, which can be found on separate sheets.

The authors wish for greater understanding between English and French Canadians.

---

Att.: RESEARCH:

The teaching of French in Quebec Protestant Schools

Pages 5 - 6

---

TABLE OF CONTENTS: PAGES

RECOMMENDATIONS:

BRIEF:


| | | |
|---|---|---|
| I. | Preamble | 1 |
| II. | Authority for this Committee | 2 |
| III. | The Future of Canada as a Nation | 2 |
| IV. | English-speaking Canadians in Quebec Province | 3 |
| V. | Public Education in Quebec and the Contributions of English-speaking Protestants | 5 |
| VI. | The Future of Education in Quebec | 5 |

The Authors:

This brief is submitted by the Quebec Association of Protestant School Administrators on behalf of its executive and members. The Chairman of the special committee which prepared this brief was J.L. MacKeen, Knowlton, Quebec. The contents have been studied and approved by the president, Mr. John W. Sandilands, and the executive. "It is the opinion of the committee that the views expressed in this brief reflect those of the majority of our members."

"The Quebec Association of Protestant School Administrators is open to all persons directly responsible for the administration of Protestant Schools and includes School Principals and Vice-Principals, Education Officers, Supervisors of Central Boards, Superintendents and Assistant Superintendents of consolidated School Boards and Directors of Teacher Colleges."

The aims: a) to improve the professional status of the educational administrator...

b) to promote a high standard of professional ethics.

CONFIDENTIEL

DOCUMENTS PREPARATOIRES

Mémoire #: 740-248

Quebec Association
of Protestant
School Administrators

QUEBEC

A. RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISATION

1. MEMBERSHIP

1. Open to all persons directly responsible for the administration of Protestant Schools;

2. Includes School Principals, Vice-Principals, Education Officers, Supervisors of Central Boards, Superintendents and Assistant Superintendents of consolidated School Boards, and Directors of Teacher Colleges.

2. AIMS

1. improve the professional status of the educational administrator by securing recognition of educational administration as a vital and distinctive phase of our educational system, and by establishing the principle that persons engaged in this work must have adequate training for it.

2. to promote a high standard of professional ethics.

3. HOW BRIEF WAS PREPARED

1. Chairman of the special committee: J. L. McKeen of Knowlton, Québec

2. Contents studied and approved by President John W. Sandilands, and the executive.

3. Committee believes the views expressed in this brief reflect those of the majority of the members of the Association.

B. QUESTIONS...

... EN PROVENANCE DU SERVICE DES AUDIENCES

p. 2 - III — What numbers would make such public instruction feasible?

p. 3 - III — How could the Commission help on developing such an understanding and appreciation?

p. 3 - III — Many people seem to think that survival of a language depends on the language group "closing its own ranks". You do not seem to agree - can you say why?

| | |
|---|---|
| p. 5 - VI | Do you think the Commission can help cooperation between educational authorities in Quebec, and if so, in what ways? |
| p. 6 - par. 1 | Do you think the problem of procuring specialists fluent in French is a problem the Commission could be useful in solving? |
| p. 6 - par. 3 | In what ways do you look forward to greater contact between the two major groups? |
| p. 7 - b) | Do you envisage any organized program for the fulfilment of the aims you mention? |

21-5-65

# B R I E F

# T O

# THE ROYAL COMMISSION ON BILINGUALISM AND BICULTURALISM

PRESENTED

B Y

THE PROVINCIAL GRAND ORANGE LODGE OF SASKATCHEWAN
Head Office: 1835 Albert Street, Regina

THE LADIES ORANGE BENEVOLENT ASSOCIATION OF SASKATCHEWAN
Head Office: 1835 Albert Street, Regina

THE ORANGE BENEVOLENT SOCIETY OF SASKATCHEWAN
Head Office: 1954 Angus Street, Regina

General Declaration of the Aims and Objects of the Organizations as named on the cover page of this Brief, which Organizations represent more than 5,000 Saskatchewan voices and form the Saskatchewan section of the Loyal Orange Association of British America.

"And thou shalt teach men ordinances and laws, and shalt show them the way wherein they must walk, and the work that they must do; moreover, they shall provide out of all the people, able men, such as fear God, men of truth, hating covetousness, and place such over them to be rulers of thousands, and rulers of hundreds, rulers of fifties, and rulers of tens." - Exodus XVIII vs. 20, 21 (The Holy Bible).

At all times nothing can be more natural, and at this time nothing can be more reasonable, than that those who have common rights to protect, and common interests to defend, should act together and know each other. It is by division that the benevolent objects of true patriots are frustrated, and their best and noblest efforts for the public good defeated. In these distant but important appendages of our great Empire, it must be obvious to every loyal and reflecting mind that a union of intelligence, an increase of means, and a knowledge of each other are essential.

The Loyal Orange Association is formed by persons desirous of supporting, to the utmost of their power, the principles and practices of the Christian religion, to maintain the laws and constitution of the country, afford assistance to the distressed members of the Association, and otherwise promote such laudable and benevolent purposes as may tend to the due ordering of religion and Christian charity, and the supremacy of law, order and constitutional freedom.

Its members associate in honour of King William III, Prince of Orange, whose name they bear, and whose immortal memory they hold in reverence, tending as he did, under Divine Providence, to the overthrow of the most oppressive bigotry, and the restoration of pure religion and liberty.

Disclaiming an intolerant spirit, the Association demands as an indispensable qualification, without which the greatest and wealthiest may seek admission in vain, that the candidate shall be deemed incapable of persecution or injuring anyone on account of his religious opinions; the duty of every Orangeman being to aid and defend all loyal subjects of every religious persuasion in the enjoyment of their constitutional rights.

The rules of the Association are open not only to the members of the Association, but to the whole community; there is no reserve, except the signs and symbols whereby Orangemen know each other; and these mysteries are essential to the proper qualification of the Brotherhood, the recognition of the members, and the prevention of intrusion and imposture from strangers and enemies. The Association is general, not confined to any particular place, person or nation, but extends itself ... to the remotest corners of the globe . . .

In many quarters where the true nature of the Orange Association is not properly known, its designs and objects have by some been misunderstood, and by others misrepresented. From the name it bears--- being connected in everyone's mind with the history of parties in Ireland--- some are apt to suppose that its sphere is necessarily confined to that country; not reflecting that an instrument which has been chiefly used there to suppress rebellion, repel invasion, and secure domestic tranquility, may be found equally efficacious to loyal men of all countries, in protecting their lives, liberties and properties.

Extracts from - "Constitution and Laws" of the Loyal Orange Association of British America.

Our peculiar slogan, by history and tradition, though borrowed by other organizations in recent times, is:

"EQUAL RIGHTS TO ALL - SPECIAL PRIVILEGES TO NONE"

1. Whereas, in the short introductory paragraph in the extract from the Order-in-Council 1963-1106, mention is made of the task of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism as being, among other things, "to recommend what steps should be taken to develop the Canadian confederation on the basis of an equal partnership between the two founding races," we respectfully submit that the equality inferred here is a dual equality rather than an absolute equality, and that this dual equality has subsisted and is presently subsisting throughout Canada today. This opinion is based on the B.N.A. Act, Section 133, and the reference made therein as to the dual use of English and French in certain domains. The Section reads:

> "Either the English or the French may be used by any person in the Debates in the House of the Parliament of Canada and of the Houses of the Legislature of Quebec; and both these languages shall be used in the respective Records and Journals of those Houses; and either of these languages may be used by any Person or in any Pleading or Process in or issuing from any Court of Canada established under this Act, and in or from all or any Courts of Quebec.
> The Acts of the Parliament of Canada and of the Legislature of Quebec shall be printed and published in both these languages."

In this context it will be noticed that the use of English and French (the bilingual situation) is specifically directed to:

(a) "the House of the Parliament of Canada and the Houses of the Legislature of Quebec," and "the respective Records and Journals of those Houses."

(b) "any Person or in any Pleading or Process in or issuing from any Court of Canada established under this Act, and in or from all or any Courts of Quebec."

(c) "The Acts of the Parliament of Canada and of the Legislature of Quebec."

According to (a) and (c) therefore, Quebec is the only province in the Canadian confederation directed to use the bilingual situation in its Legislature and in the publishing of the proceedings of its Legislature. The use of both languages in any Court of Canada or Quebec, as in (b) is, we must assume, to eliminate the possibility of discrimination and most certainly to ensure individual freedom and civil rights to all who, coming into a Court of Justice, could not speak the French of Quebec, or, on the other hand, the English of the other provinces. It appears on this basis, and in view of the total absence of any directive whatever to any other province, that Quebec alone is committed to a bilingual programme, limited as it is within the terms of the Act.

With this as a basic premise we are compelled to submit:

2. At the time of Confederation, when four provinces only were involved, certain concessions were granted to Quebec. It is abundantly clear that these concessions, granted by the English-speaking majority to the French-speaking minority, were factual and tangible expressions of British Justice and the British Democratic process, affording Quebec opportunity to develop and establish herself as an autonomous province with equal status to each of the other provinces (and not to all the other provinces combined) within the terms of Confederation. This being so, the terms of Confederation cannot be legally and morally binding on all the other provinces to enter into a full-scale bilingual and bicultural programme, particularly the western provinces, except for those areas as have been set forth in the foregoing paragraph.

Acknowledging, however, the fact of "the two founding races", but with some reservation since the Eskimo and the Indian peoples must be taken into consideration, surely the principle of "dual equality" must take precedence over that of "absolute equality". It is thus of the utmost importance that we take into account the comparative cultural and economic development of "the two founding races" together with that of the other ethnic peoples. A look at this development reveals that the English-speaking segment of Canada has been responsible for approximately 70% of the cultural and economic growth of the country; that the French-speaking segment has contributed some 20% towards that growth, with the other ethnic groups responsible for the remaining 10%. Since it is also significant that these ratios indicate the approximate ethnic division of the total population, it would be both morally and ethically wrong and completely contradictory to the principles of the democratic freedom in which, as a nation, we boast ourselves, to forcibly impose upon any individual, or group of individuals whether large or small, a bilingual or bicultural programme that would contravene the language and cultural disposition of that individual or group, regardless of whether they be English, French, German, Dutch, Hungarian or something else. Already, many Europeans have shed much of their ethnic dispositions in an endeavour to fit into our Canadian pattern, and to add to this the necessity of having to learn English to those who have already acquired French because

they have settled in a French-speaking area, and conversely, insisting that others learn French who have already acquired English in an English-speaking area, together with having to acquire new cultural habits, is, to say the least, an imposition that defies all ethics of democracy and decency, particularly when it is designed to advance one particular language or culture to the detriment of another.

It has been argued that the English have advanced their language and culture to the detriment, not only of the French, but also of the many other groups within Canadian society. But this is not really an argument since it has been the overwhelmingly spontaneous response of the English-speaking population to the demands of development and progress in the past 100 years that has made Canada the nation that she is. This, plus the fact of an obvious stagnation of economics and education among the French, caused by religious intervention and control, are the main contributing factors in the greater English growth and influence in our country today. That there has been religious intervention and control, at least of education in the province of Quebec, is indicated by the action of the Premier of that province in recent months in setting up a Department of Education for the first time, under the provincial government.

Again, we reiterate that the equality of the terms of Confederation can never be taken to mean "absolute equality", but rather "dual equality", which even now because of the multiplicity of ethnic peoples belonging within Canada's population, demands by its very nature to be interpreted as a "multi equality", giving all peoples equality with one another in a culture that is most certainly Multicultural rather than Bicultural.

3. We would point out that the French population of Canada, in the main, is concentrated in Quebec where it represents some 20% of the population of the Dominion; in Saskatchewan it is only 6% of the population; in the Dominion (excluding Quebec) it represents only 10% of the population. Should the trend towards a bilingual and bicultural situation prevail, it means that 90% of the English-speaking people of the Dominion, 94% of the people of Saskatchewan, together with equally ridiculously high percentages of the other provinces would be thrust into a bilingual and bicultural programme. Be it also

noted, that it is neither logical nor democratic, nor is it practical or economic, for such a small minority group to impose under various kinds of threats and incriminations, such unreasonable demands upon such a large majority group, which has contributed so overwhelmingly to the present status of this country, a total programme of Biculturalism and Bilingualism, particularly in view of the financial element among others. Further, to set out to deliberately create a bilingual and bicultural situation which is ludicrously beyond the realm of need and reason, and certainly beyond the terms of Confederation, is to lay the foundation for segregation and the many evils that go along with it. It would also create serious economic, social and religious problems where they would otherwise be non-existent. It is, moreover, discriminatory in essence, and ignores the true spirit of the fathers of Confederation. All of these disrupting factors we deplore as non-Christian and completely detrimental to the work of building for the future strength and greatness of Canada. While greatness is a relative quality it must be admitted that great countries are built by great men; that great men are made by humble yet strict and passionate adherence to great virtue and noble purpose. Surely, then, these unpurchasable and timeless qualities can never lend themselves to the ulterior and unqualified aspirations of those who would gain advantage and ascendency at the expense of their fellows.

4. Up to the present time it is apparent that the province of Quebec has not acknowledged, nor has it even accepted in the slightest way any kind of bilingual or bicultural programme within her own borders, nor does she even show the slightest signs of lessening her desire for a pure French language and cultural disposition as a province, not having given the English-speaking people of that province any undue consideration in what she now seeks for herself throughout the entire Dominion, it seems in this latter pursuit that Quebec is following a course which is essentially divisive in nature. It is of significance that this entire question is fraught with the potential moral explosiveness of an atomic bomb, which after having done its deadly worst could leave Quebec comparatively unharmed. Before this bomb is detonated it would be wise for all concerned to consider the observations made from the entire world picture in recent years:

(a) Belgium, as a nation, some years ago adopted a bilingual arrangement, the dire results of which are common knowledge.

(b) Vietnam, presently torn by war and internal upheaval, likewise put her faith in a bilingual and bicultural programme in recent times.

(c) Korea, divided for the purpose of making peace between two conflicting cultures and idealogies, is still living in a state of mistrust and uneasy peace because of that very bilingual and bicultural arrangement.

It is worthy of note also that Canada is in a most favoured position in that the vast majority of her people are English-speaking, and that the majority of new-Canadians from European countries expect to learn English, and actually learn it in varying degrees of merit, upon arrival on Canadian shores. Added to this there is the fact that the English language has become the most forward, and most widely accepted language of communication and business throughout the entire world. Also, the European Common Market countries use English as the language of communication, notwithstanding, there is not a single English-speaking country in the trading block, Britain not being a member. Further, English being the official language of the United States of America, is overwhelimingly spoken throughout the North American Continent.

FOR THESE REASONS, together with the fact that Canada, as does any other nation, needs only one official language, and because of all the implications both material and moral heretofore stated in this brief, without malice or hate towards any, and without bias in regard to colour, race or creed, we are compelled to go on record as favouring the use of English as the one and only official language of Canada. We believe that this is both logical and necessary. We feel that the many and varied ethnic peoples that have settled this country should be allowed the right to speak their mother language if they desire so to do, but that they be encouraged to learn as far as possible the official language of the country that has received them. We believe that in so far as the cultural traits of all ethnic groups are concerned, these will automatically gravitate towards the main stream of Canadian culture, providing there is the willingness on the part of all to be integrated into the over-all pattern rather than the unwillingness that produces only segregation and separatism.

Finally, we are compelled to believe that the present trend towards a total bilingual and bicultural Canadian society is based on the political and religious aspirations of a minority group, and that to cater to the fulfillment of these aspirations would ultimately create a still greater problem rather than to solve the present one. To pursue this trend to its logical conclusion would cause an irreparable rift in the economic, cultural and social structure of the country, and would be travelling in the opposite direction to that which would unite and consolidate all our people in the grand fulfillment of our rightful destiny as a nation.

Composed and respectfully submitted by Rev. C. L. Thompson, for and on behalf of the under-named persons comprising the joint Legislation Committees of the organizations listed on the cover page of this brief.

Mrs. L. Adrian, Regina;

Mrs. A. Newall, Saskatoon;

Mr. E. Ortloff, Regina;

Rev. T. L. Parker, Dundurn;

Mr. C. Sandercock, Regina;

Mrs. E. Spence, Moose Jaw;

Mr. R. Staples, Moose Jaw;

Rev. C. L. Thompson, Indian Head;

Mrs. M. C. Vibert, Regina;

Mr. G. E. Wallace, Nokomis;

Mrs. E. Winters, Prince Albert.

NO.: 770-700

TITLE: Brief to the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism

AUTHOR: The Provincial Grand Orange Lodge of Saskatchewan,
The Ladies Orange Benevolent Society of Saskatchewan,
The Orange Benevolent Society of Saskatchewan.

Brief of 9 pages; one recommendation

---

REMARKS OF ANALYST:

The central idea of this brief is that bilingualism in Canada is allowed in no other province than Quebec where it has not worked. English should be Canada's only official language.

The brief appears poorly documented in support of its unilingual recommendation.

---

ATT.: RESEARCH

Page 5: "The English-speaking segment of Canada has been responsible for approximately 70% of the cultural and economic growth of the country; the French-speaking segment has contributed some 20% towards that growth with the other ethnic groups responsible for the remaining 10%.

page 6: Paragraph 3; Population figures.

".. in the Dominion (excluding Quebec) (French Canada) represents only 10% of the population.

---

TABLE OF CONTENTS: (Of the analyst)


| | PAGES |
|---|---|
| RECOMMENDATION: | 8 |
| BRIEF | |
| General Declaration of Aims of Organization | 2 |
| Introduction | 3 |
| B.N.A. Act (Section 133) | 4 - 5 |
| Historical Development | 5 - 6 |
| Population Distribution | 6 - 7 |
| Province of Quebec | 7 |
| English Language | 8 |

# S U M M A R Y

This brief was prepared on behalf of one of the three above-listed organizations by Rev. C. L. Thompson. These organizations represent over five thousand people in Saskatchewan and form the Saskatchewan section of the Loyal Orange Association of British North America.

The first page of the brief contains a statement of the aims of the Loyal Orange Association of British America extracted from its "Constitution and Laws".

Introduction — Page 3

We are willing to make our contribution, however small and humble, to the fulfillment of the ultimate human destiny when all men shall live together in universal brotherhood.

If anything less than the highest Christian charity is expressed it is our task to offer humble apologies for misrepresentation of the high principles to which we subscribe.

B.N.A. Act (Section 133) — Pages 4 - 5

The reference to equal partnership in the Commission's terms of reference infers a "dual equality" not an "absolute equality" and the "dual equality" is presently subsisting in Canada.

An analysis of Section 133 of the B.N.A. Act shows that Quebec alone is committed to a bilingual programme, limited within the terms of the Act. The use of both languages in any court of Canada or Quebec is, we must assume, to eliminate the possibility of discrimination.

Historical Development — Pages 5 - 6

Concessions granted by the English-speaking majority were expressions of British Justice, affording Quebec opportunity to develop as an autonomous province, but not with a status equal to all other provinces combined.

Province of Quebec Page 7

Quebec has never accepted in the slightest way any kind of bilingual programme within her own borders, nor does she now lessen her desire for a pure French language. She has not given the English in the province any undue consideration in what she now seeks for herself through the entire Dominion. Quebec is following a course essentially divisive in nature.

The examples of Belgium, Vietnam and Korea serve to show that dire results come from a bilingual and bicultural programme. Both Vietnam and Belgium adopted such programmes in recent times.

English Language Page 8

Canada is in a most favoured position since the majority of her people speak English and most immigrants learn it. English is the most forward and widely-accepted language in the world. Even the Common Market uses English as its official tongue.

CA1 Z1
-63B22

# BRIEF

PRESENTED TO

THE ROYAL COMMISSION ON BILINGUALISM AND BICULTURALISM

BY THE

PROVINCIAL ASSOCIATION OF PROTESTANT TEACHERS OF QUEBEC

(2100 St. Mark Street, Montreal)

JUNE, 1964

OTTAWA

PROVINCIAL ASSOCIATION OF PROTESTANT TEACHERS OF QUEBEC

2100 St. Mark Street, Montreal 25, Que. • WE. 7-9329

TON SCHAFFELBURG. M.Sc.
e-President
I EVANS, M.A.
ice-President
IAM M. MUNROE, M.A.

Past President
DOROTHY J. KIDD, M.A.
Hon. Secretary-Treasurer
NORMA OSLER, B.A.

General Secretary
T. H. G. JACKSON, B.A.
Assistant General Secretary
K. HILL, M.Ed.
Executive Assistant
G. H. HESLAM, B.A.

BRIEF TO THE ROYAL COMMISSION
ON BILINGUALISM AND BICULTURALISM

Mr. Davidson Dunton
Mr. André Laurendeau
Co-chairmen of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism

Gentlemen,

1. The Provincial Association of Protestant Teachers of Quebec, founded one hundred years ago, and speaking today on behalf of 6,000 active teachers, both English and French (approximately 100), wishes to submit the following document for your consideration.

2. The P.A.P.T. held its first Convention in 1864, was incorporated in 1889, had its charter amended to introduce "automatic" membership in 1945, and has (since 1919) regularly published a magazine for teachers, the 222nd issue of which appeared in May 1964.

3. The aims of the P.A.P.T., stated in its charter and referred to as guiding principles when formulating policy and making decisions, may be conveniently summarized as follows:

(1) To advance the interests of education in the Province of Quebec;

(2) To promote and advance the interests of teachers, to secure conditions which will make possible the best professional service, and to afford advice, assistance, and protection to members in the discharge of their duties.

4. In pursuit of these aims, the brief which follows was prepared by a Committee under the chairmanship of Miss D. J. Kidd, Past President of the Association.

5. The brief was studied and amended by the Provincial Council of the Association in session on February 1, 1964. The final draft of the brief was approved by the Annual General Meeting of the Association in session on May 30, 1964.

6. Our interests as teachers in the well-being and education of ALL Canadians, and our hope for a more united country, lead us to make this submission:

I. English and French, the languages spoken by the two ethnic groups that formed the "Canadian confederation", were both recognized officially by the Act that established the union of 1867.

Newcomers to Canada have always been free to choose from these two languages the one they wished to adopt and to decide with which of the two ethnic groups they wished primarily to associate.

II. Our belief in the principle of bilingualism leads us to agree that:

(1) Both groups should have the right to express themselves in their own language before the courts and in the Provincial and Municipal governments, as is presently the case in the Federal government and Federal courts.

anywhere!

(2) Both groups should have the right to educate their children in their own language.

i.e. learning fr. & learning other subjects

(3) Instruction in the second official language should be made available in all Canadian schools.

(4) Where feasible, subjects such as History and Geography should be taught to English-speaking students using French as the language of instruction, and to French-speaking students by teachers using English as the language of instruction.

(5) The exchange of French-speaking and English-speaking students and teachers should be encouraged throughout Canada.

(6) The development of bilingualism in Canada means that eventually all Federal officials, Provincial officials and all citizens taking part in important country-wide activities will be expected to speak or at least to understand the two official languages. However, no one, who has a worthwhile contribution to make, should be debarred from participation in country-wide activities on the basis of not being able to speak both official languages.

HOW DECIDE THIS EXCEPTION TO GENERAL VRINC

We realize that the abovementioned objectives will present problems and that the goals will not be immediately attainable. We assume, also, that the implementation of these principles may entail certain constitutional amendments.

III. We accept the fact that there has been a diversity in Canadian educational systems, but we submit that in one discipline we might grow closer together - namely, in the teaching of History. We suggest that English- and French-Speaking historians might agree to teach Canadian history in an objective manner, honestly recognizing the points where there are differences of opinion, but attempting to teach children to honour the contribution of both French and English.

THINK THEY NOW CONSCIOUSLY TEACH UNOBJECTIVELY ?

This cooperation, we submit, might extend to include greater recognition of the achievements of both groups in Art, Music, Literature, Theatre and Technology, and would help to establish some degree of Canadian identity.

IV. In English the word "nation" applies without difficulty to the whole of Canada as a geographical and political entity. We would hope that the French word "la nation" might have the same connotation. In Switzerland, for example, the French word "la nation" applies to the whole country rather than to specific language groups. ?

V. We agree that there should be a federal capital district in which the two main cultures and the two official languages would be equitably represented.

7. It will be recognized by all that bilingualism can be achieved only if both groups accept it in principle and support it in practice.

Respectfully submitted on behalf of the
Provincial Association of Protestant
Teachers of Quebec
by

B. A. Schaffelburg
President

THG Jackson
General Secretary

# MEMOIRE

PRESENTE A LA COMMISSION ROYALE D'ENQUETE

SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

PAR LA

PROVINCIAL ASSOCIATION OF PROTESTANT TEACHERS OF QUEBEC

(2100 rue St. Marc, Montréal)

le juin, 1964

OTTAWA

PROVINCIAL ASSOCIATION OF PROTESTANT TEACHERS OF QUEBEC

2100 St. Mark Street, Montreal 25, Que. • WE. 7-9329

N SCHAFFELBURG, M.Sc.
*President*
EVANS, M.A.
*e-President*
AM M. MUNROE, M.A.

*Past President*
DOROTHY J. KIDD, M.A.
*Hon. Secretary-Treasurer*
NORMA OSLER, B.A.

*General Secretary*
T. H. G. JACKSON, B.A.
*Assistant General Secretary*
K. HILL, M.Ed.
*Executive Assistant*
G. H. HESLAM, B.A.

MEMOIRE PRESENTE A LA COMMISSION ROYALE
D'ENQUETE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

MM. André Laurendeau et Davidson Dunton
Coprésidents de la Commission royale d'enquête
sur le Bilinguisme et le Biculturalisme
Messieurs,

1. L'Association Provinciale des Enseignants Protestants du Québec a l'honneur de vous présenter ce mémoire.

Cette Association, fondée il y a cent ans, représente maintenant 6000 enseignants anglais et français (ces derniers, au nombre de 100 environ) en activité.

2. Le PAPT a tenu son premier Congrès en 1864, a obtenu sa charte en 1889 et celle-ci a été amendée en 1945 afin d'y faire paraître la clause d'éligibilité "automatique" des membres. Depuis 1919, l'Association publie régulièrement, pour les professeurs, une revue dont le deux cent vingt-deuzième numéro vient de paraître (numéro de mai 1964).

3. Les objectifs du P.A.P.T., principes directeurs pour notre conduite et nos résolutions, ont été définis dans la charte et peuvent être résumés ainsi qu'il suite:

(1) Mettre en évidence et faire progresser l'enseignement dans la Province de Québec.

(2) Défendre et avancer les intérêts des enseignants; obtenir pour eux les conditions de travail qui leur permettront de rendre le meilleur service professionel;;assurer aux enseignants les conseils, l'aide et la protection requis pour l'accomplissement de leur devoir d'état.

4. Avec ces objectifs en vue, le mémoire présenté aujourd'hui a été préparé par un comité réuni sous la présidence de Mlle D. J. Kidd, ancienne Présidente de l'Association.

5. Ce mémoire a été examiné et amendé par le Conseil provincial de l'Association, au cours de sa séance du 1er février 1964.

Sous sa forme définitive, le mémoire a été adopté par l'Assemblée générale annuelle de l'Association, le 30 mai 1964.

6. En tant qu'enseignants, les membres de notre Association s'intéressent au bien-être et a l'éducation de tous les Canadiens et souhaitent que notre pays devienne plus uni; c'est pourquoi ils vous soumettent les voeux suivants:

(1) Le français et l'anglais, langues parlées par les deux groupes ethniques qui fondèrent "la Confédération canadienne", ont été réconnus comme langues officielles par l'Acte de la Confédération de 1867.

Les immigrants au Canada ont toujours eu le droit d'adopter l'une de ces deux langues, de même qu'ils étaient libres de se joindre à l'un ou l'autre des deux groupes ethniques fondateurs.

(2) Nous faisant forts du principe du bilinguisme, nous vous accordons pour souhaiter:

(i) Que les membres de chaque groupe aient le droit de faire usage de celle des deux langues officielles qui leur est propre devant les cours et les parlements provinciaux et municipaux, comme cela se fait déjà devant les cours fédérales ou le parlement fédéral.

(ii) Que dans chaque groupe, les parents aient le droit de faire instruire leurs enfants dans la langue officielle qui leur est propre.

(iii) Que toutes les écoles canadiennes offrent l'enseignement de la seconde langue officielle.

(iv) Dans la mesure du possible, que des discplines telles que l'histoire et la géographie soient enseignées en français aux élèves anglophones, en anglais aux élèves francophones.

(v) Que, par tout le Canada, les échanges d'élèves et d'enseignants francophones et anglophones soient encouragés et multipliés.

(vi) La fin pratique à quoi tend le bilinguisme est que tous les fonctionnaires, fédéraux et provinciaux, et tous les citoyens dont les activités intéressent tout le pays, parlent, ou au moins comprennent, les deux langues officielles. La participation à des activités intéressant tout le pays ne devrait pourtant pas être interdite à ceux qui pourraient apporter une contribution de valeur, quand bien même ils ne pourraient pas parler les deux langues officielles.

Nous comprenons que la mise en œuvre du programme proposé ci-dessus n'ira pas sans peine, et que le terme n'en sera pas atteint de si tôt. Nous tenons compte aussi du fait que la mise en application de ces principes peut exiger des amendements de la Constitution.

(3) Nous constatons que la diversite prévaut parmi les systèmes scolaires canadiens, mais, selon nous, il est un point sur lequel un rapproachement pourrait se faire: il s'agit de l'enseignement de l'histoire. Il serait bon que les historiens anglophones et francophones s'entendent pour enseigner une histoire canadienne de façon objective, indiquant franchement les points sur lesquels les jugements et les opinions diffèrent, mais amenant les étudiants à estimer les apports français et anglais.

Nous suggérons que cette collaboration pourrait inclure les apports des deux groupes dans le domaine de l'art, de la musique, de la littérature, du théâtre et de la technologie, et aider ainsi a établir une identité canadienne.

(4) En anglais le mot "nation" désigne tout le Canada, en tant qu'entité géographique et politique. Nous aimerions que le mot français "nation" ait le même sens. En Suisse, par exemple, le mot "la nation" désigne le pays tout entier plutôt qu'un groupe linguistique particulier.

(5) Nous pensons qu'il devrait exister un district fédéral à l'intérieur duquel les deux cultures principales et les deux langues officielles soient reconnues et représentées sur un pied d'égalité.

7. Pour tous, le bilinguisme ne sera fait accompli que si les deux groupes ethniques et linguistiques en acceptent le principe et mettent la main a son application.

==========

Respectueusement soumis au nom de
Provincial Association of Protestant Teachers of Quebec
par

F. D. Schaffelburg
Président

H. G. Jackson
Secrétaire Général

740-224

# MEMORANDUM

CLASSIFICATION
NIL

Supplement

TO
A

Commission Members
Director of Research
Director of Programme & Liaison

YOUR FILE No.
Votre dossier

OUR FILE No.
Notre dossier

FROM
De

Neil M. Morrison

DATE

December 3, 1965

FOLD

SUBJECT
Sujet

I attach a copy of a letter received on the last day of the Montreal hearings from Mr. T.H.G. Jackson, General Secretary of the Provincial Association of Protestant Teachers of Quebec, who presented their brief in Montreal on Tuesday, November 30th.

It will be of interest, I am sure, as it replies to questions raised by Commission members at the hearing. The brief to the Parent Commission from which the Association is quoting was drafted in 1962.

N.M. Morrison

Neil M. Morrison

PROVINCIAL ASSOCIATION OF PROTESTANT TEACHERS OF QUEBEC

2100 St. Mark Street, Montreal 25, Que. Tel. 937-9329

*President*
WILLIAM M. MUNROE, M.A.

*First Vice-President*
E. ANN MacLEISH, B.Sc.

*Second Vice-President*
K. IAN TRASLER, B.Sc.

*Past President*
RUTH E. EVANS, M.A.

*Hon. Secretary-Treasurer*
WILLIAM H. FORD, B.Sc.

*General Secretary*
T. H. G. JACKSON, B.A.

*Assistant General Secretary*
K. HILL, B.A., M.Ed.

ON BICULTURALISM
DEC 2 1965
740-224
DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LE BILINGUISME ET LE BICULTURALISME

December 1, 1965

Mr. N. Morrison, Secretary
Royal Commission on Bilingualism & Biculturalism
Box 1508
Ottawa, Ontario

Dear Mr. Morrison:

When our Association presented its brief to the Royal Commission on Tuesday, November 30, the members of the Commission expressed interest in the position of the Association on the co-operation between the English and French schools of Quebec.

I, therefore, submit the following quotation from our brief to the Quebec Royal Commission of Enquiry on Education, which was presented in 1962.

" With the twin object of establishing closer ties between the Protestant and Catholic systems of education, and of improving the teaching of French in our schools, we would suggest that a study begin at once of a plan whereby successful lay French-speaking teachers might be engaged to teach not only French in our schools but also other subjects in the French language. We think the plan, if agreed on, should be experimental at first, and we further think that there would be more support for it among Protestant teachers if a similar plan were adopted in French Catholic schools for the improvement of their teaching of English. "

On November 21, 1964, our Executive approved the following recommendation:- THAT (1) qualified lay Roman Catholic French Specialists be permitted to teach in the Protestant schools of Quebec, provided that their teaching in no wise included religious instruction, and (2) school boards be permitted to hire qualified lay Roman Catholic teachers where qualified Protestant teachers are not available, provided that they are not responsible for religious instruction.

We assumed that a French-speaking Roman Catholic teacher would have the same tenure rights in our system as a Protestant.

Yours sincerely,

T.H.G. Jackson
General Secretary

NO.: 740-224

TITLE:

AUTHOR: Provincial Association of Protestant Teachers of Quebec
2100 St. Mark street, Montreal.

Brief of ....2.....pages ; ....8..... recommendation(s)

---

REMARKS OF ANALYST: The brief is presented in English and in French. Due to its brevity, the brief has not been summarized.

Thesis: Bilingualism should be extended at all governmental, judicial, administrative and educational levels; there should be a standard history written and a Federal capital district created. The English sense of "nation" should be adopted in the interest of Canadian unity.

---

ATT.: RESEARCH

See page 2, par. IV check the Swiss use of the word "nation".

---

TABLE OF CONTENTS:


| | PAGES |
|---|---|
| RECOMMENDATIONS: | 1,2 |
| BRIEF: The Provincial Association of Protestant Teachers of Quebec---------- | 1 (Par.1-6) |
| Brief---------- | 1,2(par.6,7) |


---

THE PROVINCIAL ASSOCIATION OF PROTESTANT TEACHERS OF QUEBEC

FOUNDED : 1864

INCORPORATED: 1889

MEMBERS : 6,000 active teachers (of whom 100 are French)

AIMS : The interests of education in P. Quebec
The interests of teachers

CONFIDENTIAL

BACKGROUND PAPERS

Brief #: 740-224

The Provincial Association of Protestant Teachers of Quebec

MONTREAL

## A. INFORMATION ON ORGANIZATION

President: Burton Schaffelburg, M.Sc.

Founded: 1864; incorporated in 1889, automatic membership.

### 1. MEMBERSHIP

6,000 active teachers both English and French (100)

### 2. AIMS

To advance the interests of education in the Province of Quebec;

to promote and advance the interests of teachers, to secure conditions which will make possible the best professional service and to afford advice, assistance, and protection to members in the discharge of their duties.

### 3. PREPARATION OF BRIEF

Prepared by a committee under the chairmanship of Miss D. J. Kidd, past president of the association. Approved by the Annual General Meeting of the Association, May 30/64.

## B. QUESTIONING OF WITNESS(ES)

### PROGRAMME AND LIAISON SECTION

p. 2
6, (2), (ii)

"Que dans chaque groupe, les parents aient le droit de faire instruire leurs enfants dans la langue officielle qui leur est propre."

Q. 1 Cela signifie-t-il des écoles françaises et anglaises à travers le pays, subventionnées par l'Etat et sans discrimination dans le partage des fonds publics?

p. 2
6, (2), (iv)

"Dans la mesure du possible, que des disciplines telles que l'histoire et la géographie, soient enseignées en français aux élèves anglais, en anglais, aux élèves francophones."

Q. 2 Quel est le bien-fondé d'une telle recommandation?

p. 2, 6, (2), (vi) Q. 3 1) Quels sont les moyens à prendre pour que tous les fonctionnaires fédéraux et provinciaux, et tous les citoyens dont les activités intéressent tout le pays, parlent, ou au moins comprennent, les deux langues officielles?

2) "La participation à des activités intéressant tout le pays ne devrait pourtant pas être interdite à ceux qui pourraient apporter une contribution de valeur, quand bien même ils ne pourraient pas parler les deux langues officielles."

i) Qui sera juge de la valeur d'une contribution dans un tel cas?

ii) Cette situation pourrait-elle s'appliquer aussi bien à des unilingues français qu'anglais?

p. 2, 6, (4) re Leur préférence pour la signification anglaise du mot "nation".

Q. 4 En quoi la théorie des "deux nations" au Canada leur est-elle antipathique?

p. 2, 6, (5) re La création d'un district fédéral.

Q. 5 L'étendue géographique qu'il couvrirait?

August 13, 1965

740-293

CA1 Z1
-63B22

SUBMISSION PRESENTED TO

# the royal commission of inquiry on bilingualism and biculturalism

(LAURENDEAU-DUNTON)

by

## the province of quebec chamber of commerce

April 1965

SUBMISSION

*presented to*

the royal commission of inquiry on bilingualism and biculturalism

(LAURENDEAU-DUNTON)

*by*

the province of quebec chamber of commerce

*"Cette publication est aussi disponible en français"*

*Published by* :

The Province of Quebec Chamber of Commerce
1321 St. Joseph Blvd. East, Montreal, P.Q.
Telephone: (514) 524-3643 *

To the Presidents and Commissioners,
Gentlemen,

The Province of Quebec Chamber of Commerce was happy to take notice of the fact that the Government of Canada had decided to institute a Royal Commission of Inquiry on the problems of bilingualism and biculturalism.

On 15 February 1964, the Chamber appointed a committee whose task would be to express some views on certain aspects of the mandate entrusted to your commission. That Committee submitted its report to the Board of Directors of the Chamber on October 15, 1964.

The text was then forwarded to our 240 affiliated local Chambers, which were asked for their opinions in writing and which were convened to an ensuing meeting to set forth their own views on the subject.

The present submission was unanimously adopted at a meeting of our Board of Directors, held in Montreal, February 25, 1965.

We present you respectfully with this submission in the hope of contributing to a better understanding and to a solution of our problems in these fields.

Yours truly,
The President of the Chamber,

CHARLES DE L. HARWOOD.

The Committee on Bilingualism and Biculturalism of the Province of Quebec Chamber of Commerce was composed of the following:

President : Mr. Claude Beaubien,
Vice-President,
Aluminum Company of Canada Limited,
(Montreal)

Members: Mr. Charles de L. Harwood,
President of the Chamber,
Assistant Vice-President,
Bell Telephone Company of Canada,
(Montreal)

Mr. Maurice Labelle, Notary,
Honorary President of the Chamber,
(Rosemere).

Mr. Donald Byers, Q.C., Lawyer,
c/o Byers, McDougall, Johnson, Stewart & Casgrain,
(Montreal)

Mr. Jim Courtright,
Manager — Eastern Division,
Shell Canada Limited,
(Montreal)

Mr. Jean-Paul Légaré,
Director of the newspaper "L'Echo du Bas St-Laurent",
(Rimouski)

## SUMMARY


Page

I — Foreword ... 7

II — Canada and its Constitution ... 8

III — Attitude of the other provinces ... 10

IV — Attitude of the Federal Government ... 11

V — The French-Canadian outside of Quebec ... 15

VI — Communications ... 17

VII — The French-Canadian in Business ... 18

VIII — Alternatives ... 21

IX — General observations ... 22

X — Condition for success: A Canadian national will ... 24

XI — Conclusion ... 24

XII — Recommendations ... 25

a) The attitude of Canadians in general ... 25

b) The attitude of Canadians in Commerce and Industry ... 26

c) Revision of the Constitution ... 27

d) Taxation ... 28

e) The Federal Civil Service ... 28

f) Communications of the Federal Government ... 28

g) French minorities in other provinces ... 29

h) Immigration ... 29

XIII — Appendix: a Case History ... 30

## I — FOREWORD

The Chamber of Commerce of the Province of Quebec, founded in 1909 and incorporated by an act of the Canadian Parliament (9-10 Edward VII Ch. 99), is a federation comprising approximately 240 local Chambers of Commerce. Of this number, four are predominantly English speaking and include the Montreal Board of Trade, which in itself contains more than ten percent of the members in the province.

The Chamber of Commerce of the Province of Quebec is officially bilingual, but the French language is clearly that used most of the time, thus reflecting the ethnic composition of Quebec.

Because it is an organization having for its goal the advancement, for the common good, both of the economy of the province and the interests of its members, the Chamber strives to represent the interests of Quebec as a whole, and not specifically those of French-Canadians. The Chamber believes that, in the long run, the economic interests of Quebec and all the benefits related thereto are, inevitably, the best interests of French-Canadians.

The provincial Chamber is fully aware that at the national and provincial levels as within the Chamber itself, there are two distinct elements or ethnic groups, whose respective interests and aspirations are not the same in either the linguistic or the cultural domain.

The Chamber recognizes that these differences have created serious problems which can be solved only with good faith and through intelligent and enlightened discussion between the French-speaking and English-speaking groups of the country.

In presenting this brief, the Chamber of Commerce of the Province of Quebec, therefore wishes to be impartial and to consider only obvious facts, so as to be able to recommend practical and equitable solutions which will ensure order and progress both within the province and throughout the whole of Canada.

## II — CANADA AND ITS CONSTITUTION

At the outset, we must set ourselves accurately in the proper geographic and demographic context. Accordingly, in our study we do not propose to analyse all factors relating to the influences brought upon us by the participation of our neighbours to the south in our economic life, except to underline to some extent the role they have assumed in the destiny of our own country.

The feature distinguishing Canada from the rest of the North American continent is its bi-ethnic character, which is an historical development resulting from an agreement between the two great founding races.

Canada is, at the present time, made up of ten provincial governments and one federal government, each of which is endowed with sovereignty in its own domain.

In fact, the constitution expressly reserves to the provinces administrative and legislative authority over everything which, in general, has to do with the life and private affairs of the individual, and which, in particular, has to do with education and instruction.

These provisions of constitutional law are due neither to chance nor to legislative whim. They give juridical confirmation to a rule which has been established by history, namely, that in private and education matters governments are better able to achieve their goals if they are in close relationship with their citizens and consequently are better able to understand and interpret the concept of life, the feelings and the aspirations of their citizens.

Now, such a rule, which is implicit and scrupulously followed in every country concerned about the legal status and prerogatives of its citizens, is an indispensable condition of order and progress in a country such as ours, whose geographic, demographic and economic characteristics differ profoundly from one region to another, and whose population is primarily made up of two founding groups, different in culture and belief, each having the absolute and essential right to full respect for its individuality.

These two elements, therefore, one French-speaking and the other English-speaking, are the basic of the Canadian people, and they alone have the right to claim official recognition within our federal system.

It is also true that other ethnic groups have been added by immigration over the years, but such groups came voluntarily, seeking asylum amongst us, and must therefore integrate with one or other of the two original ethnic groups who agreed upon and set up our federal system.

We should recognize and respect these later groups, and, indeed, warmly welcome whatever contributions to our customs and habits which may add to the growth of our cultural environment. There are some, however, who claim that these later peoples have as much right to claim official recognition as do Canadians of French or of British origin.

To answer this point of view, we cite from an article by Dr. Marcel Faribault, president of the General Trust Company of Canada: "The peoples we refer to as Neo-Canadians obviously cannot take advantage of a land which may have originally belonged to them or which they may later, as a distinct group, have acquired by domination or by purchase, by insisting that they have the right to set up a government completely independent of all previously existing governments, whether federal or provincial.

"Canada's immigration laws apply to all immigrants who have abandoned their own country and their own laws to become citizens of Canada and subject to its laws. Although they may, as citizens of a democratic country, freely make known their desire to preserve their own traditions, they must do so at first indirectly and individually, by self-development and by appreciation of the worth of others".

There are slightly more than 4,100,000 Canadians whose ethnic origin, although European, is neither French or British. Sixty percent of them have kept their maternal tongue, although they state that their official language is English.

These four million English-oriented Canadians, who are neither French nor British, are Italian, German, Ukranian, Polish, Greek, Hungarian, Chinese, etc., in origin. Ordinary observation, plus a very elementary knowledge of the composition of the Canadian population are sufficient to disclose the great diversity and wide dispersement of different ethnic groups throughout our country. It is, therefore, easy to see that multiculturalism in Canada cannot be justified merely by the existence of several languages and ethnic origins.

Other supporters of multiculturalism maintain the thesis that the Indians and the Eskimos are first entitled to official recognition of their languages and cultures. Let us see what Dr. Faribault has to say on this subject:

"As to the Indians and the Eskimos, let us note that they are not members of Confederation, in the sense that they have never become parties thereto and that the British North America Act never granted them any particular status. Moreover, the Eskimo nation has never been conquered. As for the Indians, several tribes have signed perfectly valid treaties which assure them recognition under international law."

The French-Canadians, for their part, did not freely choose to become citizens of the Kingdom of Canada. The latter, which was created from 1763 to 1867, simply include the people who had discovered and colonized the country for more than two centuries. British conquest and colonization decided the issue. Other groups joined "the club" and should accept its rules. The French-Canadians would be able, because of their demographic situation and their institutions, to ensure their cultural survival as a group.

A constitution must reflect the aspirations of its people. The people should not be obliged to adjust to the constitution. Inspired by these principles, our Fathers of Confederation, in 1867, established our present constitutional system, and by the British North America Act laid down the distribution of federal and provincial powers, thus recognizing the existence within the country of the "French fact" and the principle of equality in all matters for the two main Canadian ethnic groups.

In February 1867, when the new law was presented to Parliament by Lord Carnarvon, he introduced it to the House in these terms: "Lower Canada is jealous and justly proud of its customs and ancestral traditions; it is attached to its particular institutions and will enter into a union only with the clear understanding that it will keep them." A little later, he added: "The customs of Paris are still the foundation of their Civil Code, and their national institutions have been both respected by their English compatriots and cherished by themselves. And it is with these sentiments and under these conditions that Lower Canada now consents to enter into Confederation". (Essay on the Constitution, by Bernard Bissonnette).

## III — ATTITUDE OF THE OTHER PROVINCES

Canada is now experiencing a fresh outbreak of nationalism. A satisfactory solution is required, and, unless one is found, the spread of certain extreme views will threaten the unity of the country and the existence of the Canadian Confederation.

What is the cause of this state of affairs ? It is not our intention to dwell upon history. We believe that what is important today is to seek the means of building the Canada of tomorrow. However, to be able to answer this question and better understand the situation, it is important to review briefly what has taken place in the last hundred years or so in the constitutional field. In order to do this, we quote extracts from the text of an address delivered in April,1964, by Dr. Rosario Cousineau, Ph.D., dean of the Faculty of Commerce of the University of Sherbrooke:

"The Confederation of 1867, according to its letter and spirit, granted the Province of Quebec sufficient power and latitude to develop in conformity with its cultural and religious traditions. The

Confederation of 1867, according to its letter and spirit, granted the French-Canadian population sufficient guarantees to persuade it to accept a marriage of reason.

"At the Charlottetown and Quebec Conferences of 1864, the Fathers of Confederation agreed on the matters that they considered essential. They agreed upon a distribution of powers between the federal state and the provinces which was sufficiently precise and sufficiently wide to ensure the harmonious growth of Canada, of the provinces, and of the two ethnic groups.

'The spirit of the Fathers of Confederation has hardly survived the men who conceived and expressed it. As promulgated by a Law of the British Government, Confederation was no less than the ratification of an entente between the two ethnic groups which inhabited the country and aspired to live there in peace, harmony and justice. At least, this is what the French-Canadians have believed since 1864."

Only a short time later, everywhere throughout the country, with the obvious exception of Quebec, the French-Canadians saw rights, which they believed to have been secured for them by the new constitution, refused or withdrawn.

## IV — ATTITUDE OF THE FEDERAL GOVERNMENT

Moreover, the federal government itself has been guilty of injustice and abuse by its policy of centralization, which encroaches upon the powers which belong by law to the provinces, and by its refusal to give full recognition to the "French fact" in its public services.

Although it has recognized, by the creation of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism, the existence of tensions between the two principal ethnic groups in the country, the federal government is, in other areas, at the present time, attempting to intrude into the fields of education, municipal affairs, the development of natural resources, highways, etc. . . . We find this attitude inconsistent because the federal government knows full well, on the one hand, that the French-Canadian element does not approve of these trespasses (which create new tensions), and, on the other hand, that the Constitution is very clear on these matters and reserved all authority over them to the provinces.

The area in which the interference of the federal government is most strongly felt is that of fiscal policy. Generally speaking, we can say that the State must provide the means necessary for the full development of the individual citizen. In the Province of Quebec, more specifically, this implies "respect for the French language, the advancement and dissemination of our culture, the preservation of our institutions, as well as their adaptation to new social contexts."

(Extract from the Budget Speech of the Province of Quebec Minister of Finance, April 5, 1963).

These objectives, even those of a cultural character, require for their fulfillment a climate of purely material affluence which does not at the present time fully exist in the province. To obtain these objectives, it is therefore urgent and essential to ensure an economic surge in Quebec, which presupposes a positive plan of industrial development and an increased control by the residents of Quebec over the resources and the economic destiny of the province.

The Chamber declares that it is in favour of a federal system which provides for the existence of a central government on condition that the provincial governments be in no way subordinate to the central authority within their own proper spheres of activity. The Chamber therefore, believes that the federal government should withdraw from the fields into which it has intruded, whether on the pretext of special circumstances, of electoral promises, or, frequently, because of the inertia of the provinces themselves.

It seems indeed to be true that the philosophy of federalism conceived by the Fathers of Confederation has become lost along the way, and this is especially so since 1917 when the federal government for the first time entered into the field of direct taxation.

**The Civil Service**

The civil Service occupies an extremely important position in the administration of the country. The research and study which serve as the basis for the founding of policy, the drafting and administration of laws, the essential governmental services, the exercise of controls, the collection of duties and taxes, the public expenditures, all these are dependent upon the Civil Service.

On the other hand, all citizens and especially business and professional men are required to have daily relations with the government's administrators. Accordingly, they have a direct interest in the competency, efficiency, sympathy, and understanding of the civil servants.

The civil servant in the performance of his duties requires, therefore, not only technical and administrative competence, but also a profound understanding of the citizen, his language and his culture. Administrative efficiency and good relations between citizens and the State are dependent upon this factor.

Now, since an important part of the Canadian population is French-speaking, we should be able to assume that within each of the services of the federal government there will be an adequate proportion, not only of subordinate but also of senior officials, who are capable of examining and immediately understanding the problems of French-Canadians in their own language and with an awareness of their culture.

In this field, also, the federal civil service is notably deficient. The number of French-Canadians is clearly insufficient. The standards for employment reflect a clearly English inspiration, and a French-oriented person, in the performance of his duties, must often give up the use of his own language. Is this a picture of a truly bi-ethnic and bicultural Canada ?

Although, at the present time we can note attempts to establish a better balance in this respect, a review by the journalist Marcel Gingras, based on the figures for the period ending March 31, 1961, reveals to following statistics for French-speaking civil servants earning $8,000. or more per year, in comparison with the total number of civil servants in the different ministries or services in the same salary range.

| | | | |
|---|---|---|---|
| Agriculture | 27 | of | 442 |
| Atomic energy | 0 | of | 2 |
| Auditor-general | 2 | of | 20 |
| Board of broadcast governors | 1 | of | 8 |
| Office of the director of elections | 1 | of | 2 |
| Citizenship and immigration | 14 | of | 106 |
| Civil service commission | 18 | of | 105 |
| Defense production | 15 | of | 210 |
| External affairs | 41 | of | 213 |
| Finance | 15 | of | 154 |
| Fisheries | 6 | of | 103 |
| Forests | 5 | of | 36 |
| Department of insurance | 1 | of | 13 |
| Justice | 21 | of | 89 |
| Labour | 22 | of | 122 |
| Legislative services | 10 | of | 30 |
| Mines and technical surveys | 18 | of | 334 |
| National defence | 31 | of | 312 |
| National Film Board | 19 | of | 85 |
| National gallery | 1 | of | 5 |
| Health and welfare | 45 | of | 315 |
| Research council | 10 | of | 346 |
| National revenue | 106 | of | 470 |
| Northern affairs | 5 | of | 130 |
| Post Office | 20 | of | 85 |
| Privy council | 6 | of | 45 |
| Archives | 3 | of | 10 |
| Queen's Printer | 6 | of | 19 |
| Public works | 24 | of | 200 |
| Royal Canadian Mounted Police | 14 | of | 115 |
| Secretariat of state | 28 | of | 59 |
| Commerce | 13 | of | 255 |
| Transport | 53 | of | 600 |
| Veterans affairs | 45 | of | 312 |
| TOTAL: | 646 | of | 5,342 |

If remuneration is taken as the criterion, is the number sufficient ? This situation could perhaps be balanced partially by the competence of a high percentage of English-speaking civil servants in speaking French, and in understanding both French and the manner in which French-Canadians think. Such, however, is not the case. For those who, in addition, really understand and accept as an inescapable sociological fact the French-Canadians mentality, the percentage is still lower.

The Provincial Chamber recognizes that some attempts have been made in the past two or three years to remedy this too obvious injustice, and that the situation is, to some degree, slighty improved. But much still remains to be done.

French-speaking Canadians should not expect special favours merely because they are French-speaking. It is not a question of displacing anyone to make room for them. However, in addition to their ordinary competence, they usually have the additional asset of bilingualism. They should not be excepted to have higher qualifications than others to obtain employment or promotion.

It is completely false to make the unfounded statement that it is impossible today to recruit professionally-trained French-speaking Canadians in engineering, administration, accounting, law, medicine, advertising, public relations, sales, architecture, etc. French-Canadians do not ask for a privileged position; they desire quite simply, equal opportunity for equal ability, especially in the labour market.

Moreover, might it not be possible that the apparent or alleged inefficiency of some French-Canadians (a charge which is too frequently and too freely voiced) is due to a social weakness rather than to a weakness in the quality of the individual ? Might it not be due also, as stated above, to the fact that in many cases French-Canadians who deal with English-speaking civil servants of equal or higher rank, experience difficulties which place them at a disadvantage in the fair evaluation of their abilities ? Would not this problem be solved by the enforced equality of the two official Canadian languages in all public services in Ottawa, Quebec, and every other place where French or English-Canadian presence justifies it ?

This lack of recognition of the "French fact" extends to many other fields, such as immigration, external affairs, French-Canadian minorities in other provinces, and communications in general.

**Immigration and External Affairs**

In the field of immigration, for exemple, what effort has been made at the federal government level to attract to Canada a larger number of persons of French language and origin ? Yet, if the government recognizes in principle that Canada is a bilingual and

bicultural country of which we should be proud, should there not be obvious manifestations of its concern for this and for the maintenance of a fair balance between the two elements ?

French-Canadians believe that the federal government, as the guardian of the basic principles of confederation, must play its role in striving to ensure the survival and progress of the principal ethnic groups of Canada, by attracting equitable proportions of English-speaking and French-speaking immigrants. The government of Canada, in this matter, would be able to count on the collaboration of the province of Quebec, which has assumed the task of acting as guardian of French civilization within the country.

What should be said, also, of the image of Canada that is presented abroad ? Does it sufficiently represent the bi-ethnic character of the country ? Do the publicity and the choice of representatives conform to the French-Canadian reality ? The Provincial Chamber believes that these are the sort of questions that must engage the attention of the Commission.

## V — THE FRENCH-CANADIAN OUTSIDE OF QUEBEC

The attitude of other provinces toward the French-speaking minority within their boundaries leads to the belief that Quebec alone is considered as a French reserve. The expression "Speak white, you're in Canada", which is heard so often without the least valid pretext is much more significant than we wish to believe. Outside of Quebec, the French language is just not recognized, and, in order to survive, the French-Canadian is almost forced to give in and become anglicized.

The statistics of the Census of 1961 have much to say on this subject. At least 417,000 Canadians whose origins are French are today English-oriented and speak only English. In Ontario, for exemple, there are 648,000 persons of French origin, and only 425,300 consider French as their mother tongue. This represents a difference of 222,700 in this one province. A somewhat similar situation is found in all the other English provinces of Canada, with the exception of New Brunswick where the assimilation is notably less. Again, we must allow for the fact that the French-speaking population of New Brunswick accounts for almost 40% of the total population of that province.

Consequently, there still remain 853,000 Canadian citizens outside of Quebec who consider French as their mother tongue. If there had not been the losses mentioned above through assimilation, we would be able to number 1,270,000. What are the reasons for such a setback ? There are no doubt several, but we will cite only one: "schools."

In respect to the teaching of French in schools outside of Quebec, it is difficult to disassociate opposition to these institutions from the question of religion.

It is an historical fact that the majority of French Canadians are traditionally Catholic, and that their religion occupies a prominent place in their school system; and this is no doubt a source of disagreement with English Canadians of the Protestant majority in other parts of the country.

We hope that the example of impartiality seen in Quebec in the school system of the English Protestant minority, and the spirit of œcumenism which is increasing daily not only in our own country but throughout the entire world, will prepare the ground for an equitable solution to this problem.

The question of schools is vital for the survival of the French culture of our French minorities outside of Quebec and thousands of examples confirm this statement.

In what way, some will ask, is the teaching of the French language so strongly linked to the concept of culture ? It must be admitted that language is firstly a means of communication and that true culture is not linked solely to language, but it should also be recognized that culture tends to follow language. Biculturalism is not possible without bilingualism and one cannot be separated from the other.

No one can hope to acquire knowledge if he can neither speak to nor understand his fellow; if he cannot read his literature . . . Consequently, the most efficient medium for acquiring a culture and the only one allowing its diffusion is the very language of the culture in question. Also, a person soon loses all traces of his original culture when he has lost his language.

This is a source of very serious discontent among French-Canadians. To see themselves refused the establishment of French or bilingual schools in places where they are sufficiently numerous to justify the existence of such institutions, without imposing an additional burden on the province concerned, constitutes a grave injustice. The Province of Quebec has never had recourse to such reprisals, and there is an English-speaking minority. Today, this attitude on the part of the other provinces has become much more disturbing, since the federal government is paying generous subsidies for many purposes. It should not be forgotten that French Canadians pay their share of these subsidies.

The guarantees written into the Constitution in favour of separate schools are not sufficiently established and have become dead letters

in several provinces. In order to stem the weakening of French culture in Canada, the English majority and the authorities of the provinces concerned must correct their deplorable attitude with respect to the use and teaching of French, and to everything relating to the preservation of French culture, which should not be confined solely to the province of Quebec. Once French-speaking Quebecers are admitted to be full-fledged citizens they must be able to feel at home anywhere in Canada.

All the provinces, from coast to coast and Quebec included, must treat their minorities with respect and understanding if they sincerely wish Canada to become more united and stronger. A country is not rich only by reason of its economy; riches include cultural traditions and moral values. Other values besides material assets must be considered, because their absence can soon result in chaos and the weakening of the economic and cultural life of any country.

## VI — COMMUNICATIONS

Not to elaborate uselessly on what is already known, we will here discuss briefly federal publications, radio and television.

It is easy to note the very small number of bilingual federal publications as opposed to the very large number of unilingual English publications.

When the publications comprise separate editions in English and French, there are often considerable delays between the publication of the English edition and the French version.

This fact is particularly evident in the case of the administrative codifications of laws, which make it necessary, for all practical purposes, for French-speaking professionals, such as the lawyers, accountants, and others, to use the English codification, in spite of all the difficulties of translation and interpretation which this implies. Is it fair to deprive a whole sector of the population of a working-tool and means of self-improvement which is available to the other sector ? Is this in accord with the concept of bi-ethnic culture of which the country boasts ?

Why should there not be a greater number of radio and television stations with French broadcasts in all provinces of the country, not only to satisfy the French minorities in these provinces, but also to spread French culture from one end of the country to the other ?

## VII — THE FRENCH-CANADIAN IN BUSINESS

It is particularly fitting for a Chamber of Commerce to consider the economic aspects of a problem. Evidently, economic needs will spur re-shaping of our educational structures. Moreover, economic needs will direct attention to constitutional rights and to the changes which it will be desirable to bring to the constitution, from both the provincial and federal points of view, in respect of taxation. Finally, the satisfaction of our economic needs is the foundation of our cultural expansion. In effect, only after economic needs have been satisfied, will the preservation and diffusion of our French language and culture be achieved, and the opposite is not true.

When we consider the historical developments that have led to present economic conditions in Quebec, we observe that the demands of two world wars have accelerated the transition from an essentially agrarian economy to a primarily industrial and technological economy. This has resulted in an unprecedented demand for skills in new occupations and professions, and a corresponding growth in public services, at both the municipal and provincial levels, as well as the need for more capital to satisfy these demands and to maintain the commercial and industrial development of the province.

Quebecers who are logical will honestly admit that for various reasons, in the last few years, they have fallen behind the pace of development in Canada as a whole. However, they are today making up for lost time. In the field of education, a real revolution is in full swing. In several professions, university graduates are coming in great numbers to take their rightful place in the economy. The municipal governments are dispensing the required public services. In these fields, the legitimate demand of the Province of Quebec namely that the federal government allow it to carry out its own proper tasks by granting it a just share of the tax monies, is beginning to bear fruit.

In the private sector, although internal savings and investment are growing in importance, the greater part of the capital required for the development of our natural and industrial resources still finds its principal source in the United States.

This, therefore, is the framework in which the French-Canadians of the province of Quebec are situated in regard to their participation in the Canadian economy, which is interwoven with governmental and private enterprises.

Generally, they actively exercise their municipal and provincial prerogatives, they occupy a dominant position in the fields of law, medicine, engineering, and play a role which is not inferior in insurance, housing, and all types of small enterprise. But, there are sectors within the province in which they aspire to play a larger part, in conformity with their rightful place in the country as a whole.

We recognize that young people need several years of experience before appointment to higher positions, but we believe that the process can be accelerated.

We note that it is not always possible to acquire wide experience in a commercial or industrial corporation of national importance by working only in a single part of Canada. This need for wide experience is a pertinent factor in the diversity of positions offered by companies throughout the country and in the opportunities for employment at a given time. However, we are certain that numerous young executives, of French expression or origin, are willing to accept transfers to other parts of Canada in order to take advantage of opportunities to widen their experience, rather than limit their goals to Quebec only.

In the context of industry and commerce, the French-Canadian is only now coming out of his lethargy. Since Canadian, and even Quebec industry, especially at the big business level, has never, generally, been under the control of French-Canadian interests, and since the latter, for many years, neglected to orient their education to meet the requirements of business administration, a tradition seems to be implanted within the province that executive positions are frequently refused to French-Canadians even when they have overcome their shortcomings. This attitude often becomes evident at the intermediate level of an enterprise, where the experience necessary for promotion is acquired and is also very frequently reflected in purchasing and hiring policies.

Only a few persons were appointed to really important positions and these for public relations purposes, and, too frequently, up to the present, enterprises have been satisfied with naming French-Canadian political figures to their board of directors. It is, moreover, absurd that in centres which are 95% French-Canadian there should be business executives who can state, after 15 or 20 years' residence in these towns, that they understand nothing of the French language. Indifference ? ! ! ! In any case, there seems to be some reluctance to become integrated in the milieu and social life of Quebec.

Many large companies, directed almost exclusively by English-Canadians up to the present, are now making accessible to French-Canadians a larger number of executive positions and are paying more attention to the use of French in the conduct of their affairs, and they are to be commended on this fair attitude.

French-Canadians have made progress, and they should not have to beg to be treated with justice in their own milieu. They should be treated according to the level of their ability and on an equal footing with their partners of the English language. In respect to technical qualifications, what was valid twenty-five years ago is no longer true today. Numerous French-Canadians are now qualified to meet the

requirements of industry and commerce and they are waiting only for the opportunity to prove their worth. The table below gives some indication of what has taken place in one of our universities, the oldest in French Canada, within the course of the past ten years. It can clearly be seen that there is a levelling off in the number of students destined for the liberal professions, while the faculties which provide training for industry and commerce show a marked increase. This is surely not the result of chance, and we can add that this phenomenon is being repeated in all of our universities.

**LAVAL UNIVERSITY**

| | 1953-54 | 1963-64 |
|---|---|---|
| Agriculture | 66 | 208 |
| Surveying and forestry | 96 | 257 |
| Commerce | 306 | 1,202 |
| Law | 224 | 275 |
| Letters | 72 | 392 |
| Medicine | 734 | 576 |
| Hospital Sciences | — | 13 |
| Philosophy | 73 | 73 |
| Science | 579 | 1,455 |
| Social science-social service | 120 | 351 |
| Theology | 213 | 365 |
| Catechetical Institute | — | 68 |
| School of music | 36 | 42 |
| School of pedagogical and psychological sciences | 223 | 464 |
| Domestic science | 93 | 116 |
| University colleges | 68 | 224 |
| Graduate school | 61 | 350 |
| | 2,964 | 6,431 |
| Faculty of Arts | 2,883 | 6,641 |
| | 5,847 | 13,072 |

It is appropriate at this point to recall certain words of Dr. Marcel Faribault: "Economic biculturalism supposes at the same time non-discrimination as to race or language on the part of business, whether it be in the hiring of employees and their promotion to higher positions, or in demand for bids, the choice of credit institutions, professional counsellors or administrators of pension funds."

We appreciate, however, that career administrators and heads of modern business are not trained overnight; because of the lack of proper training and in the light of present facts, it is difficult to hope that French-Canadians can be found in sufficient numbers to fill immediately all the positions which could be offered to them. We recognize this fact and we believe that all French-Canadians

should recognize it also, and from this, admit that the desirable balance can be reached only in due time, and by competence acquired through work, perseverance, experience and the accumulation of native capital. All this cannot be done in one day, and, if we are too impatient, there could be recourse to artificial stimuli which French-Canadians would be the first to regret.

Industry or any enterprise operating in Quebec will find that the use of French in the conduct of its business can be economically profitable. It is not a question merely of sentimentality.

In the economic field, the gross annual revenue of residents of Quebec (including all sources of revenue) is now at the level of $8,200,000,000. Their net revenue, or purchasing power (after tax deductions) amounts to $7,400,000,000; and this illustrates the great importance of the French-Canadian market (in Quebec) which comprises about 80% of that total.

In salaries, wages and fees, Quebecers receive annually $5,245,000,000; of which $3,600,000,000 is in salaries.

Since the gross national revenue is about $34,000,000,000 a year, it can be seen that the revenue of Quebecers represents about 25% of the total. No one would doubt the importance of such an economic factor, and communication in the native tongue of French-Canadians can only pre-dispose them towards a greater spending of money.

This, then, is the position in which we find ourselves after a hundred years of Canadian constitutional life. On the one side, we have a French-Canadian population impatient to be acknowledged as first-class citizens, with a small part of these contemplating even secession as the only means of achieving it; on the other side, an English-speaking population, disturbed, desiring to preserve Canadian unity, but asking themselves at the price of what additional surrenders of its rights and privileges which have been acquired through custom and precedent.

## VIII — ALTERNATIVES

Confronted by this state of affairs, the Chamber of Commerce of the Province of Quebec observes that three main choices are available to all Canadians:

a) the status quo

b) separatism

c) a revision of the Constitution

The status quo is not satisfactory. It is the very reason for the existence of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism. The Constitution, as it has existed, has caused, up to this point, much

discontent and disagreement. Events have shown that it may be stretched, and, if maintained as it is, it can only favor the rising and progressing march of extremist groups and demagogues who are exploiting it for their own purposes.

The Chamber, equally does not desire to subscribe to separatism. It is opposed also to all violence and extremism in dealing with the problem confronting us. In this, the Chamber of Commerce of the Province of Quebec shares the view-point of the majority of the population of Quebec, which is not favourable to the secession of its province from the rest of Canada. Separatism would bring about grave consequences for all, and would be a hasty solution, not to be thought of as long as there exist other means of satisfying the legitimate claims of French-Canadians.

The third choice which would consist in reviewing all the facts and also the Constitution, in order to work out what should be changed to enable French-Canadians to live contentedly within Confederation, seems, in the view of the Chamber, the ideal solution. This revision of the Constitution must, in all necessity, take account of the evolution which has characterized the two principal Canadian ethnic groups over the years, and be drawn up after consideration of their present and future needs. It should never be forgotten, however, that what is more important than legal texts, is the attitude of citizens towards one another. Negotiations over this new Constitution must, therefore, of necessity, lead to the creation of an atmosphere which will permit the introduction of the basic elements which we have already seen to be essential to the unity of Canada.

## IX — GENERAL OBSERVATIONS

a) The "French fact" in the Canadian Constitution having been established;

b) The deep causes of the present unrest which threatens Confederation having been analysed and enunciated;

c) The need for a revision of the Constitution having been recognized;

The Chamber of Commerce of the Province of Quebec reiterates its desire to make only recommendations which are objective, and devoid of all prejudice to the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism. If the results of the Chamber's study reveal things which are shocking at first glance, to some, the Chamber wishes to assure such persons that it has reported only facts drawn from reality and to remind them that it is better to look at the truth face to face and to take the measures necessary to avoid a disaster which the majority of Canadians, both English and French, do not want: secession from Canada.

The future is before us. Although it belongs to our children, part of our responsibility consists in preparing for it and in remedying anything which might jeopardize it.

It is incumbent upon the French-Canadian group to prepare their children to leave their native parish and agree to travel anywhere in Quebec, and even outside if necessary, in order to be able to occupy the positions for which they will be equipped at the end of their schooling. In this way, they will be able to make better use of their human resources, and to make a greater contribution to the development of the country, while participating in the development of their own province. It should be recognized, however, that, in doing so, the French-Canadian accepts a greater sacrifice than his English-compatriot, for, when he goes beyond Quebec, he will face new and costly problems in respect to the education of his children, and, in most cases, will find himself in a unilingual English milieu. Even in Quebec, his compatriot of the English language will generally have no problem in making himself understood in his own language and his children will easily be educated in their language.

The criticism is often heard that French-Canadians retire too deeply within Quebec. It should not be forgotten that this is precisely what has made possible their survival as an ethnic group and that, as we have shown earlier, of more than 1,200,000 French-Canadians who have emigrated into Canadian provinces, a third of them have already lost all of their original racial and cultural identity . . . except the name. And, beyond this, in very many cases, they have even changed their name to give it an English flavour.

The slight consideration granted to the French fact in these provinces, and even the obstinate refusal to give it some sort of real and practical recognition, makes the French-Canadian seem a stranger in his own country when he goes outside Quebec. It should not be surprising, therefore, that Quebec French-Canadians consider themselves first Quebecers, and only then Canadians.

Having a French province in the country is advantageous for Canada. On the cultural level, the Province of Quebec, as the stronghold of French culture in Canada and in America, contributes to the cultural enrichment of the country.

In the field of tourism, our province, by its uniqueness on the North American continent, each year attracts a large number of foreign visitors. The funds that these people spend here contribute to the economy of the country. Thousands of American tourists visit Quebec because of its different atmosphere, the only authentic French one in North America: Is not this part of our national wealth ?

Foreign trade is to a large extent responsible for the prosperity of the country, since Canada is particularly dependent upon its

exports. In this connection, we are of the opinion that biculturalism provides Canada with very great advantage. In effect, thanks to its English elements, Canada can communicate and transact business more easily with the countries of the Commonwealth and the United States; on the other hand, the French element in Canada can much more easily and effectively communicate with French-speaking countries, and with Latin countries where French is the second language.

To destroy our biculturalism is at the same time to run the risk of becoming, sooner or later, an integral part of the American complex. It is not an exaggeration to state that Americanization threatens to engulf a weakened Canada. From this point of view, the French-Canadian group is better immunized, by its culture and its language, against Americanization, and, also, more determined, because of its concern for survival, to resist it and to emphasize the value of the prevailing differences. The French-Canadian element can become a rampart against Americanization, and this factor of individuality should be considered by the English-speaking element as a valuable asset, which, in its own interest, it should not ignore.

## X — CONDITION FOR SUCCESS : A CANADIAN NATIONAL WILL

Before formulating the specific recommendations, which, in our opinion, should be proposed by the Commission, we wish to treat of a factor whose importance is such that its absence may nullify all the work of this Commission, namely, the will of the Canadian nation.

In spite of the conflicts of interest between the two founding ethnic groups, Canadians should, above all, have the desire to be a bi-ethnic nation, with all that this implies in advantages and disadvantages, in order to reach to a common goal, to play a national and international role, and to engage as equal partners in a common destiny.

If all Canadians can see this as a desirable goal, and agree to unite in equality, Canada will overcome the obstacles on its path to maturity and will advance towards its destiny; if this accord is not reached, political peace will fall into ruins in a future unhappily nearer than any of us are ready to believe.

## XI — CONCLUSION

We must face the realities that confront us : Canada must be bi-ethnic, bilingual and bicultural, or we shall be facing grave po-

litical difficulties in the future. It is, therefore, important for Canadians to try immediately to solve as soon as possible this problem of human relations. Otherwise, we shall have to spend too much time on internal struggles at the very moment when we need all our resources to solve very important problems of a strictly economic order.

## XII — RECOMMENDATIONS

We recognize that Canada must continue to exist and that, consequently, appropriate measures are necessary to realize this objective in peace and justice. The Chamber of Commerce of the Province of Quebec does not claim to have made an exhaustive inventory of these measures, but, in the light of the preceding observations, it believes that :

### A — The attitude of Canadians in general

Canadians should strive to know each other better, which will lead to mutual respect and acceptance; this implies that :

1. All Canadians should consider bilingualism and biculturalism as a national inheritance of exceptional value, and should, as individuals, aspire to the attainment of such accomplishments. Measures should be taken by each province to provide for the teaching of French or English, as the case may be, as a second language. Such instruction should also be made freely available to all adult Canadians. As a result, all Canadians would have the opportunity of acquiring a second culture, which would constitute an important national asset.

2. All Canadians occupying important public positions, or applying as candidates for such posts at the federal level or at any other level where one or the other of the two official ethnic groups is represented in significant numbers, should be bilingual, and this qualification should, under these circumstances, be generally considered as an important criterion in such appointments. This recommendation applies, equally, to private associations and to business enterprises operating under similar conditions.

3. Canadians should travel in their own country, and should be encouraged to do so by their associations, their governments, their transportation companies, etc.

4. Since the problem of bilingualism is closely related to the attitude of individual citizens both towards each other and towards the country, these new urgent steps to preserve a united Canada and to assure its harmonious development should be considered not as coercive regulations capable of arousing resistance, but as excep-

tional opportunities for enriching the personality, for becoming more educated, and for acquiring broader cultural values. To sum up, the present requires us to become more competent citizens today, so that we may be better Canadians tomorrow, which is, indeed, a commendable goal.

### B — The attitude of Canadians in Commerce and Industry

The preceding recommendations evidently apply to Canadians in general, but, as a Chamber of Commerce, we have paid particular attention to the area of commerce and industry, from which certain suggestions seem obvious :

1. Because of the great influence of their practices on intercultural relations within the country, business enterprises which are national in scope should make, or, what is even better, have made by persons outside of their organizations, an objective study of bilingualism in their operations. Such a study might include the proportion of English-speaking and French-speaking employees, the proportion of English-speaking senior employees who also speak French, the incidence of bilingualism in purchasing policies, hiring promotion and severance. We are convinced that many heads of businesses would profit from becoming acquainted, perhaps for the first time, with the results of such a survey in their own companies.

2. Business enterprises of all sizes should be specially concerned (and this is particularly important at the present time) about the image they display publicly of their justice and fair-play towards the different groups on the spot, and this is required from the point of view of personnel, of the locality where they operate, and of the reactions of their clientele and their suppliers.

3. All Canadians enterprises seeking to attract the French market in this country should label their products or present their services in French as well as English. Manuals and instructions for the use of their products or services should be bilingual. They should even think in terms of French-oriented advertising. Industrial and commercial companies acting in such a manner would contribute very effectively to the creation of a climate favorable for the mutual acceptance by the two cultural groups, and would find it profitable to establish more efficient communications with potential customers who control more than 25% of the national purchasing power.

4. When they employ a significant number of either French or English-speaking workers as a minority, enterprises should be concerned about establishing completely bilingual communications with their employees. In addition to contributing to the lessening of ten-

sions which we are currently experiencing on the national level, such an attitude would benefit the enterprise by filling a void which is often the cause of friction in employee relations.

**Note :** A number of Canadian companies have already acted along the lines of the suggestions advanced above. We commend them for it, and we are sure that they will find it profitable. However, there remain many which, unfortunately, for one reason or another, do not understand that such attitudes can aid Canadian unity and, at the same time, be a source of profit.

5. Canadians, generally, should accept as normal, and even collaborate in, the desire of French-Canadians to have a stronger voice in the management of capital invested in Quebec. This is the strong and legitimate desire of peoples in all parts of the world in respect to capital invested in their countries regardless of its source.

## C — Revision of the Constitution

1. Firstly, the Constitution should be repatriated.

2. Then, the Constitution should immediately be re-negotiated in an atmosphere which would allow the introduction into it of the elements essential to the continuation of Canadian unity.

3. The Constitution should be re-written in clear and precise terms. The procedure for its amendment should be acceptable to both English-speaking and French-speaking Canadians, and its future interpretation should be entrusted to a high constitutional court which would be bi-ethnic and supreme.

4. Such a Constitution should, based on the opinions already enunciated, ensure that the bicultural and bilingual character of the country be legally and practically recognized.

5. The revised Constitution should provide for a new sharing of rights, powers and jurisdictions between the two associated groups and the federal state.

6. The revised Constitution should give the provinces complete authority over education, culture, language, institutions of a juridical, social or municipal character, and economic organization within their respective borders.

7. It should recognize the collective rights of the two principal cultural groups as individual rights, as well as the particular character of Quebec and of French-Canadians.

## D — Taxation

1. There should be a new sharing of taxes, leaving to the provinces the fiscal resources necessary for the execution of their responsibilities in relation to their sovereign and exclusive rights.

2. The federal government should withdraw from fields into which it has trespassed and which belong to the provinces.

3. Federal fiscal laws should take into account the civil law of the province of Quebec.

4. A system of equalization should be established for the granting of subsidies to the less favoured provinces.

## E — The Federal Civil Service

1. Competent French-Canadians should have access to a greater number of higher positions in public bodies.

2. Bilingualism should be officially recognized in the Civil Service, and federal civil servants should be bilingual in Ottawa, and wherever the presence of French-Canadians or English-Canadians justifies it.

3. The French language and the English language should both be recognized in law as official languages, not only in theory but in practice, in all administrative services of the country and at all levels.

4. The two languages should be used on all federal forms and documents.

5. Administration should be decentralized, where necessary.

6. Courses should be offered to enable civil servants to acquire an understanding of the principal cultural groups.

7. The level of ability should be considered the principal requirement in the hiring of civil servants, and additional ranking should be given to employees and candidates who are bilingual.

## F — Communications of the Federal Government

1. All official publications of the federal government should be bilingual.

2. French and English editions should be published simultaneously.

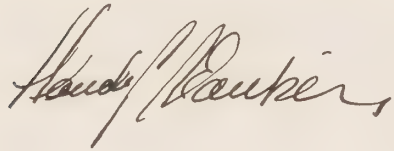
### G — French minorities in other provinces

In all the provinces outside of Quebec, full recognition should be given to the French fact, and the French-Canadian minority should be treated accordingly.

### H — Immigration

The federal government should attempt to attract to the country an equitable proportion of French-speaking and English-speaking immigrants.

The President of the Committee,



CLAUDE P. BEAUBIEN.

The President of the Chamber,

CHARLES DE L. HARWOOD.

## XIII — APPENDIX

### A case history

To illustrate, by a concrete example, the possibility of mutual understanding and acceptance between French and English Canadians, when they are able to meet in a serene atmosphere and exchange quietly and directly (without the media of newspapers or political parties, for example), we would like briefly to mention here the exchange of visits between our Board of Directors and that of the Ontario Chamber of Commerce. This was a precedent in the history of our two movements.

Aware that the separatist wave in Quebec, certain purchasing policies of provincial government agencies, and the expression of various opinions by French-Canadian politicians were often misinterpreted and sometimes inadequately understood within Ontario business circles, our Chamber of Commerce took the initiative, towards the end of 1963, in organizing a meeting at the level indicated above.

This suggestion was warmly received by the Ontario Chamber of Commerce, and the first meeting took place in Toronto, on January 21, 1964. It was most cordial, frank but prudent. Our president, in the closing address, explained, with logic and vigour, Quebec's position. His statements were received with an open mind by our Ontario confreres.

Following this first meeting, a Joint Committee of four members on one side and four on the other side was formed, and met to study the different subjects stressed during the first meeting, particularly : the economic objectives of Quebec, the purchasing policies adopted by our provincial governement, and various policies of our movement in the fields of trade and bilingualism.

On both sides, it seems that everyone was astonished to observe how easy it was to reach an understanding on all these issues when they sat around a table to discuss them in honesty and frankness, and **without, in any manner, betraying the interests or viewpoints of the groups they represented.**

Subsequently, there was a second meeting of our Boards of Directors in Montreal in March, 1964. As in Toronto, there were approximately a hundred in attendance, almost equally divided between each Chamber. This was a group of businessmen coming from all corners of each of the provinces. The results of the deliberations of the Joint Committee were submitted, discussed, then unanimously accepted.

Some could claim that in accepting our points of view our Ontario colleagues yielded without conviction. This is not our opinion. In proof of this, at the Annual Meeting of the Ontario Chamber of Commerce, which subsequently took place in May, 1964, a resolution was adopted by the general assembly, without our asking or even suggesting. **This unanimous resolution** not only recognized the economic goals of Quebec, but, in the original text of the resolution : "Promised full support for whatever measures that changing times and historical transition may prescribe for the continuation of this great union, and to this end will subscribe to and foster whatever constitutional, economic and social evolutions that may prove to be necessary to achieve this paramount goal."

The Ontario Chamber also recommended : "That the provincial government adopt a long-range policy so as to :

a) train sufficient qualified teachers to provide instruction in at least conversational French to every elementary school student in Ontario;

b) make the teaching of oral French compulsory for the elementary grades when sufficient teachers are available;

c) in the interim period, encourage and assist the development by local boards of sound oral French programmes in elementary grades."

These resolutions thus became part of the new policies of the Ontario Chamber, and all who know the workings of our movement realize that these words imply serious involvement.

The Committee is still in existence, and will soon meet to discuss other subjects which are a source of controversy between our two provinces, and other meetings are envisioned at the level of our respective Boards of Directors. We are even, at the present time, thinking of extending this formula to other provinces.

We are of the opinion that these were human experiences which were very conclusive and indicative of measures which could, with advantage, be repeated in other areas, on condition that they are entered into with good will.

* * *

# The Province of Quebec Chamber of Commerce

## ADMINISTRATIVE COUNCIL 1964-65

### EXECUTIVE

*President*: Charles de L. Harwood (Montreal);
*Honorary President*: Maurice Labelle (Rosemère);
*1st Vice-President*: Jacques Caron (Batiscan);
*2nd Vice-President*: Georges de L. Demers (Quebec);
*Honorary Secretary*: Roland Dugré (Asbestos);
*Honorary Treasurer*: Barnabé-A. Boivin (Roberval);
*Members of the Executive*: Roger Bourgon (Montreal); Donald Byers (Montreal); Robert De Coster (Quebec); Claude Genest (Sherbrooke); Jean-Paul Légaré (Rimouski).

### ADMINISTRATORS

Messrs. Armand Poirier (Chibougamau); Jean-R. Tardif (Weedon); J. L. Bertrand (St. Thérèse); Robert Fournier (Matane); Paul Brunelle (Victoriaville); Louis-R. Ruel (Lauzon); G. E. Graham (Dorval); Marcel Plamondon (Hauterive); René Laforest (St. Esprit); Maurice Sigouin (Drummondville); Paul Dussault (Grande-Rivière); Antoine Grégoire (Hull); Normand Cloutier (St. Vincent de Paul); Pascal Savard (St. Félicien); Pierre Major (Repentigny); Odilon Ouellet (Mont Rolland); Henri Garneau (Cap de la Madeleine); Roger Charbonneau (Montreal); M. F. Anderson (Montreal); Roland Turpin (Thurso); Louis Dussault (Quebec); Antoine Hamel (Ancienne Lorette); André Gaudreau (Richelieu); Lucien Brosseau (St. Hyacinthe); Gérard Côté (Chicoutimi); Ernest F. Grigsby (Sherbrooke); Valérien Montpetit (Valleyfield); Marc-Henri Côté (Boucherville); Albert Perron (Nédelec); Léandre Michaud (Cabano); François Lajoie (Trois-Rivières); Roger Bergeron (Ville St. Michel).

### LIFE MEMBER

Gilbert-A. Latour (Montreal).

### BOARD OF GOVERNORS

Messrs. Claude-P. Beaubien (Montreal); Jacques Brillant (Rimouski); S.-E. Brock (Quebec); Jim Courtright (Montreal); Jacques Desruisseaux (Sherbrooke); Lucien-G. Rolland (Montreal); Fridolin Simard (Montreal); Jean-Paul Tardif (Quebec); Alexandre Thérien (Montreal); Gérard White (Quebec).

### ADVISORY COMMITTEE

Messrs. André Désilets (Drummondville); Claude-P. Beaubien (Montreal); Gérard Letendre (Quebec); Georges Meloche (Valleyfield); René Paré (Montreal); Horace Boivin (Granby); J.-Ovide Bradet (Kénogami); Fridolin Simard (Montreal); Bernard Couvrette (Montreal); Jos. Racine (Bois-Chatel); Laurent Paradis (Trois-Rivières); J. A. Archambault (Sherbrooke); J. E. Lebœuf (Quebec); Maurice Trudeau (Montreal); C. E. Boivin (Chicoutimi); L.-O. Regnier (St-Jean); Paul-Emile Poirier (St-Hyacinthe); C. B. Beaudet (Mont-Joli); Edgard Genest (Montreal).

### LEGAL ADVISORS

Messrs. René-C. Alary (Montreal); Jules Blanchet (Quebec).

744-213

CA1 Z1
-63B22

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À

# la commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme

(LAURENDEAU-DUNTON)

par

## la chambre de commerce de la province de québec

Avril 1965

MÉMOIRE

*présenté à*

la commission royale d'enquête sur le bilinguisme
et le biculturalisme
(LAURENDEAU-DUNTON)

*par*

la chambre de commerce de la province de québec

(*This publication is also available in English*)

*Publié par* :

La Chambre de Commerce de la province de Québec
1321 est, boul. St-Joseph, Montréal, P.Q.
Téléphone: (514) 524-3643 *

Messieurs les présidents,
Messieurs les commissaires,

La Chambre de Commerce de la province de Québec s'est réjoui de ce que le gouvernement du Canada ait décidé d'instituer une commission royale d'enquête spécialement chargée de se pencher sur les problèmes du bilinguisme et du biculturalisme.

La Chambre créait en février 1964 un Comité dont la tâche était d'exprimer quelques points de vue sur certains aspects du mandat confié à votre commission. Ce comité soumettait son rapport au Conseil d'administration de la Chambre le 15 octobre 1964.

Le texte a par la suite été envoyé à nos 240 Chambres locales affiliées, en demandant leurs opinions par écrit et en les invitant à une assemblée subséquente où elles purent faire valoir leurs points de vue différents de ceux du Comité.

Le présent mémoire a finalement été adopté à l'unanimité lors d'une assemblée de notre Conseil d'administration, tenue à Montréal le 25 février 1965.

Nous vous soumettons donc respectueusement le présent mémoire dans l'espoir qu'il contribue à une meilleure compréhension et à une solution de nos problèmes dans ces domaines.

Bien à vous,

Le président de la Chambre,
CHARLES DE L. HARWOOD.

Le Comité sur le Bilinguisme et le Biculturalisme de la Chambre de Commerce de la province de Québec était formé des membres suivants :

Président : M. Claude P. Beaubien
Vice-président
Aluminum Company of Canada Limited,
(Montréal)

Membres : M. Charles de Lotbinière Harwood,
Président de la Chambre,
Vice-président adjoint,
Cie de Téléphone Bell du Canada,
(Montréal)

Me Maurice Labelle, notaire,
Président honoraire de la Chambre,
(Rosemère)

Me Donald Byers, C.R., avocat,
a/s Byers, McDougall, Johnson, Stewart & Casgrain,
(Montréal)

M. Jim Courtright,
Gérant — Division de l'Est,
Shell Canada Limited,
(Montréal)

M. Jean-Paul Légaré,
Directeur du journal "L'Echo du Bas St-Laurent",
(Rimouski)

## TABLE DES MATIÈRES


Page

I — Préambule ... 7

II — Le Canada et sa constitution ... 8

III — Attitude des autres provinces ... 10

IV — Attitude du gouvernement fédéral ... 11

V — Le Canadien français en dehors du Québec ... 15

VI — Les communications ... 17

VII — Le Canadien français dans les affaires ... 18

VIII — Alternatives ... 22

IX — Constatations générales ... 22

X — Conditions de succès : Le vouloir national des Canadiens ... 24

XI — Conclusion ... 25

XII — Recommandations ... 25

a) Concernant l'attitude des Canadiens en général 25

b) Concernant l'attitude des Canadiens dans le commerce et l'industrie ... 26

c) Concernant la revision de la Constitution ... 27

d) Concernant la fiscalité ... 28

e) Concernant le fonctionnarisme fédéral ... 28

f) Concernant les communications relevant du gouvernement fédéral ... 28

g) Concernant les minorités françaises dans les autres provinces ... 29

h) Concernant l'immigration ... 29

XIII — Annexe: Expérience vécue ... 30

## I — PRÉAMBULE

La Chambre de Commerce de la province de Québec, fondée en 1909 et incorporée par un acte du parlement du Canada (9-10 Edouard VII, Ch. 99), est une fédération qui groupe environ 240 chambres de commerce locales. De ce nombre, il y en a 4 qui sont à prédominance d'expression anglaise, dont le Montreal Board of Trade qui groupe à lui seul plus de 10% des effectifs de la province.

La Chambre provinciale est officiellement bilingue, mais le français y est nettement prioritaire. Elle reflète donc la réalité québecoise sur le plan ethnique.

En tant qu'organisme qui a pour but de promouvoir l'économie de la province et l'intérêt de ses membres dans les cadres du bien commun, la Chambre entend bien représenter les intérêts du Québec et non pas spécifiquement ceux des Canadiens français. Elle croit, qu'à long terme, les intérêts économiques du Québec et tous les avantages qui en découlent sont inévitablement les meilleurs intérêts des Canadiens français.

La Chambre provinciale est pleinement consciente que sur le plan du pays et de la province, comme sur le plan de la Chambre elle-même, il se retrouve deux éléments distincts ou groupes ethniques dont les intérêts collectifs et les aspirations ne sont pas identiques dans les domaines linguistique et culturel.

Elle conçoit que ces divergences ont suscité de graves problèmes qui ne sauraient être résolus que dans la bonne foi et avec le concours du dialogue intelligent et éclairé entre les groupes de langue française et de langue anglaise du pays.

En présentant ce mémoire, la Chambre de Commerce de la province de Québec se veut donc d'être impartiale et ne considérer que les faits en présence, pour recommander des solutions d'ordre pratique conformes à l'équité et susceptibles de garantir l'ordre et le progrès dans la province et dans le Canada tout entier.

## II — LE CANADA ET SA CONSTITUTION

Au tout début de ce mémoire, il convient de bien nous situer dans le contexte géographique et démographique. Ainsi, dans le cours de notre étude, nous ne nous proposons pas d'analyser tous les facteurs se rattachant aux influences qui nous viennent de la participation de nos voisins du Sud à notre vie économique si ce n'est pour faire sentir un peu la portée du rôle qu'ils se sont attribué dans la destinée de notre propre pays.

Ce qui distingue le Canada du reste du continent nord américain, c'est son caractère bi-ethnique qui émane de l'histoire, résultat d'un pacte entre les deux grandes races qui sont à l'origine de l'Etat canadien.

L'Etat canadien est actuellement formé de dix gouvernements provinciaux et d'un gouvernement fédéral investis de l'autorité chacun dans son domaine propre.

En fait, la Constitution réserve expressément aux provinces l'autorité législative et administrative en tout ce qui touche, d'une façon générale, la vie et les affaires privées du citoyen, d'une façon particulière, l'éducation et l'enseignement.

Ces dispositions de la loi constitutionnelle ne sont dues ni au hasard, ni au caprice du législateur. Elles donnent confirmation juridique à une règle établie par l'histoire, à savoir qu'en matière privée et éducationnelle, les gouvernements réalisent d'autant mieux leurs fins qu'ils sont en relations plus étroites avec la population et donc mieux en état de comprendre et d'interpréter sa conception de la vie, ses sentiments et ses aspirations.

Or, cette règle, précieuse et infiniment respectable en tout pays soucieux de la personnalité et des prérogatives du citoyen, est condition même de l'ordre et du progrès dans un pays comme le nôtre dont les caractéristiques géographiques, démographiques et économiques diffèrent profondément d'une région à l'autre et dont la population est principalement formée de deux éléments d'origine, de culture et de croyance différentes, chacun ayant un droit strict fondé sur le respect de ces particularités.

Ces deux éléments, l'un de langue française et l'autre de langue anglaise sont donc les deux races composantes du peuple canadien et ont par conséquent seuls le droit de réclamer une reconnaissance officielle dans l'ordre confédératif.

Que d'autres groupes soient venus se joindre à eux par immigration au cours des siècles, c'est également vrai, mais ces derniers l'ont fait volontairement, en demandant asile chez nous, et c'est leur devoir de s'intégrer à l'un ou l'autre des groupes ethniques reconnus entre lesquels le pacte confédératif a été conclu.

Ces groupes, nous devons les reconnaître et les respecter. Nous devons même accueillir avec joie ce qu'ils apportent de leurs moeurs et usages qui puisse constituer un enrichissement culturel pour notre milieu. D'aucuns prétendent que ces gens ont autant le droit de réclamer une reconnaissance que les Canadiens français ou les Canadiens anglais.

Nous nous inspirerons du texte d'un article de Me Marcel Faribault, président du Trust Général du Canada, pour répondre à cette prise de position: "Ceux que nous appelons les néo-canadiens ne peuvent évidemment pas se réclamer d'un territoire qui leur ait appartenu à l'origine, ou qu'ils aient plus tard, en leur qualité de groupe, acquis par domination ou par achat, avec l'entente qu'ils pourraient y former un gouvernement totalement indépendant des gouvernements antérieurs existants, tant fédéral que provinciaux.

"Les lois d'immigration canadienne se sont appliquées à tous les immigrants qui ont abandonné et leur pays et leurs lois pour devenir sujets du Canada et de ses lois. Bien qu'ils puissent, comme citoyens d'un pays démocratique, exprimer en toute liberté leur désir de conserver leur culture d'origine respective, ils doivent le faire d'abord par le biais de la culture individuelle, à savoir le perfectionnement de soi et l'appréciation de la valeur d'autrui."

Il y a un peu plus de 4,100,000 Canadiens dont l'origine ethnique, bien qu'européenne, n'est ni de France, ni des Iles Britanniques. 60% d'entre eux ont conservé leur langue maternelle bien qu'ils déclarent que leur langue officielle est l'anglais.

Ces quelque quatre millions de Canadiens anglophones qui ne soient d'origine ni britannique ni française sont d'origine italienne, allemande, ukrénienne, polonaise, grecque, hongroise, chinoise, etc. Un simple regard autour de soi, et une connaissance fort élémentaire de la composition de notre population canadienne suffisent à démontrer la grande diversité d'origines ethniques qui s'y trouvent et leur éparpillement sur le territoire. On conçoit alors facilement que le multiculturalisme ne saurait se justifier chez nous par le seul fait de l'existence de plusieurs langues et origines ethniques.

D'autres partisans du multiculturalisme soutiennent la thèse des Indiens et des Esquimaux comme ayant droit les premiers à la reconnaissance officielle de leur langue et de leur culture. Voyons ce que dit monsieur Faribault à ce sujet:

"Quant aux Indiens et aux Esquimaux, notons qu'ils ne sont pas membres de la Confédération, en ce sens qu'ils ne s'y sont jamais ralliés, et que l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique ne leur a accordé aucun statut particulier. De plus, le peuple esquimau n'a jamais été conquis. Quant aux Indiens, plusieurs de leurs tribus ont signé des traités parfaitement valides qui pourraient leur assurer une reconnaissance en droit international."

Les Canadiens français, pour leur part, n'ont pas librement choisi de devenir citoyens du Royaume du Canada. Celui-ci, qui s'est créé de 1783 à 1867, a tout simplement inclus le peuple qui avait découvert et colonisé le pays depuis plus de deux siècles. La conquête et la colonisation britanniques en ont ainsi décidé. Les autres se sont joints au "club" et doivent en accepter les règlements. Les Canadiens français pourraient, à cause de leur situation démographique et de leurs institutions, assurer leur survivance culturelle autonome.

Une Constitution doit refléter les aspirations d'un peuple. Ce n'est pas le peuple qui doit s'accommoder de la Constitution. C'est en s'inspirant de ce principe que nos Pères de la Confédération établissaient en 1867 le présent régime constitutionnel canadien et délimitaient par l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique la répartition des juridictions fédérales et provinciales, reconnaissant par le fait même l'existence au pays du fait français et le principe d'égalité en toutes choses pour les deux principaux groupes ethniques canadiens.

En février 1867, quand la nouvelle loi fut présentée au Parlement de Londres par Lord Carnarvon, ce dernier la proposa à la Chambre en ces termes: "Le Bas-Canada est jaloux et fier à bon droit de ses coutumes et de ses traditions ancestrales, il est attaché à ses institutions particulières et n'entrera dans l'union qu'avec la claire entente qu'il les conservera." Un peu plus loin, il ajoutait: "La coutume de Paris est encore le fondement de leur Code civil et leurs institutions nationales ont été pareillement respectées par leur compatriotes anglais et chéries par eux-mêmes. Et c'est avec ces sentiments et à ces conditions que le Bas-Canada consent maintenant à entrer dans cette Confédération." (Essai sur la Constitution par Bernard Bissonnette).

## III — ATTITUDE DES AUTRES PROVINCES

Le Canada connaît présentement une recrudescence du nationalisme. Une solution appropriée s'impose sans quoi certains sentiments extrêmes menacent, par leur propagation, l'unité du pays et l'existence de la Confédération canadienne.

Pourquoi cet état de choses? Ce n'est pas notre intention de nous attarder sur l'histoire. Nous croyons que ce qui importe, aujourd'hui, c'est de rechercher les moyens de bâtir le Canada de demain. Toutefois, pour pouvoir répondre à cette question et mieux faire comprendre la situation, il nous faut brosser un bref tableau de ce qui s'est passé au pays depuis quelque cent ans dans le domaine constitutionnel. Pour ce faire, nous citerons des extraits du texte d'une conférence prononcée en avril 1964 par le Dr Rosario Cousineau, Ph.D., doyen de la Faculté de Commerce de l'Université de Sherbrooke:

"La Confédération de 1867, dans sa lettre et dans son esprit, accordait à la province de Québec suffisamment de pouvoirs et de latitude pour se développer conformément à ses traditions culturelles et religieuses. La Confédération de 1867, dans sa lettre et dans son esprit, accordait à la population canadienne-française suffisamment de garanties pour lui faire accepter un mariage de raison.

"Aux conférences de Charlottetown et de Québec, en 1864, les Pères de la Confédération se sont mis d'accord sur les questions qu'ils considéraient alors comme essentielles. Ils ont convenu d'une répartition des pouvoirs entre l'Etat fédéral et les Provinces, à la fois suffisamment précise et suffisamment large pour assurer une croissance harmonieuse du Canada, des Provinces et des deux groupes ethniques.

"L'esprit des Pères de la Confédération a mal survécu aux hommes qui l'avaient conçue et mise au monde. Quoique promulguée par une loi du Gouvernement d'Angleterre, la Confédération n'en était pas moins la ratification d'une entente entre les deux groupes ethniques qui habitaient le pays et entendaient y vivre dans la paix, dans l'harmonie et dans la justice. Du moins, c'est ce qu'ont cru les Canadiens français depuis 1864."

Peu de temps après, partout à travers le pays, sauf évidemment au Québec, les Canadiens français se sont vu refuser ou retirer des droits qu'ils croyaient garantis par la nouvelle constitution.

## IV — ATTITUDE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Par ailleurs, le gouvernement fédéral s'est lui-même rendu coupable d'injustice et d'abus par sa politique centralisante qui empiète sur les pouvoirs qui reviennent de droit aux provinces et par son refus d'accorder une pleine reconnaissance au fait français dans les services publics qui relèvent de lui.

Alors qu'il reconnaît, par la création de la Commission royale d'Enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme, l'existence de tensions entre les deux principaux groupes ethniques du pays, le gouvernement fédéral tente par ailleurs présentement, par toutes sortes de moyens, de s'immiscer dans les domaines de l'éducation, des affaires municipales, du développement des richesses naturelles, de la voirie, etc. . . Nous trouvons cette attitude inconsistante parce que le gouvernement fédéral sait tout d'abord fort bien que l'élément canadien-français en général n'approuve pas ces ingérences, d'où de nouvelles sources de tension, et d'autre part, la Constitution est très claire sur ces points et en réserve toute l'autorité aux provinces.

Là où l'ingérence du gouvernement fédéral se fait le plus sentir, c'est dans le domaine de la fiscalité. D'une façon générale, nous pouvons dire que l'Etat doit fournir les moyens nécessaires au plein épanouissement de la personne humaine. Dans la province de Québec,

plus spécifiquement, ceci implique "le respect de la langue française, le progrès et la diffusion de notre culture, la conservation de nos institutions, ainsi que leur adaptation à un contexte social nouveau." (Extrait du discours du budget du ministre des Finances de la province de Québec en date du 5 avril 1963).

Ces objectifs, même ceux de caractère culturel, exigent pour leur réalisation un climat d'aisance purement matériel qui n'existe pas pleinement dans la province de Québec présentement. Pour atteindre ces objectifs, il devient donc impérieux et essentiel d'assurer d'abord au Québec un renouveau économique, lequel suppose un mouvement positif de développement industriel et un contrôle accru par les Québecois des ressources et des destinées économiques de la province.

La Chambre se prononce en faveur d'un régime fédératif qui suppose l'existence d'un gouvernement central à la condition que les gouvernements provinciaux ne soient aucunement subordonnés au pouvoir central dans leur domaine propre d'activité. Elle souhaite donc que le gouvernement fédéral se retire des domaines dans lesquels il s'est immiscé à la faveur des circonstances, des programmes électoraux, et souvent, de l'inertie des provinces elles-mêmes.

Il semble bien que la philosophie du fédéralisme conçue par les Pères de la Confédération a été perdue en cours de route et cela surtout depuis 1917 alors que le gouvernement fédéral entra pour la première fois dans le champ de l'impôt direct.

**Le fonctionnarisme fédéral**

Le fonctionnarisme occupe une place extrêmement importante dans l'administration du pays. C'est sur le fonctionnaire que reposent surtout la recherche et l'étude servant de base à l'établissement de la politique, la préparation et l'administration des lois, les services collectifs essentiels de l'Etat, l'exercice des contrôles, la perception des impôts et taxes et les déboursés de fonds publics.

D'autre part, les citoyens, particulièrement les hommes d'affaires et de profession, doivent avoir des relations quotidiennes avec l'administration gouvernementale. Ils ont de ce fait un intérêt immédiat à la compétence, à l'efficacité, à la sympathie et à la compréhension des fonctionnaires.

Le rôle du fonctionnaire exige donc, non seulement une compétence technique et administrative, mais une compréhension en profondeur du citoyen, de sa langue et de sa culture. Il y va, en somme, de l'efficacité administrative du pays et des bonnes relations entre les citoyens et l'Etat.

Or, une partie importante de la population canadienne étant de langue française, cela suppose à l'intérieur de chacun des services de l'Etat fédéral, non pas seulement des subalternes, mais aussi une proportion adéquate de hauts fonctionnaires pour examiner et comprendre immédiatement et sans intermédiaire les problèmes des Canadiens français dans leur langue et selon leur génie propre.

Dans ce domaine également, le fonctionnarisme fédéral accuse une déficience marquée. Les Canadiens français s'y trouvent en nombre nettement insuffisant. Les normes d'admission traduisent une inspiration nettement anglaise et le francophone, dans l'exercice de ses fonctions, doit le plus souvent renoncer à sa langue maternelle. Est-ce là vraiment un Canada biethnique et biculturel ?

Bien que l'on puisse noter présentement des efforts faits pour établir un meilleur équilibre en ce domaine, une étude du journaliste Marcel Gingras, s'appuyant sur les chiffres de l'année financière terminée le 31 mars 1961, révélait les données suivantes au sujet du nombre de fonctionnaires de langue française qui gagnaient $8,000. ou plus par année, en comparaison du nombre total de fonctionnaires de ces ministères et services qui touchent le même traitement.

| | |
|---|---|
| Agriculture | 27 sur 442 |
| Energie atomique | 0 sur 2 |
| Bureau du vérificateur | 2 sur 20 |
| Bureau des gouverneurs de la radiodiffusion | 1 sur 8 |
| Bureau du directeur général des élections | 1 sur 2 |
| Citoyenneté et immigration | 14 sur 106 |
| Commission du service civil | 18 sur 105 |
| Production de défense | 15 sur 210 |
| Affaires extérieures | 41 sur 213 |
| Finances | 15 sur 154 |
| Pêcheries | 6 sur 103 |
| Forêts | 5 sur 36 |
| Département des assurances | 1 sur 13 |
| Justice | 21 sur 89 |
| Travail | 22 sur 122 |
| Service législatif | 10 sur 30 |
| Mines et relevés techniques | 18 sur 334 |
| Défense nationale | 31 sur 312 |
| Office National du Film | 19 sur 85 |
| Galerie nationale | 1 sur 5 |
| Santé et Bien-Etre | 45 sur 315 |
| Conseil des Recherches | 10 sur 346 |
| Revenu National | 106 sur 470 |
| Nord Canadien | 5 sur 130 |
| Postes | 20 sur 85 |
| Conseil privé | 6 sur 45 |
| Archives | 3 sur 10 |
| Imprimerie Nationale | 6 sur 19 |
| Travaux publics | 24 sur 200 |
| Gendarmerie royale | 14 sur 115 |
| Secrétaire d'Etat | 28 sur 59 |
| Commerce | 13 sur 255 |
| Transports | 53 sur 600 |
| Anciens combattants | 45 sur 312 |
| TOTAL : | 646 sur 5,342 |

La rémunération étant prise comme un critère de statut, ce nombre est-il suffisant ? Cette situation pourrait peut-être partiellement se compenser en efficacité par un fort pourcentage de fonctionnaires de langue anglaise parlant et comprenant le français et la façon de penser des Canadiens français. Tel n'est cependant pas le cas. Pour ceux qui, en plus, comprennent vraiment et acceptent comme un fait sociologique inéluctable la mentalité des Canadiens français, le pourcentage est encore moindre.

La Chambre provinciale reconnaît que certains efforts ont été faits depuis deux ou trois ans pour réduire cet écart d'iniquités par trop apparent et que la situation s'est, en quelque sorte, un peu améliorée. Il reste tout de même beaucoup à faire.

Les Canadiens de langue française ne doivent pas demander de faveurs spéciales du fait qu'ils sont de cette origine. Il ne s'agit pas de déplacer qui que ce soit pour eux. Ils apportent cependant généralement en plus de leur compétence celle du bilinguisme et ils ont droit par ailleurs de s'attendre à ce qu'on ne leur demande pas plus qu'à d'autres lorsqu'ils s'agit d'emploi ou de promotion.

Elle est complètement fausse cette affirmation gratuite qui veut que ce soit impossible aujourd'hui de recruter des professionnels canadiens de langue française compétents dans les domaines du génie, de l'administration, de la comptabilité, du droit, de la médecine, de la publicité, des relations extérieures, de la vente, de l'architecture, etc. Les Canadiens français ne veulent aucun privilège, ils veulent tout simplement qu'on leur donne chance égale, à compétence égale, partout sur le marché du travail.

Et d'ailleurs, l'inefficacité apparente ou clamée de certains Canadiens français, qu'on invoque hélas trop souvent et trop librement, ne serait-elle pas due à un vice de structure plutôt qu'à un vice de qualité des individus? Ne serait-elle pas due aussi, facteur énoncé plus haut, au fait que dans plusieurs cas les Canadiens français qui transigent avec des fonctionnaires égaux ou supérieurs de langue et de culture anglaises éprouvent toujours une difficulté qui les place à un niveau un peu inférieur et fait qu'on ne les apprécie pas à leur juste valeur? L'égalité obligatoire des deux langues officielles du Canada dans tous les services publics à Ottawa, dans le Québec et à tout autre endroit où la présence canadienne française ou anglaise le justifie ne règlerait-elle pas ce problème?

Le manque de reconnaissance pratique du fait français s'étend en effet à bien d'autres domaines dont l'immigration et les affaires extérieures, le problème des minorités canadiennes-françaises dans les autres provinces et les communications en général.

**Immigration et affaires extérieures**

Dans le domaine de l'immigration, par exemple, quel effort fait-on au niveau du gouvernement fédéral pour attirer chez nous

un plus grand nombre de personnes de langue et d'origine française? Et pourtant si le gouvernement reconnaît en principe que le Canada est un pays bilingue et biculturel dont nous devons tous nous enorgueillir, ne serait-ce pas là un moyen tangible de manifester son souci à cet effet et de contribuer au maintien d'un juste équilibre des deux éléments en présence?

Les Canadiens français croient que le gouvernement fédéral, en tant que gardien des principes qui ont été à la base de la Confédération, doit jouer son rôle et s'employer à assurer la survie et le progrès des grandes races qui habitent le Canada, en attirant ici en proportion équitable des immigrants anglophones et francophones. Le gouvernement du Canada, en cette matière, devrait pouvoir compter sur la collaboration de la province de Québec, qui s'est donné la mission d'être la gardienne d'une civilisation française au pays.

Que dire aussi de la représentation qu'on fait du Canada à l'étranger? Y fait-on suffisamment ressortir son caractère biethnique? La publicité et le choix des représentants s'appuient-ils sur la réalité canadienne-française? La Chambre provinciale croit qu'il s'agit là d'autant de questions qui devraient retenir l'attention de la Commission.

## V — LE CANADIEN FRANÇAIS EN DEHORS DU QUÉBEC

L'attitude des autres provinces en dehors du Québec vis-à-vis la minorité canadienne-française qui s'y trouve tend à faire croire qu'on considère le Québec uniquement comme une réserve française. L'expression "Speak white, you're in Canada" qu'on y entend si souvent sans le moindre prétexte valable est beaucoup plus significative qu'on ne voudrait l'admettre. A l'extérieur, la langue française n'a pas droit de cité et, pour survivre, le Canadien français doit presque forcément capituler et s'angliciser.

Les statistiques de recensement de 1961 en disent long à ce sujet. Au moins 417,000 Canadiens dont les origines étaient françaises sont aujourd'hui des anglophones et ne parlent que l'anglais. En Ontario par exemple, 648,000 personnes sont d'origine française et seulement 425,300 considèrent le français comme leur langue maternelle. Soit une différence de 222,700 dans cette seule province. Une situation presque analogue se retrouve dans toutes les autres provinces anglaises du Canada à l'exception du Nouveau-Brunswick où l'assimilation est sensiblement moindre. Encore faut-il tenir compte du fait que la population de langue française du Nouveau-Brunswick compte pour environ 40% du total des habitants de cette province.

Il reste donc encore 853,500 citoyens canadiens en dehors du Québec qui considèrent le français comme leur langue maternelle.

S'il n'y avait pas eu les pertes mentionnées plus haut par l'assimilation, nous en compterions 1,270,000. A quelles causes attribue-t-on un tel renversement? Plusieurs sans doute, mais nous n'en citerons qu'une: "l'école".

Pour ce qui est de l'enseignement dans les écoles d'expression française au Canada en dehors du Québec, il est difficile de dissocier de la religion l'opposition à ces institutions.

C'est un fait historique que les Canadiens français sont, traditionnellement, en majorité catholiques et que leur religion tient une bonne place dans le système de leurs écoles, sans doute au désagrément des Canadiens anglais à majorité protestante dans les autres parties du pays.

Nous espérons que l'exemple d'impartialité vécu dans la province de Québec à l'endroit de l'enseignement de la minorité protestante de langue anglaise et l'esprit d'oecuménisme qui grandit aujourd'hui non seulement dans notre pays, mais dans l'univers entier, prépareront le milieu nécessaire à la solution équitable de ce problème.

Le problème scolaire est vital pour la survivance de la culture française de nos minorités françaises hors du Québec et des milliers d'exemples sont là pour confirmer cet avancé.

En quoi, diront quelques-uns, l'enseignement de la langue française peut-il tellement être relié au concept de la culture? Il nous faut admettre que la langue est d'abord un moyen de communication et que la vraie culture n'est pas uniquement liée à la langue mais il nous faut aussi reconnaître que la culture tient à la langue. Il n'y a donc pas de biculturalisme possible sans bilinguisme et on ne peut dissocier l'un de l'autre.

Personne ne peut aspirer à l'acquisition de connaissances s'il ne peut parler ou comprendre la langue des gens de son milieu. Par conséquent, le médium le plus efficace pour atteindre une culture et le seul pour permettre sa transmission c'est le langage même de cette culture. Aussi a-t-on tôt fait de perdre toute trace de sa culture d'origine sitôt qu'on a perdu sa langue.

Il s'agit là d'un grief fort sérieux aux yeux du Canada français. Pour eux, se voir refuser l'établissement d'écoles françaises ou bilingues aux endroits où ils sont assez nombreux pour justifier l'existence d'une telle institution sans que cela impose un fardeau additionnel à la province concernée, constitue une grave injustice. La province de Québec n'a jamais eu recours à des représailles de ce genre à l'endroit de la minorité canadienne-anglaise. Or, aujourd'hui, cette attitude des provinces est d'autant plus vexante que le gouvernement fédéral verse, pour maintes fins, des subventions généreuses. Il ne faudrait pas oublier que les Canadiens français paient leur part de ces impôts.

Les garanties inscrites dans la Constitution en faveur des écoles séparées se sont avérées insuffisantes et sont devenues lettre morte dans plusieurs provinces. Pour éviter que se poursuive cet affaiblissement de la culture française au Canada, il faut que la majorité anglophone et les autorités des provinces concernées cessent de mesquiner sur l'usage et l'enseignement du français et sur tout ce qui concerne le maintien de la culture française qui ne doit plus être confinée à la seule province de Québec. Si le Québecois de langue française est admis comme citoyen canadien à part égale, il doit, en conséquence, pouvoir se sentir chez lui, partout au Canada.

Toutes les provinces, d'un océan à l'autre, y compris le Québec, doivent traiter leurs minorités avec respect et compréhension si l'on veut que le Canada devienne plus uni et plus fort. Un pays n'est pas riche que par son économie, il l'est aussi par ses traditions culturelles et ses valeurs morales. D'autres valeurs que les richesses matérielles doivent donc être considérées, qui, si elles sont absentes, ont tôt fait de conduire au chaos et de saper même l'économie et la politique du pays qui tolérerait de tels abus.

## VI — LES COMMUNICATIONS

Pour ne pas élaborer inutilement sur des faits déjà connus, sous ce titre nous discuterons brièvement et des publications fédérales et de la radio et de la télévision.

Il est facile de constater le très petit nombre de publications bilingues fédérales par rapport au très grand nombre de publications unilingues en anglais.

Lorsque les publications comportent des éditions séparées en langue anglaise et en langue française, des délais considérables séparent souvent l'édition anglaise de la version française.

Ce fait est particulièrement évident dans le cas des codifications administratives des lois, ce qui oblige, à toutes fins pratiques, les professionnels de langue française, tels les hommes de lois, les comptables et autres, à se servir de codifications de langue anglaise malgré toutes les difficultés de traduction et d'interprétation que cela implique. Est-ce juste de priver tout un secteur de la population d'un instrument de travail et de perfectionnement que l'on offre à un autre ? Est-ce en accord avec le caractère bilingue dont se pare le pays ?

Pourquoi n'y aurait-il pas un plus grand nombre de postes émetteurs et de stations de télévision avec émissions françaises dans toutes les provinces du pays afin de, non seulement satisfaire les minorités francophones de ces provinces, mais aussi afin de diffuser davantage la culture française d'un bout à l'autre du pays ?

## VII — LE CANADIEN FRANÇAIS DANS LES AFFAIRES

Il convient à une Chambre de Commerce de porter une attention particulière à l'aspect économique de la question. Evidemment, les besoins économiques provoquent un remaniement des structures de l'enseignement. En outre, les besoins économiques attirent l'attention sur les droits constitutionnels et les changements qu'il est souhaitable d'apporter à la Constitution, tant du point de vue provincial que national, en raison de l'implication des impôts. En dernier lieu, l'assurance des besoins économiques est à la base de l'expansion de la culture. En effet, ce n'est que si les besoins économiques sont d'abord satisfaits que se réaliseront la préservation et la diffusion de la langue et de la culture françaises au Canada plutôt que l'inverse.

Si nous considérons l'histoire économique actuelle du Québec, nous constatons que les exigences de deux guerres mondiales ont accéléré le passage d'une économie essentiellement agraire à une économie primordialement industrielle et technologique. Il en est résulté une demande sans précédents de compétences dans divers domaines et professions et une réclamation correspondante de services publics tant au niveau municipal que provincial et, partant, une nécessité de plus de capitaux pour satisfaire à cette dernière exigence et soutenir le développement commercial et industriel dans la province.

Les Québecois qui sont logiques avec eux-mêmes admettent en toute sincérité que, pour diverses raisons, ils ont tiré de l'arrière, ces dernières années, dans l'avancement que prenait le Canada. Toutefois, ils rattrapent aujourd'hui le temps perdu. Dans le champ de l'éducation, il se poursuit, à tous les niveaux, une véritable révolution. Dans plusieurs disciplines professionnelles, les diplômés d'université viennent à bon droit prendre la place qui leur revient dans l'économie. Les gouvernements municipaux dispensent les services publics requis. Dans ces domaines, l'exigence légitime de la province de Québec, à savoir que le gouvernement fédéral lui laisse poursuivre sa propre tâche en lui accordant sa juste part d'impôt, commence à porter des fruits.

Dans l'entreprise privée, bien que l'épargne et le placement venant de l'intérieur grandissent en importance, l'ensemble du capital requis pour le développement des ressources naturelles et industrielles dans la province prend encore sa source principale aux Etats-Unis.

Et voilà le cadre où les Canadiens français de la province de Québec sont situés par rapport à leur participation à l'économie canadienne qui est tissée d'entreprises gouvernementales et privées.

De manière générale, ils exercent activement leurs prérogatives provinciales et municipales et occupent une position dominante dans les domaines du droit, de la médecine et du génie professionnel, ainsi qu'un rôle qui n'est pas moindre dans l'assurance, la construction domiciliaire et toutes sortes de petites entreprises. Mais, il y a des

secteurs provinciaux dans lesquels ils aimeraient se tailler une plus grande part, conformément à leur droit d'occuper la place qui leur revient dans la nation en général.

Nous admettons que les jeunes gens ont besoin de quelques années d'expérience sur les lieux du travail avant d'accéder à des postes supérieurs mais nous croyons que le processus peut s'accélérer.

Nous constatons que ce n'est pas toujours possible d'acquérir une vaste expérience dans une société commerciale ou industrielle d'envergure nationale en ne travaillant que dans une seule partie du Canada. Cette vaste expérience est un facteur contingent de la diversité des situations offertes par les entreprises à travers le pays et des débouchés existant à un moment donné. Cependant, nous sommes certains que nombreux sont les jeunes directeurs prometteurs, d'expression ou d'origine canadienne-française, prêts à accepter de se rendre dans les autres parties du Canada afin de saisir des occasions qui élargiront leur expérience, plutôt que de confiner leur objectif au Québec seulement.

Sur le plan de l'industrie et des affaires, le Canadien français ne fait donc que sortir de sa léthargie. L'industrie canadienne et même québecoise, surtout au niveau de la grande entreprise, n'ayant jamais été principalement sous le contrôle d'intérêts canadiens-français, ceux-ci ayant durant de longues années négligé d'orienter leur formation pour satisfaire aux exigences de l'administration des entreprises d'affaires, une tradition semble s'être implantée dans la province, voulant que fréquemment les postes de commande leur fussent refusés même après qu'ils eurent comblé leurs propres déficiences. Cette attitude commence souvent aux niveaux des cadres intermédiaires où doit s'acquérir l'expérience nécessaire pour accéder aux postes supérieurs. Cette attitude se reflète aussi très fréquemment dans les politiques d'achat et d'emploi.

Seuls quelques agents de liaison pouvaient accéder à des postes de quelque importance et trop souvent, jusqu'ici, s'est-on contenté de nommer des créatures politiques canadiennes-françaises dans les conseils d'administration. Aussi inconcevable que cela puisse paraître, même dans des centres à 95% canadiens-français, on a vu de nombreux chefs et officiers supérieurs d'entreprises prétendre, après 15 ou 20 ans de résidence à ces endroits, qu'ils ne comprenaient rien de la langue française. Indifférence ? ! ! ! De toutes façons, il semble qu'il y a là un peu de refus de s'intégrer au milieu et à la vie sociale du Québec.

Plusieurs grandes compagnies, ainsi dirigées presque exclusivement par des chefs anglophones jusqu'à présent, rendent maintenant accessibles un plus grand nombre de postes de commande à des Canadiens français et accordent plus d'attention à la pratique du français dans la conduite de leurs affaires et on doit les féliciter pour cette attitude plus ouverte.

Les Canadiens français ont évolué et ils ne devraient pas avoir à quémander pour obtenir qu'on les traite avec justice dans leur propre milieu. Ils doivent être traités selon le mérite que leur confère leur compétence, sur un pied d'égalité avec leurs partenaires de langue anglaise. Sur le plan des qualifications techniques, ce qui valait il y a vingt ans ne vaut plus aujourd'hui. Nombre de Canadiens français sont maintenant qualifiés pour répondre aux demandes de l'industrie et du commerce et ils n'attendent que la chance de se faire valoir. Le tableau ci-dessous démontre un peu ce qui s'est produit dans une de nos universités, la plus ancienne du Canada français, au cours des dix dernières années. On y voit clairement qu'il semble y avoir une stabilisation du nombre d'étudiants se destinant aux professions libérales alors que les facultés qui préparent à l'industrie et au commerce accusent une hausse sensible. Ce n'est sûrement pas l'effet du hasard et l'on pourrait ajouter que ce phénomène se répète dans toutes nos institutions universitaires.

**UNIVERSITÉ DE LAVAL**

| | 1953-54 | 1963-64 |
|---|---|---|
| Agriculture | 66 | 208 |
| Arpentage et Génie forestier | 96 | 257 |
| Commerce | 306 | 1,202 |
| Droit | 224 | 275 |
| Lettres | 72 | 392 |
| Médecine | 734 | 576 |
| Sciences hospitalières | — | 13 |
| Philosophie | 73 | 73 |
| Sciences | 579 | 1,455 |
| Sciences sociales — service social | 120 | 351 |
| Théologie | 213 | 365 |
| Institut de Catéchèse | — | 68 |
| Ecole de Musique | 36 | 42 |
| Ecole des Sciences pédagogiques et psychologiques | 223 | 464 |
| Sciences domestiques | 93 | 116 |
| Collèges universitaires | 68 | 224 |
| Ecole des gradués | 61 | 350 |
| | 2,964 | 6,431 |
| Faculté des Arts (Belles Lettres à Philo II) | 2,883 | 6,641 |
| TOTAUX : | 5,847 | 13,072 |

Il convient sans doute ici de se rappeler certaines paroles de Me Marcel Faribault: "Le biculturalisme économique suppose aussi une non-discrimination de race ou de langue de la part des entre-

prises, soit pour l'embauchage des employés et leur promotion à des postes supérieurs, soit dans les demandes de soumissions, le choix des institutions de crédit, des conseillers professionnels ou des administrateurs de fonds de pension".

Nous apprécions toutefois que des administrateurs de carrière et des chefs d'entreprises modernes ne se créent pas du jour au lendemain; que faute d'en avoir formé académiquement et dans les faits, il est difficile d'espérer que des Canadiens français puissent se trouver en nombre suffisant pour occuper dans l'immédiat tous les postes qui pourraient s'offrir à eux. Nous reconnaissons ce fait et nous croyons que tous les Canadiens français devraient le reconnaître aussi et de là accepter que l'équilibre désirable auquel on aura convenu d'arriver ne peut raisonnablement se rétablir qu'avec le temps, la compétence acquise par le travail, la persévérance, l'expérience et l'accumulation de capitaux autochtones. Tout ne pourra être fait en un jour et à être trop impatients, l'on pourrait amener des promotions arificielles que les Canadiens français seraient les premiers à regretter.

Pour ce qui est de la pratique du français dans les affaires, l'industrie ou toute autre entreprise qui opère dans le Québec peut économiquement y trouver son profit. Il ne s'agit pas uniquement d'une question de sentimentalité.

Dans le domaine économique, le revenu annuel brut des Québécois (y compris toutes sources de revenus) s'élève présentement à $8,200,000,000. Leur revenu net, ou pouvoir d'achat (après déduction d'impôts), se chiffre à $7,400,000,000, ce qui illustre bien l'importance du marché canadien-français (du Québec seulement) si l'on sait qu'ils en détiennent environ 80%.

En salaires, traitements et honoraires, les Québecois reçoivent annuellement $5,245,000,000 dont $3,600,000,000, en salaires seulement.

Quand on sait que le revenu national brut ne s'élève qu'à 34 milliards de dollars environ, on constate que le revenu des Québecois représente 25% de ce total. On ne saurait par conséquent douter de l'importance d'un tel facteur économique et la communication dans la langue d'origine des Canadiens français ne peut que prédisposer ces derniers à céder une plus grande part de leurs deniers.

Voilà donc où nous en sommes après cent ans de cette vie constitutionnelle canadienne. D'une part, une population canadienne-française impatiente de se manifester comme citoyens de premier ordre dans le pays et une petite partie de celle-ci envisageant même la sécession comme seul moyen de s'affirmer. D'autre part, une population canadienne-anglaise inquiète, désireuse de conserver l'unité canadienne, mais se demandant encore au prix de quelles concessions à ses droits et privilèges acquis par l'usage et les précédents.

## VIII — ALTERNATIVES

Devant cet état de choses, la Chambre de Commerce de la province constate que trois alternatives dominantes se présentent à tous les Canadiens :

a) le statu quo

b) le séparatisme

c) une revision de la Constitution

Le statu quo n'est pas satisfaisant. C'est là la raison d'être même de la Commission royale d'Enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme. La Constitution, telle qu'elle existe a apporté jusqu'ici beaucoup de mécontentement et de désaccord. Les événements ont démontré qu'elle n'est pas inviolable et elle ne saurait, en se perpétuant telle quelle, que favoriser la marche ascendante et progressive des groupes extrémistes et des politicailleurs qui l'exploitent à leurs fins propres seulement.

La Chambre désire également ne pas souscrire au séparatisme. Elle s'oppose aussi à tout ce qui est violence et extrémisme dans le cadre du problème qui nous confronte. En cela, la Chambre de Commerce de la province partage l'avis de la majorité de la population québecoise qui n'est pas favorable à la sécession de sa province du reste du pays. Le séparatisme comporterait pour tous de graves inconvénients et constituerait, en quelque sorte, une solution hâtive peu souhaitable tant et aussi longtemps qu'il subsistera d'autres moyens de satisfaire aux revendications légitimes de Canadiens français.

La troisième alternative, qui consisterait à faire une revision des faits et de la Constitution, pour en arriver à découvrir ce qu'il faut changer pour que les Canadiens français acceptent de vivre dans une Confédération, semble, aux yeux de la Chambre, la solution idéale. Cette revision de la Constitution devrait, de toute nécessité, tenir compte de l'évolution qui a caractérisé les deux principaux groupes ethniques au Canada, au cours des dernières années, et être rédigée en fonction de leurs besoins présents et futurs. Il ne faudra jamais perdre de vue cependant que ce qui est plus important que les textes légaux, c'est l'attitude des citoyens les uns envers les autres. Les négotiations en vue de cette nouvelle Constitution devront donc nécessairement contribuer à créer ce climat qui permettra d'y introduire les éléments de base que nous savons déjà être essentiels au maintien d'un Canada uni.

## IX — CONSTATATIONS GÉNÉRALES

a) Le fait français dans la Constitution canadienne ayant été établi;

b) Les causes profondes du malaise qui menace la Confédération ayant été analysées et énoncées;

c) Le besoin ayant été reconnu d'une revision de la Constitution;

La Chambre de Commerce réitère son désir de ne faire que des recommandations objectives et dénuées de tout préjudice à la Commission royale d'Enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme. Si le résultat de son étude révèle des choses choquantes pour certains, au premier abord, la Chambre veut assurer ces gens qu'elle ne rapporte que des faits tirés de la réalité et leur rappeler qu'il vaut mieux regarder la vérité bien en face et prendre les moyens nécessaires pour éviter un désastre que la majorité des Canadiens de langue française et anglaise ne désirent pas: la sécession du Canada.

L'avenir est devant nous. Bien qu'il appartienne à nos enfants, une part de nos responsabilités consiste à le préparer et à remédier à tout ce qui pourrait le compromettre.

Il incombe au groupe canadien-français le devoir de préparer leurs enfants à quitter leur clocher natal et à accepter de voyager partout dans leur province et même à l'extérieur s'il le faut, pour remplir le poste pour lequel ils sont préparés une fois leur éducation terminée. De cette façon, ils pourront faire un meilleur usage de leurs ressources humaines et contribuer davantage à l'essor économique du pays tout en participant à celui de notre province. Il faut reconnaître cependant qu'en ce faisant le Canadien français s'impose un sacrifice beaucoup plus lourd que son compatriote de langue anglaise, car où qu'il aille dans le pays en dehors du Québec, il fera face à des problèmes nouveaux et coûteux pour l'éducation de ses enfants et la plupart du temps, il se retrouvera dans un milieu unilingue anglais. Même au Québec, son compatriote de langue anglaise se fera généralement comprendre dans sa langue et pourra facilement y faire éduquer ses enfants dans sa langue.

On entend parfois formuler cette critique que les Canadiens français se retranchent trop à l'intérieur du Québec. Il ne faudrait pas oublier que c'est précisément ce qui a permis leur survie en tant que groupe ethnique et que, tel que nous l'avons démontré plus tôt, sur plus de 1,200,000 francophones qui ont émigré dans les autres provinces canadiennes, un tiers d'entre eux ont déjà perdu toute identité d'origine raciale et culturelle . . . sauf le nom. Et encore, dans bien des cas, ils ont même changé leur propre nom pour lui donner une consonnance anglaise.

Le peu de considération qu'on accorde au fait français dans ces autres provinces et même le refus obstiné de lui accorder quelque reconnaissance pratique et réelle fait que le Canadien français se sent étranger dans son propre pays s'il sort du Québec. Il ne faut donc pas se surprendre que les Canadiens français du Québec soient d'abord attachés au Québec, ensuite au Canada.

Le fait d'avoir une province française au pays est avantageux pour le Canada. Sur le plan culturel, la province de Québec étant le château-fort de la culture française au Canada et en Amérique, elle contribue par le fait même à l'enrichissement culturel du pays.

Dans le domaine du tourisme, notre province, par son particularisme unique sur le continent nord américain, attire chaque année un grand nombre de visiteurs étrangers. Les fonds que ces gens viennent dépenser chez-nous contribuent à l'économie du pays. C'est par milliers que les touristes américains viennent visiter le Québec pour son atmosphère différente, la seule authentiquement française en Amérique du Nord: N'est-ce pas là une richesse nationale ?

Le commerce extérieur est en grande partie responsable de la prospérité du pays puisque le Canada vit surtout de ses exportations. A ce propos, nous estimons que le biculturalisme offre au Canada des atouts d'une très grande importance. En effet, grâce à son élément anglais, le Canada peut communiquer et transiger plus facilement avec les pays du Commonwealth et les Etats-Unis; par ailleurs l'élément français du Canada peut nous maintenir en communication beaucoup plus facile et efficace avec les pays de langue française et autres pays latins où le français est la langue seconde.

Rompre notre biculturalisme, c'est également courir le risque de devenir, tôt ou tard partie intégrante du complexe américain. Il n'est pas exagéré d'affirmer que l'américanisation guette un Canada fragile. A ce point de vue le groupe canadien-français est mieux immunisé par sa culture et par sa langue contre l'américanisation et aussi plus déterminé par souci de sa survivance à s'en soustraire et à valoriser ses différences. L'élément canadien-français peut devenir un rempart contre l'américanisation et ce facteur d'individualité devrait être considéré par l'élément canadien-anglais comme un capital intéressant qu'il ne saurait ignorer dans son propre intérêt.

## X — CONDITIONS DE SUCCÈS : LE VOULOIR NATIONAL DES CANADIENS

Avant de formuler les recommandations particulières qui, à notre avis, devront animer la solution que proposera la Commission, nous désirons traiter d'un facteur dont l'importance est telle que son absence rendrait vain tout le travail de cette Commission. Nous voulons parler du vouvoir national des Canadiens.

Malgré les conflits d'intérêt entre les deux groupes ethniques fondateurs, les Canadiens doivent par dessus tout avoir le désir de former un peuple biethnique, avec ce que cela comporte d'avantages et d'inconvénients, pour la réalisation d'une tâche commune, afin de jouer un rôle national et international et de s'engager en partenaires égaux dans leur destinée historique.

Si tous les Canadiens y voient leur bien et s'accordent à s'unir dans l'égalité, le Canada franchira le cap de la maturité et s'acheminera vers sa destinée; dans le cas contraire, la paix politique sera en perdition dans un avenir malheureusement plus rapproché que plusieurs ne semblent le croire.

## XI — CONCLUSION

Nous devons regarder les choses en face: Le Canada sera biethnique, bilingue et biculturel ou nous connaîtrons de graves difficultés politiques dans l'avenir. Il est donc important que les Canadiens se mettent immédiatement à la tâche pour régler le plus tôt possible ce problème de relations humaines. Autrement, nous pourrions consacrer beaucoup trop de temps à des luttes intestines à un moment ou nous avons particulièrement besoin de toutes nos ressources pour travailler à des problèmes nationaux d'ordre strictement économique et très importants.

## XII — RECOMMANDATIONS

Nous reconnaissons que le Canada doit continuer d'exister et par conséquent les moyens appropriés doivent être employés pour réaliser cet objectif dans la paix et l'équité. La chambre de Commerce de la province de Québec n'a pas la prétention de pouvoir faire un inventaire exhaustif de ces moyens mais, en fonction des remarques qui précèdent, elle croit que:

### A—Concernant l'attitude des Canadiens en général

Les Canadiens doivent apprendre à mieux se connaître et nous sommes assurés qu'ils en viendront ainsi à mieux se respecter et s'accepter; ceci implique que:

1. Tous les Canadiens devraient considérer le bilinguisme et le biculturalisme comme un patrimoine national d'une valeur exceptionnelle et devraient tous y aspirer comme individus. Les moyens doivent être pris par chaque province pour que, selon le cas, l'enseignement du français ou de l'anglais soit disponible dans leurs écoles comme langue seconde. Cet enseignement devrait aussi être gratuitement mis à la disposition de tous les Canadiens adultes. Tous les Canadiens auront ainsi l'opportunité d'accéder à une deuxième culture, ce qui constituera un enrichissement national important.

2. Tous les Canadiens qui occupent une fonction publique importante ou qui se portent candidat à une telle fonction au niveau fédéral ou à tout autre niveau ou l'un ou l'autre des deux groupes ethniques officiellement reconnus au Canada constitue une présence numérique significative, devra se faire un devoir d'être bilingue et cette qualification devrait, dans ces circonstances, être généralement considérée comme un critère important pour bien remplir cette fonction. Cette recommandation s'adresse aussi à toute association

privée et même à toute entreprise d'affaires opérant dans les conditions décrites ci-dessus.

3. Les Canadiens devraient se faire un devoir de visiter leur pays. Ils devraient de plus être encouragés à le faire par leurs associations, leurs gouvernements, les compagnies de transport, etc.

4. Le problème du bilinguisme étant d'abord une question d'attitude des citoyens entre eux et vis-à-vis leur pays, ces impératifs nouveaux pour conserver un Canada uni et assurer son développement harmonieux devront être considérés non pas comme des mesures cœrcitives contre lesquelles on peut facilement développer des préjugés, mais plutôt comme une opportunité exceptionnelle d'enrichir sa personnalite, de devenir des individus plus cultivés et de là, ayant une plus grande polyvalence. En somme, pour être un Canadien demain, le présent nous oblige à devenir des citoyens plus compétents, ce qui devrait être considéré en définitive comme une bonne chose.

**B — Concernant l'attitude des Canadiens dans le commerce et l'industrie**

Les recommandations qui précèdent s'appliquent évidemment aux Canadiens en général, mais comme Chambre de Commerce, nous avons apporté au secteur des affaires une attention particulière d'où certaines suggestions basées sur notre expérience :

1. A cause de l'influence très grande de leur attitude sur les relations biethniques au pays, les entreprises d'affaires à caractère national devraient, comme tout bon citoyen dans les circonstances, faire elles-mêmes ou, ce qui est encore mieux, faire faire par des personnes étrangères à leur organisation, une enquête objective sur le bilinguisme dans leur entreprise, sur la proportion d'employés de langue anglaise et de langue française, sur la proportion d'employés supérieurs parlant le français, sur l'incidence du bilinguisme sur les politiques d'achat, d'emploi, de promotion et de congédiement. Nous sommes convaincus que plusieurs chefs d'entreprise seront ainsi fort surpris de constater ce qui se passe dans leur propre maison et probablement à leur insu.

2. Les entreprises d'affaires de toute envergure devraient toujours se soucier, et particulièrement dans les conditions présentes, de l'image qu'elles projettent dans le public de leur équité et de leur "fair play" vis-à-vis les divers groupes en présence dans leur personnel, dans le milieu où ils opèrent ainsi que chez leur clientèle et leurs fournisseurs.

3. Toutes les entreprises canadiennes qui s'adressent à un marché français au pays devraient se soucier d'étiqueter leurs produits ou de présenter leurs services dans cette langue. Les manuels et directives décrivant la façon d'utiliser leur produit ou service devraient également être bilingues. Ces entreprises devraient même songer à de la publicité conçue en français. Les sociétés industrielles et commerciales qui agissent de la sorte contribuent ainsi d'une façon

très efficace à créer un climat favorable à l'acceptation mutuelle des Canadiens sur le plan biethnique et au surplus y trouvent définitivement leur profit en établissant une communication plus efficace avec une clientèle qui possède plus de 25% du pouvoir d'achat national.

4. Dans leurs relations avec leurs employés, toutes les entreprises canadiennes, aussitôt qu'elles emploient une proportion significative d'employés de langue française ou de langue anglaise, selon le cas, devraient se soucier d'établir avec eux des communications complètement bilingues. En plus de contribuer à diminuer les tensions auxquelles nous faisons face présentement à l'échelle nationale, une telle attitude bénéficierait définitivement à l'entreprise en éliminant une lacune qui, lorsqu'elle existe, est souvent cause de tensions dans ses relations avec ses employés.

**Note:** Nombre d'entreprises au Canada ont déjà agi dans le sens des suggestions ci-dessus. Nous les en félicitons et elles s'en trouvent d'ailleurs très bien. Toutefois, il en reste malheureusement qui, pour une raison ou une autre, n'ont pas encore compris que ces attitudes pouvaient aider l'unité canadienne et du même coup les aider elles-mêmes.

5. Les Canadiens en général devraient accepter comme normal et même collaborer à ce que les Canadiens français désirent et obtiennent une plus grande influence sur l'administration des capitaux investis au Québec. N'est-ce pas là d'ailleurs le désir fort légitime de la population dans toutes les parties du pays à l'égard du capital investi sur son territoire d'où qu'il origine ?

### C — Concernant la revision de la Constitution

1. La Constitution actuelle devra d'abord être rapatriée.

2. La Constitution devra être immédiatement renégociée dans une atmosphère qui permette d'y introduire les éléments essentiels à la poursuite de l'unité canadienne.

3. La Constitution devra alors être rédigée dans des termes clairs et précis. La procédure pour son amendement devra être acceptable par les Canadiens d'expression anglaise et française et son interprétation future sera confiée à un haut tribunal constitutionnel biethnique et suprême.

4. Cette Constitution devra, s'inspirant d'opinions déjà émises, s'assurer que les organismes d'Etat soient légalement et pratiquement biethniques et bilingues.

5. La Constitution revisée devra prévoir un nouveau partage des droits, pouvoirs et compétences entre les deux groupes associés et l'Etat confédéral.

6. La Constitution revisée devra rendre aux provinces toutes les compétences qui ont trait à l'éducation, à la culture, à la langue,

aux institutions juridiques, sociales et municipales et à l'organisation économique propre à leur territoire.

7. Elle devra reconnaître les droits collectifs des deux principaux groupes ethniques comme des droits individuels, ainsi que le caractère particulier du Québec et des Canadiens français.

**D—Concernant la fiscalité**

1. Un nouveau partage des impôts laissant aux provinces les ressources fiscales dont elles ont besoin pour assumer leurs responsabilités en fonction de leurs droits souverains et exclusifs.

2. Le retrait du gouvernement fédéral des domaines dans lesquels il s'est immiscé et qui sont du ressort des provinces.

3. Que toutes les lois fiscales fédérales soient conçues en tenant compte du droit civil de la province de Québec.

4. Qu'un système de péréquations soit utilisé dans l'attribution des subsides aux provinces moins favorisées.

**E — Concernant le fonctionnarisme fédéral**

1. Qu'on facilite l'accès aux postes supérieurs de la fonction publique à un plus grand nombre de Canadiens français compétents.

2. Que le bilinguisme soit officiellement reconnu dans le Service civil et que les fonctionnaires fédéraux soient bilingues à Ottawa, et partout ailleurs où la présence française ou anglaise le justifie.

3. Qu'on reconnaisse, dans un texte de loi, la langue française et la langue anglaise comme langues officielles, non seulement en théorie mais en pratique dans tous les services de l'administration du pays et à tous les niveaux.

4. Qu'on emploie toujours les deux langues sur tous les formulaires et documents fédéraux.

5. Qu'on recoure à la décentralisation administrative là où c'est nécessaire.

6. Que l'on organise des cours pour faire comprendre aux fonctionnaires les deux principaux groupes ethniques du pays.

7. Que la compétence soit la considération principale dans le choix des fonctionnaires et qu'on accorde des points additionnels aux candidats et employés bilingues.

**F — Concernant les communications relevant du gouvernement fédéral**

1. Que toutes les publications officielles du gouvernement fédéral soient bilingues.

2. Que la publication des versions anglaises et françaises soit simultanée.

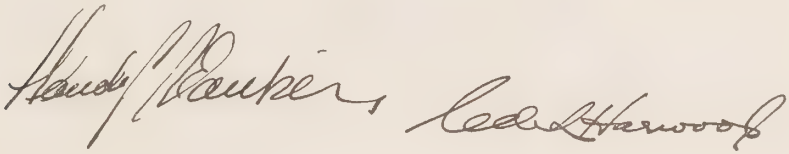
**G—Concernant les minorités françaises dans les autres provinces**

Que dans toutes les provinces hors le Québec, on accorde pleine reconnaissance au fait français et qu'on traite la minorité canadienne-française qui s'y trouve en conséquence.

**H—Concernant l'immigration**

Que le gouvernement fédéral s'efforce d'attirer au pays une proportion équitable d'immigrants anglophones et francophones.

Le président du Comité, Le président de la Chambre,



CLAUDE P. BEAUBIEN CHARLES DE L. HARWOOD

## XIII — ANNEXE

### Expérience vécue

Pour illustrer de façon concrète la possibilité pour les Canadiens français et les Canadiens anglais de se comprendre et de s'accepter mutuellement lorsqu'ils peuvent se rencontrer dans une atmosphère sereine et se parler franchement et directement (sans l'intermédiaire des journaux ou des partis politiques par exemple), nous mentionnons ici brièvement les péripéties de rencontres entre notre Conseil d'administration et celui de la Chambre de Commerce provinciale de l'Ontario. Il s'agissait ici d'un précédent dans l'histoire de nos deux mouvements.

Ressentant que la vague séparatiste au Québec, certaines politiques d'achat d'agences du gouvernement provincial et l'expression de diverses opinions par des hommes politiques canadiens-français étaient souvent mal interprétées et parfois mal comprises dans les milieux d'affaires de l'Ontario, notre Chambre de Commerce prit l'initiative, vers la fin de 1963, d'organiser une rencontre au niveau indiqué ci-dessus.

Cette suggestion reçut tout d'abord un accueil chaleureux de la part de la Chambre ontarienne et la première rencontre eut lieu à Toronto, le 21 janvier 1964. Elle fut des plus cordiales quoique très franche mais prudente. Notre président, dans un discours clôturant l'assemblée, exposa avec vigueur et logique la position du Québec. Ses déclarations furent accueillies avec une grande ouverture d'esprit par nos confrères.

A la suite de ce premier contact, un Comité conjoint de quatre membres de part et d'autre fut formé et siégea pour étudier les différents sujets soulevés au cours de la première rencontre et notamment: les objectifs économiques du Québec, les politiques d'achat adoptées par notre gouvernement provincial et diverses politiques de notre mouvement dans les domaines des échanges commerciaux et du bilinguisme.

De part et d'autre, il semble que tous furent étonnés de constater comment il était facile de s'entendre sur ces divers points lorsqu'on s'assoyait autour d'une table pour en discuter en toute franchise et honnêteté et **sans en aucune façon trahir les intérêts ou les opinions de chacun des groupes représentés.**

Puis ce fut une deuxième rencontre de nos Conseils d'administration à Montréal en mars 1964. Comme à Toronto, le groupe réuni comprenait environ cent personnes avec une représentation à peu près égale de chaque Chambre. Il s'agissait d'hommes d'affaires venant de tous les coins de chacune des provinces. Les résultats des délibérations du Comité conjoint furent soumises, discutées puis acceptées à l'unanimité.

D'aucuns pourront prétendre qu'en acceptant nos points de vue, nos confrères ontariens n'ont fait que plier l'échine sans conviction. Tel n'est pas notre avis. A preuve, lors de l'assemblée annuelle de la Chambre de l'Ontario qui suivit, en mai 1964, une résolution fut adoptée par l'assemblé générale, et sans que nous l'ayons demandée ni même suggérée, **cette résolution unanime** non seulement reconnaissait les objectifs économiques du Québec, mais, dans le texte original de la résolution: "Promised full support for whatever measures that changing times and historical transition may prescribe for the continuation of this great union and to this end will subscribe to and foster whatever constitutional, economic and social evolutions that may prove to be necessary to achieve this paramount goal."

La Chambre de l'Ontario recommandait de plus: "That the provincial government adopt a long-range policy so as to:

a) train sufficient qualified teachers to provide instruction in at least conversational French to every elementary school student in Ontario;

b) make the teaching of oral French compulsory for the elementary grades when sufficient teachers are available.

c) in the interim period, encourage and assist the development by local boards of sound oral French programmes in elementary grades."

Ces réslutions devenaient ainsi de nouvelles politiques d'action de la Chambre de l'Ontario et quiconque connaît les rouages de notre mouvement sait ce que ces termes impliquent d'engagement et de sérieux.

Le Comité existe encore, se réunira bientôt pour discuter d'autres sujets litigieux entre nos deux provinces et d'autres rencontres sont prévues au niveau de nos Conseils d'administration respectifs. Nous songeons même présentement à étendre cette formule à d'autres provinces.

Nous estimons qu'il s'agit d'expériences humaines très concluantes et indicatives de façons de procéder qui pourraient avec avantage être répétées ailleurs à condition qu'on s'y engage avec la bonne attitude.

# La Chambre de Commerce de la Province de Québec

## CONSEIL D'ADMINISTRATION 1964-65

### EXÉCUTIF

*Président*: Charles de L. Harwood (Montréal);
*Président honoraire*: Maurice Labelle (Rosemère);
*1er vice-président*: Jacques Caron (Batiscan);
*2ième vice-président*: Georges de L. Demers (Québec);
*Secrétaire honoraire*: Roland Dugré (Asbestos);
*Trésorier honoraire*: Barnabé-A. Boivin (Roberval);
*Membres de l'exécutif*: Roger Bourgon (Montréal); Donald Byers (Montréal); Robert De Coster (Québec); Claude Genest (Sherbrooke); Jean-Paul Légaré (Rimouski).

### ADMINISTRATEURS

MM. Armand Poirier (Chibougamau); Jean-R. Tardif (Weedon); J.-L. Bertrand (Ste-Thérèse); Robert Fournier (Matane); Paul Brunelle (Victoriaville); Louis-R. Ruel (Lauzon); G.-E. Graham (Dorval); Marcel Plamondon (Hauterive); René Laforest (St-Esprit); Maurice Sigouin (Drummondville); Paul Dussault (Grande-Rivière); Antoine Grégoire (Hull); Normand Cloutier (St-Vincent-de-Paul); Pascal Savard (St-Félicien); Pierre Major (Répentigny); Odilon Ouellet (Mont-Rolland); Henri Garneau (Cap-de-la-Madeleine); Roger Charbonneau (Montréal); M.-F. Anderson (Montréal); Roland Turpin (Thurso); Louis Dussault (Québec); Antoine Hamel (Ancienne Lorette); André Gaudreau (Richelieu); Lucien Brosseau (St-Hyacinthe); Gérard Côté (Chicoutimi); Ernest F. Grigsby (Sherbrooke); Valérien Montpetit (Valleyfield); Marc-Henri Côté (Boucherville); Albert Perron (Nédelec); Léandre Michaud (Cabano); François Lajoie (Trois-Rivières); Roger Bergeron (Ville St-Michel).

### MEMBRE À VIE

M. Gilbert-A. Latour (Montréal).

### BUREAU DES GOUVERNEURS

MM. Claude-P. Beaubien (Montréal); Jacques Brillant (Rimouski); S.-E. Brock (Québec); Jim Courtright (Montréal); Paul Desruisseaux (Sherbrooke); Lucien-G. Rolland (Montréal); Fridolin Simard (Montréal); Jean-Paul Tardif (Québec); Alexandre Thérien (Montréal); Gérard White (Québec).

### COMITÉ CONSULTATIF

MM. André Désilets (Drummondville); Claude-P. Beaubien (Montréal); Gérard Letendre (Québec); Georges Meloche (Valleyfield); René Paré (Montréal); Horace Boivin (Granby); J.-Ovide Bradet (Kénogami); Fridolin Simard (Montréal); Bernard Couvrette (Montréal); Jos. Racine (Bois-Chatel); Laurent Paradis (Trois-Rivières); J. A. Archambault (Sherbrooke); J. E. Lebœuf (Québec); Maurice Trudeau (Montréal); C. E. Boivin (Chicoutimi); L.-O. Regnier (St-Jean); Paul-Emile Poirier (St-Hyacinthe); C. B. Baudet (Mont-Joli); Edgar Genest (Montréal).

### AVISEURS LÉGAUX

MM. René-C. Alary (Montréal); Jules Blanchet (Québec).

CONFIDENTIEL

DOCUMENTS PREPARATOIRES

Mémoire #: 740-293

La Chambre de Commerce de la Province de Québec

QUEBEC

## A. RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISATION

### 1. EFFECTIFS

i) La Chambre de Commerce de la Province de Québec, fondée en 1909 et incorporée par un acte du parlement du Canada, est un fédération qui groupe environ 240 chambres de commerce locales. De ce nombre, il y en a 4 qui sont à prédominance d'expression anglaise, dont le Montréal Board of Trade qui groupe à lui seul plus de 10% des effectifs de la province.

ii) La Chambre est officiellement bilingue, mais le français y est nettement prioritaire.

### 2. BUTS

Promouvoir l'économie de la province et l'intérêt de ses membres dans les cadres du bien commun. Aussi, la Chambre entend représenter les intérêts du Québec et non pas spécifiquement ceux des Canadiens français. Elle croit qu'à long terme, les intérêts économiques du Québec et tous les avantages qui en découlent sont inévitablement les meilleurs intérêts des Canadiens français.

### 3. PREPARATION DU MEMOIRE

i) La Chambre créait en février 1964 un Comité dont la tâche était d'exprimer quelques points de vue sur certains aspects du mandat de la Commission. Ce Comité soumettait son rapport au Conseil d'administration de la Chambre le 15 octobre 1964.

ii) Le texte a été par la suite envoyé aux 240 Chambres locales affiliées, en demandant leur opinion par écrit et en les invitant à une assemblée subséquente où elles purent faire valoir leurs points de vue différents de ceux du Comité.

iii) Le mémoire a finalement été adopté à l'unamité lors d'une assemblée de notre Conseil d'administration, tenue à Montréal le 25 février 1965.

iv) Membres du Comité sur le bilinguisme et le Biculturalisme:

Président: M. Claude P. Beaubien, vice-président, Aluminum Co. of Canada (Montréal)

Membres: M. Charles de Lotbinière Harwood, Président de la Chambre, vice-président adjoint, Cie de Téléphone Bell du Canada, (Montréal)

Me Maurice Labelle, notaire, président honoraire de la Chambre, (Rosemère)
Me Donald Byers, C.R., avocat, (Montréal)
M. Jim Courtright, gérant - Division de l'Est, Shell Canada Ltd. (Montréal)
M. Jean-Paul Légaré, directeur du journal "L'Echo du Bas St-Laurent", (Rimouski)

B. QUESTIONS...

...EN PROVENANCE DU SERVICE DES AUDIENCES

p.10
III
1e para.

"Le Canada connaît présentement une recrudescence du nationalisme."

Q.1 Cette recrudescence se retrouve-t-elle principalement chez les canadiens français, ou occupe-t-elle également une place importante chez les canadiens anglais?

p.12
IV
3e para.

La Chambre ne condamne pas totalement l'immixtion du gouvernement fédéral dans les domaines provinciaux puisqu'elle déclare que, souvent, cela s'est fait en raison "de l'inertie des provinces elles-mêmes." Donc, n'eut été de l'intervention fédérale, rien ne se serait fait dans certains domaines.

Q.2 La Chambre croit-elle qu'aujourd'hui les provinces soient suffisamment conscientes de leurs responsabilités pour qu'il n'y ait plus à craindre d'une intervention fédérale?

p.22
VIII
2e para.

"Le séparatisme comporterait pour tous de graves inconvenients..."

Q.3 Quels seraient ces inconvenients?

p.27
La Constitution

Re L'établissement d'un haut tribunal constitutionnel biethnique et suprême

Q.4 Ce tribunal sera-t-il différent de la Cour Suprême ou la Cour Suprême réformée?

Que faut-il entendre par un tribunal biethnique: composition, nomination?

Le futur statut du Canada

A la page 12 du mémoire, on lit: "La chambre se prononce en faveur d'un régime fédératif...".
Puis le mémoire déclare, en page 27:
"La Constitution revisée devra prévoir un nouveau partage des droits, pouvoirs et compétences entre les deux groupes associés et l'Etat confédéral."

Q.5 Quelle forme prendra le nouveau Canada: sera-t-il une fédération, une Confédération? Epousez-vous la thèse des Etats associés?

p.28
Le fonctionnarisme fédéral - 5

re La décentralisation administrative

Q.6 Que veulent-ils dire?
Entrevoient-ils des cas où ce serait nécessaire?

C. SECTION DE LA RECHERCHE

p.27
C 2

re recommendations:
"La Constitution devra être immédiatement renégociée dans une atmosphère qui permette d'y introduire les éléments essentiels à la poursuite de l'unité canadienne."

1 - Cette atmosphère existe-t-elle présentmenet? sinon, comment la créer?

2 - La Jeune Chambre de Québec partage-t-elle les opinions exprimées ici? Sinon, quelles sont les raisons des différences de pensée - l'âge? Il serait intéressant d'étudier en détails les relations qui existent entre ces deux Chambres

21-5-65

No 28 750-411

BRIEF PRESENTED TO THE

ROYAL COMMISSION ON BILINGUALISM AND BICULTURALISM

(Miss) Verna Belyeca
Corresponding Secretary
The General Council of
The Protestant Federation of
Patriotic Women of Canada
14 McGillivary Avenue,
Toronto 12, Ontario.
April 16, 1964.

BI-LINGUALISM

1) A campaign was started more than fifty years ago to establish the fiction of two official languages in Canada, its objective being to divide the population into two language groups. This was and is unfair and impractical, as Canada cannot, in justice to its more than seventy ethnic groups, divide the people into two language groups. Canada must continue to have one official language. Bi-lingualism or multi-lingualism is divisive, not unifying.

2) In 1867, Canada was brought into being as a self-governing, English-speaking Dominion conceding, however, certain rights of usage to the French language in Quebec only, without which Quebec refused to enter Confederation. These rights are embodied as a part of our constituting statute being Section 133 of The British North America Act. These rights made Quebec bi-lingual, but they did not make Canada bi-lingual.

3) France and Spain have each a Province or Provinces whose official language is "Basque" but that has not made either of these countries bi-lingual. Each has only one official language. In the case of Belgium, where two languages are in use, it has not made for unity, while the United States of America is an excellent example of all nationalities and languages having been blended by having one official language.

4) The English language is by Statute the official language of every Province and Territory of the Dominion.

5) As this is the status of the language of Canada, issues of the Government that circulate throughout Canada and the world at large should bear only the official language of the country. The

following are only a few of the violations of this:
French on postage stamps - 1927; Money Orders, Bank Bills - 1936; Green Customs Declarations - 1949 or 1950; Income Tax and Succession Duty forms or any of the countless forms issued by the Government. False statements of the official language of Canada in Census Returns - 1931; (This followed the first issue of the bi-lingual postage stamp); and the same false statements in Yearbooks published by the Government -- 1947, followed Amendment of the Citizenship Act in 1946, which made apparent the objective of this campaign.

6) These are all infringements of the Constitution of the Dominion of Canada.

7) It should be a matter of grave concern and one for serious consideration that governments sworn in their administration, to conform with the Constitution of Canada, have so departed from any semblance of conformity with the Constitution.

8) The "Union Nationale" of Quebec, which was organized to carry out the design of this subversive campaign violated the rights of the other nine Provinces and all Canada, and has managed to make our Country appear to many Canadians, as well as to the world at large, as bi-lingual. This is not true in fact, nor is it Constitutional. The truth was known to at least three French-Canadian men, all of whom disagreed with the "Union Nationale", namely:- the late Senator Bouchard, the late Hon. Edauard Rinfret (Post-Master General in 1949) and M. Pierre Trudeau who made a study of Quebec's politics and, among other truths, said, "We have so subordinated the common good of Canadians to the parcicular good of French-Canadians that we have lost the sense of moral obligation to the first."

BICULTURALISM

9) Quebec and the dominant religion of that Province, namely Roman Catholicism, demands Bi-culturalism, yet

(a) Practices segregation -- Separate schools, colleges, Creches, Children's Aid Societies, St. Elizabeth Visiting Nurses Association, Trade Unions, and even cemeteries.

(b) Opposes our non-sectarian Public School system, calling it

an "evil system" whereas in Quebec, the Provincial Government supports schools which are Roman Catholic and therefore sectarian.

(c) Tramples on the Canadian Flag under which they and all other Canadians have been guaranteed freedom and justice. Desecrates historical monuments and is seeking to enforce the desires of a minority upon the preponderant majority, in this democratic Country.

10) We will vigourously oppose the changes being forced on Canada and one only need to look at Spain, Italy, Columbia and Brazil to understand our reason. We desire an united Canada, but we cannot find where Quebec has made a single concession toward unity in Canada. The rest of Canada has made concessions, time after time.

11) The Federation therefore respectfully urges:

a) That the Government of Canada do enforce the terms of The British North America Act.

b) That the Government of Canada cease the expenditure of public funds in the promotion of the culture and the language of any minority group in Canada.

c) That the Government of Canada do implement its oath of office to govern this Country for the greatest good to the greatest number.

d) That the Government of Canada do suppress violence, promote unity and enforce the laws of Canada without fear or favour.

e) That the Government of Canada strenghten the ties between this Country and Great Britain.

NO.: 750-411

TITLE:

AUTHOR: The General Council of the Protestant Federation of Patriotic Women of Canada. Miss Verna Belyeca, corresponding secretary. Toronto, Ont.

Brief of 3 pages; 5 recommendation(s)

---

REMARKS OF ANALYST:

Theme: Canada must continue to have only one official language. Quebec alone is bilingual through B.N.A. Act. The use of the French language on stamps, bank bills etc. is illegal and the Government of Canada should cease spending money for "the promotion of the culture and the language of any minority group in Canada".

---

ATT.: RESEARCH

---

TABLE OF CONTENTS:


| | PAGES |
|---|---|
| RECOMMENDATIONS: | 3 |
| BRIEF: | 1,2,3. |

140-219

A Summary of the Brief

presented to

THE ROYAL COMMISSION ON BILINGUALISM AND BILCULTURALISM

by

THE PROMETHEAN SOCIETY

on the

17th of March, 1965

at

The Montreal Catholic School Commission

3737 Sherbrooke Street East

Montreal, Quebec

Honourable Members of the Royal Commission

on

Bilingualism and Biculturalism

The following is a résumé of the principal views held by the members of the Promethean Society:

1. That Canada is also composed of citizens of non-British and non-French ancestry, numbering over one-quarter of the population and rapidly becoming the so-called "Third Force" of the country. The Canadian Government ought to be congratulated for having given official acknowledgment of Canadians of other ethnic origins, for the first time, in the Commission's Terms of Reference.

2. That these citizens, being taxpayers as well as consumers, have made Canada a better place in which to live by means of their past and present contributions to the Canadian scene.

3. That the term "the founding races of Canada" is inaccurate. Other non-British and non-French groups such as the Icelandic, German, Ukrainian, etc., also pioneered and may rightly claim to be "founders" of Canada. At the same time, the original inhabitants of our country, the Indians and the Eskimos, should not be forgotten.

4. That Canada should not be just an equal partnership between Canadians of British and French origin, but that Canadians of other ethnic origins be included in the partnership as well. The latter seek their"place in the sun" just as much as the former.

5. That the expression "Balkanization" as used by the Commission in its Preliminary Report was not in good taste. The various peoples of the Balkans fought for their freedom and independance from the Austro-Hungarian, Russian, and Turkish Empires; hence the reason for the constant turmoil in this area of Europe. Canada need not fear the actions of the ethnic groups, as they always have been and will continue to be loyal Canadians.

6. That the ethnic groups, if they so desire, be given the right to have their respective languages taught their children as separate subjects within the curriculum, the main language of instruction being one of the two official languages: English or French. Provisions must also be made to ensure the continuance of the Indian and Eskimo languages. It is natural for a people to try to retain their national language , e.g., the Canadians of French ancestry in Quebec, those of Scottish ancestry in Nova Scotia, etc. The costs associated with the above should be borne by the provincial or federal governments, depending where each has jurisdiction in the field of education.

7. That all Canadians be familiar with the United Nation's Universal Declaration of Human Rights, the Canadian Bill of Rights, and the pre-war Estonian Republic's Law of Cultural Autonomy of Minorities, a model of democratic legislation. The understanding and application of these laws would help solve many of the problems connected with the present crisis through which Canada is now going.

8. That discrimination is an easily-practiced weakness of man, but that its fruit always turn out to be bitter. Every Canadian should be judged on his actual qualifications - especially in the fields of education and employment - and not on his ethnic background.

9. That approximately 25 per cent of the radio and TV time be allotted to programs dealing with topics pertaining to or of interest to the many ethnic groups of Canada. This would be a two-way affair: Canadians of British and French origins would be better able to understand and appreciate Canadians of other ethnic origins, and vice versa.

10. That there should be more documentary films made by National Film Board dealing with the lives of the Canadian ethnic groups and their contributions to the overall picture of Canada.

11. That a federal Ministry of Culture be established for the purpose of preserving the best of the many and varied cultures to be found in Canada and for including it into the Canadian cultural scene.

12. That the immigration policies of Canada be altered to permit potential Canadians into the country without being sponsored by the immediate families. It was in this manner that our prairies were settled at the turn of the century, thanks to the farsighted policies of Clifford Sifton, policies which turned out for the eventual good of Canada.

13. That a Royal Commission be established to study the problems associated with the Canadian Constitution.

14. That the members of the Promethean Society, themselves being Canadians of many different ethnic origins, desire to promote better understanding and relationships between Canadians of British and French origins, as well as amongst Canadians of all ethnic origins. Many of them witnessed the sad results of misunderstandings in Europe, and do not want the same to be repeated here. In brief, the philosophy of the Promethean Society is to have <u>all</u> Canadians, regardless of their ethnic backgrounds, work, play, and live together, for there is enough room for <u>all</u> in this beautiful and rich country of ours, <u>Canada</u>.

790-219

CA1 Z1
-63B22

740 - 219

# B R I E F

## P R E S E N T E D  T O  T H E

## ROYAL COMMISSION ON BILINGUALISM AND BICULTURALISM

BY THE

PROMETHEAN SOCIETY

MONTREAL, 15, MAY 1964.

# BRIEF TO THE ROYAL COMMISSION ON BILINGUALISM AND BICULTURALISM

## I N D E X


| | | page |
|---|---|---|
| Brief presented to the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism by the Promethean Society | | 1 - 10 |
| I. | The Promethean Society | 1 |
| II. | The Speech from the Throne at the opening of the Twenty-Sixth Parliamentary Session in 1963 | 1 |
| III. | The Terms of Reference of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism | 2 |
| IV. | Objections | 2 |
| V. | Not in the Spirit of the Universal Declaration of Human Rights | 3 |
| VI. | Not in the Spirit of the Bill of Rights | 3 |
| VII. | Undemocratic | 3 |
| VIII. | Unchristian | 4 |
| IX. | Un-Canadian | 4 |
| X. | Proposals | 5 |
| XI. | The Place of Canadians, of Non-British and Non-French Origin in the Confederation | 5 |
| XII. | The Place of the English and French Languages in Canada - Their "Official Status" | 7 |
| XIII. | The Place of Languages other than English or French in Canada | 7 |
| XIV. | The Cultural Rights of the Non-British, Non-French Ethnic Groups in Canada | 8 |
| XV. | The Cultural Broadcasting Media and the Ethnic Groups | 8 |
| XVI. | Government Appointments and the Ethnic Groups | 9 |
| XVII. | The Problems of Discrimination | 9 |
| XVIII. | Duties of Ethnic Groups | 9 |
| Inserts | | 11 - 51 |
| | Insert I, Terms of Reference of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism | 11 |


.../

.../

Insert II, The Universal Declaration of Human Rights..... 12 - 18

Insert III, The Canadian Bill of Rights ..... 14 - 21

Insert IV, The Encyclical Pacem in Terris ..... 22 - 24

Insert V, The Law of Cultural Autonomy of Minorities, of the Estonian Republic ..... 25 - 32

Insert VI, The Brief on Radio, Television and Films in Canada, Presented in Ottawa in 1962, by the Promethean Society ..... 32 - 55.

I - The Promethean Society

The Promethean Society has been incorporated by Letters Patent, dated 28th June, 1962, recorded on the 19th of July 1962, Film 123, Document 151, Reference No. 169085.

Its purposes and objects are:-

a. To promote the development of cultural relations among persons of the various ethnic origins in Canada.

b. To favour the integration of ethnic groups by maintaining their cultural, and spiritual heritages and by the active contributions of such heritages to the national, social and cultural life of Canada.

c. To make known the particular cultural traditions of each of the ethnic groups, past as well as present, to all their fellow citizens in Canada.

d. To promote the active participation of its members of all ethnic groups in the spiritual, cultural and social life in Canada.

e. To establish machinery for permanent co-operation, and social and cultural interchanges between the ethnic groups and all cultural organizations in Canada.

II- The Speech From the Throne at the Opening of the Twenty-Sixth Parliamentary Session in 1963.

The speech contains the following passages concerning the peoples of Canada:-

"You are deliberating the course of our country in times of great changes throughout the world. These are times that open up new opportunities. Familiar ways of thought and action are becoming less certain guides. Many old paths are no longer open to us. The task before us is to seek out with wisdom and imagination those new paths that will lead us surely forward."

"Our progress is the work of all people. In a free country, we are all responsible."

"The character and strength of our nation are drawn from the diverse cultures of people who come from many lands to create the Canada that is ours today. The greater Canada that is in our power to make will be built not in uniformity, but on continuing diversity ..."

It is in the spirit of the above passages that the Promethean Society understands the reference to the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism made in the Throne Speech.

III- The Terms of Reference of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism.

(Insert 1)

IV - Objections.

The Promethean Society believes that the Terms of Reference underemphasize the rights and priviledges of those Canadians who are neither of British nor of French origin, and who constitute over 1/4 of Canada's population.

The Commission takes as its mainspring the idea of "an equal partnership between the two founding races". This idea excludes from the equal partnership the races that were in Canada before the "two founding races" arrived. It also excludes from the equal partnership the races that came to Canada together with the "two founding races", or that came after the "two founding races" arrived. The idea promotes a monopoly of the "two founding races" over all the other races in Canada.

The Terms of Reference introduce into the Canadian State the elements of the discredited racist theories.

Consequently the Promethean Society believes that the Terms of Reference do not correspond to the spirit of the Speech from the Throne; do not correspond to the spirit of the Universal Declaration of Human Rights; do not correspond to the spirit of the Bill of Rights; The Terms of Reference tend to be undemocratic, unchristian and un-Canadian.

V - Not in the Spirit of the Universal Declaration of Human Rights.

Canada is a chartered member of the United Nations. The 1948 United Nations Universal Declaration of Human Rights has been adopted in principle by the Canadian Federal Government.

The Terms of Reference of the Commission have been formulated also by the Federal Government. Therefore they should conform in principle to the Universal Declaration of Human Rights.

The rights of minorities are defined in articles 2, 21, 22, 26, 29 and 30 of the Universal Declaration of Human Rights. Article 30 reads:-

"Nothing in this Declaration may be interpreted as implying for any state, group or persons any right to engage in any activity or to perform any act aimed at the destruction of any of the rights and freedoms set forth herein."

(Insert 2)

VI - Not in the Spirit of the Bill of Rights.

The equal partnership of the two founding races, excluding from the equal partnership other races, constitutes a "discrimination by reason of race, national origin, or color.". It imposes "a degrading treatment" on over 1/4 of the Canadian population. It is therefore in conflict with Parts I, 2b and 3b of the Bill of Rights.

(Insert 3)

VII- Undemocratic.

Until 1931 Canada was a colony of the British Empire. It was influenced by the Imperial Doctrine governing the policy of nationalities.

"Imperialism is the policy of a state aiming at establishing control beyond its borders over people unwilling to accept such control. Because of this unwillingness imperialist policy always involves the use of power against its victims. It has therefore often been considered morally reprehensible". (Encyclopaedia Britannica 12, 121, 1963).

In 1931 Canada became an autonomous federal and democratic member of the Commonwealth. It is therefore subject to the democratic and federal doctrines governing the policy of nationalities.

"The liberal and constitutional democracy is a form of government, usually a representative democracy, where the powers of the majority are exercised within a framework of constitutional restraints designed to guarantee the minority in the enjoyment of certain individual or collective right". (Encyclopaedia Britannica 1, 215, 1963).

The terms of reference of the Commission by overemphasizing the rights of the two founding races to the detriment of other races, run counter the democratic doctrines.

VIII - Unchristian.

The majority of Canadians are Christians. Over 50% are Catholics, bound in conscience to follow the Catholic Social Doctrines.

The Christian approach to the rights, freedoms and duties of minorities are indicated in the encyclical Pacem in Terris of Pope John XXIII in the paragraphs "Characteristics of the Present Day", and "The Treatment of Minorities".

The terms of reference by not admitting the cultures and languages of other races in Canada into equal partnership with the cultures and languages of the so-called founding races, do not demonstrate a christian way of thought.

(Insert 4)

IX - Un-Canadian.

There exists no proof that the total welfare of a State, over a period of history, benefits from the supremacy in that state of one race over another, of one culture over another, of one language over another. But, there exists ample proof that such a supremacy is beneficial only to the race that claims it. The supremacy is detrimental to the races which, by implication, are treated as inferior.

The British North America Act, concluded between the British and

the French, aimed not at the destruction of the one people by the other, but at a partnership between the two. At the very basis of Canada there is therefore a tolerance and cooperation between peoples.

The citizens of present Canada belong to many cultures, to many races, to many linguistic groups. As citizens they already enjoy equal rights before the law. The tolerant and cooperative spirit of the British North America Act may now be extended to them all.

Any attempt to deprive now the peoples of Canada of their cultural rights, or to subjugate their cultural rights to the rights of the "two founding races" would be retrograde, and Un-Canadian.

X - Proposals.

The Promethean Society, in the Brief it submits to the Commission, wishes to emphasize three points:

1. The place of the English and French languages in Canada.

2. The place of the languages and cultures of the non-British and non-French Canadians in Canada.

3. The problems of discrimination.

XI - The Place of Canadians of Non-British and Non-French Origin in the Confederation.

The Promethean Society believes that the principal problem before Canada today is whether to strive for a closer political and social union with the United States.

A political union with the United States would foster many political, social and economic advantages in Canada, and it would neutralize many existing tensions.

On the other hand the union would change the status quo and would create unforeseeable new problems.

Should Canada remain independent, steps should be taken to strenghten the independence. The Promethean Society believes that the

independence of Canada can manifest itself best in social and cultural fields.

The particular feature of Canada is that it is composed of a non-homogenized, multi-racial society. This society belabors under the constant and formidable attracting forces of the United States. That Canada maintained a measure of identity until now was due to the presence of the Canadian-French, with their distinct language and culture.

But the influence of the Canadian-French is dwindling rapidly under the influences of the English language, of the American economics and culture. The best proof of this was the necessity tocreate a Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism.

The Promethean Society believes that in a dual nation the Canadian-French will eventually be submerged by the overwhelming Canadian-Anglophone element. The result of this will be a Canada composed of a homogeneous English-speaking population that will not differ from its southern neighbour. There will be no reason for maintaining a Canadian identity.

Therefore, the elements of the sociological variety must be strengthened in Canada in order to help the Canadian-French in their task to maintain this variety.

The strengthening may be achieved by recognizing de jure the existence de facto in Canada of ethnic groups other than French or British.

The Promethean Society believes that in any future arrangements aiming at the consolidation of the Canadian Federation, all the ethnic groups now making up our country must be given honestly an equal chance to participate as ethnic groups. They should not be treated as human material from which new Canadian-English or new Canadian-French will be recruited.

The role of the ethnic groups therefore is to consolidate the Canadian Identity, and the Canadian Federation.

XII - The Place of the English and French Languages in Canada - Their "Official Status".

The English and French languages should be the two Official Languages of the Canadian Federal Parliament, of the Federal Government and of their agencies.

Only English or French should be the Official Language in each of the Provinces.

Any Province should introduce any second Official Language when 25% of its population expresses the wish that a second Official Language be introduced.

XIII- The Place of Languages other than English or French in Canada.

Each free man has the right to use, teach and promote any language. He has the right to mobilize the resources necessary to attain this goal.

Whether a language attains the Official Status (# XII) in a State or Province depends solely on the degree of popularity and of acceptance of that language.

Consequently, languages other than English and French should have in Canada the same rights and duties as English and French, with the exception of the Official Status (#XII).

Languages other than English or French may be taught with same intensity and to the same degree as English and French within the normal hours of educational curricula of primary, secondary and higher educational institutions.

The material and personnel arrangements necessary for this teaching should come from the same sources as those used for the teaching of English and French.

The decision on whether a language other than French or English should be taught in any educational situation should depend solely on the presence of at least 10 individuals wanting to learn the language.

Whenever the Provincial Governments fail to make the personnel

and material arrangements necessary for the teaching of languages other than English or French, the responsability for this teaching should be assumed by the Federal Government.

XIV - The Cultural Rights of the Non-British Non-French Ethnic Groups in Canada.

The Promethean Society suggests that the Federal Parliament should grant to the non-British non-French Ethnic Groups the right to establish Autonomous Cultural Institutions for the care of the Ethnic Cultures. The Ethnic Groups should decide themselves the best way to exploit the Cultural Autonomy.

There exist several models which could serve as examples of cultural and educational arrangements aimed at the preservation, strenghtening and conjugation of the cultures of the Ethnic Groups in the Canadian Federation.

As one example we include the model taken from the Laws on Cultural Autonomy of Minorities of the Republic of Estonia. Several other states used similar models for the establishment of Cultural Autonomy for Ethnic Groups.

(Insert 5)

XV - The Cultural Broadcasting Media and the Ethnic Groups.

The media that broadcast information of a cultural nature by means of printing, film, radio, television, or by means of exhibitions as well as by any other means, should allote 1/4 of their space and time, and of the positions on their staffs, to services and problems of the citizens of Canada who are of non-British and non-French descent.

Included is the "Brief on Radio, Television, and Films in Canada", submitted by the Promethean Society in Ottawa in 1962.

(Insert 6)

XVI - Governmental Appointments and the Ethnic Groups.

The Federal and Provincial Governments of Canada, as well as all the agencies of these governments should make available 1/4 of their personnel positions to members of Ethnic Groups other than British or French, providing that the members of these Ethnic Groups are competent to occupy the positions.

XVII - The Problems of Discrimination.

Sympathies and antipathies between individuals are part of human nature. They can not, and should not be erradicated.

However, the Promethean Society objects to that hypertrophy of antipathy which leads to discrimination, with all its evils.

The Promethean Society suggests that an Office of Citizen's Rights be created within the Ministry of Justice.

The Office should be provided with an adequate and permanent budget. The duties of the Office should be:

1. to detect discrimination in Canada, under any form;

2. to fight discrimination by exposing it in Parliaments and through the broadcasting media (# XV);

3. to promote anti-discrimination legislations within the limits of the democratic liberties.

XVIII - Duties of Ethnic Groups.

Each Ethnic Group, other than British or French, should be required to have one permanent, central and democratic organization, similar to the existing Canadian-Polish, Canadian-Jewish, or the Canadian-Ukrainian Congresses.

Ethnic Groups that do not yet have Central Congresses should be helped by the Federal and Provincial governments to organize them. Each Ethnic group may then decide for itself whether it wishes to stay organized and to create institutions for the care of their own ethnic cultures.

The sole activity of these central Ethnic Organizations should be directed:

1. at the welfare of Canada;

2. at the welfare of Ethnic Groups in Canada;

3. Activities aiming at the welfare of the country of origin of the ethnic group should be excluded from the activities of the central ethnic organization.

# I N S E R T 1

TERMS OF REFERENCE on the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism (extract from the Order-in-Council 1963-1106 approved by His Excellency the Governor General on the 19 July, 1963).

.....to inquire into and report upon the existing state of bilingualism and biculturalism in Canada and to recommend what steps should be taken to develop the Canadian confederation on the basis of an equal partnership between the two founding races, taking into account the contribution made by the other ethnic groups to the cultural enrichment of Canada and the measures that should be taken to safeguard that contribution; and in particular:

1. to report upon the situation and practice of bilingualism within all branches and agencies of the federal administration - including Crown corporations - and in their communications with the public and to make recommendations designed to ensure the bilingual and basically bicultural character of the federal administration;

2. to report on the role of public and private organizations, including the mass communications media, in promoting bilingualism, better cultural relations and a more widespread appreciation of the basically bicultural character of our country and of the subsequent contribution made by the other cultures; and to recommend what should be done to improve that role; and

3. having regard to the fact that constitutional jurisdiction over education is vested in the provinces, to discuss with the provincial governments the opportunities available to Canadians to learn the English and French languages and to recommend what could be done to enable Canadians to become bilingual.

# I N S E R T 2

UNIVERSAL DECLARATION OF HUMAN RIGHTS adopted and proclaimed by the General Assembly of the United Nations, on December 10, 1948.

## Preamble

Whereas recognition of the inherent dignity and of the equal and inalienable rights of all members of the human family is the foundation of freedom, justice and peace in the world,

Whereas disregard and contempt for human rights have resulted in barbarous acts which have outraged the conscience of mankind, and the advent of a world in which human beings shall enjoy freedom of speech and belief and freedom from fear and want has been proclaimed as the highest aspiration of the common people,

Whereas it is essential, if man is not to be compelled to have recourse, as a last resort, to rebellion against tyranny and oppression, that human rights should be protected by the rule of law,

Whereas it is essential to promote the development of friendly relations between nations,

Whereas the peoples of the United Nations have in the Charter reaffirmed their faith in fundamental human rights, in the dignity and worth of the human person and in the equal rights of men and women and have determined to promote social progress and better standards of life in larger freedom,

Whereas Member States have pledged themselves to achieve, in co-operation with the United Nations, the promotion of universal respect for and observance of human rights and fundamental freedoms,

Whereas a common understanding of these rights and freedoms is of the greatest importance for the full realization of this pledge,

NOW, THEREFORE, THE GENERAL ASSEMBLY PROCLAIMS

THIS UNIVERSAL DECLARATION OF HUMAN RIGHTS as a common standard of achievement for all peoples and all nations, to the end that every individual and every organ of society, keeping this Declaration constantly in mind, shall strive by teaching and education to promote respect for these rights and freedoms and by progressive measures, national and international, to secure their universal and effective recognition and observance, both among the peoples of Member States themselves and among the peoples of territories under their jurisdiction.

Article 1. All human beings are born free and equal in dignity and rights. They are endowed with reason and conscience and should act towards one another in a spirit of brotherhood.

Article 2. Everyone is entitled to all the rights and freedoms set forth in this Declaration, without distinction of any kind, such as race, colour, sex, language, religion, political or other opinion, national or social origin, property, birth or other status.

Furthermore, no distinction shall be made on the basis of the political, jurisdictional or international status of the country or territory to which a person belongs, whether it be independent, trust, non-self-governing or under any other limitation of sovereignty.

Article 3. Everyone has the right to life, liberty and security of person.

Article 4. No one shall be held in slavery or servitude; slavery and the slave trade shall be prohibited in all their forms.

Article 5. No one shall be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment.

Article 6. Everyone has the right to recognition everywhere as a person before the law.

Article 7. All are equal before the law and are entitled without any discrimination to equal protection of the law. All are entitled to equal protection against any discrimination in violation of this Declaration and

against any incitement to such discrimination.

Article 8. Everyone has the right to an effective remedy by the competent national tribunals for acts violating the fundamental rights granted him by the constitution or by law.

Article 9. No one shall be subjected to arbitrary arrest, detention or exile.

Article 10. Everyone is entitled in full equality to a fair and public hearing by an independent and impartial tribunal, in the determination of his rights and obligations and of any criminal charge against him.

Article 11. (1) Everyone charged with a penal offence has the right to be presumed innocent until proved guilty according to law in a public trial at which he has had all the guarantees necessary for his defence.

(2) No one shall be held guilty of any penal offence on account of any act or omission which did not constitute a penal offence, under national or international law, at the time when it was committed. Nor shall a heavier penalty be imposed than the one that was applicable at the time the penal offence was committed.

Article 12. No one shall be subjected to arbitrary interference with his privacy, family, home or correspondence, nor to attacks upon his honour and reputation. Everyone has the right to the protection of the law against such interference or attacks.

Article 13. (1). Everyone has the right to freedom of movement and residence within the borders of each state.

(2) Everyone has the right to leave any country, including his own, and to return to his country.

Article 14. (1) Everyone has the right to seek and to enjoy in other countries asylum from persecution.

(2) This right may not be invoked in the case of prosecutions genuinely arising from non-political crimes or from acts contrary to the purposes and principles of the United Nations.

Article 15. (1) Everyone has the right to a nationality.

(2) No one shall be arbitrarily deprived of his nationality nor denied the right to change his nationality.

Article 16. (1) Men and women of full age, without any limitation due to race, nationality or religion, have the right to marry and to found a family. They are entitled to equal rights as to marriage, during marriage and at its dissolution.

(2) Marriage shall be entered into only with the free and full consent of the intending spouses.

(3) The family is the natural and fundamental group unit of society and is entitled to protection by society and the State.

Article 17. (1) Everyone has the right to own property alone as well as in association with others.

(2) No one shall be arbitrarily deprived of his property.

Article 18. Everyone has the right to freedom of thought, conscience and religion; this right includes freedom to change his religion or belief, and freedom, either alone or in community with others and in public or private, to manifest his religion or belief in teaching, practice, worship and observance.

Article 19. Everyone has the right to freedom of opinion and expression; this right includes freedom to hold opinions without interference and to seek, receive and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers.

Article 20. (1) Everyone has the right to freedom of peaceful assembly and association.

(2) No one may be compelled to belong to an association.

Article 21. (1) Everyone has the right to take part in the government of his country, directly or through freely chosen representatives.

(2) Everyone has the right of equal access to public service in his country.

(3) The will of the people shall be the basis of the authority of government; this will shall be expressed in periodic and genuine elections which shall be by universal and equal suffrage and shall be held by secret vote or by equivalent free voting procedures.

Article 22. Everyone, as a member of society, has the right to social security and is entitled to realization, through national effort and international co-operation and in accordance with the organization and resources of each State, of the economic, social and cultural rights indispensable for his dignity and the free development of his personality.

Article 23. (1) Everyone has the right to work, to free choice of employment, to just and favourable conditions of work and to protection against unemployment.

(2) Everyone, without any discrimination, has the right to equal pay for equal work.

(3) Everyone who works has the right to just and favourable remuneration ensuring for himself and his family an existence worthy of human dignity, and supplemented, if necessary, by other means of social protection.

(4) Everyone has the right to form and to join trade unions for the protection of his interests.

Article 24. Everyone has the right to rest and leisure, including reasonable limitation of working hours and periodic holidays with pay.

Article 25. (1) Everyone has the right to a standard of living adequate for the health and well-being of himself and of his family, including food, clothing, housing and medical care and necessary social services, and the right to security in the event of unemployment, sickness, disability, widowhood, old age or other lack of livelihood in circumstances beyond his control.

(2) Motherhood and childhood are entitled to special care and assistance. All children, whether born in or out of wedlock, shall enjoy the same social protection.

Article 26. (1) Everyone has the right to education. Education shall be free, at least in the elementary and fundamental stages. Elementary education shall be compulsory. Technical and professional education shall be made generally available and higher education shall be equally accessible to all on the basis of merit.

(2) Education shall be directed to the full development of the human personality and to the strengthening of respect for human rights and fundamental freedoms. It shall promote understanding, tolerance and friendship among all nations, racial or religious groups, and shall further the activities of the United Nations for the maintenance of peace.

(3) Parents have a prior right to choose the kind of education that shall be given to their children.

Article 27. (1) Everyone has the right freely to participate in the cultural life of the community, to enjoy the arts and to share in scientific advancement and its benefits.

(2) Everyone has the right to the protection of the moral and material interests resulting from any scientific, literary or artistic production of which he is the author.

Article 28. Everyone is entitled to a social and international order in which the rights and freedoms set forth in this Declaration can be fully realized.

Article 29. (1) Everyone has duties to the community in which alone the free and full development of his personality is possible.

(2) In the exercise of his rights and freedoms, everyone shall be subject only to such limitations as are determined by law solely for the purpose of securing due recognition and respect for the rights and freedoms of others and of meeting the just requirements of morality, public order and the general welfare in a democratic society.

(3) These rights and freedoms may in no case be exercised contrary to the purposes and principles of the United Nations.

Article 30. Nothing in this Declaration may be interpreted as implying for any State, group or person any right to engage in any activity or to perform any act aimed at the destruction of any of the rights and freedoms set forth herein.

INSERT 3

THE CANADIAN BILL OF RIGHTS - An Act for the Recognition and Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada enacts as follows:

PART I - Bill of Rights.

1. This Part may be cited as the Canadian Bill of Rights.

2. It is hereby recognized and declared that Canada there have always existed and shall continue to exist the following human rights and fundamental freedoms, namely,

a) the right of the individual to life, liberty, security of the person and enjoyment of property and the right not to be deprived thereof except by due process of law;

b) the right of the individual to protection of the law without discrimination by reason of race, national origin, colour, religion or sex;

c) freedom of religion;

d) freedom of speech;

e) freedom of assembly and association; and

f) freedom of the press.

3. All the Acts of the Parliament of Canada enacted before or after the commencement of this Part, all orders, rules and regulations, thereunder, and all laws in force in Canada or in any part of Canada at the commencement of this Part that are subject to be repealed, abolished or altered by the Parliament of Canada, shall unless it is otherwise expressely stated in any Act of the Parliament of Canada here after enacted, be so construed and applied as not to abrogate, abridge or infringe or to authorize the abrogation, abridgement or infringement of any of the rights or freedoms recognized by this Part, and without limiting the generality of the foregoing, no such Act, order, rule, regulation or law shall be

construed or applied so as to

a) authorize or effect the arbitrary detention, imprisonment of exile of any person;

b) impose or authorize the imposition of torture or cruel, inhuman or degrading treatment of punishment;

c) deprive a person who has been arrested or detained

i) of the right to be informed promptly of the reason for his arrest or detention,

ii) of the right to retain and instruct counsel without delay, or

iii) of the remedy by way of habeas corpus for the determination of the validity of his detention and for his release if the detention is not lawful;

d) authorize a court, tribunal, commission, board or other authority to compel a person to give evidence if he is denied counsel, protection against self crimination or other constitutional safeguards,

e) deprive a person of the right to a fair hearing in accordance with the principles of fundamental justice for the determination of his rights and obligations; or

f) deprive a person of the right to a fair and public hearing by an independent and impartial tribunal for the determination of criminal charge against him.

4. The Minister of Justice shall, in accordance with such regulations as may be prescribed by the Governor in Council, examine every proposed regulations submitted in draft form to the Clerk of the Privy Council pursuant to the Regulations Act and every Bill introduced in the House of Commons, in order to ascertain whether any of the provisions thereof and inconsistent with the purposes and provisions of this Part.

PART II -

5. Nothing in Part I shall be construed to abrogate or abridge any human right or fundamental freedom not enumerated therein that may have existed in Canada at the commencement of this Act.

6. Section 6 of the War Measures Act is repealed and the following substituted therefor:

"6. (1) Sections 3, 4 and 5 shall come into force only upon the issue of a proclamation of the Governor in Council declaring that war, invasion or insurrection, real or apprehended, exists.

(2) A proclamation declaring that war, invasion or insurrection, real or apprehended, exists shall be laid before Parliament forthwith after its issue, or, if Parliament is then not sitting, within the first fifteen days next thereafter that Parliament is sitting.

(3) Where a proclamation has been laid before Parliament pursuant to subsection (2), a notice of motion in either House signed by ten members thereof and made in accordance with the rules of that House within ten days of the day the proclamation was laid before Parliament, praying that the procalmation revoked, shall be debated in that House at the fine convenient opportunity within the four sitting day next after the day the motion in that House was made.

(4) If both Houses of Parliament resolve that the proclamation be revoked, it shall cease to have effect and sections 3, 4 and 5 shall cease to be in force until those sections are again brought into force by a further proclamation but without prejudice to the previous operation of those sections or anything duly done or suffered thereunder or any offence committed, any penalty or forfeiture or punishment incurred.

(5) Any act or thing done or authorized or any order or regulation made under the authority of the Act, shall be deemed not to be an abrogation, abridgement or infringement of any right or freedom recognized by the Canadian Bill of Rights".

# I N S E R T 4

THE TEXT OF THE ENCYCLICAL PACEM IN TERRIS (PEACE ON EARTH) by HIS HOLINESS POPE JOHN XXIII -

Page 15.-

Characteristics of the Present Day

Our age has three distinctive characteristics.

First of all, the working classes have gradually gained ground in economic and public affairs. They began by claiming their rights in the socio-economic sphere. They extended their action then to claims on the political level. And finally they applied themselves to the acquisition of the benefits of a more refined culture. Today, therefore, workers all over the world refuse to be treated as if they were irrational objects without freedom, to be used at the arbitrary disposition of others. They insist that they be always regarded as men with a share in every sector of human society: in the social and economic sphere, in the fields of learning and culture, and in public life.

Secondly, it is obvious to everyone that women are now taking a part in public life. This is happening more rapidly perhaps in nations of Christian civilization and, more slowly but broadly, among peoples who have inherited other traditions or cultures. Since women are becoming ever more conscious of their human dignity, they will not tolerate being treated as mere material instruments, but demand rights befitting a human person both in domestic and in public life.

Finally, the modern world, as compared with the recent past, has taken on an entirely new appearance in the field of social and political life. For since all nations have either achieved or are on the way to achieving independence, there will soon no longer exist a world divided into nations that rule others and nations that are subject to others.

Men all over the world have today - or will soon have - the

rank of citizens in independent nations. No one wants to feel subject to political powers located outside his own country or ethnical group. Thus in very many human beings the inferiority complex which endured for hundreds and thousands of years is disappearing, while in others there is an attenuation and gradual fading of the corresponding superiority complex which had its roots in social-economic privileges, sex or political standing.

On the contrary, the conviction that all men are equal by reason of their natural dignity has been generally accepted. Hence racial discrimination can in no way be justified, at least doctrinally or in theory. And this is of fundamental importance and significance for the formation of human society according to those principles which We have outlined above. For, if a man becomes conscious of his rights, he must become equally aware of his duties. Thus he who possesses certain rights has likewise the duty to claim those rights as marks of his dignity, while all others have the obligation to acknowledge those rights and respect them.

When the relations of human society are expressed in terms of rights and duties, men become conscious of spiritual values and understand the meaning and significance of truth, justice, charity and freedom. They become deeply aware that they belong to this world of values. Moreover, when moved by such concerns, they are brought to a better knowledge of the true God who is personal and transcendent, and thus they make the ties that bind them to God the solid foundations and supreme criterions of their lives, both of that life which they live interiorly in the depths of their own souls and of that in which they are united to other men in society.

Page 31. - <u>The Treatment of Minorities</u>.

Since the 19th century there has been a rather widespread tendency in historical evolution for political communities to equate themselves with national communities. For various reasons, however, it has not always been possible to make geographical boundaries coincide with ethnic ones. This gives rise to the phenomenon of minorities and to the

relative complex problems.

In the first place, it must be made clear that justice is seriously violated by whatever is done to limit the strength and numerical increase of these minority peoples. The injustice is even more serious if such sinful projects are aimed at the very extinction of these groups.

On the other hand, the demands of justice are admirably observed by those civil authorities who promote the natural betterment of those citizens belonging to a smaller ethnic group, particularly when that betterment concerns their language, the development of their natural gifts, their ancestral customs, and their accomplishments and endeavors in the economic order.

It should be noted, however, that these minority groups, either because of a reaction to their present situation or because of their historical difficulties, are often inclined to exalt beyond due measure anything proper to their own people, so as to place them even above human values, as if that which is proper to humanity were to be at the service of that which is proper to the nation.

Reason rather demands that these very people recognize also the advantages that accrue to them from their peculiar circumstances. For instance, no small contribution is made toward the development of their particular talents and spirit by their daily dealings with people who have grown up in a different culture. This, however, will be true only if they will know how to act as a bridge, which facilitates the circulation of life in its various expressions among different traditions or civilizations, and not a zone of discord which can cause great damage and choke natural development.

[redacted]

Estonian Republic - State Gazette Nr. 31/32, February 21, 1925.

THE LAW OF CULTURAL AUTONOMY OF MINORITIES - Nr. 9. Approved by Parliament on February 12th, 1925.

In agreement with Section 21 of the Constitution, the Temporary Institutions of the Cultural Autonomy of Minorities will, until the enforcement of corresponding Law, be arranged as follows:

Paragr. 1. The Institution of Cultural Autonomy of Minorities will be established on the basis foreseen in the Introduction Act of the Law of Self-Government of June 22nd 1917 (Arrangement of Rules and Regulations Nr. 173 of July 28, 1918, Article 953), with the Supplement of Paragraphs 5, 11, 13 and 14; and Paragr. 4 of the above mentioned Law as additional suppl. approved in the Conspect of Land-Council of August 10th 1917 and the Supervisory Law of the Temporary Self-Government of October 11th, 1919. (State Gazette Nr. 8 - 1919).

The Organs of Cultural Autonomy of Minorities performing the tasks within their jurisdiction and subject to the [redacted] Laws on the same basis as the local Self-Governments.

Note: In case of Amendment or change of the above mentioned Law the same will be applied to the corresponding Sections in the Autonomy Law of Minorities.

Paragr. 2. The Cultural Autonomy of Minorities is entitled to use its rights as follows:

a) Organization, Administration and Control of their own Public and Private Schools in the Mother Tongue.

b) Organization of Institutions for the Furtherance of their National Culture and administration of the same.

Note: The Problem of the Minorities' Welfare will be treated in a special Law.

Paragr. 3. The Cultural Autonomy of Minorities entitles them in the Matters mentioned in Paragr. 2 to enact the By-Laws with binding force in accordance with the Supplement of Paragr. 7 of Autonomy Law (Rules and Regulations Nr. 173, Article 953).

Paragr. 4. The Public School System of Minorities will be created by Provinces and Municipalities in agreement with corresponding Minority Autonomy and ratified by the Government of the Republic on the proposal of the Minister of Education.

Should no agreement be reached, the final decision will be made by the Government of the Republic.

The Administration of Public Schools of Minorities functioning at the time of the introduction of the Cultural Autonomy of Minorities will be transferred to the corresponding Cultural Self-Government and the Schools will retain their nature and rights.

On opening new schools or transferring the administration of the existing ones to the Institutions of the Cultural Self-Government of Minorities, the Government of the Republic ratifies the Funds allocated for the Support of the Schools and for various obligations assumed by local Self-Government.

Note: The Public Schools of Minorities which accomodate Students living within the boundaries of several local Governments, may be collectively supported by them. Should no agreement be reached between local Self-Governments, the share for the Counties will be decided by Provincial Government and, when the Provinces and Municipalities are involved, by the Government of the Republic.

(Note: Paragraphs Nr. 5, 9, and 24 are altered and published in the State Gazette Nr. 50 of June 30, 1931. Those paragraphs are presented here in altered form.)

Paragr. 5. The Organs of the Cultural Self-Government are the Minority Council and the Cultural Self-Government, with the Capital of the Republic as their seat.

The Council of any Minority creates in case of necessity Local Curatoria, acting in Provinces and adjoining Municipalities to attend to the local interests.

With the approval of the Government of the Republic one single Local Curatoria may be created, with activities extended to several Provinces, or one Province may be administrated by several Local Curatoria.

Paragr. 6. The basic resources of the Organs of Self-Governments of Minorities are:

a) Statutory State support for the expenditures and obligations connected with the support of public Primary and Secondary Schools.

b) The Funds from Local Governments and additional Obligations connected with the support of Public Primary and Secondary Schools, to the extent and grounds specified by the Law.

c) Revenue from Taxes imposed by the Minority Council on the Members of the Groups in case of necessity to the extent and on the grounds foreseen in the Budget and approved by the Government of the Republic on the Mutual Proposal of the Finance and Education Ministers.

d) Donations, Collections, Trust Funds, Endowments, and Income from possessions or enterprises of the schools themselves.

Paragr. 7. Local Self-Governments are freed from the cultural obligations to the Members of Minority Groups, these being under the present Law transferred to the corresponding Cultural Self-Governments.

Paragr. 8. According to the present Law, the German, Russian, and Swedish Nationalities are acknowledged as Minorities, so are other Groups living on Estonian Territory and numbering not less than 3000 persons.

Paragr. 9. Every Estonian Citizen of the Nationality mentioned in Par. 8 and over 18 years of age, has the right to be put on the National Roll of the Cultural Self-Government of Minorities.

Children under 18 whose parents are registered with the Minority Group, are considered members of the same. If the parents are of different nationalities they can decide the Nationality of their children. In case of disagreement, the children will have the fathers Nationality.

Paragr. 10. Members of Minorities will be removed from the Minority Nation Rolls if:

a) decreased;

b) They renounce Estonian Citizenship;

c) Cease by their own wish to be Members of a Self-Governing Cultural Minority Group.

Note 1. The Members of Minorities who leave the Group for the reasons mentioned in Part b) anc d) are obliged to fulfill their Financial Responsibilities until the End of the Fiscal Year. Voluntary Renouncement of Membership has to be announced in writing half a year in advance.

Note 2. The Cultural Self-Government of a Minority has the right to reject the Applications for Readmittance of the Members mentioned in Part c).

Paragr. 11. Adult Minority Members have the right to vote in all Elections if they are eligible to participate in Elections of the Self-Government's Body of Representatives.

Paragr. 12. The Participation of Minority Members in Cultural Self-Government does not mean their exemption from duties as Citizens and Obligations toward Local Self-Government.

Paragr. 13. When Members of a Minority are compelled to use, or on approval by the Cultural Self-Government, are using the Establishments owned by State or Local Government, on the Premises entrusted to the Establishments of Cultural Self-Governments of Minorities, for which the latter receive Funds for Maintenance and Support, according to Paragr. 6, Part a), b), c), they are obliged to cover the incurred expenses.

Paragr. 14. The Council may be dissolved by the Decision of the Government of the Republic. New Elections will take place within 3 Months from the day of Dissolution. Meanwhile the Administrative Organs of the dissolved Council will continue to perform their duties.

Paragr. 15. The Organs of Minority Self-Government will cease to exist:

a) If its Extinction is approved by the corresponding Minority's Council with two thirds majority of Citizens with voting rights.

b) If Minority Membership decreases below 3000 or if the Number of Adult Citizens on the National Roll has decreased from the confirmed total of Adult Members of the Minority Group in question since the most recent census.

The Discontinuation of Activity will take place according to the Regulations imposed by the Government of the Republic.

Paragr. 16. Minorities deciding to create Self-Government Organs inform the Government of the Republic through their Representatives or Cultural Organizations.

Paragr. 17. In order to carry out the Election of the First Council, the Government of the Republic instructs within two weeks of Reception of the Brief, presented according to Paragr. 16, the Self-Government Institutions in possession of the List of Persons entitled to vote, to compose within one month of Reception of Instruction the List, based on existing information, of Persons in corresponding Minority entitled to vote, including the Individuals desiring to be also listed.

Note 1: The Government of the Republic and Chairman of the Election Committee may dispatch their Representatives to each Institution which composes the Electoral Lists.

Note 2: Taking in Consideration the approximate number of Minority Members in the Countries, the Government of the Republic has the right to transfer the Obligations described in Paragr. 17 from Country Administration to other Self-Governments.

Paragr. 18. Every Minority Group Citizen registered on the Electoral List has the right to cancel his or her name within two months of the day of Disclosure of the List. The Election takes place at the end of this Period. The Uncancelled Names on Electoral Lists are included in National Rolls as provided in Paragr. 9.

Paragr. 19. If on Expiration of the time indicated in Paragr. 18, the Total Number of Adult Citizens of Minority registered according to Paragr. 17, has decreased from the Total Number of Adult Citizens of this Minority Group according to the last Census, the Election will be annulled and the Minority Group may reapply for it after a period of three years.

Paragr. 20. Complaints concerning the Composing of Electoral Lists are to be presented in the same way as the Complaints concerning the Lists of Citizens Qualified to Vote. (Paragr. 24.)

Paragr. 21. For the Announcement of Elections, Surveillance of its Proceedings and Administration, a Committee will be named for every Minority Group which has sent the Brief acc. to Paragr. 16, with Chairman, belonging to the Minority Group, a Judge appointed by the Supreme Court, and one Member appointed by the Government of the Republic. The Name of the Candidate for Chairman shall be presented for approval by the Government of the Republic at the same time as the Brief. (Paragr. 16.)

Paragr. 22. The Membership of the Council is determined by the Government of the Republic on proposal of the above-mentioned Committee. The Total Number shall not be below 20 or above 60.

Paragr. 23. On the Basis of Preliminary Drafts of the Committee, the Government of the Republic ratifies, on the proposal of the Minister of the Interior, the Electoral Rules of Minority Councils, Electoral Districts, and the Number of Members of the First Council of every Electoral District, and organizes the necessary Local Electoral Committees.

Paragr. 24. The Elections for the Council shall be executed in every District on the same basis as the Elections of the Provincial Council. The Council is elected for a Period of four years. Complaints concerning the Elections are submitted in the same way as the Complaints concerning

the Elections of Provincial Council. The Results of the Elections are published in the State Gazette by the Electoral Committee.

Paragr. 25. If less than half of the Citizens of a Minority, with right to vote, participate in Elections, the Council will not be assembled and the Minority Group may after a Period of three years apply for new Elections according to Paragr. 16.

Paragr. 26. If more than 50% of Eligible Voters participate in Election (Paragr. 11), the Chairman of the Committee, within two weeks of the Publication of Election Results, summons the Council, inaugurates it and presides over it until the Election of the Presidium; this terminates the Duties of the Committee.

Paragr. 27. The Council has to determine at first if Cultural Self-Government should be created in accordance with existing Law and Regulations connected with it issued by the Government of the Republic. If the Majority of two-thirds of Eligible Voters decides for creation of Self-Government, the Government of the Republic within two weeks of Reception of corresponding Notice declares the Institution of Self-Governments Activities.

In case the above-mentioned Decision has been made with smaller Majority or Decision has been made against Creation of Self-Government, the Council will be dissolved and the Minority Group may repeat the Procedure described in Paragr. 16 after a Period of three years.

Paragr. 28. The Expenses incurred in connection with Preparation and Maintenance of Electoral Lists of the First Election are covered by the Self-Government in question. The Expenses incurred in connection with Organization and Realization of the First Council will be covered by the State. The Expenses in connection with new Elections or Re-elections shall be covered by the Minority.

Paragr. 29. All the Regulations concerning the Creation (Formation, Establishment) of Cultural Self-Government Organs will be published by the Government of the Republic within four months from the enforcement of the present Law.

Paragr. 30. In connection with the Creation of the above-mentioned Organs of Minority Self-Government, the Government of the Republic issues Regulations for the Preparation of Lists of Members, the Execution of appropriate Laws for basic Principles of Self-Government Organs, and for the Supervision of their Activities. If deemed necessary, those Regulations will be issued separately for every Minority Group.

Paragr. 31. The Government of the Republic has the right according to this Law to arrange also Cultural Self-Government for Citizens of Estonian origin in Districts where the Minority Groups are in majority.

The Original signed by Vice-Chairman of the Parliament: M. Martna.

Vice-Secretary of the Parliament: J. Piiskar.

INSERT 6

# BRIEF

on

Radio, Television and Films

in

CANADA

Presented by the official representatives

of the ethnic groups in Canada

OTTAWA, 1962

Brief on Radio, Television and Film in Canada

INDEX


page

Preamble . . . . . 1

Chapter 1. - Official Policy Directed Towards the Integration of the Ethnic Groups in Canada . . . . . 33

Chapter 2. - The Public Sector of Radio and Television Broadcasting Belongs to all Canadian Citizens and Taxpayers . . . 5

Chapter 3. - Adaptation of Radio and Television Programs in the Public Sector to the Needs of the Ethnic Groups . . . . . 8

Chapter 4. - Adaptation of Radio and Television Programs in the Private Sector to the Needs of the Ethnic Groups . . . . 11

Chapter 5. - Adaptation of National Film Board Activities to the Needs of the Ethnic Groups . . . . . 13

Chapter 6. - Board of Broadcast Governors . . . . . 15

Chapter 7. - The Ethnic Groups Subscribe to the Fundamental Principles of Canadian Broadcasting . . . . . 16

Chapter 8. - Concrete Plan of the Ethnic Groups in their Participation in Radio, Television and Film Industry of Canada . . . . . 18

General Points . . . . . .
A. Key Positions . . . . . .
B. Main Phases of the Plan . . . . . .
C. Budgetary Questions . . . . . .

Chapter 9. - A Royal Commission on Public Radio and Television Broadcasting in Canada . . . . . 22

Conslusions . . . . . 23

# Preamble

A group of Canadian - Poles,

The Ukrainian Canadian Committee,

A group of German-Canadian Associations,

A group of Italian-Canadian Associations,

The national committees of Estonians, Hungarians, Lithuanians, Netherlanders, Portuguese, Rumanians, Slovaks

in Canada, respectfully submit for the attention of the Prime Minister of Canada, members of the Federal Government, Senators, Members of the House of Commons, the Canada Council, the Board of Broadcast Governors, the Canadian Broadcasting Corporation, the National Film Board and the Association of private radio and television broadcasters, the following brief:

There live in Canada, in a total population of more than 18 millions, more than four million citizens who belong to the minority ethnic groups, and who are commonly though incorrectly called New Canadians. This is an improper term because it refers to citizens possessing the same individual rights under the law, either through naturalization or by birth - as their fellow citizens of English or French origin.

These four million Canadians have found their true country in the free land that is Canada. They widely enjoy the privileges granted by law, they are jealous of their civil liberties, but at the same time they assume and are ready to assume at all times all the duties flowing from their citizenship, their patriotism and their deep attachment to the Canadian nation. These Canadians have cleared the prairie lands, they have sown the pure gold that gives the prairies their beauty and glory, they have helped transform the Niagara peninsula into a fragrant orchard, they have built from scratch magnificent ranches, they have contributed in the discovery and exploitation of our underground wealth, they have worked hard in the building of roads and railways, they have founded industries, developed commerce, and given their country scholars, specialists and professionals, they have helped raise the standards of teaching and education, they have helped found and develop many Canadian towns and cities. These Canadians pay taxes to the federal, provincial and municipal governments of Canada; in war time they have served - proportionately more than the other Canadians - and are always ready to serve in the vanguard of danger to protect a great, free, and independent Canadian nation.

When these Canadians come to Canada, they found a Confederation built upon an agreement between the two founding groups - the Anglo-Saxon and the French. They were happy to come to a free country where, for the common good, there coexisted two great and noble cultures, two glorious historical traditions, two languages - which are the languages of universal civilizations.

These Canadians have grown their roots in Canada. They have adopted both the official languages, or at least one of the two. They have made the two cultures their own, while keeping and enriching their own national cultures. They have been able to develop in a quite unique climate of liberty and respect for human dignity.

These Canadians did not come to Canada with empty hands, and they have the legitimate desire to share what they have with other Canadians. They wish indeed, to enrich their country with their own spiritual values, their own precious national traditions, their culture and experience, which already in the past made for the greatness and glory of old Europe.

These Canadians see Canada - bi-cultural, bilingual, but basically multi ethnic - as something of a magic garden, in which each flower can bloom in harmony, so as to make of this country the most fertile ground for human collaboration. They hope with all their heart that Canada could realize this extraordinary destiny, uniquely hers, which has been dictated by a combination of migrations and traditional generosity. This extraordinary destiny, however, can only be fulfilled by a continuing collaboration of all the citizens of the Confederation, Anglo-Saxon, French and Canadians of all other origins.

The existence of over four million Canadians of non-British or French origin poses a number of problems. There are a great number of obstacles to their natural integration. Often enough their attempts to contribute something from their national traditions is hindered by the misunderstanding or fear of their Anglo-French co-citizens. On the other hand, there is the danger that too rigid and narrow a conservation of national characteristics will keep certain groups apart from the main flow of Canadian life and create artificial ghettos. The difficulties some of the newcomers experience in adapting themselves to Canadian life are compounded by the problems created by their relations with their own Canadian born children.

Dialogue between these four million Canadians and their Anglo-French fellow citizens is never very easy. The former are not always properly informed about Canadian problems, and the latter are sometimes totally ignorant about the origin and worth of these people whom they nevertheless invited, through their government, to share a Canadian life.

This situation, however, is paradoxical in a century in which so many of the means of mass communication are in the hands of public authorities, of private interests, and available to the mass of people who are ever more eager to know, to learn, and to understand.

So it is that the representatives of the undersigned, who represent the vast majority of Canadians of Dutch, Estonian, German, Hungarian, Polish, Portuguese, Rumanian, Slovak and Ukrainian extraction request that in the very interests of Canada as well as the ethnic groups, there be created a system in which they can fully participate in the activities of the public and private organs of Radio, Television and Film. This brief has been prepared to demonstrate the need for such a contribution by the ethnic groups to Canadian life, and to specify the terms of such a participation in Radio, Television and Films.

## Chapter 1.

## Official Policy Directed Towards the Integration of the Ethnic Groups with Canadian Life

In their many statements to ethnic groups over the years, two Canadian Prime Ministers, Mr. John Diefenbaker and Mr. Louis St. Laurent, and the late Governor-General of Canada, Lord Tweedsmuir said this is substance: "Be yourselves, and you will be good Canadians". In putting it this way, these distinguished statesmen perhaps wanted to point out their distaste for those who wished to deny their ancestry; above all, however, it seems that they were encouraging all those who would develop their national qualities so as to contribute to Canada not only the fruit of their labors but also the fruit of their spirit and traditions.

Those two distinguished Canadians who were first to become their country's Governors-General, Mr. Vincent Massey and Mr. George Vanier have also underlined the equality before the law of all Canadians, whatever their origin.

All Canadian parties, federal and provincial, subscribe to this view, as in the past year they have stressed over and again. It is enough to recall statements by Mr. Paul Martin in Windsor, Mr. Lester Pearson in Toronto, Mr. T.D. Douglas in Ottawa, and Mr. R.N. Thompson, also in Ottawa. The views of Prime Minister Diefenbaker are similar and they also express clearly the official government attitude. In a speech given in Winnipeg the Prime Minister stated:

"I liken Canada to a garden...A mosaic is a static thing with each element separate and divided from others. Canada is not that kind of a country. Neither is it a 'melting-pot' in which the individuality of each element is destroyed in order to produce a new and totally different element. It is rather a garden into which have been transplanted the hardiest and brightest flowers from many lands, each retaining in its new environment the best of the qualities for which it was loved and prized in its native land."

And then, expressing the official attitude of French Canada, as a member of the Province of Quebec government, Mr. Georges-Emile Lapalme, Attorney-General and Minister for Cultural Affairs, stated the following in Montreal, in January, 1962:

"If French Canadians have persisted in keeping their traditions, then they could hardly do otherwise than to ask the minorities to keep theirs, and their language ... French Canadians have been reproached for closing themselves within their boundaries" the Attorney-General continued, in his speech to one of the ethnic groups. "Well, I invite you to mingle even more with the Quebec population; you are welcome. In keeping your traditions, you will be at the same time perfect Canadians."

Commenting on this speech by Mr. Lapalme, an editorial writer for America's greatest French language paper, Mr. Alfred Ayotte, wrote: "In the past, we have kept too much apart from New Canadians; today, we have a long time and a long road to make up!".

Distinguished Canadians such as Dr. Watson Kirkonell, Dr. Wilder Penfield, Dr. G. W. Simpson, Dr. P. H. Thorlakson, have often spoken in the same way. Once again we will quote, now from the inaugural address made by a judge of the Citizenship Court, following the distribution of certificates to new Canadian citizens:

"This nation has been enriched by the loyalty and sacrifice of persons who have come from many lands and traditions. To each, this nation has given a chance to live and grow and share in the common wealth. From each, Canada has accepted the gifts of different cultures and made them into an enduring heritage. From sea to sea, this rich inheritance is yours, as it is mine, because we are Canadians".

Coming from Canadians who are leaders in their fields, these statements constitute a basic doctrine aiming at the creation or unity through diversity. It is a marvellous program, rich in its consequences, and the Canadian ethnic groups have accepted it with enthusiasm. Against the policy of the American melting pot, which is even weakening in the United States to judge from recent statements in Washington, Canada has happily adopted the more profitable policy of national integration.

In everyday life, in the economic and labour fields, the ethnic groups have become totally integrated; but we cannot acknowledge the same of Canadian social and cultural life, where integration has been far slower and much more difficult.

Given Canada's population of 18 millions, and the fact that the problem of integration concerns nearly a quarter of this figure, it will be readily seen that we have here a problem of national scope which no Canadian can afford to ignore.

This being so, generalities will no longer do. The ethnic groups will not be the playthings of rival political parties. Human problems must be dealt with on the human level. To resolve the problem of spiritual and cultural integration there must be wide debate and discussion.

Radio, Television and the Firm are the modern means of mass communication; it is these organs which must be used as platforms for discussion, as vehicles for exchanges that are essential to the unification of the Canadian people.

As the Prime Minister has said: "History will judge each nation according to the efforts it will have made to eradicate all injustices and all discrimination in the relations between human beings, as much between fellow citizens as with foreigners".

5..

## Chapter 2.

## The Public Sector of Radio and Television Broadcasting Belongs to all Canadian Citizens and Tax-payers

First of all, contact between Canadian citizens of all origins must be made by means of public radio and television broadcasting, that is through the Canadian Broadcasting Corporation. The CBC is, indeed, a Crown Corporation, and as such belongs to all citizens and tax payers. It is, then, wholly fair and reasonable to claim that the CBC must also serve the interests of the ethnic quarter of the Canadian population by exclusive means, of course, of the two official languages.

The Canadian Broadcasting Corporation currently operates six radio and television networks:

Two English Radio networks (soon to be merged),
One French Radio network,
One English Television network,
One French Television network,
One English-French FM Radio network,
as well as the private local affiliated stations.

According to the rules layed down by the Board Broadcast Governors, programs in the public sector must be 55% Canadian in content, and must address themselves to the whole body of listeners and viewers.

The President of the Canadian Broadcasting Corporation, Mr. Alphonse Ouimet, has on several occasions explained the principle that while the totality of Corporation programming must be directed to all listeners and viewers, naturally each individual broadcast is directed towards only a certain portion of the public. This is certainly a perfectly logical maxim since the whole population does not belong to one social group, does not share the same opinions, the same intellectual levels or have the same tastes and interests. Hence the diversity of transmissions which in general are carefully prepared, and adequately adapted to the mentality of Canadian of Anglo-Saxon and French origin.

However, the interests and preoccupations of almost a quarter of Canada's population are almost totally ignored by the C. B. C. program organizers. Arguments to support this unconcern can be summed up in the following way:

1. All cultural broadcasts (music, dance, plays and conferences); almost all educational programs (for children, youth and adults); all entertainment (variety shows, movies and sports); anything concerning information; all these have so universal a character that they are directed to the whole listening public and not to any particular sector of it.

In this area, it is said, the interests of the ethnic groups coincide exactly with all others.

2. Ethnic groups are divided into so many individual nationalities that any program devoted to one of them would reach only a fractional portion of the listening public.

3. Ethnic groups, most of them from old Europe, are wracked by controversial problems which, if touched on in radio or television broadcasts would likely provoke unnecessary and damaging quarrels harming not only peace in the country but the interests of the C. B. C. as well.

4. Finally, members of the ethnic groups, who are actual or potential Canadian citizens, should not dwell with the past but turn resolutely towards the future, and occupy themselves exclusively with purely Canadian problems, rather than the problems of their own national ghetto.

So, according to this argument, listeners and viewers from an ethnic group should content themselves with a passive absorption of Canada, to live in tune with the times and their new country.

On first sight, these arguments appear to be perfectly pertinent, but a closer analysis will show them to be specious.

First of all, they go against the very provisions and declarations of the Board of Broadcast Governors and the President of the C. B. C., since the programs prepared by this Crown Corporation totally ignore the immediate interests of a quarter of the Canadian population.

Neither do these arguments correspond with the doctrine of natural integration within the Canadian state, since the delicate business of developing coexistence between the ethnic groups with one or both of the founding groups of Confederation should not be a one way affair. Indeed, to feel truly at home in this country, the candidate for integration needs as must to receive as to give.

As we have already said, the immigrant who establishes himself in Canada, does not come with empty hands. He has a country of origin, and he belongs to an ethnic community that is sharply defined. So he brings with himself not only his knowledge, his capacity to work and sometimes his capital, but also a cultural tradition which in many cases is of priceless value to his new country. Should Canada reject this contribution, or remain perfectly indifferent to it, then the immigrant will tend to turn on himself and live in a vacuum to no profit either to himself or to society in general.

The Canadian coming from a non-British or French country has to face a mass of problems springing from adaptation to his environment, including above all the question of education and the consequent problem of maintaining family cohesion. In all fairness, his Anglo-Saxon and French fellow citizens can hardly impose on him a ready made solution without having even tried to take stock of his grievances.

A recent arrival, when he adapts quickly, may well want to marry into an English or French Canadian family - and this is quite frequent. Then again, on the level of schools or work, the minority group Canadian is not isolated from his Anglo-French fellow citizens. Friendships are made and fruitful exchanges are established on the personal and human level. So the number of Canadians interested in the ethnic groups must be close to half the population.

This being the case, the arguments invoked above excluding the ethnic groups in radio and television programming fall to the ground.

In the area of broadcasts of a universal character, much more could be done in music, literature, the arts, theatre and variety shows to give a wider view of the contributions and activities of the ethnic groups. Even in sports more attention could be given to the achievements of new Canadian teams, or to the extraordinary integration of certain ethnic athletes in some of the great national sports. Finally in the area of general information, more attention could be given to the activities of ethnic groups, and to events in their countries or origin; at the same time radio-television panels and programs of comment could certainly reflect from time to time the opinions of Canadians on national and international questions which concern them particularly deeply and directly.

The problem posed by the scattered nature of the ethnic groups boils down to a simple choice. It is evident that the C. B. C. should firmly put aside any material dealing with demonstrations or events concerning ethnic groups that occur on a purely local level, just as C. B. C. programs ignore Anglo-French activities taking place before small crowds in small localities.

As for the notion that broadcasts concerning ethnic groups could provoke controversies damaging to public peace, we have here an argument that cannot stand up; it could be just as easy to set groups of Anglo-French listeners against each other by broadcasting tendentious material on historical or religious subjects or in reporting on current events. And then again, the world knows that there are useful controversies which are mentally and emotionally stimulating, and which certainly lead to a development of cultural values; there are also useless controversies which would without purpose or spitefully hurt the national pride of an ethnic group, and harm individuals belonging to such a group.

The last argument concerning the tendency of new citizens to turn back to the past is no stronger. It is surely quite natural that a human being should go through a period of self-examination - whether personal or national - before settling down to living in the present and tackling the future. Neither of the two Canadian founding groups can escape this rule; what is good for them must be even better for their fellow citizens from other origins. It can be noted again that all Canadians, whatever their origin, can only profit from sharing their rich historical experience.

So to sum up, the fact that the C. B. C. ignores the interest of a quarter - and sometimes even a half - of the Canadian population, with only a few rare episodic broadcasts goes not only against official stated policy, but also against the logic of life itself.

Canadians belonging to ethnic groups are citizens apart, they pay their taxes like everyone else, and they feel that their claims should be taken into consideration particularly in the case of the public sector of radio and television broadcasting, which depends for its existence on public moneys.

## Chapter 3.

## Adaptation of Radio and Television Programmes in the Public Sector to the Needs of the Ethnic Groups

The considerations contained in the previous chapter lead us now to face the need for including in C. B. C. English and French network programming broadcasts that take account of the existence and needs of the Canadian ethnic groups and which would encourage contacts and cultural exchanges between all Canadian citizens.

This is an imperative for Canada. However odd it may seem, cultural exchanges with foreign countries are carried on easily, whereas within Canada there is no cultural cohesion and the ethnic groups remain foreign or even hostile to each other.

If in certain cases we can look forward to completely special programs devoted to the ethnic groups, a spirit of enlightened Canadianism would require them to be a reflection of Canadian life in its entirety, never detached from a general cultural context, and always designed to evoke an essentially human interest.

The adaptation of C. B. C. programs to the needs of a quarter of the Canadian population should not be understood to mean any upheaval in the present system. It is rather a question of extending, rationalizing and enriching programming along the following lines.

1. The Area of General Culture - In the general cultural programs of the C. B. C., an important place should be given to the music, literature, history, theatre, and art of the peoples who provided Canada with the immigrants who formed the present ethnic groups. Thus an innense source of new ideas would be at the disposal of program planners. Such programs would also help raise the prestige of the ethnic groups, permitting them to show something of their true character to their Anglo-French fellow citizens.

In many cases the spiritual treasures of the ethnic groups are badly or not at all known; programs designed to reflect them would be revelations which would at the same time enrich the cultural heritage of Canada as a whole. There is absolutely no good reason limiting theatrical programs, for example. to the works of Dostoievsky, Checkov, or Pirandello, when there are hundreds of classics and authors of great merit, German, Spanish, Hungarian, Italian, Polish, Rumanian, Russian, Scandinavian, Czech and Ukranian, that remain wholly unknown. It is the same in the realm of music, art, and literature. And why not at the same time raise the horizons of the Canadian people by designing radio and television programs on the history of culture, devoted to the minority groups of Canada who are not foreigners but Canadians? We have here an inexhaustible fund of subjects. In this way Canada could become the first country in the world to fulfill a grandiose program of human collaboration and understanding, based on a truly universal culture. Canadian broadcasting would thus differ radically from that of our American neighbors. The danger of Americanisation would be greatly lessened by such a forward looking and progressive policy.

2. Every-day Life - Canadians from the ethnic groups live the same day-to-day life as other Canadians. They participate in all the same activities, they have an important place in the labor world, in business and finance; they play their role in the running of industry and trade, in Canadian political, economic and social life. Their children attend primary and secondary schools, technical institutions and universities. So, in all its levels, they live the life of Canada. Consequently their problems, even when they are sometimes special ones, are problems of the Canadian community in general. So these Canadians should play an ever greater part in public affairs broadcasts devoted to current Canadian problems. To resolve their many problems, they should be known to the general public. Their opinions on the great problems of international affairs should be considered - because they are based on a real, and often unhappy, experience. True democracy should always adjust itself so that all groups of citizens should at all times be able to give voice to their thoughts. The Canadian minorities will not become true partners in everyday life if they are excluded. At the same time, listening to them does not mean adopting their point of view. Canada being a free country, the rights of the majority remain inalienable, so long, that is, as the minority retains its right to make its objections.

3. Educational broadcasts for children and youth - Special attention has to be given to the working out of programs for children and adolescents. Indeed it is a question of inculcating a real sense of collaboration between men and peoples, while entertaining them. This applies to all young Canadians whatever their origin. For children of the minority groups, it is a question of reinforcing a feeling of pride for the country of origin of their parents, which would help strengthen family ties. Stories, legends, heroic tales drawn from the great heritage of the ethnic groups could be marvellous subjects for all the youth of the country. Care should also be taken that this type of program never becomes propaganda for regimes condemned by the vast majority of the Canadian population. These programs should be positive, educational; they should avoid all political controversy which children would have difficulty in interpreting.

4. The Canada of tomorrow - Canada is still evolving; it is a country still searching for itself, still forming itself. Many radio and television programs are devoted to these thorny questions. But how can we sincerely hope to find the answers by excluding the voice of a quarter of the Canadian population.

5. Publicizing information about Canada - In the context of world history Canada remains a young country. It is relatively unknown abroad, and it is just as unknown to its own people. Special programs should be devoted by the CBC to what is in fact a pressing current problem. These programs would profit not only the newer Canadians but also those who have been in Canada for several generations. General history, political history, the history of our institutions, our geography, and potential natural wealth: all these subjects should be methodically presented over the national radio and television networks.

6. Special programs for the ethnic groups - C. B. C. programming should also envisage two or three half-hour weekly programs on all the networks directly to the ethnic groups as such. These programs should contain news, comment and even variety shown concerning the minorities. This would stimulate the minorities and encourage them to participate more directly in CBC broadcasts.

So it is that there is a great need to undertake a deep reform in C. B. C. programming so as to bring into active participation in the life of Canada a quarter of its population which up to now has been ignored or even deliberately kept aside.

## Chapter 4.

## Adaptation of Radio and Television Programmes in the Private Sector to the Needs of the Ethnic Groups

The private sector of Canadian radio and television is operated by a considerable number of private companies, grouped together in the Canadian Association of Broadcasters, under the control of the Board of Broadcast Governors. The latter issues licenses to the private stations and makes rules and recommendations on program content. Here again the aim is 55% of Canadian content.

The private stations depend to a great extent on the normal Canadian market, that is to say, on the law of demand and supply, as much in the choice of programs as in their business relations with the advertisers. The latter, to be sure, have their word to say since they require, according to the products advertised, such and such a program. Hence the importance of surveys of listening habits and the classification of listeners according to age, sex, occupation and even nationality.

This being so programming of private broadcasters must still satisfy the requirements layed down by the Board of Broadcast Governors. So, despite the fact that these stations depend on the local market, they cannot repudiate their responsibility to provide a public service. Hence, they must adapt their programs in such a way as to give satisfaction to the population they serve.

Now it is a fact that private broadcasters, like the public system, have so it seems ignored the existence of the minority groups, and this even in localities and regions in which these groups are in the majority.

Consequently it is perfectly logical that the reforms suggested in the previous chapters for the CBC be studied and considered by the owners of the private stations. The latter could even extend the scope of the recommendations by preparing programs reflecting the purely local activities of the ethnic groups.

The views put forward in this brief should also be considered by the advertising officials of the large corporations which sponsor programs in both the private sector and in the C. B. C.

It should be recalled that members of the ethnic groups are far from being economically weak. They are consumers like other Canadians. Most ethnic group families have a house and car, and most have a good credit record. Most of them buy the same food and other household products as other Canadians; they buy the same clothes, use the same services, and amuse and develop themselves in the same way.

The large Canadian companies which place German, Italian, Polish or Ukranian language advertisements in English or French language papers do so for a good reason. It would be perfectly logical to extend this policy and adapt it to radio and television; they could do so by sponsoring these programs which try to promote among the ethnic groups a more enlightened Canadianism, which will lead them towards a greater involvement in the daily life of the country.

Owners of the private stations should consider this special market and adapt their programs accordingly.

Here again, as in the great majority of cases, only the two official languages should be used in these programs.

Still, in this matter of the use of ethnic group languages to recall that the Board of Broadcast Governors took a decision in January, 1962 which envisaged the granting of special licenses for broadcasting in foreign languages by private stations located in areas in which ethnic groups had a population of 150 to 200 thousand persons.

By virtue of this decision, a multi-lingual radio station will soon be opened in Montreal. Another will probably be set up soon in Toronto, as well as stations in the Canadian west, conforming to B. B.G. regulations.

This new policy will certainly give satisfaction to the ethnic groups which would like to hear their own languages in this country. This policy also ties in with a growing tendency, and excellent one too, to take advantage of the linguistic reserves in Canada. It would allow the newly arrived immigrant, who may understand no French or English, to pass over more easily the early steps of adaptation.

This development will, when all is said and done, facilitate the integration of the immigrant in his environment, and for this alone deserves high praise.

However, the decision of the Board of Broadcast Governors does not solve the problem of cultural exchange and contacts, which can only be carried out in the two languages of the majority of the population. The solution of this problem remains the basic condition for the successful integration of the minority groups in Canadian life.

It is to facilitate this aim that we have made our recommendations to the private stations and sponsors. In carrying them out they have a madnificently wide opportunity, and difficult task to fulfill, but one which will give them the satisfaction of helping build a greater nation.

## Chapter 5.

## Adaptation of National Film Board Activities to the Needs of the Ethnic Groups

In a brief devoted to the participation of the ethnic groups in the work of radio and television, it is impossible to omit the question of the state film industry.

The National Film Board (NFB) has as its main task the production of films to be screened throughout the country in movie theatres, religious, social and school auditoriums as well as for television; these films are exported as well and they become, whether presented in foreign theatres or television, witnesses to the Canada of today.

The NFB's films reflect all aspects of the country and the life that is lived in it; they reflect the development of industry, trade, science, art and culture in Canada; they are a faithful record of great national and international current events for future generations; they are documentaries on different parts of the world as seen by Canadians.

The National Film Board, as a publicly owned organization, belongs to all Canadian citizens and tax payers.

To take up the arguments already put forward in the preceeding chapters of this brief, we believe it to be fair and logical that Canadians belonging to the ethnic groups should not be excluded from the activities and production of the NFB.

In as much as the programming is similar to the C. B. C.'s, the suggestions made in the preceeding chapters apply as well to the NFB, which would not fail to profit from the inventive talents, traditions and experience of competent persons belonging to the ethnic groups.

Film production has a more durable nature than radio and television production. Film libraries are established, since like the book, the disk and the magnetic tape, film is a precious record of our times.

It would be a pity if the minority groups, who are making a contribution enriching Canadian life and culture, should be kept to one side in the matter of film production. Without their participation, the picture of Canada today can only be imperfect and false.

It should certainly be recognized the NFB has already produced a number of films devoted to the ethnic groups. Some of these films have been interesting successes. Their fault is a tendency to linger on the folklore, the exotic and curious side of the minorities.

The latter, however, are something else; they would want their memories of their beginnings in Canada to have to do with the work, the daily life, to the trials and joys which marked the early days of their settling in Canada. These minorities would want film also to open up the necessary dialogue with their fellow ditizens; they would want film to be a witness to their active contribution in the building of the Canada of tomorrow.

14..

Through film, the ethnic groups want to be presented to the world as Canadians, proud of their origins but proud also of their new country, which is a magnificent example of human solidarity and cooporation.

## Chapter 6.

## The Board of Broadcast Governors

The Board of Broadcast Governors is the supreme governing body of Canadian Radio and Television, both public and private.

This body, established by the broadcasting act, sets general program policy, enacts the regulations, issues broadcast permits, settles disputes and oversees the strict carrying out of the principles and articles of the law.

It is an independent body, free from government control, which serves no party, no economic, national, social or religious group; it is, in the realm of radio and television, a court and a legislature.

This body is nevertheless one that represents the great Canadian family. As such, it is strange that about a quarter of the population is without representation on this body which is of such great importance to the spiritual and cultural development of Canada. And still such representatives, while remaining as independent and free as the other governors, would have the required knowledge and necessary experience to help give Canadian radio and television a truly pan-Canadian character.

We are quite aware of the fact that it will not be easy to promote this pan-Canadian view. There are a number of obstacles, and they will have to be smoothed over, constructive solutions will have to be found to put in effect the doctrine of "unity in diversity" which was discussed in Chapter 1 of this brief.

The presence of representatives of the ethnic groups in the Board of Broadcast Governors will not only be valuable but also indispensable. These representatives should be chosen from among persons known for their objectivity, their humanity, and their capacity to rise above selfish and narrow interests of their own minority group.

## Chapter 7

## The Ethnic Groups Subscribe to the Fundamental Principles of Canadian Broadcasting

In most countries belonging to the British Commonwealth, official broadcasting is objective, impartial, prudent and completely free from political parties as well as economic, national, social or religious groupings. In its wisdon, the Canadian people have completely taken over these basic principles.

In theory, these principles govern the whole public sector of Canadian broadcasting. The C. B. C. observes the rule of balance, and gives the established political parties and large groups 'equal time' and fair treatment.

As a corollary to these principles, the parties and other groupings exercise no kind of influence or pressure on the Crown Corporation, appealing disputes and problems of competition to the Board of Broadcast Governors for arbitration.

The administration of the CBC submits itself to the broadcasting act and to the general directives of the BBG in determining its program policy. Finally, the CBC is responsible to the whole of the Canadian people, and consequently to its legal representatives, the Parliament of Canada.

In practice, this ideal system does not always work out ideally. This failure is a function of the weaknesses of those charged with carrying out their duties, a function of their own particular tendencies; but the system is, nevertheless, a brake and a safeguard protecting public broadcasting from all sorts of pitfalls.

The ethnic groups attach considerable importance to the maintenance of the fundamental principles of independence, impartiality, objectivity and prudence governing Canadian radio and television broadcasting.

First of all they believe that these principles justify their claims. For how is it possible for radio and television broadcasting to conserve its independence, its objectivity, its impartiality and its prudence if a quarter of the total population of the country is completely excluded from the factors to be placed in balance ?

The ethnic groups believe also that the broadcasting principles make it possible to avoid many misunderstandings and no fewer conflicts. Indeed, the very existence of these principles provide an opportunity to refute in advance any major objections which will certainly be raised against the participation of ethnic groups by their adversaries.

17..

The first objection - which we have already noted, concerns the possibility of conflicts provoked by differing opinions or by the raising of old controversies which divided the old countries of the parents or ancestors of established minority Canadians. However, the strict observance of the above mentioned principles would completely rule out the hatching of such conflicts. As for the second objection, we have to do here with possible pressures exercised by certain bodies on the internal affairs of the Corporation. Here again, the principles laid down would intervene to protect the Crown Corporation from outside influences, be they good or evil.

The ethnic groups subscribe wholeheartedly to these broadcast principles. Their undersigned representatives are not the least interested in upsetting the existing system of radio and television. They simply ask that justice be done, and that a quarter of the Canadian population be associated to the life and development of radiobroadcasting.

The ethnic representatives are resolved that the suggested broadcasts, like those that already are put on the air, be protected by the wisdom of a system which has already shown its worth.

Chapter 8.

## Concrete Plan of the Ethnic Groups on their Participation in Radio, Television and Film Industry of Canada

### - General Points -

The undersigned representatives of the Canadian minority groups claim the part is theirs in the work of radio and television broadcasting and in the National Film Board.

The participation in the expansion of an essential area of our national life should not be merely a passive one. By this we mean that the ethnic groups should not merely be an object of concern by broadcasters and the NFB. They should, indeed, be called to take part in the responsibilities, the working out and production of programs.

A concrete plan should be established. It can be gradually applied, but it must clearly associate a quarter of the country's population to the work of radio and television broadcasting and the National Film Board.

### A. Key Positions.

In the first place, the undersigned representatives of the ethnic groups believe it their duty to claim key positions for their groups. They do not expect to succeed in their objectives by outside pressures on a broadcasting system and a film board that are independent by definition. It is in participating within the system that they hope to extend and improve it.

Citizens belonging to the minorities are citizens with full rights like other Canadians, who can and should occupy responsible positions controlling official broadcasting and film making in Canada. It is in the controlling bodies themselves that decisions have to be taken to lead the ethnic groups to take an active part in the programs mentioned in the preceeding chapters of this brief.

Hence, the first concrete measure that could be taken by the authorities would be to name personalities belonging to the ethnic groups to the Board of Broadcast Governors, to the administration of the Canadian Broadcasting Corporation and to the administration of the National Film Board.

Board of Broadcast Governors - Three new Governors should be associated with the work of this body, according, for instance, to the following divisions: a member each from German, Latin and Slav groups.

Their presence in the BBG would enlarge the view of this supreme broadcast body. Their advice would be invaluable in establishing a policy of general programming, for the working out of regulations relating to the interests of the whole population of the country and for the issuing of licenses to private stations. They would also have the necessary competence to defind the standards to be observed by the private stations serving ethnic groups.

Board of Directors of the Canadian Broadcasting Corporation - At least two representatives of the ethnic groups should be represented as directors of the CBC. The Crown Corporation is a creature of Canadian taxpayers, and it is quite natural the minorities should also have their say in an area concerning the use of public moneys.

Administration of the Canadian Broadcasting Corporation - Two persons from the ethnic groups should take part in the running of the CBC. The first, with the title of vice-president and director, should direct the general programming concerning the minority groups, carry out such programming over one or the other of the two language networks, English or French, and to supervise the services created by the new policy. The second, a director only, should carry out the programming in the other language network and supervise the new service.

These two directors should be chosen from among persons competent to discharge their duties. It is a question here of two key positions required to put in effect plans proposed by the undersigned representatives of the ethnic groups.

These directors will first have to find a middle ground in coordinating the needs of the minorities with the requirements of the majority. They will have to recruit and supervise new compenent and specialized personnel and inform certain already existing services about the presentation of programs directly or indirectly concerning the ethnic groups.

The basic task of these directors would be to direct the dialogue and guide the exchanges between the minority groups and their fellow citizens from the two founding people of Canada.

Administration of the National Film Board - Finally, two directors belonging to the minority groups should also be appointed to the administration of the National Film Board. Their functions would generally resemble those outlined in the preceeding paragraph.

## B. Main Phases of the Plan

The progressive application of the plan proposed by the undersigned representatives of the ethnic groups would require an increase in personnel. This would call for a detailed special study which is beyond the scope of this brief. This brief will simply give a cursory view of the problem.

In the first step of putting the plan into effect, programs devoted to the minorities, concerned with cultural exchanges and finally those concerned with beginning a dialogue with the majority groups, can be

produced completely within the context of present programming and with the present personnel of the CBC, without any additions to staff other than supervisors familiar with ethnic problems in Canada.

In the second step, special producers attached to existing services could be appointed, particularly those to be concerned with radio and television theatre and musical and educational programs.

In the third step, new autonomous services would be created for the ethnic groups for each language network. These services would naturally collaborate with existing ones.

In this last phase of implementing the plan, there will be a call on the artistic resources of the minorities, to encourage the formation of authentic Canadian artists of ethnic origin.

Naturally, the participation of the ethnic groups should not be limited only to the production of programs. The minority elements should play a part in the general services of the CBC, such as the administrative, commercial, information services, etc.

At the same time on no account should there be water-tight compartments as between the services. It would be desirable for English and French Canadians to participate in the broadcasts directed towards the ethnic groups, just as it would be desirable for neo-Canadian producers to participate in programs for the general public. Indeed it is only on this condition that the cultural exchanges and the dialogue sought after will be able to fulfill their objective of a Canada which is harmoniously united in its diversity.

We should mention in passing that the International Service of the CBC could contribute competent and truly invaluable personnel for carrying out such a service.

The same scheme could be applied in the same way in the National Film Board.

C. Budgetary Questions

The undersigned representatives of the ethnic groups are perfectly aware that the implementation of this plan would lead to greater, perhaps even considerable expenses. On this matter, the brief has raised only a matter of principle, since only specialists in financial matters could determine an approximate estimate and give the necessary details in a special study devoted to this subject.

The ethnic groups, who represent about a quarter of Canadian taxpayers, believe that the budget for broadcasting and the National Film Board should take account of their claims.

Up to the present, whenever the CBC or the NFB produced a program or a film on a certain national day or ethnic folklore event, the ethnic group concerned often enough had the painful impression that an act of charity had been done them.

Minority Canadian tax payers do not wish to be humiliated with their own money. They are presenting a plan which would certainly result in a significant increase in the broadcast and NFB budget, but they believe that they are fully justified in so doing.

Ethnic groups ask therefore that this difficult problem now be settled in principle.

## Chapter 9.

## A Royal Commission on Public Radio and Television Broadcasting in Canada

This brief has raised problems of Canadian life as a whole that are as important as they are complex. These problems exist even if no one to date has faced them. The progressive implementation of the plan outlined in the preceeding chapter would necessarily bring about modifications in the programming of the public sector of radio and television broadcasting. It is necessary to make the necessary adjustments and to adapt broadcasting to the real needs of the Canadian population.

To do this, it is necessary to sound Canadian public opinion, and gather testimony from interested parties.

A few years ago, a Royal Commission on Broadcasting (the Fowler Commission) made recommendations on the reorganization of the administration of broadcasting in Canada. The government made wide use of the recommendations in asking Parliament to amend the Broadcasting Act.

The undersigned representatives of the ethnic groups believe that a new Royal Commission should be appointed to devote greater attention to program content and the policy of programming. The members of this commission should to a greater or lesser extent reflect the ethnic composition of Canada so as to study in depth the problem of broadcasting in this country.

So that the work of this Commission be as profitable as possible, it would be advisable that it be formed after several pilot programs will have been broadcast concerning the dialogue between minority and majority groups.

Even if they have occasionally criticized the attitudes of broadcast directors, the writers of this brief have refrained from criticism the content of actual programs. They have not raised certain tendencies towards partiality, particulary in the realm of information, commentary, education and general culture. They have not raised either certain acts of discrimination which do exist.

The authors of this brief believe, indeed, that these questions should properly be investigated by a Royal Commission. They therefore recommend the appointment of such a Royal Commission. In their view, this is the proper way to proceed in a democratic country.

## CONCLUSIONS

Since in a country of 18 million inhabitants, four million citizens belong to the minority ethnic groups, it is natural that the latter should wish to take an increasingly active part in Canada's national life.

For a number of reasons, an invisible barrier has been raised between this quarter of the population and the two founding groups of Canada. A certain mistrust exists between the two.

The authorities and the great political parties have on a great many occasions praised the considerable cultural contribution of the ethnic groups. These latter do not however have every opportunity they wish to share their spiritual wealth with their fellow citizens.

Indeed, there are no cultural exchanges and there is no dialogue between the newcomers and the traditional inhabitants in the country.

The aim of the present brief has been to point out this situation which could have disastrous results for the whole of Canada. The brief at the same time points to a solution of this problem. It explains how exchanges and a long deferred dialogue can be started by means of radio, television and film, in a concerted attempt to abolish the invisible barrier and dissipate distrust.

The ethnic groups are convinced that these human problems can be resolved on a human level. They are sure that through its public broadcasting system, Canada could become the first country to implement a marvellous program of collaboration and human understanding. They also believe that this is the only means by which Canada can preserve its integrity and its uniqueness in a North American world which is tending every day towards uniformity.

The Canadian ethnic groups are deeply attached to their great and beautiful Canadian country. They have freely chosen to live in this land of liberty. They have established homes and families in this country. They are raising their children with a love for Canada and in respect for human dignity.

The undersigned representatives of the ethnic groups hope that their initiative will be crowned with success. Their claims are, they feel, just and in confirmity with the democratic Canadian spirit.

It is with confidence that they await the verdict of the authorities, since they know that they are working for the greatness and progress of their country, Canada.

Presented in Ottawa,

October, 1962

For the Ethnic Groups
The Editorial Committee:

R. Choulguine

Col. M. Rybikovski, OBE

Rolf F. Ashelm

NO.: 740-219

TITLE:

AUTHOR: The PROMETHEAN SOCIETY,
Montreal 15, MAY 1964.

Brief of 57 pages; 8 recommendations

---

REMARKS OF ANALYST:

The brief itself (page 1-10) has not been summarized, due to its brevity and conciseness. The INSERT VI (p. 33-57) has been summarized - see attached.

The Promethean Society rejects the terms of reference which promote "a monopoly of the 'two founding races' over all the other races in Canada". The terms of reference are not in the Spirit of the Universal Declaration of Human Rights, not in the Spirit of the Bill of Rights, they are undemocratic, unchristian, and un-Canadian.

French Canadians do not suffice to assure Canadian sociological variety, which differentiates Canada from U.S. Need of the other ethnic groups to consolidate the Canadian Identity and the Canadian Federation. Recommendations are based on the thesis that Canada is multicultural.

---

ATT.: RESEARCH:

- see: INSERT V , The Law of Cultural Autonomy of Minorities, of the Estonian Republic . . . . . p. 25 - 32

---

TABLE OF CONTENTS:


| | PAGES |
|---|---|
| RECOMMENDATIONS: - paragraphs XI to XVIII | 5 - 9 |
| BRIEF: | |
| -AIMS AND OBJECTS OF PROMETHEAN SOCIETY | 1 |
| -OBJECTIONS TO TERMS OF REFERENCE | 2 - 5 |
| -PROPOSALS | 5 - 9 |
| -6 APPENDICES (called INSERTS) (INSERT VI summarized - see attached) (-on Radio, Television and Films in Canada) | 11 - 56 |


---

The PROMETHEAN SOCIETY seems to be representative of Canadians originally from Baltic countries, especially Estonia.

INSERT 6 (page 33 to 57)

BRIEF

on

Radio, Television and Films

in

CANADA

- presented by the official representatives of the ethnic groups in Canada.

- Ottawa, 1962

INDEX..... p. 34

PREAMBLE..... p. 35-36

- "There live in Canada, in a total population of more than 18 millions, more than four million citizens who belong to the minority ethnic groups, and who are commonly though incorrectly called New Canadians. This is an improper term because it refers to citizens possessing the same individual rights under the law, either through naturalization or by birth - as their fellow citizens of English or French origin." p. 35

- these four million Canadians have helped to build Canada, which is their true country.

- (...)

- "These Canadians see Canada - bi-cultural, bilingual, but basically multi ethnic - as something of a magic garden, in which each flower can bloom in harmony, so as to make of this country the most fertile ground for human collaboration." p. 36

- "The existence of over four million Canadians of non-British or French origin poses a number of problems. There are a great number of obstacles to their natural integration. (...)" p. 36

"So it is that the representatives of the undersigned, who represent the vast majority of Canadians of Dutch, Estonian, German, Hungarian, Polish, Portuguese, Rumanian, Slovak and Ukrainian extraction request that in the very interests of Canada as well as the ethnic groups, there be created a system in which they can fully participate in the activities of the public and private organs of Radio, Television and Film. This brief has been prepared to demonstrate the need of such a contribution by the ethnic groups to Canadian life, and to specify the terms of such a participation in Radio, Television and Films." p. 36

CHAPTER 1: "Official Policy Directed Towards the Integration of the Ethnic Groups with Canadian Life." Page 37-38

- quotations, taken from statements of Canadian leaders to ethnic groups. (p. 37-8)

- "Coming from Canadians who are leaders in their fields, these statements constitute a basic doctrine aiming at the creation or (sic) unity through diversity. It is a marvellous program, rich in its consequences, and the Canadian ethnic groups have accepted it with enthusiasm. Against the policy of the American melting pot, which is even weakening in the United States to judge from recent statements in Washington, Canada has happily adopted the more profitable policy of national integration." p. 38

- "In everyday life, in the economic and labour fields, the ethnic groups have become totally integrated; but we cannot acknowledge the same of Canadian social and cultural life, where integration has been far slower and much more difficult." p. 38

- the problem of integration concerns nearly a quarter of Canada's population, it is therefore "a problem of national scope which no Canadian can afford to ignore."

- "Radio, Television and the Film are modern means of mass communication; it is these organs which must be used as platforms for discussion, as vehicles for exchanges that are essential to the unification of the Canadian people." p. 38

CHAPTER 2: "The Public Sector of Radio and Television Broadcasting Belongs to all Canadian Citizens and Tax-payers: Page 39-41

- The CBC is a Crown Corporation, and as such belongs to all citizens and tax payers. "It is then, wholly fair and reasonable to claim that the CBC must also serve the interests of the ethnic quarter of the Canadian population by exclusive means, of course, of the two official languages." p. 39

- the six radio and TV networks of the CBC - p. 39

- "According to the rules layed down by the Board Broadcast Governors, programs in the public sector must be 55% Canadian in content, and must address themselves to the whole body of listeners and viewers." p. 39

- Unconcern of the CBC program organizers for the ethnic groups
  - summary of the arguments usually given to support this unconcern - 4 arguments - (p. 39-40)
    1. In the areas of an universal character, the interests of the ethnic groups coincide exactly with all others.
       - all cultural broadcasts
       - almost all educational programs
       - all entertainment
       - anything concerning information
    2. "Ethnic groups are divided into so many individual nationalities that any program devoted to one of them would reach only a fractional proportion of the listening public".

3. "Ethnic groups, most of them from old Europe, are wracked by controversial problems which, if touched on in radio or television broadcasts would likely provoke unnecessary and damaging quarrels harming not only peace in the country but the interests of the C.B.C. as well".

4. "Finally, members of the ethnic groups, who are actual or potential Canadian citizens should not dwell with the past but turn resolutely towards the future, and occupy themselves exclusively with purely Canadian problems, rather than the problems of their own national ghetto."

- "On first sight, these arguments appear to be perfectly pertinent, but a closer analysis will show them to be specious." p. 40
- refutation of these arguments: p. 40-41

CHAPTER 3: "Adaptation of Radio and Television Programmes in the Public Sector to the Needs of the Ethnic Groups....." p. 42-44

- need for including in CBC English and French network programming broadcasts that take account of the existence and needs of the Canadian ethnic groups and which would encourage contacts and cultural exchanges between all Canadian citizens.

- "If in certain cases we can look forward to completely special programs devoted to the ethnic groups, a spirit of enlightened Canadianism would require them to be a reflection of Canadian life in its entirety, never detached from a general cultural context, and always designed to evoke an essentially human interest."

- "The adaptation of C.B.C. programs to the needs of a quarter of the Canadian population should not be understood to mean any upheaval in the present system. It is rather a question

of extending, rationalizing and enriching programming along the following lines.

1. "The Area of General Culture" -
2. "Every-day life" -
3. "Educational broadcasts for children and youth" -
4. "The Canada of tomorrow:
5. "Publicizing information about Canada:"
6. "Special programs for the ethnic groups:"

CHAPTER 4: "Adaptation of Radio and Television Programmes in the Private Sector to the Needs of the Ethnic groups." p. 45-46

- here again the aim is 55% of Canadian content.

- despite the fact that the private stations depend on local market, they must still satisfy the requirements layed down by the Board of Broadcasts Governors. They cannot repudiate their responsibility to provide a public service. "Hence, they must adapt their programs in such a way as to give satisfaction to the population they serve." p. 45

- reforms suggested for the CBC could be considered by:
  - private stations. They could also prepare programs reflecting the purely local activities of the ethnic groups
  - advertising officials of large corporations which sponsor programs in private sector, and CBC.

- the two official languages should be used in these programs.

- the Board of Broadcast Governors decision of January 1962 envisaged the granting of special licenses for broadcasting in foreign languages by private stations located in areas in which ethnic groups had a population of 150 to 200 thousand persons.

- will facilitate the integration of the immigrant. "does not solve the problem of cultural exchange and contacts, which can only be carried out in the two languages of the majority of the population. The solution of this problem remains the basic condition for the successful integration of the minority groups in Canadian life." p. 46

CHAPTER 5: "Adaptation of National Film Board Activities to the Needs of the Ethnic Groups." p. 47-48

- ethnic groups have a right to participate to the activities and production of the NFB.

- Film production has a durable nature. Film libraries are established.

- without the participation of the ethnic groups, the picture of Canada today can only be imperfect and false.

CHAPTER 6: "The Board of Broadcast Governors." p. 49

- "The Board of Broadcast Governors is the supreme governing body of Canadian Radio and Television, both public and private."

- about a quarter of the population is without representation on this body.

- The presence of representatives of the ethnic groups in the Board of Broadcast Governors will be indispensable. "These representatives should be chosen from among persons known for their objectivity, their humanity, and their capacity to rise above selfish and narrow interests of their own minority group."

CHAPTER 7: "The Ethnic Groups Subscribe to the Fundamental Principles of Canadian Broadcasting." p. 50-51

- "The ethnic groups attach considerable importance to the maintenance of the fundamental principles of independence,

impartiality, objectivity and prudence governing Canadian radio and television broadcasting."

- "First of all they believe that these principles justify their claims. For how is it possible for radio and television broadcasting to conserve its independence, its objectivity, its impartiality and its prudence if a quarter of the total population of the country is completely excluded from the factors to be placed in balance?" p. 50

CHAPTER 8: "Concrete Plan of the Ethnic Groups or their Participation in Radio, Television and Film Industry in Canada"

- General Points -

- The ethnic groups should have an active role. "They should, indeed, be called to take part in the responsibilities, the working out and production of programs."

- "A concrete plan should be established."

A. "Key Positions." ..... p. 52

- "It is in participating within the system that they hope to extend and improve it."

- RECOMMENDATION:

- the first concrete measure that could be taken by the authorities would be to name personalities belonging to the ethnic groups to:

- the Board of Broadcast Governors
- the administration of the Canadian Broadcasting Corporation
- to the administration of the National Film Board.

(details pages 52-53)

B. "Main Phases of the Plan" ..... p. 19-20

- 4 phases to implement the plan. (p. 19-20)

- these cultural exchanges should go two way:
  - Anglo and French Canadians ----- ethnic groups
  - ethnic groups ----- Anglo and French Canadians

C. "Budgetary questions" ..... p. 54-55

- the implementation of this plan would lead to greater expenses.

- need of specialists in financial matters to estimate the cost.

- the ethnic groups "believe that they are fully justified" in presenting such a plan, and they would like to see this problem settled now in principle."

CHAPTER 9: "A Royal Commission on Public Radio and Television Broadcasting in Canada." p. 56

- A Royal Commission should be established to study this problem, the members of which should reflect the ethnic composition of Canada.

"CONCLUSIONS": ..... p. 57

- The aim of the brief has been to point out that there are no cultural exchanges and no dialogue between the newcomers and the traditional inhabitants in the country. The brief at the same time points to a solution of this problem.

- "It explains how exchanges and a long deferred dialogue can be started by means of radio, television and film, in a concerted attempt to abolish the invisible barrier and dissipate distrust." (...)

CONFIDENTIAL

BACKGROUND PAPERS

Brief #: 740-219

Promethean Society

MONTREAL

## A. INFORMATION ON ORGANIZATION

### 1. MEMBERSHIP

a) Founded 1962 (by Dominion Charter, 28 June, 1962).

b) Number not known.

c) Inter-ethnic (Dutch, German, Hungarian, Jewish, Lithuanian, Polish, Ukrainian).

d) Mainly post-war immigrant intellectuals.

e) Although numerically small, their pronouncements are articulate.

### 2. OBJECTIVES AND FUNCTIONS

a) Promotion of the development of cultural relations among persons of the various ethnic origins in Canada

b) Integration of ethnic groups by maintaining their cultural and spiritual heritage

c) Establishment of machinery for permanent co-operation, and social and cultural interchanges between the ethnic groups and all cultural organizations in Canada.

d) To implement the above, the Society has approached (1962) the Federal Government in a submission concerning representation of ethnic groups in broadcasting, cultural institutions and other activities. (No overt activities have been noticed since).

### 3. PREPARATION OF BRIEF

a) Prepared by a committee

b) Chairman - Professor V. W. Adamkiewicz

c) Members - R. Choulguine, (cf. 740-232 Comité Ukrainien Brief), N. Hrab, E. Kuke, and T. Partyka.

B. QUESTIONING OF WITNESS(ES)

1. PROGRAM AND LIAISON SECTION

p.2, pt.IV (Object. in paras.1,2,3)

(1) "The Terms of Reference underemphasize the rights and privileges of... those who are neither English or French origin.."

p.2 "Its idea excludes from the equal partnership the races that were in Canada before the two founding races and those who came after the two founding races..."

a) Other ethnic groups say (Jewish Labor Comm.) that they are deeply concerned with the problems arising from the strains and stresses prevailing between the two major cultural groups ... because these problems affect all Canadians, whatever their origin... and a failure to solve these problems cannot but retard the progress of the country. So, they don't feel excluded or discriminated.

b) The Terms of Reference also states the contributions made by the other ethnic groups.

p.4, pt.IX "Un-Canadian"

(2) In a Brief on Radio, TV and Film in Canada, which the society attached to this brief and was presented on behalf of 11 ethnic groups it said: "These Canadians (New Canadians) have grown their roots in Canada. They have adopted both the official languages, or at least one of the two. They have made the two cultures their own, while keeping and

p.36 enriching their own national culture."

a) It seems to be in complete agreement with the Terms of Reference. Then why in your brief is the same process called 'un-Canadian'?

p.5, pt.XI para.1

(3) "The Promethean Society believes that the principal problem before Canada today is whether to strive for a closer political and social union with the U.S.

a) Elaboration here would be interesting.

p.2 b) "A political union with the U.S. would foster many political, social and economic advantages in Canada and it would neutralize many existing tensions." What would be these advantages and what tensions would be neutralized? (Problems of the minorities in the U.S.)

p.6 para.1

(4) So, the French fact in Canada neither historically nor in importance cannot be measured, as, for example, the "Hungarian fact"?

p.6 para.2

(5) On the other hand the creation of the Royal Commission proves that the influence of the Canadian French "is not dwindling at all!?

p.6 paras.3,4

(6) If the society believes that a large group of 6 million with a history of three or four hundred years will be submerged by the Anglophone element, how would it be possible for a small group of, for example, 300,000 Poles, with a history of a few decades, to survive?

p.6 para.6 (7) "...They should not be treated as human raw material from which new Canadian-English or new Canadian-French will be recruited." At the same time when immigrating to Canada they know that they are coming to live in a country which is English and French speaking.

p.7 para.1 (8)
a) What educational preparations does the Society consider necessary for bilingual Parliament, Government Civil Service, and government agencies?

para.2 b) "Only English or French should be the Official Language in each of the provinces..." then ....

para.3 "Any Province should introduce any second Official Language when 25% of its population expresses the wish that a second Official Language be introduced."

c) How would it work in practice? How would the Civil Service get its employees?

d) Parliament? its French and English speaking members?

e) Or the agencies? Do they propose special schools for future Civil Servants or MP's? Wouldn't it mean that the citizens of a province with large ethnic -- other than English or French population would exclude themselves from the Civil Service etc.?

p.7 para.9 (9) How would it work in a school of 800 pupils, for example in Toronto, where one can find 20 different ethnic groups represented in relatively large groups?

p.7 last para. (10) Is it a suggestion for Federal control over education?

p.8, pt.XIV para.1 (11) They do have this right. Montreal, Toronto etc. Ethnic Cultural Clubs, Insituttions.

Op.Cit. para.3 (12) The example given in the Laws on Cultural Autonomy of Minorities of the Republic of Estonia --- wouldn't it lead to isolation of the many cultures? Another ethnic group says about the same subject that the different ethnic groups should not try to develop their cultures in isolation from each other.

p.8, pt.XV Para.1 (13)
a) Shouldn't the selection be made on qualification?

b) Wouldn't it mean some discrimination to have 1/4 of the positions put aside for a group? For any group?

p.9, pt.XVII (14) Why justice? Why not Department of Citizenship and Immigration?

p.9, pt.XVIII para.1 (15) Is there a group which doesn't have an organization?

C. RESEARCH SECTION

1. COMMENT

(1) Note - top of page 9 - "1/4 of all government jobs should be available to other ethnic groups, etc., " The Federal Government is not extremely far off this - 17.3% of Federal civil servants are of ethnic origins other than French or English, now, according to census data.

2-3-65

758-526

CA1 E1
-63B22

# BILINGUALISM
# IN
# THE PUBLIC SERVICE

A BRIEF PREPARED BY THE
PROFESSIONAL INSTITUTE OF THE PUBLIC SERVICE OF CANADA
FOR PRESENTATION TO THE
ROYAL COMMISSION ON BILINGUALISM AND BICULTURALISM

750-526

# BILINGUALISM

# IN

# THE PUBLIC SERVICE

A brief prepared by the Professional Institute of the Public Service of Canada for presentation to the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism.

December - 1964

## PREAMBLE

The Professional Institute of the Public Service of Canada considers the question of Bilingualism, insofar as this concerns the use of both the English and French languages in the conduct of public business by employees in the professional categories in the Public Service, a matter of major importance.

In accordance with a resolution approved at our Annual General Meeting in March 1964, a special committee was established to investigate the question of bilingualism in the Federal Public Service, bearing in mind the main objectives of the Institute which are as follows:

to enhance the usefulness of the Public Service of Canada,
to maintain high professional standards, and
to promote the welfare of its members.

The Committee was assigned the task of preparing recommendations for submission to the Royal Commission on Bilingulism and Biculturalism based on a detailed questionnaire to be circulated to all the members, and the position taken by the Institute on related matters which have a bearing on the furthering of our stated objectives.

In establishing the Committee great care was taken to select members representing a diversity of professional disciplines, and a variety of duties. We also attempted to select persons of other ethnic origins as well as those of English or French descent.

The recommendations and brief which follow were duly approved at a special meeting of the Board of Directors held on Thursday, November 26, 1964.

RECOMMENDATIONS

The Professional Institute of the Public Service of Canada recommends that if the Federal Government adopts the policy of fostering and encouraging bilingualism within the Public Service, that:

1. this policy be implemented gradually without force or coercion;
2. competence and experience continue to be the overriding factors in advancement in the Public Service;
3. this policy be implemented without creating a feeling of injustice among those in the Public Service who are now unilingual;
4. the Federal Government offer the necessary training courses in official languages or provide financial assistance to enable employees to attend courses offered by non-government agencies or institutions;
5. where financial assistance is provided it should include -
   (1) time off or leave with pay;
   (2) payment of course fees;
   (3) payment of transportation costs to and from course centre where the course centre is other than at employee's headquarters;
   (4) payment of living expenses while on course providing the course centre is other than at the employee's headquarters; and
   (5) payment of cost of purchasing text books and records needed for the course;
6. additional positions be established in each department or agency to balance against the number of persons undergoing language training;

7. courses be offered only where the opportunity is available for employees who have undergone training to retain skills learned;

8. the Federal Government encourage more frequent transfers between French-speaking and English-speaking areas where practical.

# THE PROFESSIONAL INSTITUTE OF THE PUBLIC SERVICE OF CANADA

## BILINGUALISM IN THE PUBLIC SERVICE

### INTRODUCTION

The Professional Institute of the Public Service of Canada is an organization of professional, scientific and technical workers in the Federal Public Service, devoted to enhancing the value of the Service to the public, maintaining high professional standards and promoting the welfare of its members.

Because of the responsibilities that fall on the members of this Institute and the concern which they feel for the general well-being of the Public Service as a whole, it was considered desirable that the Professional Institute of the Public Service of Canada submit a brief to the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism. Consideration was restricted to particularization 1. of the terms of reference of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism namely,

> "to report upon the situation and practice of bilingualism within all branches and agencies of the federal administration - including Crown corporations - and in their communications with the public and to make recommendations designed to ensure the bilingual and basically bicultural character of the federal administration".

The Institute felt that establishing a definition for "a bilingual employee"

and "a working knowledge of a language" was fundamental to any discussion on the subject. The following statement was selected as a basis for our discussions on this matter.

> A bilingual employee is a French or English-speaking person who has a "working knowledge" of the other official language sufficient to permit him to take part in ordinary conversations, to attend meetings, to understand what is said there and to make his own contribution and, subject to editing, to write about official matters from one office to another in the Government Service, and to the public, in a language which, while not necessarily perfect, avoids the grosser grammatical and syntactical errors and is readily comprehensible.

In order to obtain the views of the membership, a questionnaire (Appendix 2) was prepared and sent to all members of the organization. Of 7094 questionnaires sent out, 3163 of those returned were completed sufficiently so that they could be tabulated on IBM cards. The questionnaire dealt with population statistics, applicability of bilingualism, and training and incentives for bilingualism. One portion of the questionnaire dealt with optional comments that were to be made by the membership. These comments, together with the information contained in the questionnaire, form the basis of the present brief.

A bivariate distribution analysis was made of the answers correlating the areas of Canada defined in question 1. with the answers of all the other questions 2 through 24 and correlating the mother tongue of the respondents (question 2) with the answers to questions 1 and 3 through 24. The data sheets on this analysis and the IBM cards made out from the original questionnaire will be at the disposal of the Royal Commission if they wish to make a further analysis of results.

The primary assumption to be made in the interpretation of this survey, as in all surveys, is that it is a representative sample.

## POPULATION STATISTICS

The data, which provide a statistical description of the population of this survey, are presented pictorially in Appendix 3, Sheets 1, 2, 3 and 4.

The areas among which this professional population is distributed were defined in the questionnaire as the Ottawa-Hull area; an area where French is used almost exclusively; an area where English is used almost exclusively; an area where the majority use French but where there is a substantial English-speaking population; an area where the majority use English but where there is a substantial French-speaking population. In view of the smallness of the percentages which employed the categories "where a majority use" a given language, these have been combined with the categories where the given language is "used almost exclusively". Thus, of the professional population responding, 43% work in the Ottawa-Hull area,

50% in an English-speaking area and 7% in a French-speaking area. On this basis, then, the distribution in various areas by language is given in the middle of Sheet 1 and at the bottom of this sheet is the distribution of the three linguistic groups by area.

The degree of bilingualism is represented in Sheets 2 and 3. As expected, since the working language of the public service is usually English, practically the entire group whose mother tongue is French is bilingual, in that they speak and write English and understand spoken and written English either very well or fairly well. About one quarter of those with English as a mother tongue meet the same criteria. In view of the fact that professional people deal most often with written communications, all the French group and two-thirds of the English group could understand material written to them in the other official language.

On examining Sheet 2, it can be seen that comprehension of English was uniformly high, irrespective of area, but as expected, comprehension of French was lowest in the English speaking areas and somewhat higher in the Ottawa-Hull area. Any emphasis on training in French should begin in the Ottawa-Hull area, both because it is the Federal capital and also because it is an area with a considerable proportion of French-speaking people.

APPLICABILITY OF BILINGUALISM

Results of the questionnaire indicate that the degree of value of a working knowledge of the other official language varies

(a) according to the need of the individual

(1) for dealing with the public,

(2) for carrying out day-to-day activities,

(3) to establish a better working climate,

(4) in career development,

and (b) according to the mother tongue of the individual.

A relatively small proportion of members of English mother tongue consider this working knowledge essential for any of the four aspects of their job, as listed above in (1), (2), (3) and (4). For job aspects (1), (2) and (4), this small group of members placed greatest importance on reading ability, while for (3) they stressed speaking ability.

A relatively high proportion of members of French mother tongue, however, consider this working knowledge essential for all four aspects of their job. There was little indication that any of the four-language "abilities" was rated more important than the others.

A fairly high proportion of members of English mother tongue rate this working knowledge of value in the (1), (2), and (3) aspects of their job, while a still higher proportion rate it of value with respect to (4), that is, in career development. This larger "English" group also considered reading ability of greatest value with respect to the (1), (2), and (4) aspects of their job, both aural and speaking ability most necessary for (3), and writing ability of least importance within all aspects of work.

Generally between one-third and one-half of the replies from members of French mother tongue consider this working knowledge of value in all four aspects of their job. Slightly greater importance was given to aural and

speaking ability in all aspects of their job, and least stress to writing ability within all aspects of work.

A very high proportion of members of English mother tongue consider a working knowledge of the other official language of no value in the (1), (2) and (3) aspects of their job. A smaller proportion of this group rated it of no value with respect to (4), that is, career development.

Very few members of French mother tongue consider this working knowledge of no value in any of the four aspects of their job.

Concerning the effect on chances for advancement, if a working knowledge of the two official languages were made a requirement for key positions, there was a wide divergence of opinion in the replies of those from "English", "French", and "Other" mother tongue. The following figures indicate the results.

| | No. of Replies | English (2,529) | French (279) | Other (272) |
|---|---|---|---|---|
| Chances for Advancement | - Hindered | 72% | 5% | 53% |
| | - Improved | 8% | 66% | 17% |
| | - Not affected | 20% | 29% | 30% |

TRAINING FOR BILINGUALISM

Approximately three-quarters of the members feel that if the Federal Government is to be committed to a policy of fostering and encouraging bilingualism within the Public Service, it must also accept some responsibility for giving assistance to its employees to learn the other language.

If the Government decides to offer the courses needed for employees to learn the other official language, such courses should be offered during regular working hours. Participation in such courses should be voluntary since if there is any element of compulsion little learning will take place. A substantial majority of Institute members favour extensive part-time courses extending over one or more years rather than intensive full-time courses of a few months' duration. It is recognized, however, that from the pedagogical standpoint, intensive courses produce better results but it is also recognized that it is normally quite difficult for an employee to be released from his duties, full-time, to attend a course lasting several months. The best solution to enable employees to attend full-time courses would be to add training positions to the establishment of a department or agency sufficient in number to equate against the number of man-years lost by that department or agency due to employees being absent while attending language training courses.

If language courses are offered, or are made available through some form of financial assistance, this assistance should not be limited to the Ottawa-Hull area. Field employees should have an equal opportunity to participate. Where second language courses cannot be offered locally at field or district locations, financial assistance should be provided to enable employees to attend courses offered by universities or other non-government agencies or institutions. This financial assistance should include the following:

1. time off or leave with pay,
2. payment of course fees,
3. payment of transportation costs to and from course centre where the course centre is other than at the employee's headquarters,
4. payment of living expenses while on course, providing the course centre is other than at the employee's headquarters, and
5. payment of the costs of purchasing text books and records needed for the course.

If courses in the other official language are offered by the Federal Government, or if adequate financial assistance is given to attend non-government courses, 81% of Institute members who replied to a questionnaire submitted to them, stated that they would be willing to attend.

After training has taken place, there must be provision for retention of what has been learned since learned skills "dry up" when not used. One solution would be to transfer the employee to an area or to give him duties where there is a greater need for use of the other official language than in his present work or location. Other methods which might be considered include the provision of "graduate, refresher" courses, the formation of language clubs and involvement of the employee in "enrichment" duties requiring greater use of the second language.

## INCENTIVES FOR BILINGUALISM

The idea of a salary bonus for employees capable of transacting business

in both official languages was supported only by 31% of those replying to the questionnaire. 62% indicated that, if such salary bonuses were paid, they should be paid only if the employee requires the use of the other official language in his work.

When considered in relation to the residence of the members, the distribution of percentages shows that the idea of bonuses is supported by 30% in the Ottawa-Hull area; by 65% in predominantly French-speaking areas; and by 27% in English-speaking areas. When considered in relation with the mother tongue, it appears that 31% of the members whose mother tongue is English are in favour of bonuses, while 83% of those whose mother tongue is French and 39% of the others also approve the idea.

The proportion of those who would like the bonuses paid to bilingual employees regardless of the need for the second language is substantially the same as the proportion of those who favour the payment of bonuses as an incentive to bilingualism, although the support in this instance was somewhat less in predominantly French-speaking areas and amongst those whose mother tongue is French, and slightly higher in the other groups.

The Government could encourage bilingualism in the Public Service by various means besides the payment of salary bonuses, in one form or another. The organization or sponsoring of courses is discussed elsewhere. Transferring employees to areas where they would have the opportunity to use the other language was considered by many (1,556 of the 3,163 respondents) as a very

effective means for developing and maintaining bilingualism in the Service.

Such transfers should be implemented on a rational basis paying due attention to the aims and purposes of the Departments. The exigencies of the Service should remain foremost in the mind of the administrator.

GENERAL COMMENTS

Optional comments were made by approximately one-half of those who replied to the questionnaire. The following is a summary of these comments. Generally, only those comments which were repeated by several respondents are included here as space does not permit the listing of comments which were made only once or twice or which were considered to add little of value to this brief.

There were a number of comments referring to the high cost of carrying on activities on a bilingual basis, the lack of any actual bilingual requirement in many parts of the country, the difficulty of professionals finding time to learn another language when it is already difficult to keep up with the day to day technical advances more necessary for one's work, the opinion that a nation with one language is more united whereas plurality perpetuates divisive influence and the contention that this is not a bilingual country but one with only one bilingual province.

On the other hand, it was stated that members of the public should be able to communicate with government officials in whichever of the two official languages they were most proficient, that there is delay at present in answering certain correspondence due to the need for translation and that bilingualism

in Ottawa is necessary in order to provide a French-speaking employee or potential employee equal opportunity.

If bilingualism is stressed beyond the actual job requirements several unfortunate consequences were predicted. Among these were - aggravation of the present shortage of suitable staff with respect to positions having a real requirement for bilingual incumbents; discouragement of applications from well-qualified unilinguals; loss of a still greater number of well-trained unilingual specialists to the U.S.A.; credit being given for irrelevant language qualifications and allowances to compensate for weakness in relevant qualifications. Many indicated that bilingualism should either begin in, or be limited to, the Ottawa area. Some objected to the Public Service being used to promote bilingualism as such.

With regard to training Civil Servants in the other official language, many expressed the opinion that the difficulty in retaining the second language was due to the lack of opportunity to use both languages regularly. With respect to transfers as an aid in training for bilingualism, it was recommended that these be limited to employees who show the potential for advancement into positions requiring the second language. Some suggested that these transfers be mandatory while others urged that no coercion would be acceptable. One interesting recommendation was that transfers be arranged between the Quebec Provincial Service and the Federal Services and the suggestion was offered that these transfers be limited to

new young employees. If this could be accomplished it would provide the added benefit of establishing better rapport between the two services. Some members expressed the fear that restrictive language requirements will result in a waste of talents and denial of promotion. Capable professionals in Western Canada would not be able to advance to more senior positions in bilingual Ottawa as they would have no opportunity to practice and retain a second language in their present positions even if they did make an earnest attempt to learn it.

Many pointed to some fault in the educational system in so far as learning French was concerned; ability to speak this language with ease did not necessarily follow the successful completion of courses which had been taken in their school curricula.

RECOMMENDATIONS

The Professional Institute of the Public Service of Canada recommends that if the Federal Government adopts the policy of fostering and encouraging bilingualism within the Public Service, that:

1. This policy be implemented gradually without force or coercion;

2. competence and experience continue to be the overriding factors in advancement in the Public Service;

3. this policy be implemented without creating a feeling of injustice among those in the Public Service who are now unilingual;

4. the Federal Government offer the necessary training courses in official languages or provide financial assistance to enable employees to attend courses offered by non-government agencies or institutions;

5. where financial assistance is provided it should include -

   (1) time off or leave with pay;

   (2) payment of course fees;

   (3) payment of transportation costs to and from course centre where the course centre is other than at employee's headquarters;

   (4) payment of living expenses while on course providing the course centre is other than at the employee's headquarters; and

   (5) payment of cost of purchasing text books and records needed for the course;

6. additional positions be established in each department or agency to balance against the number of persons undergoing language training;

7. courses be offered only where the opportunity is available for employees who have undergone training to retain skills learned;

8. the Federal Government encourage more frequent transfers between French-speaking and English-speaking areas where practical.

# APPENDICES

1. General Comments on Second Language Learning.
2. Questionnaire
3. Analyses of Results of Questionnaire:
   a) Sheet 1 - Distribution by Language and by Area
   b) Sheet 2 - Mutual Comprehension by Area
   c) Sheet 3 - Working Knowledge of the Other Language
   d) Sheet 4 - Working Knowledge of the Other Language (contd.)
   e) Sheet 5 - Effect on Future Chances of Advancement
   f) Sheet 6 - Willingness to Attend Courses in the Other Official Language
   g) Sheet 7 - Provision of Salary Bonuses
   h) Sheet 8 - Degree of Bilingualism
   i) Sheet 9 - Degree of Bilingualism (contd.)
4. Need for Training in Other Languages as Well.

## APPENDIX 1

### GENERAL COMMENTS ON SECOND LANGUAGE LEARNING

In addition to the parts of the questionnaire which made provision for checking of appropriate spaces and which were subject to statistical analysis, there was a part of the questionnaire which allowed the persons answering it to add additional suggestions or comments. The following views were expressed by a substantial number of those who completed this part.

The appropriate place for teaching second languages is in the elementary grades of the regular school system. This training should be continued through to high school graduation. Considerable criticism was expressed as to how these second languages are being taught. It is a known fact that languages do not exist unless they are spoken. In most second language courses in the school system French (or English) is taught as a dead language with emphasis upon the printed words, formal grammar, memorizing of vocabulary lists and translation. None of these approaches fit into modern methods of teaching or into the needs of an individual to communicate orally with people who speak only the other official language. It was suggested that the Federal Government might provide grants to assist and encourage Provincial Departments of Education in offering adequate courses on the other official language within Provincial school systems.

A substantial number of those answering the questionnaire expressed the view that the major obstacle to bilingualism of an individual is the lack of opportunity for him to use both languages frequently. When there is no

opportunity to use the other language it will die through lack of use since "use or lose" applies particularly to language training and retention. Skills "dry-up" when not used.

Other Institute Members emphasized the need for good teachers since without good tuition little learning will take place. Others mentioned the need for total immersion in the second language during the learning period followed by adequate opportunities to use the second language after the learning period has been completed.

Appendix 2

# QUESTIONNAIRE

# THE PROFESSIONAL INSTITUTE OF THE PUBLIC SERVICE OF CANADA
# L'INSTITUT PROFESSIONNEL DU SERVICE PUBLIC DU CANADA

# QUESTIONNAIRE

August, 1964.

TO ALL MEMBERS :

**BILINGUALISM IN THE PUBLIC SERVICE**

The Prime Minister in a speech in the House of Commons on February 20, 1964, expressed Government policy on Bilingualism in the Public Service in the following words :

1. "Eventually, I believe it must become normal and accepted for all federal services to use both languages interchangeably wherever there are Canadians of both languages living and working."
2. "... this long overdue move to real and accepted bilingualism must not, in my view, be made in such a way as to create a feeling of injustice among those in the civil service who are now unilingual and were known to be so when employed."
3. "... this evolution towards genuine bilingualism which is taking place should not be forced or coercive."
4. "Efficiency and experience must be the overriding factors in advancement in the federal service. But policies should be adopted so that in the future a third factor, bilingualism, will become normal because unilingualism will be the exception rather than the rule."

The expansion of bilingualism in the Public Service is of great interest to most, if not all, federal employees particularly professional employees. The method of implementation of this expansion may, indeed, be of concern to employees who believe that this expansion is taking place too rapidly or to others who believe that it is taking place too slowly.

This questionnaire is designed :

(1) To consider the extent to which knowledge of the English and French languages contributes to the efficiency of the public service and in particular to the effective discharge of their duties by professional employees.

(2) To consider the effect of the requirement of proficiency in two languages on career opportunities of those who are proficient in only one language.

(3) To consider what provisions the Government might make to assist employees to learn a second language (English or French).

Août 1964.

A TOUS LES MEMBRES :

**LE BILINGUISME AU SEIN DE LA FONCTION PUBLIQUE**

Le Premier ministre, dans un discours prononcé à la Chambre des communes le 20 février 1964, exprimait en ces termes les principes directeurs du gouvernement en matière de bilinguisme au sein de la fonction publique :

1. « En fin de compte, j'estime qu'il sera normal et accepté dans tous les services fédéraux, de se servir de l'une ou l'autre des deux langues, partout où résident et travaillent des Canadiens qui parlent ces deux langues. »
2. « ... les mesures trop longtemps attendues, visant à un bilinguisme véritable et admis ne doivent pas, à mon sens, être imposées de façon à provoquer un sentiment d'injustice chez les fonctionnaires qui ne parlent qu'une langue, et l'avaient dûment déclaré au moment de leur engagement. »
3. « ... que cette évolution vers un bilinguisme authentique ne doit être ni forcée ni coercitive. »
4. « L'efficacité et l'expérience doivent être les critères primordiaux d'avancement au sein des services fédéraux. Mais il conviendrait d'adopter des méthodes qui feront qu'à l'avenir un troisième critère, le bilinguisme, soit chose normale car le fait de ne parler qu'une langue deviendra l'exception plutôt que la règle. »

La généralisation du bilinguisme au sein de la fonction publique intéresse vivement la plupart sinon tous les fonctionnaires fédéraux et encore plus les employés professionnels. La façon de procéder à cette généralisation peut fort bien, en effet, inquiéter les fonctionnaires qui croient que cette généralisation s'accomplit à un rythme trop rapide ou les autres fonctionnaires qui croient qu'elle s'opère trop lentement.

Le questionnaire a donc pour but :

(1) D'analyser dans quelle mesure la connaissance du français et de l'anglais contribue au degré d'efficacité dans la fonction publique et plus précisément à l'accomplissement efficace des fonctions confiées aux employés professionnels.

(2) D'analyser quelles seraient les répercussions de la compétence obligatoire dans les deux langues sur les perspectives d'avancement de ceux qui ne s'expriment couramment que dans une langue.

(3) D'étudier les mesures que le gouvernement pourrait prendre afin de venir en aide aux fonctionnaires qui voudraient apprendre une deuxième langue (soit l'anglais, soit le français).

(4) To provide information in the above terms to be used as the basis of a brief to the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism.

The committee which drew up the questionnaire agreed upon definitions for "a bilingual employee" and a "working knowledge of a language" since a clear understanding of these two terms seemed basic to the preparation and completion of the questionnaire. These definitions are incorporated in the following statement :

*A bilingual employee is a French or English-speaking person who has a "working knowledge" of the other official language sufficient to permit him to take part in ordinary conversations, to attend meetings, to understand what is said there and to make his own contribution and, subject to editing, to write about official matters from one office to another in the Government Service, and to the public, in a language which, while not necessarily perfect, avoids the grosser grammatical and syntactical errors and is readily comprehensible.*

This questionnaire is divided into three parts as follows :

1. *Part A — Personal Information* — This part asks for information about where you work and the extent to which you are bilingual.

2. *Part B — Bilingual Information* — This part asks for your opinion on a number of matters related to bilingualism in the Public Service.

3. *Part C — Comments* (Optional) — Although the facts used in the preparation of the brief to the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism will be based almost entirely on Parts A and B of this questionnaire, a Part C has been added to give members an opportunity to :

   (1) add their comments on matters which they feel are insufficiently covered in this questionnaire,

   (2) expand upon any of the statements made in Parts A or B,

   (3) comment upon the definition of "a bilingual employee", or

   (4) add any other opinions which might be of assistance in preparing the brief.

   *You are not required to complete Part C unless you wish to do so.*

You are asked to fill in this questionnaire and return it to the undersigned *within one week after receiving it.* All replies are confidential since your name and address will not appear on the questionnaire.

Your co-operation in giving serious consideration to your replies to the questionnaire and in returning it promptly will be much appreciated.

Yours sincerely,

**B. B. Coldwell,**
President.

(4) D'obtenir des renseignements sur les sujets précités et qui serviront à la rédaction d'un mémoire à soumettre à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

Le comité chargé de la préparation du questionnaire a convenu de la définition d'un « employé bilingue » et de l'expression « connaissance pratique d'une langue » attendu qu'une définition claire et précise de ces deux expressions semblait indispensable à la préparation et aux réponses de ce questionnaire. La définition de ces deux expressions est énoncée en ces termes :

*Est considéré employé bilingue toute personne d'expression française ou anglaise qui possède une « connaissance pratique » suffisante de l'autre langue officielle pour lui permettre de converser librement, d'assister à des réunions, de comprendre ce qui s'y dit et d'y fournir son propre apport, sous réserve de correction de style, d'écrire, à propos de questions administratives, d'un bureau à l'autre au sein de la fonction publique ainsi qu'au public, dans un langage qui, sans être forcément parfait, évite les erreurs de grammaire et de syntaxe les plus grossières et qu'on pourra comprendre facilement.*

Le questionnaire a été divisé en trois parties que voici :

1. *Partie « A » — Renseignements d'ordre personnel* — On vous demande, sous ce titre, des renseignements relatifs au lieu où vous exercez votre profession et à votre degré de bilinguisme.

2. *Partie « B » — Renseignements sur le bilinguisme* — On vous demande, sous ce titre, votre avis au sujet de plusieurs questions se rapportant au bilinguisme dans la fonction publique.

3. *Partie « C » — Observations* (facultatives) — Même si les données qui serviront à la rédaction du mémoire destiné à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme seront puisées presque entièrement dans les parties « A » et « B » de ce questionnaire, nous avons ajouté cette partie « C » afin d'offrir à nos membres l'occasion :

   (1) d'ajouter leurs observations sur des questions qui, à leur avis, ne seraient pas suffisamment analysées par ce questionnaire;

   (2) d'ajouter des précisions aux réponses fournies dans les parties « A » et « B »;

   (3) de commenter la définition de l'expression « employé bilingue »; ou

   (4) d'exprimer tout autre avis qui pourrait servir à la rédaction du mémoire.

   *Cependant, vous n'êtes pas tenu d'utiliser la partie « C ». Ceci est laissé à votre discrétion.*

Nous vous prions donc de bien vouloir remplir ce questionnaire et de le faire parvenir au soussigné *dans les sept jours de sa réception.* Toutes vos réponses sont assurées d'une entière discrétion attendu que vos nom et adresse n'apparaîtront pas sur le questionnaire.

Nous vous saurons gré de ne répondre aux questions qu'après mûre réflexion et de nous retourner ce questionnaire dans le plus bref délai possible.

Sincèrement,

**B. B. Coldwell,**
président.

should *not* provide financial assistance for its employees to attend such courses

*ne devrait pas* offrir à ses employés une aide financière pour qu'ils puissent se prévaloir de ces cours ☐

20. If such financial assistance is made available, I believe it should include the following :

Advenant que cette aide financière soit offerte, je crois qu'elle devrait comprendre ces modalités :

time off or leave with part pay
des congés ou des vacances partiellement rémunérés ☐

time off or leave with full pay
des congés ou des vacances entièrement rémunérés ☐

payment of course fees
l'acquittement des frais de scolarité ☐

payment of transportation costs to and from course centre
l'acquittement des frais de déplacement, aller et retour, pour se rendre au centre d'enseignement ☐

payment of living expenses while on course
le paiement de frais de subsistance pour la durée des cours ☐

payment of costs of purchasing text books and records needed for the course

le remboursement du prix des manuels et des disques employés aux cours ☐

21. If courses in the other official language are offered by the Federal Government, or if adequate financial assistance is given to attend non-government courses :

Advenant que le gouvernement fédéral offre des cours à ceux qui veulent apprendre l'autre langue officielle ou qu'une aide financière suffisante soit offerte à ceux qui veulent suivre des cours non ministériels :

I would be willing to attend
je consentirais à les suivre ☐

I would *not* be willing to attend
je *ne consentirais pas* à les suivre ☐

22. In my opinion the Federal Government :

A mon avis, le gouvernement fédéral :

should provide salary bonuses for employees with a working knowledge of the other official language to motivate the learning of that language

devrait verser une prime aux employés qui possèdent une connaissance pratique de l'autre langue officielle pour encourager l'étude de cette langue ☐

should *not* provide such salary bonuses
*ne devrait pas* verser une telle prime ☐

23. If such bonuses are paid, it is my opinion that they should be paid :

Advenant que de telles primes soient offertes, on devrait, selon moi, les verser :

*regardless* of whether the employee needs to use the other official language in his work

peu importe si l'employé a besoin de l'autre langue officielle dans l'exercice de ses fonctions ☐

*only* if the employee needs to use the other official language in his work

*seulement* si l'employé doit se servir de l'autre langue officielle dans l'exercice de ses fonctions ☐

24. To increase the number of bilingual employees in the Public Service the Government should :

Afin d'augmenter le nombre d'employés bilingues au sein de la fonction publique, le gouvernement devrait :

place more emphasis upon knowledge of the second official language when recruiting new employees

insister davantage sur la connaissance de l'autre langue officielle lorsqu'il s'agit de recruter de nouveaux employés ☐

place more emphasis upon knowledge of the second official language when promoting present employees

insister davantage sur la connaissance de l'autre langue officielle lorsqu'il s'agit d'accorder de l'avancement aux employés actuels ☐

encourage more transfers of employees between French-speaking and English-speaking areas of Canada

encourager davantage les transferts de fonctionnaires entre les régions d'expression française et d'expression anglaise du Canada ☐

**Part C — Comments** (optional)

(include here any information or opinion which you think might be useful to the Committee in preparing its brief to the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism. Please be brief.)

**Partie « C » — Observations** (à votre discrétion)

(consignez ci-dessous tout renseignement ou toute opinion qui, selon vous, pourrait être utile au comité chargé de la rédaction du mémoire destiné à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Soyez concis, s.v.p.)

*c)* Of little or no value with respect of any of these skills
Peu utile ou même inutile sous les rapports précités ☐

12. To carry out my other day to day activities a *working knowledge* of the other official language is :

Pour bien m'acquitter de mes autres tâches quotidiennes, la *connaissance pratique* de l'autre langue officielle est :

*a)* Essential with respect to : — Indispensable pour :
- aural understanding — comprendre ceux qui la parlent ☐
- speaking ability — m'exprimer dans cette langue ☐
- reading ability — la lire ☐
- writing ability — l'écrire ☐

*b)* Of value with respect to : — Utile pour :
- aural understanding — comprendre ceux qui la parlent ☐
- speaking ability — m'exprimer dans cette langue ☐
- reading ability — la lire ☐
- writing ability — l'écrire ☐

*c)* Of little or no value with respect of any of these skills
Peu utile ou même inutile sous les rapports précités ☐

13. To establish a better working climate for employees in the unit where I work, I believe that a *working knowledge* of the other official language would be :

Pour favoriser le climat au travail pour les employés du service où j'exerce, je crois qu'une *connaissance pratique* de l'autre langue officielle serait :

*a)* Essential with respect to : — Indispensable pour :
- aural understanding — comprendre ceux qui la parlent ☐
- speaking ability — m'exprimer dans cette langue ☐
- reading ability — la lire ☐
- writing ability — l'écrire ☐

*b)* Of value with respect to : — Utile pour :
- aural understanding — comprendre ceux qui la parlent ☐
- speaking ability — m'exprimer dans cette langue ☐
- reading ability — la lire ☐
- writing ability — l'écrire ☐

*c)* Of little or no value with respect of any of these skills
Peu utile ou même inutile sous les rapports précités ☐

14. In my career development program in my professional field I believe that a *working knowledge* of the other official language would be :

Sur le plan du perfectionnement professionnel, dans le secteur où j'exerce, je crois qu'une *connaissance pratique* de l'autre langue officielle serait :

*a)* Essential with respect to : — Indispensable pour :
- aural understanding — comprendre ceux qui la parlent ☐
- speaking ability — m'exprimer dans cette langue ☐
- reading ability — la lire ☐
- writing ability — l'écrire ☐

*b)* Of value with respect to : — Utile pour :
- aural understanding — comprendre ceux qui la parlent ☐
- speaking ability — m'exprimer dans cette langue ☐
- reading ability — la lire ☐
- writing ability — l'écrire ☐

*c)* Of little or no value with respect of any of these skills
Peu utile ou même inutile sous les rapports précités ☐

15. If a working knowledge of the two official languages were made a requirement for key positions in my professional field, my chances for advancement would be

Advenant qu'on exige la connaissance pratique des deux langues officielles pour obtenir des postes-clés dans ma profession, mes perspectives d'avancement seraient
- hindered — compromises ☐
- improved — plus grandes ☐
- not affected — nullement atteintes ☐

16. In my opinion the Federal Government :

A mon avis, le gouvernement fédéral :
- should assist its employees to learn the other official language
- devrait venir en aide aux fonctionnaires qui veulent apprendre l'autre langue officielle ☐
- should *not* assist its employees to learn the other official language
- *ne devrait pas* aider les fonctionnaires qui veulent apprendre l'autre langue officielle ☐

17. In my opinion, if the Government decides to give such assistance:

A mon avis, si le gouvernement décidait de fournir cette aide :
- it should offer the courses needed for employees to learn the other official language
- il devrait donner aux fonctionnaires les cours voulus pour qu'ils apprennent l'autre langue officielle ☐
- it should *not* offer the courses needed for employees to learn the other official language
- *il ne devrait pas* donner aux fonctionnaires les cours voulus pour qu'ils apprennent l'autre langue officielle ☐

18. If the Government decides to offer such courses, I believe such courses should be :

Advenant que le gouvernement décide d'offrir de tels cours, je crois que ces cours devraient être offerts :

*a)* offered during working hours—durant les heures de travail ☐

or — ou

offered outside working hours — après les heures de travail ☐

*b)* intensive full-time courses of a few months duration
sous forme d'enseignement à plein temps, poussé et durant quelques mois ☐

or — ou

extensive part-time courses extending over one or more years

sous forme de cours poussés, à temps partiel, échelonnés sur une période d'un an ou plus ☐

19. Where courses are not available within the Government services for learning a second language, the knowledge of which is considered desirable, and where suitable courses are offered by universities or other non-government agencies or institutions, it is my opinion that the Federal Government

Advenant qu'on ne puisse se prévaloir, au sein des services fédéraux, de cours pour apprendre une langue seconde, pourvu que la connaissance de cette langue soit jugée utile et lorsque des cours convenables sont offerts par les universités ou par d'autres services ou d'autres institutions non ministériels, le gouvernement fédéral, à mon avis :
- should provide financial assistance for its employees to attend such courses
- devrait offrir à ses employés une aide financière pour qu'ils puissent se prévaloir de ces cours ☐

**BILINGUALISM IN THE PUBLIC SERVICE**

**LE BILINGUISME AU SEIN DE LA FONCTION PUBLIQUE**

# QUESTIONNAIRE

**Part A — Personal Information**

(For each of the questions in Part A, check the *one* most appropriate box)

**Partie « A » — Renseignements d'ordre personnel**

(ne cocher que *la* réponse la plus appropriée aux questions de la partie « A »)

1. I work : — Je travaille :

In the Ottawa-Hull area — Dans la région Ottawa-Hull ☐

or — ou

In an area where French is used almost exclusively
Dans une région où on ne parle presque uniquement que le français ☐

or — ou

In an area where English is used almost exclusively
Dans une région où on ne parle presque uniquement que l'anglais ☐

or — ou

In an area where the majority use French but where there is a substantial English-speaking population
Dans une région où la plupart des gens s'expriment en français mais où il existe un nombre appréciable de citoyens d'expression anglaise ☐

or — ou

In an area where the majority use English but where there is a substantial French-speaking population
Dans une région où la plupart des gens s'expriment en anglais mais où il existe un nombre appréciable de citoyens d'expression française ☐

2. My mother tongue is — Ma langue maternelle est
English — l'anglais ☐
French — le français ☐
Other — Autre langue ☐

3. I understand spoken English — Je comprends l'anglais oral
very little or not at all — très peu ou pas du tout ☐
fairly well — assez bien ☐
very well — très bien ☐

4. I understand spoken French — Je comprends le français oral
very little or not at all — très peu ou pas du tout ☐
fairly well — assez bien ☐
very well — très bien ☐

5. I can speak English — Je parle l'anglais
very little or not at all — très peu ou pas du tout ☐
fairly well — assez bien ☐
very well — très bien ☐

6. I can speak French — Je parle le français
very little or not at all — très peu ou pas du tout ☐
fairly well — assez bien ☐
very well — très bien ☐

7. I can understand written English — Je peux lire l'anglais
very little or not at all — très peu ou pas du tout ☐
fairly well — assez bien ☐
very well — très bien ☐

8. I can understand written French — Je peux lire le français
very little or not at all — très peu ou pas du tout ☐
fairly well — assez bien ☐
very well — très bien ☐

9. I can write English — J'écris l'anglais
very little or not at all — très peu ou pas du tout ☐
fairly well — assez bien ☐
very well — très bien ☐

10. I can write French — J'écris le français
very little or not at all — très peu ou pas du tout ☐
fairly well — assez bien ☐
very well — très bien ☐

**Part B — Bilingual Information**

Note 1 : For each of the questions in Part B check as many boxes as are applicable for each section.

Note 2 : This questionnaire pre-supposes that there is *one* of the official languages (English or French) in which you are *more proficient* or in the use of which you are *more familiar*. The other language (French or English) then is the one in which you are *less proficient* or *less familiar*.

**Partie « B » — Renseignements sur le bilinguisme**

A noter : 1. Sous cette rubrique « B », veuillez cocher autant de réponses qu'il y en a d'applicables à chaque question.

2. Nous avons présumé, dans ce questionnaire, que vous ne *possédez à fond* qu'*une* seule des deux langues officielles (l'anglais ou le français) ou que l'usage de cette langue vous est *plus familier*. L'autre langue (l'anglais ou le français) sera donc celle que vous *possédez moins bien* ou qui vous est *moins familière*.

11. In dealing with the public in my present job a *working knowledge* of the other official language is :
Lorsque je dois m'adresser au public dans l'exercice de mes fonctions, la *connaissance pratique* de l'autre langue officielle est :

*a)* Essential with respect to : — Indispensable pour :
aural understanding — comprendre ceux qui la parlent ☐
speaking ability — m'exprimer dans cette langue ☐
reading ability — la lire ☐
writing ability — l'écrire ☐

*b)* Of value with respect to : — Utile pour :
aural understanding — comprendre ceux qui la parlent ☐
speaking ability — m'exprimer dans cette langue ☐
reading ability — la lire ☐
writing ability — l'écrire ☐

THE PROFESSIONAL INSTITUTE OF
THE PUBLIC SERVICE OF CANADA

786 BRONSON AVENUE

OTTAWA 1, CANADA

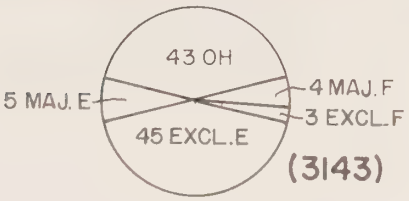
Appendix 3

# ANALYSES OF RESULTS OF QUESTIONNAIRE

## DISTRIBUTION OF LANGUAGE

TOTAL RESPONSE
(3150)

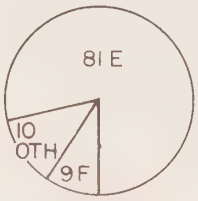
## DISTRIBUTION BY AREA




(3143)

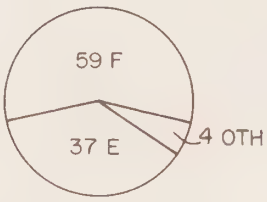
## DISTRIBUTION IN VARIOUS AREAS BY LANGUAGE

### AREA – OTTAWA – HULL




(1365)

### AREA OF FRENCH SPEAKING




(210)

### AREA OF ENGLISH SPEAKING

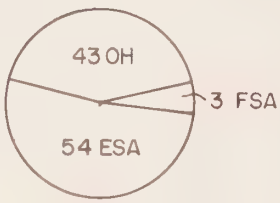
(1568)

## LEGEND

E – ENGLISH
F – FRENCH
OTH – OTHER
OH – OTTAWA-HULL
MAJ – MAJORITY
EXCL – EXCLUSIVE
ESA – ENGLISH SPEAKING AREA
FSA – FRENCH SPEAKING AREA

## DISTRIBUTION OF MOTHER TONGUES BY AREA

### ENGLISH

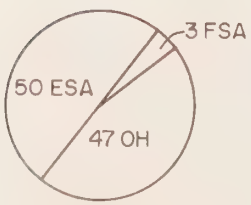



(2579)

### FRENCH

(292)

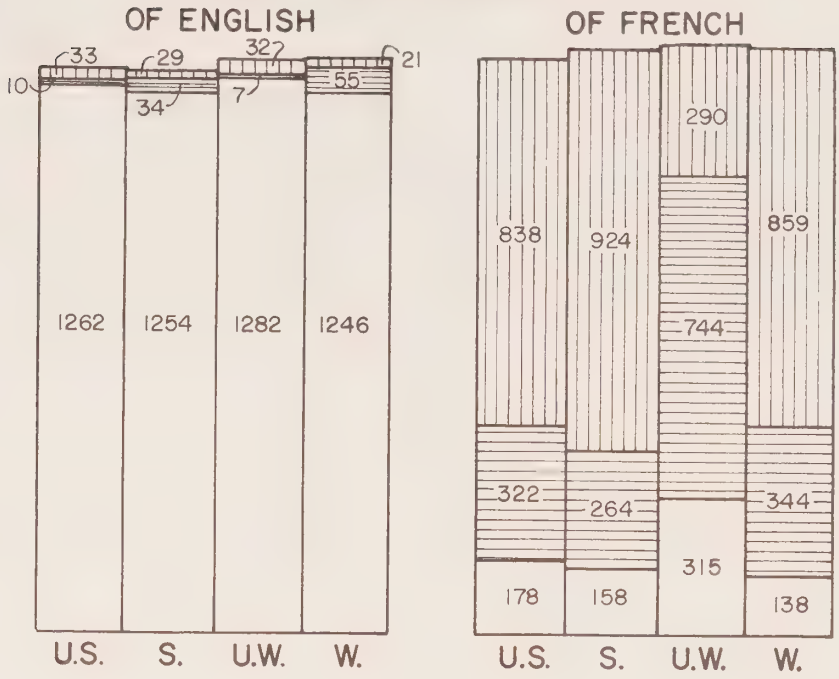
### OTHERS



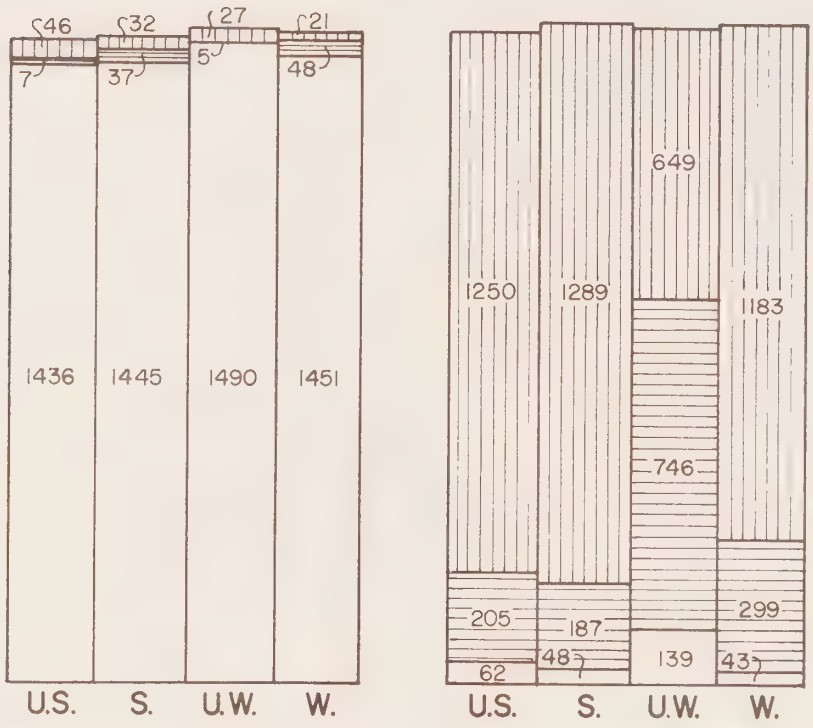

(279)

# MUTUAL COMPREHENSION BY AREA

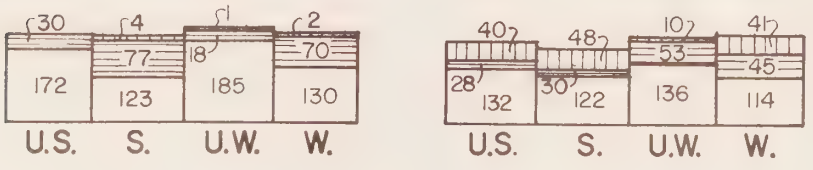
## OTTAWA-HULL AREA




## ENGLISH SPEAKING AREA




## FRENCH SPEAKING AREA




## LEGEND

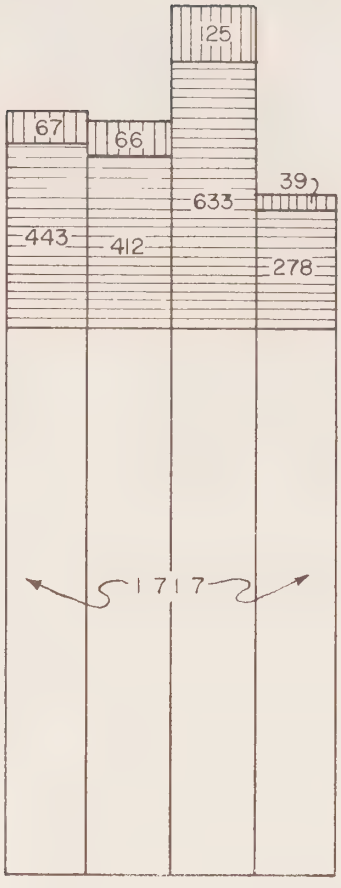
U.S.—UNDERSTANDS SPOKEN LANGUAGE
S.- SPEAK LANGUAGE
U.W.—UNDERSTANDS WRITTEN LANGUAGE
W.— WRITE LANGUAGE

VERY LITTLE OR NOT AT ALL

FAIRLY WELL

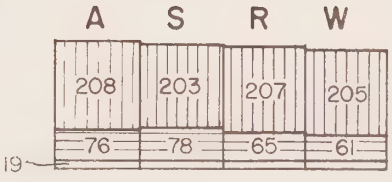
VERY WELL

## WORKING KNOWLEDGE OF THE OTHER LANGUAGE NECESSARY (QUESTION 11) FOR DEALING WITH THE PUBLIC




LEGEND

A-AURAL UNDERSTANDING
S-SPEAKING ABILITY
R-READING ABILITY
W-WRITING ABILITY




BY MOTHER TONGUE

ENGLISH

FRENCH

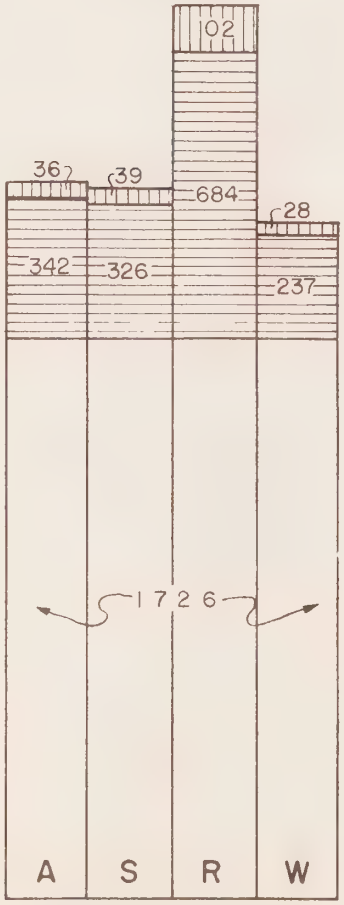
## (QUESTION 12) FOR CARRYING OUT DAY-TO-DAY ACTIVITIES

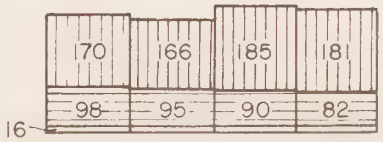
KEY

ESSENTIAL

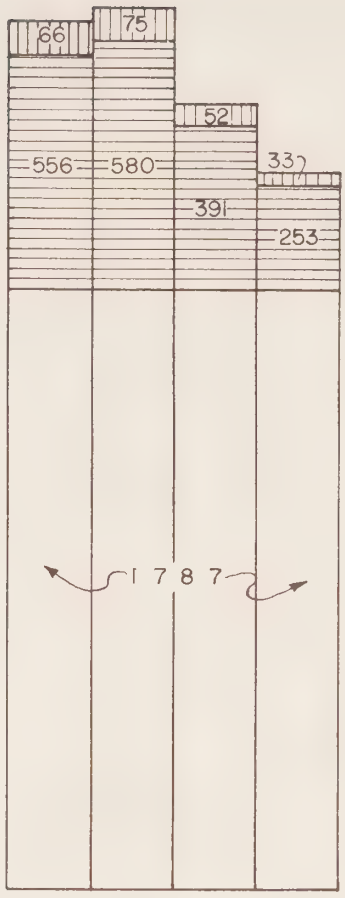
OF VALUE

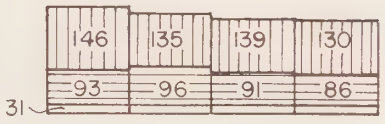
OF LITTLE OR NO VALUE



## WORKING KNOWLEDGE OF THE OTHER LANGUAGE NECESSARY (QUESTION 13) TO ESTABLISH A BETTER WORKING CLIMATE




BY MOTHER TONGUE

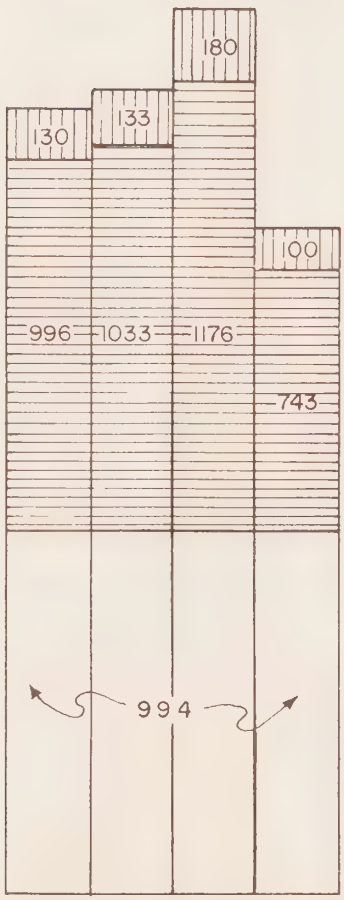
ENGLISH

FRENCH

## (QUESTION 14) IN CAREER DEVELOPMENT

KEY

- ESSENTIAL
- OF VALUE
- OF LITTLE OR NO VALUE



# EFFECT ON FUTURE CHANCES OF ADVANCEMENT

## TOTAL

(3092)

LEGEND
H — HINDERED
I — IMPROVED
N.A.- NOT AFFECTED

## BY AREA

### OTTAWA-HULL

(1330)

### FRENCH SPEAKING AREA

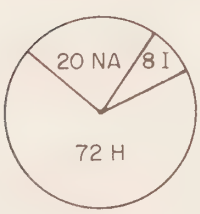
(205)

### ENGLISH SPEAKING AREA

(1537)

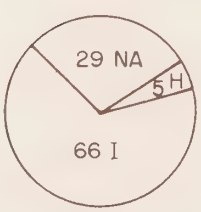
## BY MOTHER TONGUE

### ENGLISH




(2529)

### FRENCH



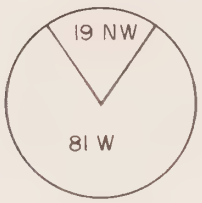

(279)

### OTHER

(272)

# WILLINGNESS TO ATTEND COURSES IN THE OTHER OFFICIAL LANGUAGE (QUESTION 21)

TOTAL

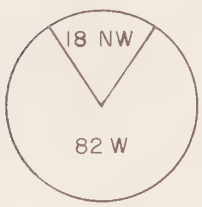



(2888)

LEGEND
W- WILLINGNESS
NW- NOT WILLING

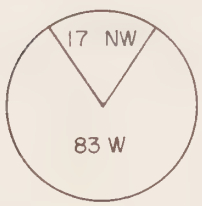
## BY AREA

### OTTAWA-HULL



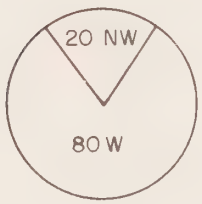

(1232)

### FRENCH SPEAKING AREA




(181)

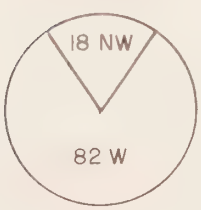
### ENGLISH SPEAKING AREA




(1469)

## BY MOTHER TONGUE

### ENGLISH




(2421)

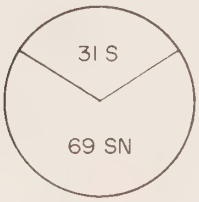
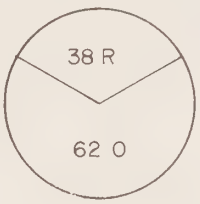
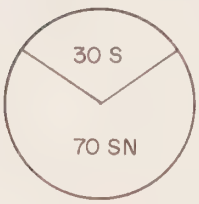
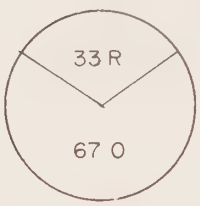
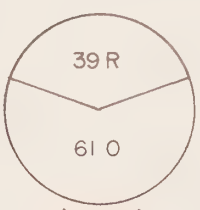
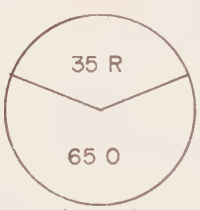
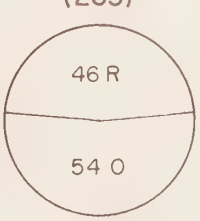
### FRENCH

(206)

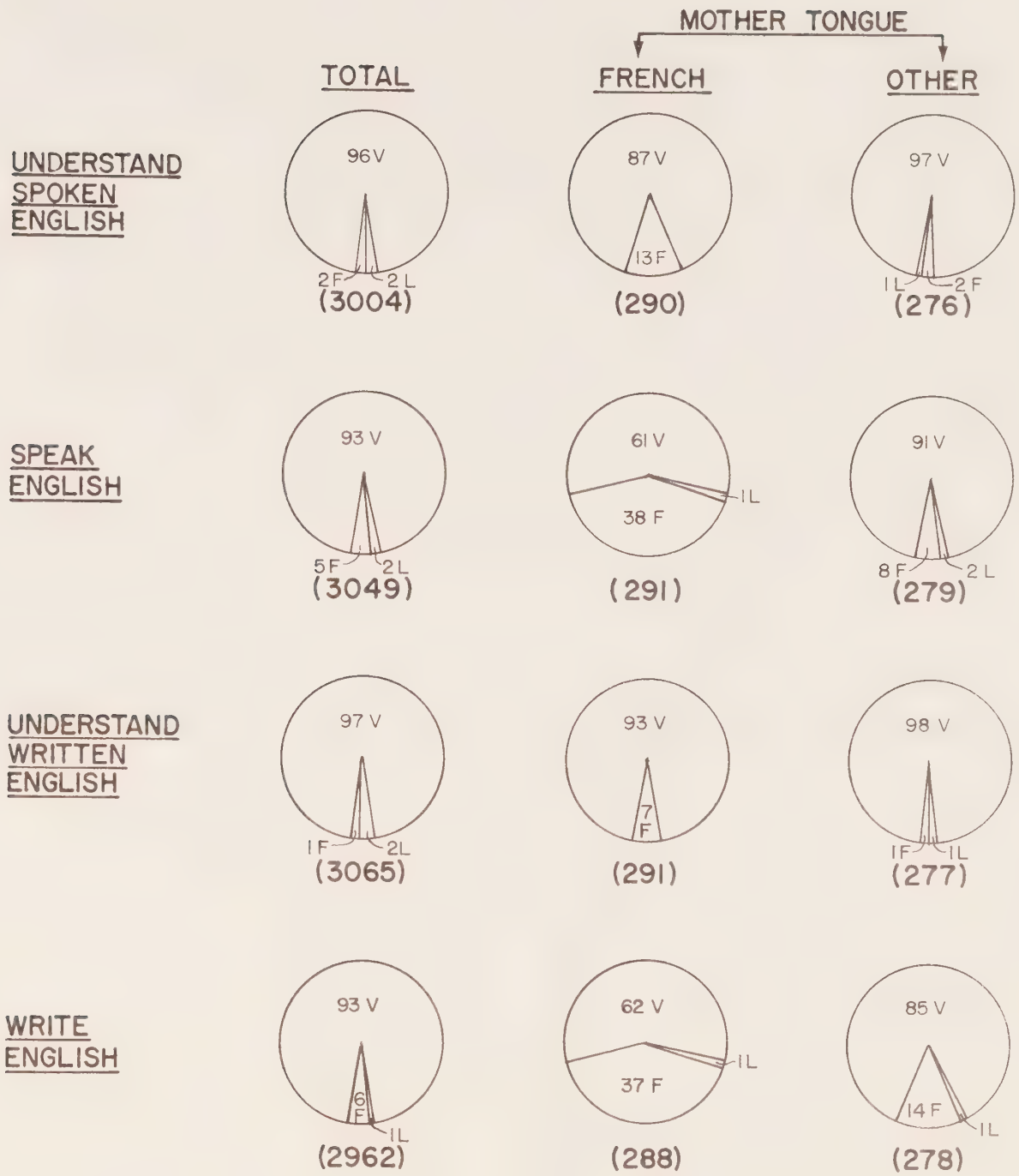
### OTHER

(252)

# PROVISION OF SALARY BONUSES

| | BONUSES SHOULD (S) OR SHOULD NOT (SN) BE PROVIDED. (QUESTION 22) | IF PROVIDED, IT SHOULD BE PAID REGARDLESS OF NEED TO USE(R) OR ONLY IF NEEDED IN WORK (O) (QUESTION 23) |
|---|---|---|
| TOTALS |   (3075) |   (2669) |
| BY AREA<br>OTTAWA – HULL |   1324 |   (1163) |
| FRENCH SPEAKING AREA | (205) | (183) |
| ENGLISH SPEAKING AREA | (1528) |   (1304) |
| BY MOTHER TONGUE<br>ENGLISH | (2505) |   (2168) |
| FRENCH | (285) | (263) |
| OTHER | (274) |   (227) |

# DEGREE OF BILINGUALISM
(FROM QUESTIONS 2-10)

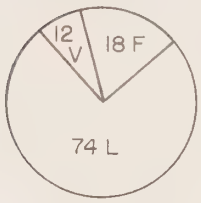
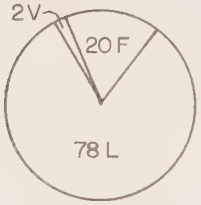
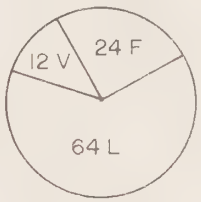
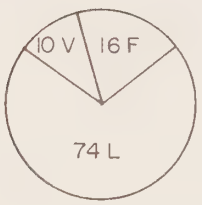
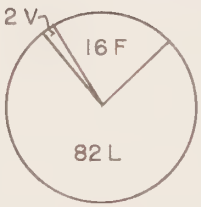
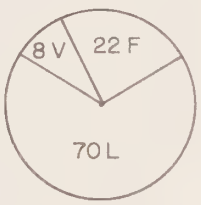
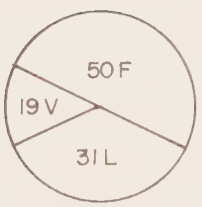
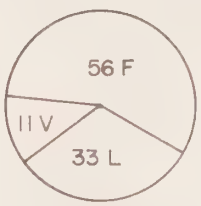
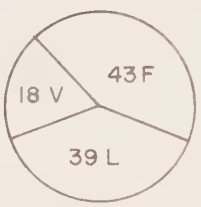
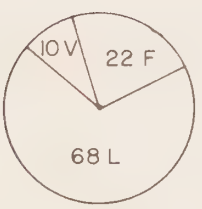
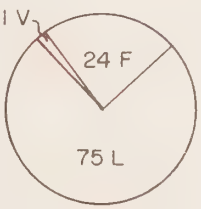
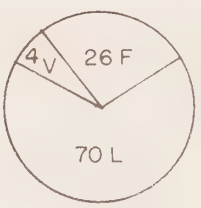



## LEGEND

L — VERY LITTLE
F — FAIRLY WELL
V — VERY WELL

# DEGREE OF BILINGUALISM
(FROM QUESTIONS 2-10)

MOTHER TONGUE

| | TOTAL | ENGLISH | OTHER |
|---|---|---|---|
| UNDERSTAND SPOKEN FRENCH |   (3068) |   (2515) |   (270) |
| SPEAK FRENCH |   (3084) |   (2528) |   (271) |
| UNDERSTAND WRITTEN FRENCH |   (3100) |   (2549) |   (271) |
| WRITE FRENCH |   (3074) |   (2523) |   (270) |

LEGEND

L — VERY LITTLE
F — FAIRLY WELL
V — VERY WELL

## APPENDIX 4

### NEED FOR TRAINING IN OTHER LANGUAGES AS WELL

Although not considered part of this study, such a large proportion of the members expressed the need for training in other languages that this point seems worthy of mention. Many professionals have need for such languages as German and Russian in their work, as well as other languages and they felt that the Federal Government should provide courses in these languages as well. Also in certain parts of Canada, German, Ukrainian and other languages would be of value in dealing with the public in those areas where these languages are predominant. Some members visualized French Language Training Schools being developed to offer courses, not only in French and English but, to a lesser degree in these other languages.

790-905

BRIEF

to the Royal Commission on Bi-lingualism and Bi-culturalism

from the

Chamber of Commerce of Prince Rupert, British Columbia

1. PREAMBLE

Since the thought has been expressed that we in British Columbia are so far isolated from the problems under consideration by the Commission as not to be able to be realistic about them, it would seem pertinent to state of Prince Rupert that

a) we enjoy a multiple economy (fishing, forestry, tourism) which makes us aware of international trade and communications;

b) not only do we export (pulp, lumber, fish, grain) but we also have trade contacts with other provinces including the Province of Quebec;

c) our population, consisting, in addition to the predominant British stock, of large groups of Indians, Chinese, Japanese, Scandinavians, Germans, Italians, and many other smaller groups, including French, is not such as to permit us the luxury of deluding ourselves that this is a white Anglo-Saxon world.

2. Indeed, the harmony which exists in our community, while it may be somewhat short of ideal, is such as to reassure us that it is possible for peoples of widely differing concepts and ideologies to live side by side in a reasonable degree of amity.

3. Having considered the terms of reference of the Commission, the comments and questions which have come forward from the Commission Secretariat, and the wide variety of opinions reported through the public communications media, as well as comments gathered in public hearings and private conversations in this community, we have decided to limit our comments largely to three principal topics:

1. Partnership in Nationality
2. Bi-lingualism
3. Bi-culturalism

4. Partnership in Nationality

Are there two nations in Canada; can there be one?

How can equality between the founding races be achieved?

Can the nation be developed as a Partnership?

How can minority rights, particularly of indigenous peoples, be preserved?

5. One's first tendency in approaching this problem is to look for an analogy among the multi-cultural nations of the earth. In spite of the many examples which might be adduced for the sake of argument, this Chamber tends to believe that the Canadian problem is unique and that no ready-made solution can be found by poring over a map.

6. When one ponders the question as to whether or not it is possible to achieve a recognizable, let alone an ideal, equality between "the two founding races", one is also tempted to ask whether a similar problem of "equality" might not be raised between those of English and Scottish heritage, between Roman Catholics and Protestants, between those who shop by mail order and those who buy locally, between Nova Scotians and Albertans, between Liberals and Conservatives, between me and my working companions or my neighbors.

7. To demand "equality" is to pursue a will-o'-the-wisp which never exists in human relations except in the imagination of the idealist. Any man who is worth his salt will struggle to be treated at least as well as "the others"; he is undemocratic if he denies to them the right to struggle to at least equal him. Beyond the ideal of fair struggle, it is idle to pursue the 'ignis fatuus' of equality. Nor can it be legislated.

8. We are therefore brought immediately face to face with the fact that the only "equality" we can envisage is equality before the law, equality of opportunity, equality of treatment, equality of rights. This equality is possible only in a nation which considers itself "one nation, indivisible, with liberty and justice for all". It follows that there should be no recognition of any "nations" within Canada but only of the one nation -- Canada.

9. This conclusion must necessarily dispose of two other questions: (i) What special rights are to be accorded to other minority groups in Canada? Obviously, there must be no special "rights" for anyone anywhere in this country other than Canadian rights. If people of other nations come to cast in their lot with us, their act of renunciation of other

9. allegiances must be considered to be complete and entire and without reservation. If they are not willing to build one nation with us, they should not be here.

( ) Does the Commission have (to quote its own estimate of its responsibilities) "a duty to give special attention to the problems of the Eskimo and the Indian in our present world"? That they did not choose, as the immigrants have done, to come and cast in their lot with us but are a conquered people becomes more tedious the more often it is repeated. The "native" lives in a Canada which, it is hoped, is in the process of becoming "one nation"; he must not, through a misguided conception of his special needs or his skill in pricking our consciences, be allowed to become a red herring across the path of national unity. The native should cease to be seen as a curious specimen in a public park and should be treated neither better nor worse than any other man who must succeed or fail according to his own physical and mental capacities.

Bi-lingualism

10. Should all individual Canadians speak both languages? As a matter of education and general culture, yes; as a qualification for acceptable Canadian citizenship, no.

11. Should children everywhere in Canada have the opportunity to be taught in either English or French depending on their family background? Most definitely not. If there are enough children of English families within a reasonable area in the city of Quebec to constitute a school, there should be an English school. If there are enough children of French families within a reasonable area in the city of Vancouver to constitute a school, there should be a French school. If, however, the parents choose to live in a community where they are in such a small minority that this reasonable minimum does not exist, they must expect their children to study in the language of the community as they themselves must use that language in their own community life.

12. To what extent should the teaching of "the other language" be made available in all parts of Canada? Not only available but compulsory - from the first day of school and throughout all public schooling at any level. If we cannot insist upon at least this much in the interests of culture, internationalism, and Canadian unity, it must be that we have little desire to be practical in the matter.

13. However, the inadequacy of most language teaching poses a problem

13. which may well be at the root of our cultural impasse. A few principles may be suggested:

a) "Any fool can learn to speak a language; the proof of it is that we all have." Properly taught or even merely sufficiently exposed, the child absorbs language like a sponge. And would he but recognise the fact, the adult has even greater capacities for learning than has the child. The excuse of inability to learn a language is unsubstantiable.

b) Teaching in elementary grades should be informal but skillful.

c) The first steps in language, particularly in the case of adult students, are generally more successful when taught by one who shares the mother tongue of the student and who, therefore, has crossed the same language barrier the student must cross.

d) The courses should have as their primary objective the development of the skill of communication in a cultured Canadian idiom and accent.

e) Above all, the motivation of both teachers and students should be re-appraised and the study of "the other language" put into a new perspective.

14. To what extent should public servants be bi-lingual? This is another practical question. If a British Columbian Anglo-phile decides to move to Chicoutimi, it is up to him to be able to carry on business in that community in French; if a Frenchman comes to Prince Rupert, there is no reason for him to expect that all public servants must be able to communicate with him in French. For public servants in Montreal and Ottawa not to be bi-lingual amounts to bad management and gross discourtesy. In this as in other areas of dispute, practice must follow the norms of practicality in seeking to achieve the not always practicable ideal.

15. Recently, a professional man from "la belle province" was expressing his views on this subject. He said something like this: "I suspect it is a matter of the greatest indifference to you whether a Frenchman in Chicoutimi can speak English and I suspect that it is a matter of equal indifference to him whether you here in Prince Rupert can speak French." He might have added: "But neither of you should consider himself either educated or cultured if he cannot get along in both languages."

Bi-culturalism

16. At this juncture, it may be asked what we consider to be the ideal with respect to the integration of our two main cultures - and perhaps the absorption of the minority cultures. The simplest answer would be an evasion: There should never be an "integration" or an "absorption" of cultures. No culture should be suppressed so long as its practice does not come into serious conflict with the law or the mores of the land. We shall be the richer as a nation if we can maintain the two principal cultures, together with whatever of the indigenous and newly-arrived cultures is viable. To suggest that we should strive to melt our cultures into one is analogous to suggesting that we should, as individuals, melt all our hobbies, all our community activities, all our explorations of the mind into one. The more vital variety we can keep actively alive, the richer we are -- the more we have to share.

17. But we should not think of it as "bi-culturalism". Rather should we look to any person or family or community of persons and say: What have you to contribute that is new and different and exciting and worthy? If we have the values of two heritages in our land, we are twice blest -- infinitely more fortunate than if we had only one and had to travel to another continent to enjoy an all too brief glimpse of the other. We are fortunate to have not only two cultures but bits of many cultures; we should consider ourselves privileged heritors of an asset rather than of a liability.

Some General Observations

18. There are wrong attitudes on the part of both English and French and of some immigrant groups and indigenes. Attitudes can be changed only by a long-term program of education.

19. There is doubtless some disparity of opportunity. We cannot help but believe, however, that opportunity should be on the basis of merit and qualifications and that other considerations should be soundly condemned. Furthermore, it should be made clear to all that lack of qualifications does not necessarily carry with it too much sympathy for failure to achieve.

20. Our national strength will come only if and when we subscribe to a single national ideal. This will not -- cannot -- come about until we stop talking about our differences and our duality and stop the practices which tend to nurture feelings of discrimination. Whether or not we can agree upon the facts of our History is relatively unimportant;

20. that we should agree that we want to build a country in which we shall one day be able to sing with harmonious enthusiasm of "the true North, strong and free" would seem to be a point upon which we must agree or all else will be in vain. Again, it is the matter of education.

21. Question is raised as to the place of the national communications media in the program of education. To attempt to force the issue too openly is to invite disastrous opposition. Nevertheless, there appears to be a definite demand for more sharing of the cultures on a reasonable basis.

21a There is little point in forcing a French play upon an audience in an entirely English-speaking community. It does not really help to broadcast programs which are completely incomprehensible to those who are willing to make a mere beginning at learning.

21b But there is a good case for a daily program of news and views on three different levels of comprehension of "the other language" in all communities of Canada. Such a program, hand in hand with intelligently planned language courses given by better trained teachers, would make a big start towards a sharing which would eventually draw the French and English closer together in this country. For, as President Alphonse Ouimet of the CBC said in a recent address (Rotary Club of Montreal - 9.6.64) "...language is not only the vehicle of culture, it is itself part of culture."

Summary and Recommendations

22. 1. To seek bi-national equality in Canada is to pursue the impossible. The only practicable course is to strive for a uni-national Canadianism which espouses unity, not as a kind of chauvinism, but as the positive cure for disunity.

23. 2. To recognize any claims of minority groups, including those of the indigenes, is to look for divisive factors and to encourage others to press them. There should be justice for all under a law which is the same for all.

24. 3. A bilingual country does not demand that every person be bi-lingual as a condition of citizenship. As Mr. Ouimet said (in op. cit.): "... to speak of a bi-lingual country is not to imply that all citizens speak two languages but merely that the two languages are used". In the best interests, however, of both culture and amity, greater stress should be laid upon the skillful teaching of both languages to all those who attend public schools.

25. 4. All groups in either culture of a bi-lingual nation should be able to school their children in their own language unless they choose to move into an area where the other language is completely predominant.

26. 5. The bi-lingualism of the civil service has been made somewhat of an issue. Is this not somewhat like urging that prairie farmers should all be able to swim? When a man deliberately moves into a country or into a part of his own country where another language is spoken, he must expect to "do in Rome what the Romans do" -- communicate in the language of the area.

27. 6. The conception of the "melting pot" where all culture and all cultures are conglomerated into an amorphous unity is less an ideal than the creation of a synthesis which does not obliterate its parts but which may in time be found greater than their sum. The conception of "bi-culturalism" should, then, give way to a new "culturalism" to which not only the two but each of dozens of other cultures contributes with power and vigor. In Canada, to speak of "bi-culturalism" is to ignore the riches which can mm be brought to the synthesis by the other groups and peoples in our midst. We have a unique potential greatness in our future culture if we will but draw on what is available rather than try to suppress or submerge or ignore any of it.

for the Prince Rupert Chamber of Commerce

Will Hankinson
Ralph James
James Shaw

Prince Rupert, B. C.
June, 1964

MEMOIRE

à la Commission Royale d'Enquête sur le bi-linguisme et le biculturalisme

de la

Chambre de Commerce de Prince Rupert, Colombie Britannique

PREAMBULE

1. Parce qu'on a exprimé la pensée que nous autres de la Colombie Britannique sommes si isolés des problèmes qu'étudient la Commission que nous ne pouvons pas être réalistes là-dessus, il nous semble pertinent de préciser qu'à Prince Rupert

a) il y a une économie multiple (la pêche, la sylviculture, le tourisme) ce qui nous rend conscients du commerce et des communications internationales;

b) non seulement nous n'exportons la pâte à papier, le bois, le poisson, les graine mais nous avons aussi des contactes commerciales avec les autres provinces, ci-inclus la Province de Quebec;

c) notre population, qui consiste, en plus de la race prédominante britannique, d'assez grands nombres d'Indiens, de Chinois, de Japonnais, de Scandinaves, d'Allemands, d'Italiens, et de plusieurs autres groupes plus petits, y compris de Français, n'est pas telle que de nous permettre le luxe de nous faire illusion que celui-ci est un monde blanc anglo-saxon.

2. En effet, l'harmonie qui existe dans notre ville, même qu'elle est quelque peu loin de l'idéal, est telle que de nous rassurer qu'il est possible pour des gens de points de vue et d'idéologie différents de vivre ensemble dans un degré raisonnable d'amitié.

3. Ayant considéré le mandat de la Commission, les observations et les questions reçues du secrétariat de la Commission, et la grande variété des opinions exprimées par les moyens de communication populaires, autant que les observations obtenues par des audiences et des conversations privées dans cette communauté, nous nous sommes décidés de nous borner, pour la plupart, à trois sujets principaux:

1. Association en nationalité
2. Le bi-linguisme
3. Le bi-culturalisme

4. Association en nationalité

Y a-t-il deux nations au Canada; peut-il en être une?

Comment l'égalité entre les deux races peut-elle être achevée?

La nation, peut-elle être développée comme Association?

Comment peut-on préserver les droits des minorités, tout spécialement ceux des indigènes?

5. La première tendance en s'approchant de ce problème c'est de chercher une analogie parmi les nations multi-culturelles de la terre. En dépit des nombreux exemples qui pourraient être allégués dans le but d'argument, cette Chambre tend de croire que le problème canadien est unique et qu'il n'y a pas de solution tout faite qu'on peut trouver en scrutant une carte de géographie.

6. Quand on pèse le sujet de si ou non il est possible d'achever une égalité reconnaissable, sans parler de l'idéal, entre les deux peuples, on est aussi tenté de demander si l'on ne pourrait pas évoquer un problème semblable entre les Anglais et les Ecossais, entre les Catholiques romains et les Protestants, entre ceux qui achètent sur catalogue et ceux qui achètent en ville, entre ceux de la Nouvelle Ecosse et ceux de l'Alberta, entre les Libéraux et les Conservateurs, entre moi et mes compagnons de travail ou mes voisins.

7. Demander l'égalité c'est de poursuivre un feu follet qui n'existe jamais dans les relations humaines excepté dans l'imagination de l'idéaliste. Tout homme qui vaut son sel luttera pour être traité au moins aussi bien que "les autres"; il manque d'être démocratique s'il renit aux autres le droit de lutter pour au moins être son égal. Au delà de l'idéal d'une lutte juste, il est inutile de poursuivre l'ignis fatuus de l'égalité. Et l'on ne peut la légiférer non plus.

8. Nous nous trouvons immédiatement face à face avec le fait que la seule égalité que nous pouvons envisager est une égalité devant la loi, égalité d'opportunité, égalité de traitement, égalité de droits. Cette égalité n'est possible que dans une nation qui se considère "une nation, indivisible, avec la liberté et la justice pour tous". Il s'ensuit qu'il ne devrait pas être de reconnaissance d'aucunes "nations" en dedans du Canada mais seulement une nation - le Canada.

9. Cette conclusion doit nécessairement disposer de deux questions additionnelles:

(1) Quels droits spéciaux doivent être accordés aux autres minorités du Canada? Evidemment il ne devrait être aucuns droits spéciaux pour

9 n'importe qui n'importe où dans ce pays excepté les droits canadiens. Si les gens d'autres nations viennent vivre parmi nous, leur acte de renonciation d'autres allégeances doit être considéré complet et entier et sans réservation. S'ils ne veulent pas bâtir une seule nation avec nous autres, ils ne devraient pas être ici.

(2) La Commission, a-t-elle (pour citer sa propre opinion de ses responsabilités) "un devoir de faire attention spéciale aux problèmes des Esquimaux et des Indiens dans notre société contemporaine"? De même qu'ils n'ont pas choisi, comme l'ont fait les immigrants, de venir être des nôtres mais qu'ils sont un peuple vaincu devient plus ennuyeux d'autant plus que l'on ne le répète. L'indigène vit dans un Canada qui, espérons, est en procès de devenir une nation; il ne doit pas, à cause d'une conception aveuglée de ses besoins spéciaux ou de son habileté à aiguillonner nos consciences, être permis de devenir une échappatoire à travers la voie de l'unité nationale. On devrait cesser de regarder l'indigène comme spécimen curieux dans un parc public, et l'envisager comme ni meilleur ni pire que tout autre homme qui doit succéder ou faire faillite selon ses capacités physiques ou mentales.

Le bi-linguisme

10. Chaque Canadien, devrait-il parler les deux langues? Quant à l'éducation et une culture générale, oui; comme qualificatif pour la citoyenneté canadienne, non.

11. Les enfants partout au Canada, devraient-ils avoir l'opportunité de recevoir leur enseignement en anglais ou en français selon la langue maternelle? Définitivement non! S'il y a assez d'enfants de familles anglaises dans une étendue raisonnable dans la ville de Québec pour constituer une école, il devrait y être une école de langue anglaise. S'il y a assez d'enfants de familles françaises dans une étendue raisonnable dans la ville de Vancouver pour constituer une école, il devrait y être une école de langue française. Si, du reste, les parents préfèrent vivre dans un milieu où ils sont de telle petite minorité que ce minimum raisonnable n'existe pas, ils doivent accepter que leurs enfants fassent leurs études dans la langue de la communauté comme, eux-mêmes, ils doivent se servir de cette langue pour leurs communications de tous les jours.

12. A quel point, l'enseignement de "l'autre langue", devrait-il être disponible partout au Canada? Non seulement disponible mais de rigueur - de la première journée de l'école et sans cesse pendant toute l'instruction

veau. Si l'on ne peut pas exiger autant dans

lisme, et de l'unité canadienne,

13. Cependant, l'imperfection de la plupart de l'instruction dans nos langues nous présente un problème qui peut bien être à la racine de notre impasse culturelle. On peut suggérer quelques principes:

a) "N'importe qui peut apprendre à parler une langue: la preuve, c'est bien que tout le monde l'a déjà fait." S'il est bien instruit ou même seulement suffisamment exposé, l'enfant absorbe le langage comme une éponge. Et s'il voulait reconnaître le fait, l'adulte est capable d'apprendre mieux que le jeune. L'excuse de manque de capacité d'apprendre une langue ne peut pas être établie.

b) L'instruction dans les classes élémentaires devrait être bien habile sans trop de formalité.

c) Les premiers pas dans une langue, tout spécialement pour les adultes, auront généralement plus de succès quand l'instructeur a lui-même la même langue maternelle que l'étudiant et, par conséquent, a franchi la même barrière qu'entame l'étudiant.

d) Les cours devraient avoir comme but principal le développement d'une habileté de communication dans une langue d'idiotisme et d'accent canadiens cultivés.

e) Surtout, la motivation et des instructeurs et des étudiants devrait être évaluée de nouveau et l'étude de "l'autre langue" vue d'une nouvelle perspective.

14. A quel point les fonctionnaires publics, devraient-ils être bi-lingues? Voici une nouvelle question pratique. Si un Anglo-phile de la Colombie Britannique se décide d'aller vivre à Chicoutimi, c'est à lui de savoir conduire ses affaires dans cette communauté-là en français; si un Français vient à Prince Rupert, il n'a pas raison de demander que tous nos fonctionnaires soient capables de lui communiquer en français. Si les fonctionnaires à Montréal et à Ottawa ne sont pas bi-lingues, c'est une question de mauvaise administration et un manque inexcusable de courtoisie. Ici, comme partout, l'usage doit être pratique tout en envisageant un idéal pas toujours praticable.

15. Récemment, un homme professionnel de "la belle province" exprimait ses vues à ce sujet un peu comme suit: "Je m'imagine que c'est pour vous une question de la plus grande indifférence si un Français de Chicoutimi sait

parler anglais de même que c'est pour lui question d'indifférence égale si vous, ici à Prince Rupert, savez parler français." Il aurait pu ajouter: "Mais tous deux, vous ne devriez pas vous penser éduqués ou cultivés si vous ne savez pas vous exprimer dans les deux langues."

Bi-Culturalisme (ou est-ce que c'est 'bi-culturisme'?)

16. On peut nous demander maintenant d'expliquer ce que nous considérons l'idéal quant à l'intégration de nos deux cultures principales - et peut-être l'absorption des cultures des minorités. La réponse la plus simple serait une évasion: On ne devrait jamais contempler ni une intégration ni une absorption d'une culture. Nulle culture ne devrait être supprimée tant qu'elle n'entre pas en conflit sérieux avec la loi ou les coutumes du pays. Nous serons d'autant plus riches comme une nation si nous pouvons faire subsister les deux cultures principales, avec quoi que ce soit des cultures des indigènes et des immigrants est viable. Suggérer que nous devrions tâcher de fondre en une nos deux cultures est analogue à suggérer que nous devrions, comme individus, fondre également en une tous nos passe-temps, toutes nos activités dans la communauté, toutes nos explorations de l'esprit. D'autant plus que nous pouvons faire vivre une variété active, les plus riches que nous nous trouvesons - le plus que nous aurons à partager.

17. Mais l'on ne devrait pas en penser comme le "bi-culturalisme". Plutôt devrait-on demander à n'importe quelle personne ou famille ou communauté: Qu'avez-vous à contribuer qui est nouveau et différent et émouvant et digne? Si nous avons les valeurs de deux patrimoines dans notre pays, nous sommes deux fois bénis - infiniment plus heureux que si nous n'en avions qu'une et que nous devions voyager à un autre continent pour jouir bien brièvement de l'autre. Nous sommes chanceux d'avoir non seulement deux cultures mais des fragments de maintes cultures; nous devrions nous considérer héritiers privilégiés d'un avantage plutôt que d'un problème.

Quelques observations générales

18. Il y a de mauvaises attitudes de la part et des Anglais et des Français aussi bien que de quelques groupes d'immigrants et d'indigènes. On peut changer ou bien améliorer ces attitudes seulement par un programme d'éducation à longue portée.

19. Il y a, sans aucun doute, de l'inégalité d'opportunité. Nous croyons,

19. cependant, que l'opportunité devrait être basée sur le mérite et l'aptitude et que toute autre considération devrait être bien condamnée. De plus, il devrait être rendu clair à tout le monde que le manque de ces qualités ne comporte nécessairement pas trop de sympathie pour un manque de succès.

20. Notre force nationale ne s'accroîtra que si et quand nous chercherons tous un seul idéal national. Ceci ne viendra pas - ne peut pas venir - avant que nous ne cessions de nous plaindre de nos différences et notre dualité et que nous n'arrêtions les pratiques qui tendent à alimenter les sentiments de discrimination. Si ou non nous pouvons nous trouver d'accord sur le sujet de notre Histoire est relativement sans importance; que nous devrions être d'accord que nous voulons bâtir un pays ou nous pourrons chanter avec enthousiasme de la "terre de nos aieux" semblerait un point sur lequel nous devons tous être d'accord ou rien d'autre n'importe. Encore une fois, c'est la question de l'éducation.

21. On a posé la question de l'importance de nos moyens nationaux de communication dans le programme de l'éducation. Essayer de forcer la question trop ouvertement c'est d'inviter de l'opposition désastreuse. Cependant, il semble qu'il y a une demande encourageante de partager les deux cultures sur une base raisonnable.

21a On accomplit bien peu en représentant une pièce théâtrale française devant un auditoire complètement anglais. On n'aide pas la cause en diffusant des programmes qui sont complètement incompréhensibles à ceux qui ne sont prêts qu'à faire un commencement modeste dans une nouvelle étude.

21b Mais il y a un bon argument pour un programme journalier de nouvelles et de commentaires sur trois niveaux différents de compréhension de "l'autre langue" dans toutes les communautés du Canada. Un tel programme, de pair avec des cours de langue et de l'instruction linguistique désignés intelligemment et enseignés par des instructeurs mieux préparés, ferait un bon commencement envers une association qui ferait éventuellement se rapprocher les Français et les Anglais dans ce pays. Car, comme a dit le Président de Radio-Canada, Alphonse Ouimet, dans une allocution récente (Rotary Club de Montréal, le 9 juin) "...une langue est non seulement le véhicule de la culture, c'est elle-même une partie de la culture".

Sommaire et recommandations

22. 1. Chercher l'égalité bi-nationale au Canada c'est de poursuivre l'impossible. La seule voie praticable c'est de lutter pour un canadianisme uni-national, non pas comme type de chauvinisme mais comme cure positive contre la désunité.

23. 2. Reconnaître les revendications des minorités, y compris ceux des indigènes, c'est de chercher des facteurs désunissants et d'encourager des autres à les réclamer. Il devrait être une justice pour tous sous une loi qui est la même pour tous.

24. 3. Un pays ou l'on parle deux langues différentes ne demande nécessairement pas que toutes personnes parlent les deux langues comme condition à leurs droits de citoyen. Comme M. Alphonse Ouimet a dit (in op. cit.): "...parler d'un pays bi-lingue, celà ne veut pas dire que tous les citoyens parlent deux langues mais seulement que les deux langues y sont parlées." Dans les meilleurs intérêts, pourtant, de la culture et de l'amitié, un plus grand effort devrait être fait pour enseigner les deux langues à tous ceux qui fréquentent les écoles publiques.

25. 4. Tous les groupes de soit l'une ou l'autre culture d'une nation bi-lingue devrait pouvoir faire instruire leurs enfants dans la langue de leurs ancêtres à moins qu'ils ne choisissent de vivre dans une région du pays où l'autre langue est complètement prédominante.

26. 5. Le bi-linguisme du service civil a été sujet de discussion. Celà, ne serait-ce un peu comme demander que tous les fermiers des Prairies de l'Ouest sachent nager? Lorsqu'un homme se trouve dans un pays où même dans une autre région de son propre pays où la langue est différente, il doit compter faire "à Rome ce que font les Romains" -- communiquer par moyen de la langue régionale.

27. 6. La conception du pot pourri où toute la culture et toutes les cultures sont agglomérées dans une unité sans forme est moins un idéal que la création d'un synthèse qui n'oblitère pas ses parties mais qui en temps peut être trouvé plus grand que leur somme. La conception d'un "bi-culturalisme" devrait, donc, céder la place à un nouveau "culturisme" auquel pas seulement les deux mais chacune de douzaines d'autres cultures contribue avec force et vigeur. Au Canada, parler du "bi-culturalisme" c'est ignorer les richesses qui peuvent être apportées au synthèse par les autres groupes et gens parmi nous. Il est possible pour nous une

grandeur unique à l'avenir de notre culture si seulement nous ne voulons que nous servir de ce qui est disponible au lieu de le réprimer ou de le submerger ou de l'ignorer.

pour la Chambre de Commerce

de Prince Rupert

Will Hankinson

Ralph James

James Shaw

Prince Rupert, C.-B.
Juin, 1964

NO.: 790-905

TITLE: "~~B~~rief to the Royal Commission on Bi-lingualism and Bi-culturalism"

AUTHOR: Chamber of Commerce of Prince Rupert, British Columbia CA

Brief of 7 pages; 6 recommendations

REMARKS OF ANALYST:

This is a short undocumented brief. The main theme is that "equality" in Canada cannot be legislated, that Canada must be one nation, and that no culture should be forced to assimilate or integrate but should be looked upon and appreciated as a potential contribution to the whole.

ATT.: RESEARCH

TABLE OF CONTENTS:


| | PAGES |
|---|---|
| RECOMMENDATIONS: (and Conclusions) | 6-7 |
| BRIEF: | |
| "Preamble" | 1 |
| "Partnership in Nationality" | 2-3 |
| "Bi-lingualism" | 3-4 |
| "Bi-culturalism" | 5 |
| "Some General Observations" | 5-6 |

SUMMARY

"Preamble" Page 1

The community of Prince Rupert has a mixed population stock and enjoys a multiple economy and trade contacts with other provinces including Quebec. The harmony existing in Prince Rupert reassures that it is possible for peoples of widely differing concepts and ideologies to live in a reasonable degree of amity.

"Partnership in Nationality"

The Canadian situation is unique and cannot be solved by looking at other countries. To demand "equality" is to pursue a will of the wisp. Beyond the ideal of fair struggle equality cannot be legislated. There should be no recognition of any "nations" within Canada.

There must be no special "rights" for anyone other than Canadian rights. People not willing to build one nation with us should not be here. To repeat that the Indians are a conquered people is tedious; they should not become a red herring across the path of national unity, but should cease to be a curious specimen in a public park and be treated neither better nor worse than any other man.

"Bi-lingualism" Pages 3-4

Canadians should not speak both languages as a qualification for acceptable Canadian citizenship but as a matter of education and general culture.

Where a minority in a given area is sufficient to support a school, it should have one. The "other language" should be made compulsory from the first day of school and throughout all public schooling at any level.

There is no excuse of inability to learn a language. Teaching in elementary grades must be informal but skillful and, at the beginning, should be by one who speaks the same mother tongue as the student - child or adult. Courses should have the objective of developing skill in communication and the motivation of both teachers and students should be re-appraised.

Bilinguality among public servants must be practiced according to the norms of practicality; in Montreal and Ottawa, not to be bilingual is bad management and gross discourtesy.

Unless there is a serious conflict with the law of the land, no culture should be absorbed or integrated. We will be the richer as a nation if we can maintain the two principal cultures, together with whatever of the newly-arrived culture is viable.

But rather than thinking of "bi-culturalism" we should think of it in terms of potential contributions.

"Some General Observations" Pages 5-6

There are wrong attitudes on the part of English, French immigrants and indigenes which can be changed only by a long-term education program.

Opportunity should be on the basis of merit and lack of qualification does not necessarily carry with it sympathy for failure [illegible]

Our national strength will follow only upon a national idea - another long-term education problem.

There is a good case for a daily program of news and views on three different levels of comprehension of the "other language" in all Canadian communities.

CONFIDENTIAL

BACKGROUND PAPERS

Brief #: 790-905

Prince Rupert
Chamber of Commerce

VANCOUVER

A. INFORMATION ON ORGANIZATION

Not available

B. QUESTIONING OF WITNESS(ES)

1. PROGRAMME & LIAISON SECTION

para. 9 (11) "he (the Canadian Indian) must not, through a misguided conception of his special needs or his skill in pricking our consciences, be allowed to become a red herring across the path of national unity".

(1) Is the Indian 'problem' now a "red herring"?

(2) Does the Indian have "special needs" which require attention?

(3) Does the Indian have an equal opportunity in what you call a "fair struggle"?

para. 20 "... a single national ideal". What is it? Why must we subscribe to it to achieve "national strength"?

para. 22 Pretty vague. "... a uni-national Canadianism which espouses unity." What does this mean?

para. 23 What "claims" are minority groups making? Does diversity = division?

22-4-65

CA1 Z1
-63B22

# A BRIEF
TO
ROYAL COMMISSION ON BILINGUALISM & BICULTURAL-
-ISM

CONTENTS

Covering Letter . . . . . 3 pages

PROPOSAL I . . . . . 1 "
Supporting essays (two) . . . 5 "
Letter . . . . . 1 "
Specimens (et cetera letters) (13) . 13 "

PROPOSAL II . . . . . 3 "
Supporting essays (two) . . 13 "

PROPOSAL III . . . . . 6 "
Supporting essays (two) . . . 5 "
Letters . . . (8) 9 "

THE EMERGING CANADIAN
(Projected Book & Source Material)

Letters of reply (two) . . . . 2 "
Letter to Hon J. T. THORSON . . . 2 "
Why This Book Was Written . . . 3 "
A Rare Opportunity for Greatness . . 4 "
Nihilism OR Nationhood? . . . 2 "

By P. Presunka

14 Claver St.
Ottawa 9, Ont.
July 16, 1965.

The Royal Commission
On Bilingualism and Biculturalism
P.O. Box 1508
Ontario

Dear Sirs:

Att: Paul Lacost, Co-Secretary
Neil M.Morrison, Co-Secretary

Preamble to the Brief

The history of man shows a very strong convergence towards one ultimate brotherhood of man as defined so eloquently by the greatest prophets, and in particular, by the greatest of them all... by Christ.

Since the Western powers have so far been unable to grasp the principal theme of Christ's Social Philosophy, they are nevertheless grappling with the implications of that philosophy, in a number of apparently disjointed efforts. The unity among all these apparently disjointed efforts exists only dimly in the mind of men.

The emergence of any social problem has always associated withiit some elements of failings and neglect on part of those involved in the problem, but the full significance of the problem goes far beyond these immediate failings which merely focussed the attention on the more positive content of the problem.

Even if the events preceding the establishment of this Royal Commission On Bilingualism and Biculturalism appear to show neglect and intolerance of some groups of Canadians towards others, this is true only because these Canadians have acquired new understanding since these events. This newly acquired knowledge sets up new standards for social experience, and makes previous patterns of experience unacceptable by such new standards.

History shows that not all new experiences are superior to those previously held. There have been new social patterns which supported such spurious schemes as Fascism, or others which led to complete anarchy.

A valid test of the genuineness of new experience consits in its relationship to previous experience. True growth in understanding reduces hostility to others, since knowledge implies an integration of all elements of experience into a unified scheme. The hostility of some Canadians in cultural matters represents acute dissatisfaction with existing patterns which are upheld or tolerated passively by other Canadians. Apathy and other forms of passive attitudes are adenial of a positive participation in events by an intelligent being.

A sigh of open hostility, or an attitude of apathy and indifference represent an unstable stage in social experience in which proper conclusionshave not been reached as yet.

It is also quite conceivable that certain human groups have not had the background of experience needed to support proper conclusion. In such cases of deficient group experiences, the needed elements of social experience which have been acquired by other groups are made available through the mechanism of a group problem situation.

Where man is in danger of completely missing this conscious synthesis of his experience, man's attention is focussed on some vital deficiency in his experience in the form of an urgent problem which also involves his opposite number in rival and equally deficient social groups. The purpose of the problem in the scheme of things is to bring together the parties possessing complementary asymmetries (or needs) in their thought schemes. The parties to a problem must thereforesupplement each other's deficiencies and

achieve a degree of unity which did not exist before.

Canada should so approach these universally shared problems of diversity that its solutions may be helpful to other peoples of the world. National greatness is based on the degree of universality which rises within the boundaries of such a nation, and which flows across its boundaries to buoy up and assist other peoples in their upward strivings towards the recognition and appreciation of ultimate truths.

Man, thus strives for the symmetry of mind, and in this way he nears himself to God.

The Brief:

The brief which is being presented here represents my personal opinions which have been formed on an extensive background of life experience.

As I am a Canadian of Ukrainian parentage with an early upbringing in Ukrainian and later phases of education in English, these opinions will in part represent the Third Force, or the "Ethnic Conscious Group" of Canadians which are other than English or French.

With the three main proposals are submitted a number of supporting essays and other documents.

Yours respectfully

P Presunka

Peter Presunka

68

750-543

January 14, 1964.

Hon. J.T. Thorson, President
Canadian Citizenship Council
237 Queen St.
Ottawa 4.

Dear Mr. Thorson:

It is with great pleasure that I take this occasion to present the results of my labour to the Canadian Citizenship Council for consideration, so as to advance its most worthy aims.

I therefore sumit copies of my essays and appeals addressed to the leaders of our contemporary thought in my attempt to effect a thought exchange. These are now being compiled into a book to be published shortly, which is also to serve as a documentary of these efforts.

While the maintenance of Human Rights is a laudable objective, it is only a safety arrangement, and it, in itself could not constitute a positive and dynamic national purpose for a dynamic people like the Canadians.

No nation can exist which has not succeeded in recognizing the principal purpose of man's existence. This Canadians must achieve before they can proceed to the less pressing objectives. This has been defined briefly in an essay "The Ideal Human Society". This essay works out the implications of that most elegant definition given by our greatest prophets and by the Divine Christ as "The Search For God". There never is, nor was any substitute for such first step. Even the Communist States have been driven to a necessity to draw up alternative and opposing postulates to this problem, and they now find that their very existence depends upon the soundness of these postulates. Such is the overpowering force of the thought content in the existence of intelligent beings.

The essays and submissions[1] directed to the extension of Human Rights and addressed to the Ontario Royal Commission should prove of interest to your efforts.

1. Some of these are included with this brief.

Although these essays and appeals are part of my precious personal record of these efforts of effecting thought exchange, I feel that they will be more valuable if offered to you for utilization to further the aims of the Council. Should these not be found helpful nor interesting, I would be pleased if you would return these to me.

I do, however, expect some discussion of the merit if any in these submissions since these represent considerable effort on my part directed to the aims which the Council espouses. I would indeed be pleased and honoured if you would give your thoughtful consideration to this submission.

Yours respectfully

Peter Presunka

Book Title:

"THE EMERGING CANADIAN"

Why This Book Was Written

The greatest single need in Canada today is a sense of purpose which would unite all Canadians into a people and which would inspire all to an even greater degree of cooperation.

Until a short time ago, many Canadians had hoped that national unity would be served by simply ignoring andplaying down the real differences in the cultural, language, and historic backgrounds of its people. This was indeed a dark page in the history of the Canadian people. At best it could be regarded as a period of adolescence, in which the unenlightened idealisms of various cultural groups failed to appreciate the greatest of all idealisms... the idealism of a complete brotherhood in thought, as taught by the Divine Christ... an idealism based on ultimate considerations.

Today many Canadian intellectuals, and particularly those clustered around the Universities in Montreal, feel that such unifying ideas should be supplied by such specialized sciences as are given in University lectures; but these sciences have not been able to achieve unity and integration within themselves and with sister sciences, let alone a total integration of all man's efforts. Still others place high hopes in mere political and economic systems, in such schemes as the Social Credit, Cooperative Commonwealth Federation (now New Democratic Party, or even in Communist ideology.

In this booklet an attempt is made to show in terms of social, political and economic considerations that all such restricted solutions reflect our incomplete understanding of world's deepest philosophy. The writer also attempts to show in what ways these solu-

tions represent defective thought schemes which behave like captive satellites of Christ's true concepts of a society.

The philosophy of Christ's society must be grasped by humanity before further holocausts are generated. The deep philosophy of Christ's teachings must be made available to all, since truth is universal. We must not be a party to unintelligent compromises in the form of restrictive coexisting spheres of interest which separate and keep us apart in our thought systems; mere arrangements of comfort among religions thwart their true purpose.

True Canadian nationhood and unity will not be achieved by merely introducing one more officially recognized, language, although such a step will be helpful. It is the writer's belief that the "Third Force", as represented by the great number of other language and cultural groups, has a very important message which all the Canadians should hear and ponder.

This booklet therefore attempts to bring deeper insight into nationhood. Those older Canadians, who had hoped for national unity on their own terms by maintaining cold silence where there should have been thought exchange have perpetrated the gravest possible transgression in this creative universe; they have with-held the greatest of all potential contributions to Canadian life... they have failed to offer their best thoughts to their fellows in need of these.

Will the Creator forgive them, or will they have to step aside as delinquents while the purer of heart, but otherwise less prepared sectors of Canadian people, step into their positions of responsibility?

No people in the whole history of man faced such overpowering diversity problems with such forthright courage and such sincere

determination to do justice to them. Courage alone is not enough; it merely supplies a proper climate for deeper insights which the Canadians must achieve through their creative powers of mind and heart.

A people is more than a mere number of individuals. It is far more than an accident of history and economics as claimed by the young intellectuals from Montreal who issued the"Canadian Manifesto" last year.

A people with a truly unique identity represents a unique idea which has attained reality. Will the Canadian people achieve a worthy enough solution to the problems posed to them? The Canadians must not lean on precedents to justify other half-hidden motives; they must open their minds and hearts to each other, so that their creative thoughts may flow freely in giving birth to a truly Canadian idea.

This book indeed sets a blistering pace for all Canadians. The writer believes that the vision of Canada's greatness will assist his fellow Canadians in making it a reality.

# C O N C L U S I O N

## A RARE IPPORTUNITY FOR TRUE GREATNESS

In the present period of unrest and changeover from the former, static notions of national identity towards a more dynamic concept of national identity, many Canadians find themselves going through violent reaction phases against their previous thought patterns, by attempting to forget and otherwise disown their previously tolerated traditional loyalties and beliefs.

It can be stated quite generally that in all rebellions and revolutions, human beings in fact rebel primarily against their former selves.

Such change-over patterns have always been discernable in their more mild form in Western Canada in such embodiments as new political and social movements, by which the adherents gave expression to their growth. We can readily recognize these groups in the form of Social Credit, C.C.F., in the rejuvenated Liberal and Conservative ranks, and even in the more extreme socialistic groupings of the Communist-dominated groups.

The change over from the static or traditional orientation which is taking place in Quebec and in other ares of concentration of people sharing French Cultural background, is more spectacular and deep. These people are rebelling against the static traditionalism in their own cultural spheres as well as against their previously accepted domination by elements of Anglo-Saxon culture and Brithish traditions in general. Some vested interests in French cultural spheres still hope to escape the wrath of this rebellion and change-over by divrting thisrevolution against other cultural interests, thereby dissipating this ferment and, in the meantime,

using it for the achievement of their narrow cultural aims. This criticsm may also be applied with equal force to many other narrow cultural endeavours in our midst.

Any deliberate manipulation of a people in rebellion is an extremely risky venture. It is important that responsible institutions and individuals in positions of leadership recogmize the basic soundness of this pattern and that they take such steps as would contribute to true growth of the people in a state of rebellion.

There are definite signs of danger that in an attempt to go along with this rebellion against traditionalism, the political leadership will give way to temporary outbursts of anger against all past history. In the present Flag debate our political leaders appear to be yielding on to the one hand to this short-lived pressure to adopt a New Canadian Flag which is free of all referenee to the past, while on the other hand, the government also shows a willingness to promote many aspects of static traditionalism of the French Canadian culture against which this rebellion is primarily directed, and which is largely in the past.

The Canadians residing in the province of Ontario appear to be lulled into a restful smugnessby a preoccupation with material prosperity and with its consequences. They now find themselves on the defensive. They had always leaned heavily on the traditional Anglo-Saxon cultural connections with the Old land. Now they are regarded as backward students in today's classroom of Canadian Nationhood. They feel out of place, and are completely unable to understend what is going on around them. Their world is indeed falling apart. This is the lot of any people which fails to honour its highest aims, and which attempts to prolong and mantain advantages beyond the moment

of first realization of such iniquity![1]

What of the Canadians of Minority cultural backgrounds?

While the Older Canadians, of both French and English cultural backgrounds, ruled the roost, these people of foreign cultures had been quietly working out the problems of cultural diversity and of Canada's nationhood. As in Aesop's fable of "Mouse and the Lion", the majority cultures, like the trapped lion, roared and paralyzed all about them with their overpowering sound, the monority cultures nibbled away quietly and very affectively at the problems which held them captive!

Like that little grey mouse in the fable, the writer too, has been nibbling away at the strands of the great net of diversity which holds mankind in captivity, while the mighty lions of our delegational society roar and tug in splendour and futility!

Diversity is itself predicated upon the freedom to pursue a course different from that of its parent body; it has no logical or inherent right to deny that opportunity to others or even to itself by freezing into perpetuity by political, economic, or by other statutory advantages. No intelligent people should tolerate any political-social measures which aim to saddle it with any specified language, culture or political system into perpetuity, or which give undue preference to any of them.

The burden of diversity should be shared on an equitable basis by all; this is true tolerance. The burden of differences also carries great rewards which may be reaped upon solution of these differences.

1. Every new nation appears to experience a period of tutelage under a dominant group which also enjoys unearned advantages due to statutory arrangements and because of the unpreparedness of the elements dominated. The dominant group must not seek to extend unduly such apprenticeship of others to it.

Division, diversification are qualities associated with beings possessing basic inadequacies and imperfections in the face of the universe or when confronted by problems based on the requirements of the universe.

Symmetric Intelligence is an absolute essence, and in our strivings to achieve it, we must seek to achieve unity and harmony, since truth is indeed one.

Where humans do not understand they separate... they diversify... where they understand, they unite in this common essence.

The enlightened society recognizes its ultimate aim of achieving enlightenment in the form of symmetric intelligence which seeks the Creator. Such a society recognizes that diversity will be encountered "like a detour on the main highway at a point of breakdown", andlike the detour, it must lead back to the high road.

# NIHILISM OR NATIONHOOD?

I wish to draw your attention to the statements made by Professor Albert Breton, Associate professor of economics at the University of Montreal, when he addressed a seminar sponsored by Canadian Political Youth Council at the University of Ottawa on Saturday, May 29, 1965.

In his attempts to repair the damage done by "nationalisms" which he indentified as one of the ideologies which have been a curse to humanity, professor Breton advised a return to a state of no ideology.

"In working out political ideas we must abandon ideologies"

"There are no eternal principles in politics - other than our main concern should be for human beings".

Does professor Breton understand human beings? To have concern for human beings one must understand them.

Does the professor realize that intelligent beings exist in an atmosphere of conscious knowledge, and that they convert their ideology into reality by acts involving their will?

How can we work out political ideas if we were to abandon ideologies? Politics is the art of governing human beings... not as individuals but as a society. A human society is itself an ideology, and it has been made possible by man the idealist, and not by man the realist.

True ideology always ppecedes and creates reality. Did not God's supreme idea create all the realities we experience?

Human society is the latest stage of creation in our midst, in which the total experience of the human phenomenon is converted into an intelligence of a most comprehensive nature. Thus conscious knowledge can rise only in a society, and society's primary purpose is to facilitate experience exchanges among the individuals so that the individuals may deepen their insight and wisdom and so become aware of their Creator in this social atmosphere of conscious knowledge.

Did Christ come to suffer and teach in vain? Has the search for ultimatetruths ever been outmoded?

A society which exists for the provision of mere animal comforts is nothing but an ant-hill or a dung-heap! Is this what Professor Breton has in mind?

1. "A Canadian Manifesto" was proclaimed through the Canadian Press in 1964 in which the theme of Professor Breton's speech was given in greater detail.

How can an educated individual go through so many erudite exercises and glean so little? Is cynicism to be regarded as an achievement?

Do we want a society of skilled robots without ideologies?

How long would the Creator tolerate such degeneracy?

In what sense does professor Breton regard politics as a profession? Does he have in mind a conceited group of professional liars, social technicians, and dispensers of superficial social fads?

Professor Breton's mentality reflects the cynicism of a youthful but blind society.

Canada is struggling to be born as a nation. Like any other real fact, a nation must be firmly based on an ideology, which is unique and which is also related to ultimate considerations.

Canadians must earn their identity by evolving unique and proper solutions to problems which have always been posed to every people throughout all human history. Canadians need a superior ideology to correlate and to unite all the lesser ideologies.

Indeed there are eternal principles in the ideology of a proper human society!

P. Presunka
Professional Engineer,
Prov. of Ontario

Copies to: Professor A. Breton, Montreal
Hon. R. Leversque, Quebec
Hon. L.B. Pearson, Ottawa
Hon. J. Roberts, Toronto
Hon. W. Davis, Toronto
Hon. J.J. Thorson, Can. Citizenship Council
"Ottawa Citizen"
"Ottawa Journal"
"The Gazette"
University of Toronto, Att. Pres. C. Bissell
University of Ottawa.
University of Carleton, Att. D. Dunton
Hon. D. Roblin, Winnipeg
"The Ukrainian Voice" att. J.Syrnyk, Winnipeg

5
750-543

PROPOSAL I.

An Extension of Communication Media for
An Individual in His Society

This is an extension of the "Freedom of Worship" and "Freedom of Expression of Opinion". The above defined Freedom of Worship had been won at prodigous cost throughout our long history, in the establishment of political freedom and in our modern democracy. This right of free worship and expression blossomed into free (or almost free) education under a misnomer of "Compulsory Public Education", evolving into our elementary, high school, and university educational systems.

A comparable growth for expression of thought did not occur on the adult level. The communication facilities are almost all under private industrial establishments. The daily press, publishing houses accept only those submissions from individuals which will satisfy the considerations of a commercial enterprise; submissions which may be of great worth and importance to society are too often rejected, with the result that only those possessing wide public appeal are given coverage.

My experience with numerous submissions to the many daily, wekkly publications, and to national publishing firms has been almost uniformly disastrous. Only very few publishers exhibited the rare honesty and courtesy of stating their reason for their refusal for giving coverage in their communication media.

Appended to this ppoposal are a few copes of covering letters accompanying such submissions, and the replies to these.

It is therefore my contention that the highest human considerations, those of serious thought-exchange, are subjugated unduly to

The considerations of mere commercial enterprise. Thought-exchange is the supreme currency in a human society, and it should not be relegated completely to the mercies of a commercial enterprise.

May I therefore suggest that a publicly owned and publicly operated publication service be established by the Provinces of Canada to provide such a medium of thought-exchange so that significant experiences of individuals desiring such thought-exchange may be made available. Many extremely important ideas, which are today suppressed by the private press, may be made available to our adult society. This publication service would not in any way attempt to displace private publishers, but it certainly would provide the necessary service where these fail completely. Such a public service would also serve to encourage the private publishers to follow suit. Success in the public medium may be used as a trial balloon for budding writers and for otherswhose efforts may be cut short by their inability to meet the requirements of a commercial publication.

The appended essay "The Highest Responsibility of a Society" develops the theme of this supreme responsibility of a society to an individual.

Society can not afford to turn a deaf ear to the thoughts of its individuals. Private publishers are not capable of properly supervising this supreme currency of thought-exchange in a society. It is not unlikely that such a publication service would also pay for itself from copyrights of its more successful publications.

# A DEFINITION OF A PROPER HUMAN SOCIETY

The human society appears to be a super-entity in process of Creation, which strives to embody intelligence itself.

The appearance of a human society represents the final phase of revitalization of the condensed experience of the universe into an intelligence possessing symmetry, and therefore, unlimited capability. The appearance of life in general represents a highly selective acceptance of experience patterns in the highly saturated existence state on the inanimate level. The almost endless record of the events which transpired and which was condensed into the inanimate structure of matter, led to a requirement for a reconcentration and an organization into simple systems as represented by life forms themselves. This first stage of revitalization of universe's records reached another saturation stage... in the individual state of a human being, and prepared the necessary conditions for the next creative stage... for the creation of the human society.

Society starts with the elements of conscious knowledge which it draws out of the individual, and it provides facilities for, and encourages the creation of intelligence of such comprehensive nature that it contains completeness within itself. In the course of this process of the creation of this comprehensive intelligence, man and his society must apply these elements of knowledge to their environment to as to corroborate and test the validity of their intelligence processes and also to provide the where-with-all, the food, shelter, and a host of other commodities... thus perpetuating the process.

The human society of today is still going through the painful stages of being born; its great achievements are difficult to discern because of the necessarily intense involvement in real life problems in which all such achievements must continually be tested.

The sheer logic of creation implies the necessity of a problem which precedes the act of creation and which must pose a requirement for some particular solution which is beyond the immediate capability of the living being which is confronted with the problem and which solution calls for some creative act. The problem may therefore be regarded as a mechanism by which the universe (and the Creator) places a requirement for the creation which is to follow.

In the problem, all the worthy elements of our experience are organized to-wards the next creative steps in our experience. The problem is the jury, while the events are the judgements, final and irrevocable.

What is that creative aspect of the human society?

It is without doubt the emergence of symmetric intelligence which results from proper manipulations on the elements of conscious knowledge in a social environment. The vast structural knowledge which remains locked in intimate association with the individual human must be raised or liberated to the level of consious knowledge. This process has been going on for countless ages, wherever man congregated, and this process still constitutes the principal function and the highest criterion of excellence for the evaluation of all social institutions.

The human individual, if left to his own resources, would be unable to attain conscious knowledge; he can achieve this only in association with similar beings in whom he discerns and evaluates the elements of experience. "Not only are we our neighbour's keepers, but our neighbours are our keepers!"

A proper society is therefore a predominantly educational association of humans. Society's form is embodied in Christ's Second Commandment: "Love Thy Neighbour".

The concept of a Proper Society of man has always existed in the comprehension of theCreator, and for this very reason its appearance has great significance to all events which preceded it, and it will have even greater significance to all events which will transpire in the future. This concept of a proper society is contained in Christ's First Commandment. "Love Thy God".

We have now defined the human society in terms of the absolute considerations based on deepest philosophic assumptions and reinforced by experience and corroborated by our greatest philosophers and prophets. Such a concept of a society will also supply a proper basis for morality and assure man of his rightful place in the universe.

F
10

SOCIETY'S SUPREME FUNCTION

RE: Proposal For "National Publication Service"

The previous essay which defined the human society implies the existence of one supreme function of such a society... that of expediting the enlightenment of the individual. In such a society thought exchange is the supreme currency.

Does history corroborate this supreme function of a proper society... the flow of thought exchange among its individuals?

Indeed it does! The greatest historic mileposts are those which mark such achievements as the right to one's thoughts. That this right remains supreme among all others is implied in such established and basic rights as:

The Right of Worship

The Freedom of expression of thought on all matters

The Political freedom of man

Oceans of blood have been spilled in man's efforts to reassert this right to his thoughts.

Why did man find it necessary again and again to spill so much blood?

Is it not because the true supremacy of thought was never won in his own mind? Man continually tends to subordinate this highest currency of experience to other, meaner considerations, and when these meaner considerations to which he thoughtlessly harnesses himself, drive him to sufficiently great exaggerations, it becomes clear to him that he must destroy these spurious enslaving schemes. We continually are driven to set up costly life experiments to determine to our satisfaction the validity and definition of values which appear hazy and indefinite.

The material world is thus placed at the service of the higher

thought schemes, and man plays both of these roles simultaneously. While his body is part of the base material apparatus in his life experiments, his mind and heart soar to infinitely great heights where he exercises his supremely more important creativepowers which exhibit man's kinship with the Creator. If man's faith were truly sufficient, the spiritual power in him would move massive mountains! Is this not the true source of power of the Divine Christ to Perform Miracles?

Today science itself stirs in excitement at the rapidly growing power of knowledge within its much narrower fields! How much greater must be the power of truest knowledge! Can anyone in his senses doubt for one moment the great truths taught by Christ?

Because our society has mistakenly relegated the media of thought exchange to the mercies of the commercial enterprises, the writer pleads for a national publication service which would assure an opportunity for every man to place worthy thoughts before his fellows without having to first assure a financial profit to his publisher. The writer's own experience with the publishing firms bore out this disastrous requirement in our society.

In the following letter addressed to our new federal ministry of culture, the writer stresses this need, and offers a brief essay[1] "The Highest Responsibility of A Society" in support of a proposal to establish such national publication service.

1. This essay was forwarded to the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism with previous submissions.

November 25th. 1964.

Hon. Maurice Lamontagne
Secretary of State
Government of Canada
Ottawa

Dear Mr. Lamontagne:

May I submit for your consideration and possible utilization a short essay under the title "The Highest Responsibility of A Society", in which a proper basis is laid for a proposal to establish a "National Publication Service" for thepeople of Canada, which service would not depend entirely upon considerations of a commercial enterprise.

The establishment of your department in itself signifies an intent on the part of our government to change over from a merely delegational orientation of the past towards a more mature orientation, which shows greater regard for the educational requirements of our society.

The proper exercise of our hard-won freedom of thought expression requires a continuous expansion of facilities for its exercise. The alternative attitude of neglect can only encrease the apathy already present in vital areas of public life.

Yours respectfully

Peter Presunka

This proposal was presented to:
The Prime Minister of Canada
Premiers of number of Can. Provonces
Departments of Education
Royal Ont. Commission Inquiry into Human Rights Etc.

12

# SATURDAY NIGHT

*55 York St., Toronto Ont. 363-1505*

*Office of the Managing Editor*

July 9th 1965.

Mr. Peter Presunka,
14 Claver St.,
Ottawa 9, Ont.

Dear Mr. Presunka:

We're sorry - but we're not the right publication for your work. We don't think it's fair or sensible to waste your time by pretending that we are. Nor is it fair or sensible of you to take up our time with idle correspondence .

You've every right to propagate your views - but at your own expense.

Yours sincerely,

Kildare Dobbs

Kildare Dobbs
Managing Editor.

LIFE

TIME & LIFE BUILDING
ROCKEFELLER CENTER
NEW YORK 10020

EDITORIAL OFFICES

We have enjoyed [illegible] the material you have [illegible] our answer must be [illegible] unable to use it, we're [illegible] your [illegible] herewith.

[illegible]
encl.

For the Editors

TIME *The Weekly Newsmagazine*

Your thought of TIME was very much appreciated. However, as we depend on our world-wide staff of full-time and part-time correspondents for most of the news that appears in our pages, we are [illegible] able to accept suggestions from other sources. Under the circumstances, we trust you will understand why we cannot use yours.

Regenta Bailey
For the Editors

SATURDAY NIGHT
25 York St., Toronto Ont. Canada

6

MACLEAN-HUNTER PUBLISHING COMPANY LIMITED
481 UNIVERSITY AVENUE
TORONTO 2, CANADA
TELEPHONE 362-5311

Mr. Peter Presunka,
14 Claver Street,
Ottawa 9, Ont.

Dear Mr. Presunka:

Thank you for letting [illegible] Mr. Hefner of [illegible] and the introductions to your two books, which were read with interest.

I'm sorry to say, however, that there is no way in which we can make use of your material. Maclean-Hunter publications are in the market for articles rather than essays, and in their letters-to-the-editor departments they use letters commenting on articles they have published, so there is no appropriate place in those columns for your comments on Mr. Hefner's philosophy.

Speaking from many years' experience in publishing, and long acquaintance with editors, I suggest that you may be asking too much of any editor, Mr. Presunka, to expect him to publish a letter as long as yours of April 23 to Mr. Hefner. If you study the letters columns of any publication, I'm sure you will find that few letters exceed five hundred words, and most are well under.

Thank you again for your interest in writing to me. I'm returning your material.

Yours very

[illegible]

The Ottawa Citizen

A Division of The Southam Company Limited

19

Ottawa, 4 Canada

August 20, 1964

Mr. Peter Presunka
14 Clover Street
Ottawa 9, Ontario

Dear Mr. Presunka:

Thank you very much for your letter of August 19th, which I enclose. I am afraid I cannot use it, because it is far too long, and because it is too difficult to cut into short lengths. Furthermore, I am convinced that letters which are abstruse and metaphysical are not sufficiently widely read when published in a daily paper, and receive their best audience when published in one of the scholarly journals that deal with philosophical matters. I would urge you to submit your material to publications of that kind. We prefer letters that discuss concrete issues in a concrete way, and that run to no more than about 200 words, and would be glad to get letters of that kind from you on occasion.

I want to thank you for the trouble you have taken in writing your letters to us, and I assure you that we appreciate the difficulties you must encounter in trying to handle complex and philosophical material in brief form. However, I am sure you will equally appreciate our point of view, as we must try to appeal to a mass, rather than a select, audience.

Yours sincerely,

Ben Malkin,
Editorial Page Editor

MMapk
end.

1.0

4956 Decarie Boulevard, Montreal 29, Que. HU 2-0161

June 1, 1965.

Mr Peter Presunka,
14 Claver Street,
Ottawa 9, Ontario.

Dear Mr Presunka:

I have scanned briefly the material you sent me (returned herewith) and do not believe it would be of any interest here.

Thank you for your kindness in showing me this material.

Yours sincerely,

[redacted]el E. Woodward,

WEW/kcs
Encl.

21

# COLLIER-MACMILLAN CANADA, LTD.

SUITE 1105 PRUDENTIAL BUILDING
55 YORK STREET TORONTO, ONTARIO

EXECUTIVE OFFICES

Mr. P. Presunka,
14 Clover St.,
Ottawa 9, Ont.

Dear Mr. Presunka:

Thank you for thinking of us as prospective publishers of your proposed book "The Emerging Canadian"

We have given this careful evaluation, but regret to advise that we are unable to fit it into our publishing schedule as previously committed.

Your excerpts are being returned to you under separate cover, via registered mail.

Yours very truly,

W.B. Keane

WBK:NP

UNIVERSITY OF TORONTO PRESS

New Canyon, University of [illegible], Canada

May 7, [illegible].

Mr. Peter Prevunka,
[illegible] Street,
Ottawa 9, Ontario.

Dear Mr. Prevunka:

It is only natural that you should defend the quality of the material you submitted to us, but after a careful re-examination of this second sample, we have no choice but to reinstate our rejection again on the same basis as before. We realized then, as we still do, that what you sent was a selection only, but it was sufficient to show (as is this second sample) that a complete work either based on this material or consisting of material of this kind would be entirely unsuitable to our list.

This conclusion will be disappointing to you, but it is our firm decision nevertheless.

The material you sent is being returned to you in a separate envelope by [illegible] mail.

John C. [illegible],
Associate Editor.

JCJ:pn

22

OXFORD
UNIVERSITY PRESS

15 March 1965

Dear Mr Presunka

Thank you for sending us some excerpts from your proposed book The Founding Canadian which we have read and considered. We have come to the conclusion that this book would not suit our particular list and are therefore returning the typescript and also the correspondence to you separately by registered mail.

Yours sincerely

Mr P. Presunka
14 Clover St
Ottawa 9, Ont.

70 Wynford Drive DON MILLS (Toronto) Ont. 421-7620 Cables CROWDE TORONTO

Mr. Peter Presunka,
14 Clover Street,
Ottawa 9, Ontario.

Dear Mr. Presunka:-

We have discussed your proposed book in a meeting of the editorial committee this morning and have come to the conclusion that we would not be interested in publication. A book such as you describe is very difficult indeed to market and we do not think we could handle it successfully with our list.

We appreciate very much your thought of us in connection with your work and hope very much that you can able to find a publisher elsewhere.

Yours very truly,

Managing Editor

March 29th, 1965.

Mr. Peter Prosenka,
[illegible] Elsmar Street,
[illegible]

Dear Mr. Prosenka:

It took us a long time to have a look at the papers you sent us. I was very busy and I have to take manuscripts in hand in the order we receive them.

I am afraid that we cannot possibly publish your book. We are Canadiana publishers and have never tried to bring out something as abstruse as your work. I have done my best, for instance, to read carefully your basic chapter ("The Human Society") and after doing so was quite unable to understand what precisely you had in mind. This is undoubtedly a failing on my part but it would probably be shared by the vast majority of the potential readers of the book.

I think your best bet is a university press or a Philosophic Library. Thank you for showing us your material.

750-543

PROPOSAL II

The Provision of Facilities For a Third Language In a Bilingual Society.

The second listed Civil Right is that of Family Life which is not unduly jeopardised because of migration to a different society.

The right of worship of God and of expression may be jeopardised if the continuity of family life is not insured through persecution or through a total absence of facilities for expression during such family development. Throughout its history Canada has been a nation of immigrants. If the continuity of family development is severely threatened by too sudden a change-over, the bond between the parent and child is severely weakened, and the maturing of the family bonds into a ture religios orientation maynever take place.

Because the family is the basic social unit upon which society builds all its super structure, its integrity should be jealously guarded.

It is my contention that our educational system, as well as our society in general has not appreciated the full significance of the native family culture and that any abrupt weakening in the cultural pattern of life of a family seriously weakens the most vital family bonds upon which full social maturity and proper worship of God are founded.

It is my further contention that the present deliberations on the Bilingual and Bicultural aspects of Canadians life are conducted on too restricted terms. While the French Language on Culture are being granted status, other language and cultural groups are to be denied these dubiously conceived advantages, which are to be granted not from a broader understanding which extends toward all diverse cultures and languages a welcome opportunity to work out a solution

of the underlying causes of such diversity, but from blind favoritism based on a static records of history or from other forms of selfish interest.

May I therefore propose that the elementary schools of every province provide facilities for an elementary study of third language, which is to be language of choice at the combined request of the child and his parents. This language will normally be the language of the family of the child concerned.

Thelevel of instruction aimed for in this third language would be determined by the requirements of worship and communications needs of the family. Proper habits of speech, rudiments of reading and writing would probably suffice.

The time to be assigned to such instruction would be in the order of a couple of hours per week. Instruction would be provided in elementary schools with the cooperation of church groups, or other cultural societies of that language group in the community. Mechanical language machines would greatly facilitate such an undertaking. Instructors and instructional material could be provided under community or church auspices, but financed by the public educational system.

The time assigned to this third language of choice would coincide with all other such instruction so that rooms, and instruction facilities could be made available to any number of languages desired. The final hour of specified school days would probably be most convenient. Once the will exists, ingenuity and resourcefulness would follow suit to take care of the most suitable ways of implementing it.

It is only through such a determined and practical tolerance extended to all the diverse languages and cultures that true enlightenment may come to us so that we may solve the age-old challenge of

diversity in cultures and languages. Diversity in cultures and languages is nothing but an explicit statement of unsolved problems. Solution of these age old problems awaits a people who will open up their hearts and minds to these problems, and who, through persistent effort and with enlightened minds, will lead the world towards true unity through convergence in human experience.

The appended three essays[1] illustrate to this.

1) Indifference and Neglect Masquerading as Tolerance and Opportunity.
2) An Enlightened Family Policy
3) The Viewpoint of the Unmentionable in The "Bilingual Hassle".

The letter of appeal to the Prime Minister and to others is directed to this proposal.

The above proposal is aimed at the very heart of the challenge of diversity posed to the humans. Diversity may be solved through the heart and mind; it will not be solved by a show of force on military, political or economic level or by numerical count of votes.

Are Canadians going to accept this brutal method of resolving the age-old problems?

1. These essays had been forwarded earlier to the Commission.

# CANADA'S POTENTIAL HUMAN RESOURCES

The cultural and language diversity found within Canada's geographical boundaries have been interpreted in a variety of conflicting schemes of thought. While many wringtheirhands in despair at the sight of this diversity, others proudly refer to it as a "beautiful mosiac of cultures and languages".

The presence of diversity may be regarded as a potential resource which poses serious problems of utilization before its special advantages may be even approached. It is this problem of providing a proper social atmosphere and proper social facilities for the fullest utilization of the resources of a society of such diversified cultural background as Canada's that strikes panic into the weaker hearts, and irritates those who cherish the traditional and timeworn patterns of nation building in a homogenous cultural and language background of social experience.

Those who see beauty in diversity and compare it to an artistic mosiac structure of some sort do not advance the task of translating diversity into a dynamic and functional relationship between these diverse cultural groups, so that the varied and diversified experiences of different cultural groups may be merged into a superior body of human experience. This task may be accomplished only in the presence of real-life problems which bring these diverse cultural view-points and experiences into focus and which supply concrete embodiments of alternative solutions and real-life consequences of these solutions.This is.the essence of existence itself. Existence to intelligent beings appears to consist of such single-valued solutions to problems which all participants may recognize and appreciate.It is this characteristic which makes the sharing of

experiences at all possible.

The diversity in cultural and language background of our Canadian people was conceived largely in the old world, and it arose in response to a need for a greater variety and depth of social experience of the human race. Our ancestors were confronted with problems which they were unable to resolve completely; separation, diversification, and otherwise independent development were chosen as the proper course to attain the needed experience.

Conditions of existence have now brought us together once again, organized around real problems which constitute an open invitation to solve our present and also our ancestral problems which still remain unsolved and which are still the important constituents in our present problem situation.

Canada is therefore confronted with a fundamental choice in arranging her patterns of social experience. She can feed the flames of divergence by rewarding the specific achievements ofsome specific cultural groups to the exclusion of others, or she can encourage the convergence tendency in our social experience, by a friendly assistance and invitation extended to all diversity groups on an equitable basis and not on basis of mere numbers or on some questionable formula based on static historic considerations. If any positive program of assistance is considered, it should not be extended to those who need it least; it should bi given in a greatest measure to the least of them... to these who need it most. Adjudication of social experience must be made on basis of quality and not of qunatity.

The burdens imposed by diversity must be borne by all on an equitable basis, since it implies a historic debt in knowledge. It may be properly discharged only by satisfying its requirements -

like a settlement of a financial debt by proper repayment. If any short-changing solution of diversity problem is attempted, as it appears to be reflected by the protagonists of restricted Bilingual and Bicultural attitudes, it can only lead to deepened divergence tendencies in our midst.

If the Canadians have delayed the appraisal of their diverse cultural backgrounds they had done so for a very good reason... they have become far wiser now and better able to carry out such an appraisal along broad national lines which also include all the requirements for true internationalism.

## "THE FOUNDING RACES"

A brief note on the distinctive qualities of Canada's diverse cultures may now be in order.

The complete adaptability of the Eskimo to the harsh elements in his surroundings gives the world a good measure of the ability of the human to survive in such alien environments as outer space. It is also very important to determine to what degree the intelligence patterns are affected in such extreme cases of adaptation to environment. This store of Eskimo social experience is available and it may be worth far more than the more restricted laboratory experiments performed by space agencies connected with problems posed by outer space environments. The people of Canada may yet have to rely on the direct application of the Eskimo life in case of a nuclear, and bacteriological war. The experience of the Eskimo is far from trivial.

The North American Indian has stored in him the physiological features and social experiences uniquely adapted to the climate and to the rich and varied vegetation and animal life of our country.

This kinship with nature still holds the Indian in its spell; he is unwilling to turn his back on it to pursue the imported patterns of the Europeans. This severance of his life pattern from the rhythm of nature has imposed a tone of sadness upon the Canadian Indian; his brooding interval is not yet over.

When our fellow Canadians of Indian background have mastered the European patterns of thought and experience, they may lay open to us the wealth of their experience in the form of a tremendous literary effort and in the construction of truly distinctive Canadian patterns of life. The most fruitful contact with the soil of Canada may well reside in our fellow Canadians of Indian origin and Indian patterns of thought.

Let us not be in too great a hurry to crush and plow under the social heritage of the indigent groups of Canadians. Fullest utilization of the rich and varied cultural backgrounds is not measured in terms of the speed of their destruction. Every culture carries a message of great importance, not available anywhere else.

From the very beginnings of his history on the Canadian soil, the French Canadian has exhibited the greatest degree of resourcefullness and sympathetic interest in his relationships with the native races. The greatest heroisms and achievements all through the illustrious history of French Canada consists of the exploits of individuals. Stories about Champlain, Brebeuf, and the Coureur-De-Bois illustrate the strong individuality which dominated the early history.

The life of the French Canadian has been founded on the basis of a very strongly organized church, which undertakes to influence society by persuasion and by personal contact rather than by the use of restrictive social legislation which attempts to implement

Christsteachings by legal as well as by social arrangements. Such a scheme of life left the French Canadian much more free to choose any pattern of life he wished; he was therefore able to approach the Indian with fewer preconceived notions than was the case of other Europeans who shared the North American continent with the original inhabitants. This combination of apowerful church and a relatively uninhibited social pattern of living seems to harbor a contradiction; its parallel exists in all Western Social structures... in the form of the "ideal" and the "practical" considerations of life. This "contradiction" forms much of the substance of the unresolved diversity problems carried by the Western Societies.

The record of the federal government's handling of the Indian and the Eskimo is under review today. The French Canadian elements clamour for an opportunity to show their historically demonstrated ability to handle the problems of the indigents.

The French Canadian has always displayed a high degree of personal initiative in his worldly pursuits, but without the assistance from the experts in industry and finance, he has not been able to translate these characteristics of initiative into visible symbols of success as are associated with a prosperous modern economic state.

The Canadians of Anglo-Saxon cultural background brought the highly-developed social disciplines[1] which are so necessary for the smooth functioning of social institutions.

The above social disciplines have been won at great cost in terms of a weakened spirit of personal initiative and resourcefulness. The Anglo Saxon culture is based on a pragmatic philosophy, and its overall effect on human society has been such as to convert the human society into a very orderly and effective processor of material goods.

1. The Anglo Saxon brought stability to society, which characteristic enable economic growth to take place. It also represented the most comprehensive translation into actual social practice the Teachings of Christ.

What is it that turns the most highly successful specific aims of a society into its most serious points of weakness?

The Anglo-Saxon culture represents a challenge to the Great Roman Catholic attempt to interpret Christ's teachings on a unified and worldwide scale. The great Reformation movements defined this challenge, which was subsequently translated into social, political and economic structures. It may be regarded as a rebellion of the layman (or a amateur) against a professional approach to the interpretation of life's problems.

With the advent the Industrial Revolution this amateur, socio-religious approach to a better society was largely submerged by the rise of a new class of professionalism... the industrial and economic interests, which typify modern Capitalism. It is this emergence of the new professional class from industrial and financial world which carries the potentially unifying elements which can bring these two societies together again. This new professionalism also tends to drown out the human elements as it brandishes its crude logic and disciplines in contradiction to all human considerations. The strong pull towards the industrial giant to the south illustrates the power and appeal of new industrialism... even to the French Canadian element with such strong individual experience.

The protest phase of Reformation has almost run its course... by ushering in modern capitalism and introducing much more extensive challengers to our imperfect understanding of the great truths as taught by the great masters, and by divine Christ.

These new challengers appear in the form of such ultra socialistic ideology as typified by the communist states, and also by other modern mechanistic philosophies.

One may therefore summarize the evaluation of the Anglo-Saxon

culture by the statement that it has just about completed its assignment and that its adherents are looking about, in a mood of apprehension and with a disquieting consciousness of a lack of purpose, for a new assignment and purpose.

Canada should be thankful for having acquired peoples of other cultural backgrounds to supplement imperfections such as are described above, which are the lot of a uni-cultural nation.

Is it mere coincidence that the old Canadians of Anglo-Saxon cultural background who led our society in nearly all its phases, suddenly find that their leadership is questioned and threatened by Canadians of other cultural backgounds?

It is sheer ingratitude, or is it a logical evolution of the people of Canada in which its best qualities and experiences are being mobilized towards the solution of our common problems?

Let us now turn to the other cultural elements of Canadian population. The cultural patterns of the northern Europeans whether they are Dutch, German, French, Swiss, Swedish, are so similarly to those of the Anglo-Saxon groups that they may be regarded as belonging to the same cultural group, since they also share the same basic weaknesses.

Let us now turn to those Canadians whose language and cultural background are markedly different from the northern Europeans of Teutonic background. These include the Southern European Latin-Greek group, such as Portugase, Spanish, Italian, Greek; the Eastern European Slavic Group such as the Ukrainian, Polish, Russian, Jugoslav; these of the Near-East, the Turkish Persian, Arabic and others. The present discussion is concerned with the cultural patterns rather than with pysiological and racial differences, although such racial differences have always dominated public thinking and even took precedence over the cultural values. which typified their thought pat-

terns based on significant experiences.

The small number of Chinese, Japnese, Malays and Maories, does not signify their unimportance. True significance of the cultural content lies in its distinctive quality which defines a distinct social experience which is unique and which possesses great worth for the evolving human society.

Our Western society is delegationally oriented. It recognizes mere numbers, and mere magnitudes; it is therefore poorly equipped to detect quality.

The Western Societies cherish the memory of their historic struggles for freedom, and which they are determined to preserve. More freedom without clearly defined goals which unite the individuals in a dynamic, functioning body soon turns into frustration and anarchy. By the freedoms which were won at such great cost, society sanctioned the individual's right to the exercise of free choice in all important matters of thought. This is a supreme and historic recognition of the ascendancy of the human element over all other considerations.

The supreme human essence so sanctified isthat comprehensive intelligence which strives for increasing freedom from all limitations of ordinary existence, and which strives for its ultimate reunion with the Creator. The above defined "Search for God" therefore constitutes the most elegant expression of that convergence tendency which dominates all events of human history.

Along with the diversity of languages and cultures on the Canadian soil which enjoy freedom, there should also be a proper appreciation of the fact that the differences among them signify a debt in knowledge and experience, which debt they must strive to discharge on equitable basis. No majority cultural or language group, no matter how large, should require another group to pay in full for this age-

old debt in knowledge by forsaking its entire heritage in interests of one-sided uniformity which has not been truly earned. Unearned uniformity is a monstrosity in a creative Universe, and it lays grounds for further diversification and fragmentation.

Canadian history, just like the histories of most other peoples is largely a story of indifference and neglect towards those whose language, culture, and religion differed from that of the majority. Such a society often prides itself on the fact that it does not positively and deliberately persecute its monority factions; it is not fully aware of its neglect and indifference to these minority elements which were chewed up in the process.

In such mock magnanimity we too, point to the freedom extended to the French to cultivate their language and culture, to the special freedoms and privileges extended to the Hutterites, the Dukobours and to the freedoms extended to dher minority cultures. Freedom, without an explicitly drfined common goal, isnot the freedom which was won at such great cost. Freedom should not require barriers nor special privileged status to set off one culture against others. These measures tend to thwart the exercise of that freedom.

Experience has shown that convergence in human experience does not follow without a conscious and determined effort directed to its achievement. The Dukobours and Hutterites remain just as isolated as ever. The rest of the Canadians do not appear to have made any real effort to define common goals so as to draw these closer to themselves.

Humans in general are just like the group of unruly "Sons of Freedom". After they have built up the necessary facilities, their homes, churches, they do not know how to use these to proper adventa-

ge. They are only too happy to burn[1] their own homes, so that they may again proceed to rebuild these, since this is the only phase they understand! Every church parish and every community will recall this aspect of its experience.

The massive social experiences distributed among the diverse cultural groups of Canada's population are great indeed. The numerical size of any cultural group does not increase its worth over that of a less numerous group.

The great wealth of human experience which exists in a diffused state, and which is distributed and shared only in part by the many diverse cultural groups must be fused into a more coherent and integrated body of social experience. This integration is performed during the solution of real life problems which select the details and the participants in such cultural mergers.

One-sided political solutions imply exclusions, like the tariff protection for industry; it sancions iniquity and hampers free exchange.

1. The parallel process of frequent destruction and rebuilding of civilization's facilities shows a striking similarity with this segment of the Dukabour colony.

# A PROPOSED SOLUTION OF CANADA'S DIVERSITY PROBLEM

## (THIRD LANGUAGE PROPOSAL)

The Royal Commission is confronted with the problem resulting from:

1) the presence of several languages and cultures

2) and from our inability to interpret it satisfactorily to those who are deeply concerned with it.

The presence of many cultures and languages is a challenge confronting the Canadian people, who are fortunate enough to have shared in common one country and who have been brought together in innumerable problem situations of daily life, by which problems the Creator makes his requirement known to us so that we may enlarge our understanding by creative acts of intelligence.

Proper leadership and assistance is now required to direct the solution along the most promising patterns since a specific language represents a specific patterns of thinking resulting from the particular history and particular social experience of the group using it. The problem of learning a new language requires compatible mental attitudes based on experiences peculiar to the language groups involved. Such a proper analysis and scientific study of languages requires the assitance of the best philosophers, religious leaders, linguists and other scientific fisciplines.

We will speak one language, subscribe to one culture only when we have achieved the required degree of convergence on the level of comprehensive intelligence. Unity without intelligence is the way of Dinosaurs.

The result of such a comprehensive scientific approach to a language would contribute to proper teaching techniques, in the rapid development of teaching and translating machines which could

take the drudgery and labour out of a multi-linguistic study effort.

Theproblem of language instruction may then be made available on individual basis to any student desiring it. It is therefore very desireble that the resolution of language problems be paralleled by an accelerated development of teaching and translating machines, thus removing such cultural and language problems from the political decision making.

To achieve the above objective, it is therefore urged that a Canadian Council of Religious and Philosophic Thought be established to organize the most competent Canadians to undertake this immense task. Such a Council would serve in an advisory capacity to such specialized endeavours as:

(a) Educational Institutions involved in formal, education

(b) Reasearch Educational Institutes

(c) Religious Institutions

(d) Governing, administrative bodies at all levels of administration

(e) Design centres of cybernetic machines, such as computers, translators, and of general information retrieval systems.

(f) General public information

Canadians like other Western peoples are living through a desert perior of their history because of their neglect of deep religious considerations. The religious life of the western world has been suffering from a lack of cross-fertilization facilities. The above "Council" would fill that need by posing the points of universal concern to each religious body and by continually referring to the ultimate requirements which any true religious outlook must fulfil.

The governing bodies of our society are often based on sterile, historic documents, and are not correlated with the same dynamic

philosophic requirements of life; they would lean on this Council for frenquent advice.

The general public would profit the most from such a "Council". The meaning of a proper Human Society would be clarified in proper terms as used in religious, philosophic and in other social institutions, and in their habits of everyday life. Interpretation of life in a society requires that those teaching it have it clarified to the best of their ability... it cannot be taught by default, or by a mere exercise of delegated formalities. Improved patterns in mental and health activities of the nation would result.

The solution of the problem of translation of one language into another implies a facility and convertability of human experience in general. Canada has a rare opportunity to achieve true greatness by combining good will, initiative, material wealth and our "diversity problems" into a great social achievement... a truly creative contribution in the best traditions of our greatest Prophet, Christ.

750-543

# PROPOSAL III.

This proposal deals with some definite forms of assistance which may be offered to an individual to enable him to adjust to society.

All societies, throughout all history of man, have faced this problem and none that have attempted to solve this problem have had complete success.

This change-over from the individual orientation of a human to that of a proper society of humans has been variously defined, and one classic example of its statement is that given in the concept of the Original Sin in the Holy Bible. This concept implies a change over from the Jungle Law as expressed crudely by "Survival of the Fittest" to the concept taught in "The Sermon on the Mount". The Christian world has failed to recognize fully its import to this day. Even sciences are searching for direction.

In his failure to fully comprehend the meaning of a human society in terms of absolute considerations as taught so eloquently by Christ, the Western Man in cynicism and dissapointment, turned to his shallow sooth-sayers, the pragmatic philosophers and their even shallower cousins, the practical men who interpret society as a mechanism to producematerial effects of mere wealth, brutal military power, and the technical capacity to produce even more of the same.

Western society has not understood in full that man must effect a complete change over from the individual orientation of a mere animal existence to that of a super-entity, to "A Kingdom of God" which defines the ideal society.

This change over may be done only through the realization of the "Soul" in a human, which Soul is the only true template for such a society. Thus the search for God also defines the search for a true association of humans.

Society is the only road to God. It is only in a society that conscious knowledge can rise, since in an individual human this resides as a mere potentiality of an immortal soul. It is only in a society that conscious knowledge elements are welded into an intelligence which possesses its own symmetry and completeness, and independence from earthly limitations. In its final analysis a proper society will embody an intelligence of such a comprehensive nature that it will possess its own completeness in the form of symmetries in concept. These symmetries in concept are the moral laws with which we are only barely acquainted.

Is our society aware of its true purpose? Does our society bend every effort to honour such a purpose? Are our most talented individuals dedicated to the pursuit of man's highest aims? Are the responsible individuals and officers of our institutions fully aware of their task? Are the leaders of religious thought aware of this aim? Have they been devoting their supreme effort to communicate this supreme aim to their fellows, or have they been merely marking time and exploiting their positions to meaner purposes? Have these paragraphs been wasted in irrelevancies, or are they basic to this proposal?

How can we even approach the specific modes of assisting the adjustment of an individual (including criminals) to a society unless the society is defined clearly? In these preceding paragraphs and in the first group of essays, the human society has been properly defined, with respect to an overall scheme of existence.

Atthis point may I express my contention that our Western Society has failed to express in explicit terms its true purpose, and because of this failure it harbours chaos which breeds crime, uneasiness andtension in its member individuals. May I therefore propose the first stage in this corrective effort at adjustment.

(i) The Establishment of "A Canadian Council of Religious and Philosophic Thought"

The appended page by that title amplifies itspurpose and scope.

The efforts of such a body would be made available to all society so that proper direction andpurpose are transmitted in all its efforts.

The present society worships mere material glamour, physical force and honours its shoddy symbols of achievement in which even a criminal may participate. These shortcomings are defined more fully in the discussion under a title "Judgements Without Recourse or Appeal", which is appended to this proposal.* Upon an analysis of any crime, we find that it is nearly identical in all significant comparisons with the operations of our improperly conceived society and its chief proponents.

(ii) A Program of Decommorcialization of Vital Functions of Society

Western Society must reorient its aims from that of a mere processor of material commodities to that of a supremely educational entity which seeks the Creator and wishes to share the power and responsibility given man by the Creator. Today, whenever society wishes to recognize some service, it invariably increases the salaries of the individuals so rewarded, or it offers increased power over the material facilities commanded by that society. Our society scorns all other symbols of achievement. This vicious cycle of mere materialistic rewards must be broken, and replaced with other values. Material commodities over which our present society works itself into a frenzy should be relegated to that of the air which we breathe, and which is made equally available to all. Private industry indeed performs a needed service, but our higher social institutions should

*This essay is not included here, but will be supplied upon request.

exercise imagination, initiative, and not merely copy our production line techniques, and the market place in the attempt to bestow recognition and symbols of success. What essential difference is there between a criminal who robs a bank and an industrialist with his materialistic admirers? Both use the facilities of a society and the superior gifts of intelligence towards the degraded pursuits of advantages based on material acquisitions.

The first proposal, directed to a publicly owned and operated publication agency described in connection with that proposal would be one such step. The rewards in such non-commercial enterprises may be given in terms of promotion within such enterprises, and in a widening of responsibilities in social undertakings, and even in terms of official government agencies which deal directly with the citizenry.

(iii) An Enlightened Program of Rehabilitation of Criminals and of foreign Nationals.

This problem has been defined in considerable detail in the appended letter* to this Ontario Royal Commission and in the essay on "Judgements Without Recourse or Appeal".

In its broadest concept, crime is defined not in relation to a specific society, but in relation to the absolute considerations of a proper association of humans as defined and taught by our greatest philosophers and prophets and by the Divine Christ.

In this interpretation of crime, society itself is a partner in crime, and the leading lights in a society must be cognizant of such a situation, if their leadership is to be truly beneficial to their fellows. Without such an understanding, society merely persists in playing the role of a majority partner in crime, whose only superiority over the criminal resides in numerical superiority alone. Such a society merely subsists until the creative powers of

* This letter may be obtained on request

the universe decide to dispose of it as a unnecessary superfluity on the scene.

The need for a more concerted effort to understand the true purpose of the society has been shown in all its lurid detail when our soldiers, diplomats and other representatives attempted to define our society to people of different historical background. The only thing they were able to show in support of our society were the superior weapons of destruction and the baubles which they carried on their persons! What is our record in Europe, Asia, Africa? Why do we succeed so readily in rousing sheer animal envy in these people, rather than other, more precious sentiments?

It is easy to maintain law and order among those who observe its codes from habit, but we must be far more convincing with those who turned against society from a variety of causes! Society, like the individual, should recognize, that in the act of persuading or rehabilitating the criminal, society itself will have profited from that effort, since it will have become aware of its own erstwhile blind spots, and its purpose would be rendered that more clear.

A society which refuses to honour its supreme aim perpetrates a crime before God, and the criminal within its midst does no more. Where in does the crime reside?

In pursuing mere material acquisitions, the society exploits and debases its precious gifts of woul and symmetric intelligence from which the soul derives, into pursuits of a lower order. It appears correct to do so, because everyone in that society does the same; but it still is not right before the bar of supreme justice. The incidence of crime therefore accentuates this failing so that even the majority may have an opportunity to review its purposes and processes.

The criminal tendencies of a society become readily obvious only in the extreme cases of an unjustified military adventure, or in other projects where its efforts are directed towards increasing its military or economic preponderance.

Society today has second thoughts about hanging its criminals... as indeed it should, since it is at the other end of the rope.

It is my contention that the rehabilitation of its citizens, whether these are ordinary criminals or others foreign to social morality, is not a task for a disciplinarian or a merely punitive institution. Such a task calls for the most dedicated leaders of thought who have the will and the determination to seek out the darkest confines of the human mind, so that these may be illuminated, and the effective domain of society thus extended into these hidden zones. The efforts of rehabilitation should be applied to both society and the criminal, since the criminal exists because society neglected him in some very critical phase of his training.

When the first stage as defined under (i), has been instituted, society will then have its purpose explicitly defined. It would then be carried into all training centres as a planned program of philosophic and moral training. Rewards in such a society would not be in terms of money or other tokens which a common criminal could acquire, but in worthy virtues which could not be falsely simulated. Crime in effect is a counterfeit virtue. Such would not be readily encouraged ina proper society. We have witnessed the sad spectacle of the inability of our society to provide proper religious instruction. The only alternative appears to be "no instruction"! Why?

A CANADIAN COUNCIL OF RELIGIOUS AND PHILOSOPHIC

(As a Canadian Branch Of A World Council Of Religious
And Philosophic Thought)

The human society is more than a mere aggregate of individual humans. It represents a rise of the symmetric intelligence of the universe, which stage requires a creative participation on the part of the human beings. Being the embodiment of a symmetric intelligence itself, the human society may not, with impunity, be debased to serve lower aims. When so abused, it becomes a lethal weapon which destroys its inept manipulators.

When we consider our social ills in terms of the chaos on higher thought levels, the general stresses of social living resulting in mental sickness, heart failure, cancer... we must not regard these as merely biological weaknesses of the human body, but primarily as the consequences of an improperly constituted and improperly conceived society of man.

Society is not and never truly was a mere servant of the individual. This is the cardinal misconception infused into our social structure by the short-sighted, pragmatic philosophers, statesmen, historians, and educators of the western world.

It is most urgent that our modern society take immediate steps to re-examine its basic concepts... its purpose. It is not sufficient to carve into a stony edifice a few platitidinous sayings of some beloved public figure-herd. A most serious re-examination of Christ's teachings and of the greatest philosophies must be undertaken by the most competent elements in our society. The churchmen alone have not been able to effect this immense task.

It is therefore most urgent that a "Canadian Council of

Religious and Philosophic Thought" be established to lend [illegible]
nation's effort along these lines... or shall we continue to [illegible]
pushed around, and just wait around... to be buried?

14 Clever St.
Ottawa 9, Ontario
Dec. 28, 1964.

Mr. R.C. Marion
Editor, Can. Bar Journal, Ottawa
Secretary, Can. Bar Association, Ottawa

Dear Mr. Marion:

It is my sincere hope that the present submission will be found helpful, and stimulating to yourself and all of your fellows who have devoted their lives and their resources to the cause of justice in a society.

As you well know, justice in a society is based on the totality of intelligence which seeks symmetry or harmony in the most significant experiences of the human race.

The proper frame of reference for any department of human endeavour is based on the philosophy of a society. The practice of law must express both, the philosophy of such a society, as well as a proper application of such a philosophy in explicit terms. Such a philosophy must also provide for growth and further modification of thatphilosophy.

It appears to me that such an over all and necessary philosophy of a society does not exist any more; and it also appears that only a series of somewhat disconnected precedents exist as mere practical expedients which had always been used in the past, and that the legal profession did not seek the assistance from its sister endeavours of religion and philosophy which had fallen into discredit and merely subsists today.

May I submit my appeal addressed to the "Ontario Royal Commission on Penal Reform" to you for closer study, as well as the accompanying essays.

In these essays and the appeals an attempt is made to show the nature of the failings in our Western Societies, and that these failings are due to our inadequacies on our highest plane of achievement, in our failure to produce a valid philosophy of a society and even a more basic failure... in our failure to comprehend the central theme of Christ's Teachings.

This interpretation attempt on my part is part of a comprehensive application of a more effective philosophy of a Human Society as expressed in the first group of essays[1]. The second and third groups of essays are directed to a definition of our failings in such a way as to indicate remedial measures.

The concept of crime in a society as developed very briefly in "Basic Human Rights" and illustrated in an essay "Judgements Without Recourse or Appeal" should be of direct interest to you. This newer and more effective approach is emphasized in the appeal to the "Ontario Royal Commission".

Peter Presunka

1. These essays are not included here.

The above reference to basic human rights may be interpreted a number of ways: of which the following three may be briefly discu

1) the ascendancy[1] of the human considerations over considerati other than human,

[illegible] individual requirements over those of broader social scope,

[illegible] ascendancy of the primary rights of an individual overall [illegible].

The first interpretation earned historic significance during the [illegible], [illegible] so-called "law of supply and demand in the human labour market, in whi processes the human considerations are threatened and often forced into adjustment with the non-human requirements of economics. Our present [illegible] imposing its own requirements which are variance with the human spirit. These are treated under separate topic in preceding and subsequent chapters of this book[2].

The second interpretation, pertaining to considerations of family and the individual, is coming into increasing public consciousness toda as it is being spotlighted in [illegible] by the Royal Commission on [illegible]. [illegible] highlights family development, since the family unit is the irreducible social unit which must have a definite cultural atmosphere in which [illegible].

Canada has always depended for its growth upon the influx of immigrants, most of which do not share the culture of the two majority cultures on Canadian soil. Lack of cultural democracy and of correspondirg

1. The term "ascendancy" does not necessarily mean absolute primacy but is intended to convey a recognition by an evolvin Society of certain residue of rights which are not to be treated lightly.

2. The proposed book "Education And Crime In a Society."

facilities for implementing such cultural decency [illegible] unreasonable cultural demands upon the family life of the immigrant. The cultural life-blood of family development suddenly becomes a foreign currency in the new land and the child's parent falls into the unenviable status of an immigrant foreigner. The immigrant isnot subjected to a physical torture rack but he is subjected to its mental counterpart. Where the prestige and respect are gone, there is little left to maintain proper family continuity. As a result immigrant families must create Ghetto's or islands of their native cultural life. It is the lack of true understanding on the part of others which makes for the Ghetto's in our midst.

Will the deliberations of the above Royal Commission result in greater enlightenment on this point, or will these deliberations end in a sterile legislation which will limit Canadian life to two officially acceptable Ghetto's and which will reassert the grounds for many other types of Ghettos and with a greatly prolonged term of tenure on the Candian scene?

[illegible] better approach which would assure a more steady family development, without the drastic discontinuity occasioned by the intolerance, neglect and lack of facilities for continued family growth in the mother tongue and culture of the immigrant while he is picking up the strings of other cultural connections which will knit him into the [illegible]

As previously stated, diversity or difference implies a debt in knowledge... a debt incurred by prior inabilities to overcome barriers to convergent experiences so as to effect a more complete sharing of intelligence elements for which the symmetry of intelligence always hungers. This tendency towards convergence is most elegantly expressed in [illegible]

In view of this highest interpretation of the phenomenon of

diversity in culture, language, we all are obligated to one com-
purpose, and all must reach out towards each other with all the one
capability which we possess. We must not justify our lack of effort
on basis of more number... because we are in the majority, therefore we
expect the minority culture to yield to force of numbers. If such an
attitude prevails, ther society will have debased itself to a more super-
beast, which incits on comfort and ease while it devours its lesser
neighbour! Such a super-beast society exploits morality and intelli-
gence for the acquisition of animal comforts and other beast-attributes!

There is only one recourse left, by which may b conveyed the
weakness of error to such society: and that is by internal subversion,
[illegible] disintegration of the individuals in it! It is God himself who speaks
to man through these mechanisms of vast structural knowledge and po-
tentiality With which He endowed man.

It will be clear to the reader, that the Canadian people have
somehow been induced to delay the settlement of their cultural character
for an unusually long time. In this long interval, the Canadian people
have gained a most varied range of social experience and insight into the
very heart of the problem of diversity. As one such Canadian, the writer
earnestly believes that his insight into this problem has achieved great
depth for a definite pur ose of sharing it with his fellow Canadians.

[illegible] the way in building a wider society of man, which will overcome not only
the stumbling blocks of nationalism, but also those which dominate the

interpretation seems.

The third interpretation given to the "Basic Human Rights" at the beginning of this chapter, concerns the apparent conflict between the individual and his society. This phase is by far the most basic and it dominates the first two interpretations. The subject matter of Chapter II is devoted almost entirely to show that man's experience seems to indicate the necessity for a change-over from an individual to a social state of experience. In this treatment was developed a hypothesis of a "Saturated state of individual existence of man" which pointed to the necessity of man to progress towards his next creativephase of a"Deeper Society of Man" or he would otherwise perish from the internal congestion of almost infinitely great mass of structural knowledge within him. This hypothesis appears to be corroborated by the concept of the immortal soul

Western Societies are undecided today. They are merely fence-sitting, claiming to be building a true democracy and at the same time claiming to be the only bastion of

arity in philosophy also dominates its internal shortcomings. The Western Society claims tolerance in terms of indifference and inaction; it claims freedom in worship and education by doing nothing about these

gards its operations as a necessary evil; and it is always negatively and apologetically oriented. The individual (or in actual fact, the corpo-

is made very easy for the vested groups, institutions, and large commercial interests. The only one who suffers is the average individual.

"The Emerging Conscious

THE UNIVERSITY OF ARIZONA PRESS
1803 North Palm Road
Tucson, Arizona 85719
Telephone 624-8121 Ext. 507-8-9
Area Code 602

57

[illegible] is the second letter dealing with [illegible] excerpts which [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] of Truth, [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible]

April 29, 1965

Dear Mr. President,

The philosophical guidelines you are trying to establish may be what our society needs to regain some kind of moral force or unification. Instead of that, I very much fear we are going to be unified only in aggressiveness, in war, and very probably in destruction of the best elements in our civilization; and that it is late for philosophical rescue. I agree with you that our greatest menaces are in some one area, and that we are using communism as a scapegoat. It is not in fear but in helplessness [illegible] accomplish any communication [illegible]

and probably [illegible]

do not respond effectively to your plea for support.

The only chance I see for your ideas to get into the marketplace is in your building them into a ~~cogent~~ cohesive book with powerful & grammatically vivid title, introduction, and other display features — and selling it to a commercial publisher. The present situation with war impending is to prove that your book would probably be of little avail, but you would have done what you could.

Again, good luck, but I think we can't help you.

Sincerely

Elizabeth Shaw

60

[illegible] ANTHROPOLOGY

[illegible] CANADA

[illegible]

[illegible] Peter [illegible]
[illegible]
[illegible]

[illegible]

[illegible] many interesting writings on the subject of Crime and Sin. I am returning them herewith.

I have read them with great interest, and, of course, agree with some of what you say while [illegible]ling myself in disagreement with other of your [illegible].

You will understand that the pressure of work prevents my commenting in detail.

President
MRS. [illegible] K. CASTLETON,
2236-33 Ave., S.W.,
Calgary, Alberta.

First Vice-President:
MR. GEORGE MacINTOSH,
6194 Stanford Street,
Halifax, Nova Scotia.

Second Vice President:
MR. [illegible] H. JANZEN,
813-6th Avenue,
New Westminster, B.C.

Third Vice President:
MR. WENDELIN A. HERLE,
2 Cathedral Dr.,
Regina, Sask.

Past President
MISS M. PATRICIA [illegible]
345 Graham [illegible],
Montreal 16, Que.

D I R E C T O R S

British Columbia
MR. F. J. CAIRNIE

Alberta
MR. H. C. McCALL

Saskatchewan
MR. VICTOR LALONDE

Manitoba
MISS E. F. REDMOND

Ontario
MR. R. A. COZENS

Quebec
MISS DOROTHY J. KIDD (PAPE)
MR. GEORGE GLASHAN (PACT)

New Brunswick
MR. G. E. M. MacLEOD

Nova Scotia
MISS FLORENCE WALL

Prince Edward Island
MR. F. COSTELLO

Newfoundland
REV. BRO. A. F. [illegible]

July 13, 1964

Mr. Peter Presunka,
14 Clover Street,
Ottawa 9, Ontario.

Dear Mr. Presunka:

Thank you for the several papers and briefs which you have sent to the President of the Canadian Teachers' Federation in my care. These will be forwarded to the incoming president as I stated in our telephone conversations.

I am not confident that our organization will be able to take action which will fulfil your expectations. You are asking that society and its leaders be transformed and that a simple unifying and eclectic philosophy be adopted by all. Though these may be desirable aims and lofty goals, I can see no means of accomplishing them. Nor do I think you have presented any such means. Your goals are apparent but the method to achieve them is not.

The greatest barrier to the adoption of your ideas is, however, that they rest on religious and philosophic assumptions which by no means all persons are willing to make. To argue about such assumptions is like trying to convince certain persons that the earth is round and that life on earth has developed through an evolutionary process.

Yours sincerely,

T. R. Greenfield,
Research Director

61

/Canadian Conference on the Famil

Executive Director: LILLIAN THOMSON
Général adjoint: RAYMOND DOYLE

[illegible]

Mr. Peter Presunza
14 Claver Street
Ottawa 9, Ontario

Dear Mr. Pres[illegible]

[illegible] passed on to us the [illegible] to send to Government [illegible] for your interest and will [illegible] file for future reference.

[illegible]

[illegible]
Executive Director

LT:mic

PRINCETON UNIVERSITY
PRINCETON NEW JERSEY

63

DAN D. COYLE
*Assistant to the President*

April 9, 1964

Mr. Peter Presunka
14 Claver Street
Ottawa 9, Ontario
Canada

Dear Mr. Presunka:

President Goheen has asked me to express appreciation for giving us an opportunity to peruse the published materials which you forwarded in accordance with your request. As important and challenging as your broad-gauge program seems to be, I am sorry to report that we are not in a position to participate in this kind of undertaking.

With every good wish, and again with thanks, I am

Sincerely yours,

Dan D. Coyle

DDC:chw
enclosure

OFFICE OF THE PRIME MINISTER · CABINET DU PREMIER MINISTRE

Ottawa, September 24, 1964.

Dear Mr. Prosuska:

With reference to your letter of September 21st, I wish to advise that the Prime Minister appreciated receiving your correspondence and documentation in connection with your proposal to publish a book entitled "The Emerging Canadian".

Mr. Pearson asked me to tell you that as much as he would like to comment on the subjects that you will be dealing with in your book, it is physically impossible for him because of his heavy program of activities. However, he extends to you his best wishes for success with your project.

With kind [illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]
[illegible]
[illegible]

Ukrainian [illegible]
[illegible]
458 Main Street, Winnipeg [illegible]

- Комітет [illegible]
[illegible]

[illegible] 9, [illegible].

Mr. Peter Presunka
Professional Engineer
14 Claver St.
Ottawa 9, Ontario.

Dear Mr. Presunka:

Thank you for your kind letter of the 3rd instant. Your previous communications with enclosed materials were also received in good order and delivered to the persons according to your directions. [illegible]

Regarding the contents of your work we can say the Ukrainian Canadian [illegible] accepts in principle your views and definitions, for example of the term Canadian, Canada's nationhood, [illegible] etc.

As we are unable to acquaint ourselves with full contents of the manuscript, we cannot comment on it, but we are sure that it will be a [illegible] and will render good service to the entire Ukrainian community.

Thanking you again for your letter and the material and wishing you success in your work, we remain,

Yours very truly
[illegible]

[illegible]
Executive Director

February 8th, 1965

Mr. Peter Presunka
Professional Engineer
Province of Ontario
14 Clover Street
Ottawa 9, Ontario

Dear Mr. Presunka:

I acknowledge with thanks the receipt of your thoughtful letter of January 14, 1965 with its enclosures.

I regret that the pressure of work has prevented me from giving your essays the careful attention that they deserve. I understand from your letter that your essays are now being compiled into a book to be published shortly and that this is to serve as a documentary of the efforts that you have made.

The Canadian Citizenship Council would appreciate having a copy of your book when it is published. In the meantime your letter with its enclosures is being kept on file for further consideration but if you wish to have the copies returned to you please let me know.

Once again my thanks to you for the efforts that you have been making.

Yours sincerely,

Honourable J.T. Thorson
President
Canadian Citizenship Council

.../1

CONFIDENTIAL

BACKGROUND PAPERS

Brief #: 750-543

Peter Presunka

OTTAWA

A. INFORMATION ON INDIVIDUAL

Mr. Presunka is a Canadian of Ukrainian parentage with an early upbringing in Ukrainian. Later education was in English. He claims his brief "will in part represent the Third Force, or the "Ethnic Conscious Group" of Canadians which are other than English or French. Mr. Presunka has written innumerable letters to the Commission on the general theme of "The Brotherhood of Man".

B. QUESTIONING OF WITNESS(ES)

PROGRAMME AND LIAISON SECTION

page 5
para. 2

Q. 1 Publications
"Submissions which may be of great worth & importance to society are too often rejected, with the result that only those possessing wide public appeal are given coverage." What principles could you suggest the publishing world could follow in order to include matter you believe is not now being printed? What would be the nature of the public service you suggest in this connection? How organized and supported, how co-ordinated between the provinces, what media?

Q. 2 What relationship do your theories of society bear to the work of this Commission?

page 26
para. 1

Q. 3 Civil Rights
You refer here to a "second listed civil right". Where listed? What do you mean?

page 27

a) You suggest here that elementary schools of every province provide facilities for study of a third language. Since in English speaking Canada French has not yet been introduced rudely into the elementary schools do you not feel that still another language might not unduly crowd the elementary curriculum?

b) Had you decided how many parents should petition for the introduction of a third language before consideration should be given to establishing courses.

page 31
para. 1

Q. 4 Cultural Diversity
"Pretagonists of restricted Bilingual and Bicultural attitudes". What do you mean? Which groups or individuals possess such attitudes? How are the "requirements for a true internationalism" that you refer to in the following paragraph? (page 31, para. 2)

page 31
para. 3

Q. 5 "Founding races"
In what ways is the "Eskimo social experience" relevant to the problems of Canada as a whole? Explain. What do you suggest in the way of measures to provide "fullest utilization of the rich and varied cultural backgrounds" of the peoples of Canada? (page 32para2)

page 33
para. 2

Q. 6 "The record of the federal government's handling of the Indian and the Eskimo is under review today. The French Canadian elements clamour for an opportunity to show their historically demonstrated ability to handle the problems of the indigents." Do you think that Indian and Eskimo affairs should fall under provincial rather than federal jurisdiction and administration?

page 40
para 2

Q. 7 Canadian Council of Religious and Philosophic Thought
What would be the powers of such a council and from whence would it derive its authority? Would there not be some objection from people who wish the matters of education and religion to remain separate? Could you outline the objective of the formation of such a council more clearly?

August 31, 1965

740 271

CA1 Z1
-63B22

# MEMOIRE SOUMIS

# A LA COMMISSION ROYALE

# D'ENQUETE SUR LE

# BILINGUISME ET LE

# BICULTURALISME

Le 20 novembre 1964

LA PRESSE ETUDIANTE NATIONALE

101, ouest Boul. St-Joseph
Montréal 14, Qué.

740-271

# N O T A  B E N E

Par mesure d'économie, le présent mémoire avait été broché en même temps que les cahiers destinés aux membres de la Presse Etudiante Nationale.

Adopté les 13 et 14 novembre dernier à travers le cahier de résolutions qui le résumait, le présent mémoire est devenu l'expression de la pensée des journalistes étudiants Canadiens-français.

DEUX AMENDEMENTS votés au 5ième Congrès annuel de la PEN nous amènent à faire les changements suivants:

A) Les commissaires sont priés de lire le mot INDEPENDANT à chaque fois qu'ils rencontreront le mot souverain dans les pages du mémoire.

En effet, prétextant que le terme souverain avait un sens beaucoup plus limité et sensiblement moins fort que le terme INDEPENDANT, les journalistes étudiants ont proposé un amendement ( accepté par 29 voix contre 22 et 5 abstentions) à l'effet de remplacer, partout dans le texte et plus spécialement au chapitre des recommandations et conclusions, le terme souverain par le terme INDEPENDANT.

B) Les commissaires sont également priés de lire l'expression QUEBECOIS DE LANGUE FRANCAISE à chaque fois que le terme Canadiens français revient dans le texte.

Présenté par le journal LA ROTONDE, de l'université d'Ottawa, cet amendement a été adopté par 29 voix contre 25 et 10 abstentions.

Ce sont là les deux seuls amendements qui motivent un changement dans le texte, le mémoire ayant été adopté à l'unanimité à la fin de l'étude des 12 résolutions qui le résumaient en répétant l'essentiel de ses conclusions et de ses recommandations.

CT/hm

La Commission de la Constitution
de la Presse étudiante nationale

# M E M O I R E  S O U M I S

# A  L A  C O M M I S S I O N  R O Y A L E

# D ' E N Q U E T E  S U R  L E

# B I L I N G U I S M E  E T  L E

# B I C U L T U R A L I S M E

Le 20 novembre 1964

L A  P R E S S E  E T U D I A N T E  N A T I O N A L E

101, ouest Boul. St-Joseph
Montréal 14, Qué.

740 - 271

P R E S S E  E T U D I A N T E  N A T I O N A L E

101, ouest Boul. St-Joseph
Montréal 14, Qué. 276-8110

(COMMISSION DE LA CONSTITUTION)

Montréal, le 20 novembre 1964

Messieurs les Commissaires,

Le présent mémoire sur "Les objectifs fondamentaux des Canadiens français face à la réalité sociale, économique et politique de l'heure" est celui de la PRESSE ETUDIANTE NATIONALE, organisme qui groupe quelques 110 journaux étudaints canadiens-français du Québec, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick.

Consciente de l'urgente nécessité qu'il y a pour les Canadiens français de faire connaître leurs objectifs et soucieuse d'apporter la voix des étudiants, l'Assemblée Générale de la Presse étudiante nationale, réunie en Congrès national annuel le 3 novembre 1963, a voté la formation d'une commission spéciale "chargée de préparer, rédiger et présenter un mémoire" à la Commission Royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

Créée le 16 novembre 1963, la Commission de la Constitution de la Presse étudiante nationale a remis son rapport au Conseil d'Administration le 12 octobre 1964, après avoir tenu 20 réunions plénières, près de 40 réunions de comités et quelques dizaines de rencontres privées.

Enfin, l'Assemblée Générale approuva son rapport, sur recommandation du Conseil d'administration, le 14 novembre 1964. Le présent mémoire est donc l'expression officielle de la pensée de l'ensemble des membres de la Presse étudiante nationale.

Respectueusement soumis,

Le Président de la Commission
de la Constitution de la Presse
étudiante nationale

CT/jb

CLAUDE TRUDEL

# T A B L E  D E S  M A T I E R E S


Page

INTRODUCTION 1

A) PRELIMINAIRES 1

1- Signification et portée du mémoire 1
2- le mandat de la commission 2
3- plan du mémoire 3
4- membres de la Commission 3

B) PROBLEMATIQUE 4

a) un principe 5
b) un fait 5
c) un droit 5

SECTION I:

EXAMEN DES OBJECTIFS DES CANADIENS FRANCAIS 7

PREMIERE PARTIE: L'ASPECT SOCIO-CULTUREL 7

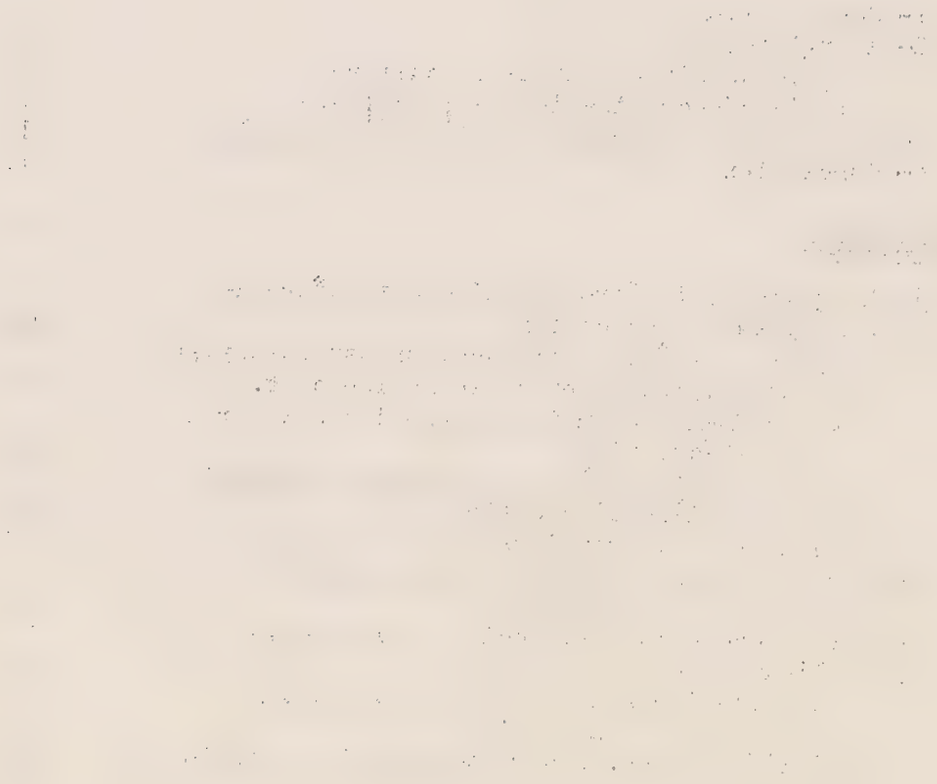
A) LA CULTURE 7

1- Conservation 7
2- Elargissement 9
a) le développement de la culture 9
b) la démocratisation de la culture 10
3- La culture, instrument efficace de progrès 10
4- Conclusion 12

B) L'EDUCATION 14

1- Le Québec doit être parfaitement maître de son système d'éducation 14
a) le contrôle de l'éducation est essentiel au développement de la nation c.-f. 14
b) le BNAA reconnait aux provinces le droit de l'éducation 14
c) restrictions à l'exclusivisme québécois en matière d'éducation 15
d) autres restrictions 16
2- Portée sociale immédiate: l'accessibilité générale à l'enseignement 17
3- Portée économique et sociale à long terme de l'éducation 18
a) l'enseignement universitaire et la recherche scientifique 18
b) l'éducation, mesure de sécurité sociale 20
4- Conclusion 21

TRANSITION 21



Page

DEUX[illegible] SOCIO-ECONOMIQUE 22

1) PRELIMINAIRES 22

[illegible] 22
[illegible] 23

2) QUELQUES GRANDES LIGNES SUR LES ASPIRATIONS [illegible] 28

[illegible] 28
[illegible] 31
[illegible] 33
[illegible] 37

[illegible] 38
[illegible] 38
[illegible] 40

[illegible] 41

3) [illegible] 42

[illegible]TION II:

[illegible] DE LA SITUATION JURIDICO-POLITIQUE 43

[illegible] 44

A) La [illegible] de la nation 44
[illegible] 44
2) [illegible] au Sénat 45
3) [illegible] à la Chambre des Communes 45

[illegible] 47

C) La distribution des pouvoirs 47
1) [illegible] exécutifs du fédéral 48
[illegible] 48
[illegible] 48
[illegible] des traités 48

2) [illegible] 48
[illegible] à la constitution 48
pouvoirs conjoints 49

3) [illegible] les pouvoirs provinciaux 49
[illegible] 49
[illegible] 50
[illegible] 50
[illegible] 51

[illegible] 51

D) [illegible] 51

2) LA SITUATION [illegible] 53

1) Le Commonwealth 53
2) Le plan provincial 53
3) La fédération [illegible] 55
a) [illegible] sont hostiles au Québec
[illegible] fédéral est inerte 55
b) [illegible] entretenu une politique
[illegible] du Québec 55
c) [illegible] opératif [illegible]

Page

SECTION III:

RESUME DU MEMOIRE 59

A) L'aspect socio-culturel 59

B) L'aspect socio-économique 60

C) L'aspect juridique 61

D) La situation politique 62

SECTION IV:

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS 64

A) CONCLUSIONS

1- Rejet du statu-quo politique actuel 64
2- Aucun compromis n'est acceptable quant à nos objectifs fondamentaux 66
3- La souveraineté du Québec 66
4- Impossibilité de l'indépendance économique pure et simple 68

B) RECOMMANDATIONS 69

SECTION V: ANNEXE

MINORITE ET BILINGUISME 72

A) Minorité 72

B) Le bilinguisme 73

SECTION VI:

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

A) Création et mandat de la Commission de la Constitution de P.E.N. A

B) Renseignements sur la Presse étudiante nationale C

1- Membres du Conseil d'administration pour l'année 1963-1964 C
2- Buts de l'Association D
3- Nombre de membres D
4- Mode d'approbation du mémoire D

# I N T R O D U C T I O N

## A) PRELIMINAIRES

### 1- Signification et portée du mémoire

A- Le présent mémoire qui porte sur les problèmes de la Constitution canadienne, et plus précisément sur l'option sociale, économique et politique des Canadiens français, est celui de la Presse Etudiante Nationale.

B- La P.E.N. est un organisme qui groupe une centaine de journaux étudiants canadiens-français du Québec, du Nouveau-Brunswick et de la région d'Ottawa. Ses membres l'ont eux-mêmes définie comme leur syndicat, c'est-à-dire comme une association qui règlemente leur profession et défend leurs intérêts, tout en se voulant un ferment agissant et novateur en les intégrant, comme groupe particulier, à la vie de la nation.

C- L'importance du mémoire que la P.E.N. rend public aujourd'hui lui vient de deux faits particuliers.

D- Il est d'abord une étude que les membres de la commission ont voulu la plus documentée et la plus juste possible du visage, des objectifs et des possibilités d'options des Canadiens français à l'heure du "réveil québécois" et à l'approche du centenaire de la Confédération canadienne. A ce titre, dans son contenu même, le mémoire peut se comparer à tous les autres mémoires présentés jusqu'ici.

E- Mais il faut aussi insister sur le fait que ce sont des étudiants universitaires et des collégiens qui ont préparé le mémoire. Et cela lui confère encore une portée accrue.

F- D'une part, il manifeste de nouveau la volonté bien arrêtée des organismes étudiants de relier le jeune, pendant le temps même de sa formation générale ou professionnelle, à la vie nationale comme un ayant droit et un citoyen entièrement responsable. En leur qualité de jeunes, les étudiants ont le devoir et le droit d'apporter les points de vue et les jugements originaux et souvent plus objectifs de ceux qui ne se sentent pas encore définitivement liés et solidaires des structures actuelles. Ils sont aussi motivés par un désir très grand d'être des promoteurs d'améliorations et de progrès sur les plans économique, social et politique. La nation a donc tout intérêt, et nous constatons avec satisfaction qu'elle

l'a compris, à s'incorporer la jeunesse comme une de ses fractions actives et à lui accorder les responsabilités qu'elle revendique. L'Etat québécois a d'ailleurs inscrit cette nécessité dans les faits, en accordant récemment le droit de vote aux citoyens dès l'âge de dix-huit ans.

G- D'autre part, le sujet du présent mémoire, c'est-à-dire la définition des objectifs sociaux, économiques et politiques des Canadiens français, revêt pour les rédacteurs et ses supporteurs, membres de la P.E.N., une importance extrême. Ceux qui parlent aujourd'hui par ce document sont des jeunes, des étudiants, et ils sont en quelque sorte les premiers impliqués par ses conclusions et ses recommandations. Car dans dix, quinze, vingt ans, ce sont eux qui vivront le système social, économique et politique alors établi; ce sont eux qui en formeront les cadres et les composantes; ce sont eux qui auront à en perpétuer le progrès effectif; ce sont eux enfin qui seront l'entité sociale nord-américaine qu'on appelle la nation canadienne-française.

2- Le mandat de la Commission

H- La Commission d'étude a reçu son mandat lors du IVè Congrès de la P.E.N. tenu en novembre 1963, par la résolution dite "résolution 19".

I- Cette résolution, que l'on trouve en annexe au mémoire, posait en particulier comme points de départ, et avant toute étude les points suivants:

1) la nécessité d'une représentation binationale dans le gouvernement fédéral canadien.

2) la nécessité de rejeter le statu-quo actuel.

3) le statut du Québec comme Etat national des Canadiens français.

4) la priorité des pouvoirs fiscaux, législatifs et administratifs de l'Etat québécois sur le gouvernement fédéral.

J- La Commission n'a pas nécessairement tenu compte de ces présupposés parce qu'ils présumaient à l'avance de ses conclusions et recommandations et ne pouvaient de toutes façons être acceptés qu'après une étude sérieuse. La Commission ne pouvait tenir des conclusions comme des hypothèses de travail.

K- Cette mise au point n'empêche cependant pas que ces "affirmations" peuvent se retrouver en tout ou en partie intégrées effectivement au mémoi-

3- Plan du mémoire

L- Notre mémoire se compose de 4 parties et de 2 annexes:

1) Une introduction théorique précise les hypothèses de travail et pose la problématique de l'option politique des Canadiens français.

M- 2) Une seconde partie examine et définit clairement les objectifs socio-culturels et économiques des Canadiens français.

N- 3) Une troisième partie étudie, comparativement aux objectifs reconnus, la situation juridico-politique actuelle faite aux Canadiens français.

O- 4) Une quatrième partie groupe enfin les conclusions générales du mémoire, puis les échelonne dans une série de recommandations plus précises en vue d'une option politique déterminée.

P- Engin, le mémoire comprend deux annexes. La première porte sur le problème du bilinguisme canadien. La seconde traite du problème des minorités françaises du Canada.

4- Membres de la Commission d'étude

Q- Les membres de la Commission d'étude qui a préparé ce mémoire sont:

M. Claude Trudel, étudiant en Droit, Université de Montréal, président

Mlle Michèle Beauchamp, étudiante en Philo II, Collège Marguerite-Bourgeoys, Montréal

M. Claude S. Blouin, étudiant en Droit, Université de Montréal

M. Jean-Pierre Bourduas, étudiant en Droit, Université d'Ottawa

M. Claude Brouillé, étudiant en Philo II, Collège Ste-Marie, Montréal

M. Pierre Fortin, étudiant en Sciences, Université Laval

M. Jacques Lemieux, étudiant en Sciences Sociales, Université Laval

M. Serge Ménard, étudiant en Droit, Université de Montréal

M. André Primeau, étudiant en Rhétorique, Collège St-Ignace, Montréal

M. Jean-Guy Thibault, étudiant en Philo I, Collège Ste-Croix, Montréal

B) PROBLEMATIQUE

1- Il existe beaucoup de façons, plus ou moins valables selon le cas, d'aborder le problème de l'option politique des Canadiens français. Toutes ces approches, ces problématiques reposent sur un absolu, une hypothèse fondamentale. Certaines sont fondées sur la volonté de survivance des Canadiens français; d'autres sur leur culture et leur "génie" essentiellement français; d'autres sur une certaine vocation messianique en Amérique; d'autres enfin, sur la nécessité théorique de faire coincider Etat et nation.

2- Les commissaires n'ont pas rejeté en bloc toutes ces hypothèses. Ils se sont servis d'arguments et de propositions qui les impliquent parfois. Ils ne nient pas non plus la valeur des études antérieures fondées sur ces hypothèses.

3- Mais ils ont préféré transposer le problème dans des dimensions qu'ils croient plus concrètes et plus réalistes.

4- En effet, toute discussion transposée sur la considération abstraite de concepts tels que "survivance", "génie", "vocation", "nation" leur a paru sans issue, parce que contestable à l'infini et non-fondée sur des faits aussi concrets que l'aliénation du travailleur canadien-français auquel on refuse le droit de travailler dans sa langue, l'indifférence des Canadiens français vis-à-vis la politique fédérale, ou la réticence marquée des gradués canadiens-français à s'engager dans le fonctionnarisme fédéral et leur empressement non moins marqué à travailler au service civil du gouvernement québécois.

5- En particulier, les commissaires ont constaté qu'il n'existait pas de critères définitifs pour définir l'existence de la "nation canadienne-française". On ne se sert évidemment pas des mêmes critères pour caractériser les peuples français, américain, russe ou belge. Ce qui n'empêche pas le mémoire de mentionner à plusieurs reprises l'expression couramment admise: "nation canadienne-française". De même, ils n'ont pas établi de ligne de démarcation entre des concepts aussi connexes et complémentaires que le "national" et le "social" et ils n'ont pas cherché inutilement non plus à déterminer entre eux des priorités.

6- Le mémoire repose sur des bases fondamentales très simples: un principe, un fait et un droit.

a) Un principe

7- Les Canadiens français ne veulent qu'une chose; mais ils y tiennent mordicus: le plein épanouissement social, économique et politique de leur société. Il s'agit donc pour eux de trouver la forme d'organisation civile qu'ils jugeront la plus apte à leur procurer un mieux-être collectif constant.

b) Un fait

8- Or les Canadiens français, qui s'identifient juridiquement avec l'Etat québécois, forment une communauté sociale qui se distingue nettement, par ses traits, son visage, son agir collectif, ses aspirations et ses objectifs, de toutes les autres communautés nord-américaines. Ceci fera l'objet d'une étude plus approfondie dans les parties qui suivront.

c) Un droit

9- Etant donné la connaissance de leur identité et des objectifs qu'ils se définissent, les Canadiens français se réclament du droit d'entrer en possession de tous les instruments et leviers économiques, sociaux et politiques nécessaires au progrès effectif de leur société. Ce droit, sur le plan juridique, s'appelle le droit à l'autodétermination. Il n'est pas nécessité par l'existence conceptuelle d'une "nation" qui serait une "personne morale", mais répond au devoir qu'ont les dirigeants de l'Etat québécois de promouvoir le bien commun de la société canadienne-française.

10- En d'autres termes, nous posons ainsi la question.

11- L'Etat québécois représente de fait les intérêts des Canadiens français et travaille à leur procurer un mieux-être économique, social et politique toujours accru. Il est reconnu comme tel et par les Canadiens français et par les Canadiens anglais. Cela n'empêche d'ailleurs aucunement que le progrès effectif de la société québécoise s'opère et doive continuer de s'opérer dans un respect juridique et effectif des minorités ethniques qui y sont établies.

12- Mais la vie économique, sociale et politique des Canadiens français comporte (et elle en est d'ailleurs indissociable) des valeurs que nous pouvons qualifier de "nationales" sans risque d'équivoque et qui particularisent sensiblement le visage et les objectifs de la collectivité québécoise.

13- Jusqu'à quel point le Québec possède-t-il actuellement un statut politique acceptable ou non? Jusqu'à quel point ce statut l'empêche-t-il de réaliser le développement le plus complet possible de la société canadienne-française? Comment modifier ce statut politique de façon à ce que le Québec possède les moyens indispensables à son progrès en tous les domaines? Voilà les questions auxquelles nous devons répondre en posant en principe le droit à l'autodétermination, parce que ce droit relève du devoir, pour les Canadiens français, de choisir l'option politique qui convient le mieux à l'obtention de leur bien commun.

## SECTION I

## EXAMEN DES OBJECTIFS DES CANADIENS FRANCAIS

## PREMIERE PARTIE:

## L'ASPECT SOCIO-CULTUREL

14- Les Canadiens français vivent dans un ensemble particulier d'interrelations sociales qui sous-tendent toute leur activité nationale dans les domaines économique et politique. Dans cette optique, ils entendent améliorer le déjà acquis en fonction d'objectifs bien précis sur le double plan de la culture et de l'éducation.

### A) LA CULTURE

15- La culture d'une nation est avant tout une donnée naturelle fondamentale qui s'avère le point de départ, crée et conditionne le milieu ambiant de tout développement social économique et politique. Il ne s'agit pas ici de la culture entendue au sens encyclopédique, une sorte de mouvement qui sert à divertir une "élite". La culture consiste dans l'ensemble de tout ce qui nous identifie comme Canadiens français, à savoir une langue, des coutumes, des traditions, un shème mental et psycho-social, un mode de vie propres: elle est en nous comme une valeur première, un dynamisme qui doit incarner dans notre propre structure mentale et sociale, un humanisme universel.

16- Cette culture propre que nous possédons de façon originale dans le continent nord-américain et au sein de l'entité politique canadienne, nous entendons la conserver, l'élargir et nous en servir comme instrument efficace de progrès pour notre société.

#### 1- Conservation

17- Nous avons conservé notre culture depuis deux cents ans au prix de longues batailles sociales, juridiques et politiques. Cette volonté de survivance, jointe à la conjoncture socio-politique actuelle entraîne la

conséquence suivante. Il va maintenant de soi qu'il est absolument impossible pour la nation canadienne-française et pour l'Etat qui lui sert de lieu géographique et politique de parvenir à assurer le bien commun de ses membres, s'ils ne prennent pas les moyens sociaux et politiques pour la protection de leur culture.

18- Les Canadiens français ne réclament plus, comme ce fut naguère le cas, ce "droit à la survie collective". Ce Droit est devenu pour eux un nécessaire, qui n'admet plus la discussion et qui est préalable à tout effort collectif subséquent.

19- Nous pensons et agissons ainsi au nom de la plus élémentaire des dignités humaines. Il n'est pas inutile de rappeler que le bien commun d'une nation n'est pas seulement d'ordre économique, mais aussi d'ordre social. Si l'on veut créer des conditions optima de développement national, il faut voir constamment à la création et à la conservation du "lieu social", du milieu ambiant indispensable au confort humain et social de la collectivité.

20- Le génocide culturel occasionne, aux plans individuel et collectif, des perturbations psycho-sociologiques qui empêchent à la longue, le plein profit de mesures même strictement d'ordre économique. Nous savons, depuis longtemps, combien une mentalité de vaincus et d'assimilés peut s'avérer un obstacle majeur au progrès social normal. Sur le plan individuel, un abandon progressif, même volontaire, de la culture originelle signifie une négation de la personne et le reniement pur et simple d'une valeur première de vie. L'abandon de la culture détermine la plupart du temps un déséquilibre psychologique et social irréparable.

21- Transposé au plan collectif, le reniement de l'identité nationale appauvrit nécessairement et peut anéantir définitivement le dynamisme intérieur d'un peuple. Il entraîne du moins une déchéance et une honte humaine collectives qui ne peuvent qu'empêcher la nation de procurer à ses membres le bien commun social, et freiner considérablement par contrecoup, son progrès économique et politique. Peu s'en faut que les membres d'une telle société ne deviennent bientôt très individualistes et tout à fait dépourvus de conscience sociale.

22- Il n'est donc pas surprenant que ce droit à la conservation de la culture et de l'identité nationale soit universellement reconnu par le

droit des gens et par la Charte des Droits de l'Homme de l'Organisation des Nations-Unies.

2- Elargissement

23- Cependant, il devient de plus en plus évident qu'il est absurde de se retrancher dans un univers culturel statique. Car alors la culture ne peut jouer son rôle de conditionnement premier du progrès collectif des Canadiens français. Il ne s'agit pas de survivre, mais de vivre. En ce sens, il ne suffit plus de conserver notre culture; il nous faut l'élargir, c'est-à-dire la développer, d'une part, et la démocratiser d'autre part.

a) Le développement de la culture

24- Notre culture a été longtemps presqu'uniquement traditionnaliste et axée sur les seules valeurs du passé. Elle doit maintenant s'ouvrir aux valeurs du présent et devenir un dynamisme, en évolution comme l'histoire elle-même. Il est donc urgent de reviser entièrement notre système d'éducation et de l'adapter de façon fonctionnelle aux exigences des Canadiens français, c'est-à-dire d'hommes qui vivent au XXe siècle et au Québec, dans un contexte géographique et sociologique donné, face à des impératifs sociaux précis.

25- Ceci nous indique sans équivoque que le Québec doit demeurer en complète possession de son Education nationale et ne doit tolérer en ce domaine aucune autorité autre que la sienne, tant au point de vue du contrôle des structures que de celui des finances.

26- Le développement de notre culture exige aussi un refus catégorique du vase clos. Notre culture doit se nourrir, pour progresser, des apports de la communauté française mondiale. D'autre part, elle doit savoir tirer du monde anglo-saxon les valeurs enrichissantes qu'une appartenance commune au même continent nord-américain rend plus accessibles et plus fécondes.

27- C'est pour avoir compris la nécessité fondamentale du développement de notre culture, en l'élargissant de l'intérieur par notre éducation et en la confrontant par l'extérieur avec les autres communautés culturelles que nous nous serons éveillés à une vie nationale nouvelle dont nous voulons être les premiers responsables et à un progrès social que nous entendons assumer librement, selon notre identité culturelle propre.

b) La démocratisation de la culture

28- Cependant, pour être vraiment notre culture et conditionner un progrès social véritable, la culture doit être celle de tous les membres de la communauté nationale. Elle doit être démocratisée.

29- Nous ne répéterons jamais assez que la culture ne doit pas s'avérer un divertissement pour "élite". La culture, c'est-à-dire "le dynamisme qui doit incarner dans notre structure mentale et sociale propre, un humanisme universel", n'est plus de nos jours un luxe, mais une nécessité vitale qui est non seulement un gage de promotion individuelle, mais aussi de survie et de progrès collectifs. Si les Canadiens français veulent assumer comme nation la civilisation mondiale actuelle, la science, la technique et les progrès qu'eux-mêmes réaliseront dans tous les domaines, ils devront démocratiser leur culture. Autrement, ils subiront dans l'ensemble leur civilisation, au lieu de la maîtriser. Et lorsqu'on réalise combien la démocratisation de la culture dans la population québécoise est loin d'être réalisée, on constate du même coup l'urgence de mesures radicales pour renverser la situation.

30- La vie culturelle doit être au plus tôt décentralisée des grandes villes comme Montréal et Québec, afin de s'enraciner partout sur le sol du Québec. Elle doit aussi cesser d'être reliée, par le standing social et le coût prohibitif qu'elle implique, aux classes moyennes et bourgeoises sous peine de se désagréger à plus ou moins longue échéance, de n'avoir plus aucun sens vis-à-vis le progrès social de la nation et de manquer à être l'expression originale d'un peuple en pleine voie de développement.

3- La culture, instrument efficace de progrès

31- Devenant ainsi une force dynamique qui canalise les énergies personnelles et sociales des Canadiens français, en fonction de la réalité présente et à venir, la culture doit s'avérer un instrument efficace de progrès.

32- Si on ne peut dire que les systèmes économiques et politiques sont élaborés à partir de données culturelles, il est cependant indéniable que l'identité culturelle propre d'une nation, qui comporte à la fois une langue, des coutumes, un milieu ambiant, un mode de vie et un shème mental et psycho-social déterminé, influe directement sur la concrétisation par-

ticulière des mesures politico-économiques. C'est ainsi qu'on peut parler de l'économie française et de l'économie anglo-saxonne, du socialisme cubain et du socialisme suédois.

33- C'est dans cette optique et pour cette raison que les Canadiens français doivent établir les bases et contrôler les destinées d'une industrie, d'un commerce et d'une économie qui leur soient propres.

34- En d'autres termes, comme l'a déjà dit l'un des nôtres: "Ce que nous prétendons être, représenter et incarner ne peut avoir de sens que s'il anime une société moderne, ardente, créatrice et qui soit pour tous ses membres un lieu de progrès, de justice et de prospérité".

35- Partant du point que nous sommes une nation, pour ainsi dire, "locataire" dans notre propre pays, nous constatons que notre survivance et notre progrès culturels sont inutiles et absurdes, s'ils ne débouchent pas sur la maîtrise de plus en plus grande des structures économiques et politiques qui nous appartiennent en propre.

36- En effet, il est ridicule d'une part de penser à développer et démocratiser la culture que nous avons démontrée indispensable au mieux-être constant des Canadiens français, sans des motivations très fortes d'ordre économique et juridique. On s'efforcera de parler, de penser et de vivre en français au Québec, dans la mesure où il sera rentable économiquement de le faire, c'est-à-dire lorsque le fait d'être francophone sera un avantage marqué et non plus un frein perpétuel, dans l'accession aux postes supérieurs de l'industrie, du commerce et de l'administration publique.

37- D'autre part, l'expérience montre partout qu'il y a une différence essentielle entre manger, travailler et vivre, et manger travailler et vivre dans un milieu ambiant qui réponde à son identité culturelle propre. Il y a là toute la différence entre se sentir nulle part ou dans un contexte étranger, donc étouffant et sans moteur personnel de progrès social, économique et politique, et se sentir chez soi, c'est-à-dire avec toute la dignité et la ferveur nécessaire au développement individuel et collectif. La réaction d'un employé de l'Hydro-Québec est très significative à ce point de vue: "Vous ne savez pas ce que c'est que de découvrir qu'on peut travailler dans une grosse entreprise en français, de découvrir qu'on peut penser, parler et faire de la technique en français".

38- Par conséquent, tant que les Canadiens français ne lieront pas de façon expresse le culturel et l'économique, ils demeureront un peuple sous-développé économiquement, ils continueront d'être asservis et de fournir les cadres de la presque totalité des classes laborieuses de leur propre Etat national, leur culture restera la sphère de compensation d'une oligarchie intellectuelle coupée des foules, et ils manqueront ainsi à progresser vers un mieux-être social, économique et politique constant.

39- Le culturel conditionnant l'essor social, économique et politique des Canadiens français, des objectifs concrets doivent être définis et des mesures explicites doivent être prises en ce domaine. Nous pensons en particulier à ceux visant à:

1) faire du français la langue du travail au Québec, par toutes sortes de moyens, dont quelques-uns ont été énumérés plus haut.

2) faire acceder, dans la perspective d'une compétence acquise, les Canadiens français aux postes directeurs des secteurs privés et publics de leur propre Etat national.

3) édicter nos propres mesures de contrôle sur le plan économique.

4) faire réglementer par le Québec son immigration.

5) accentuer les interventions rationnelles de l'Etat québécois dans la vie culturelle et économique de la société québécoise.

6) participer activement à la vie de la communauté française mondiale.

40- D'autre part, les faits indiquent combien nous sommes loin encore de cette situation idéale, et que seule une transformation des institutions économiques et politiques nous permettra d'atteindre les objectifs culturels et sociaux fixés. Ces transformations sont aussi nécessaires qu'elles devront être radicales. Nécessaires parce qu'elles constituent la condition sine qua non de notre survie nationale et de celle de notre culture. Radicales, parce qu'il s'agit d'un véritable renversement de l'acheminement actuel vers l'assimilation et le paupérisme intellectuel et économique. Nous verrons dans les conclusions quelles transformations nous jugeons les plus réalistes dans la conjoncture actuelle.

## 4- Conclusion

41- Notre raisonnement nous a conduit à la nécessité de conserver

et d'élargir notre culture propre et de nous en servir comme forment dynamique de progrès individuel et collectif de la nation canadienne-française, justement parce que le développement du Québec et l'obtention d'un mieux-être constant des Canadiens français sont liés de façon indissociable à la conservation, au développement et à la démocratisation de cette culture particulière.

42- L'abandonner équivaudrait à un genocide collectif. Refuser de l'élargir et de l'ouvrir aux valeurs universelles et particulières autres que les nôtres nous condamnerait au ghetto et à l'asphyxie à courte échéance. Ne pas nous servir de notre culture comme instrument efficace de progrès collectif en donnant à notre économie et à notre politique une empreinte personnelle, entraînerait son déracinement du sein de la vie nationale, et par suite, son immobilisme et son inefficacité.

B) L'EDUCATION

43- L'Education nationale prend de plus en plus d'importance au Québec, à l'heure actuelle, et son développement adéquat constitue un des objectifs sociaux et économiques les plus importants des Canadiens français, pour deux raisons bien précises. D'une part, la langue, la culture et la mentalité des Canadiens français dépendent pour leur avancement de la vitalité du système d'éducation qui les soutient. D'autre part, l'Education nationale s'avère le point de départ et le fondement premier de tout progrès de la nation canadienne-française, tant des points de vue social qu'économique et personnel que collectif.

1- Le Québec doit être parfaitement maître de son système d'éducation.

a) Le contrôle de l'éducation est essentiel au développement culturel de la nation canadienne-française

44- C'est en effet au niveau de l'enseignement que l'individu acquiert sa culture et qu'il l'enrichit; c'est au niveau de l'enseignement que la culture s'affirme comme partie intégrale de notre personnalité individuelle et collective; c'est l'éducation, enfin, qui empêche notre culture de dégénérer en un vague "culte folklorique" et de demeurer un élément moteur et novateur de la société.

45- Le contrôle de l'éducation ne comprend évidemment pas seulement le côté purement pédagogique, mais aussi tout ce qui concerne son administration et son financement. C'est-à-dire que le Québec doit posséder à la fois les mécanismes administratifs qui régiront l'enseignement (Ministère de l'Education), de même que toutes les ressources fiscales nécessaires pour assurer au système le plus de valeur possible. Car l'administration et le financement de l'éducation conditionnent infailliblement sa valeur pédagogique. Une carence de ressources financières ou une mauvaise administration ne peuvent produire qu'un système d'éducation médiocre.

b) Le SNAA reconnait aux provinces ce droit de l'éducation

46- En effet, le droit du contrôle de l'éducation par les provinces est confirmé par l'article 93, la seule restriction étant en ce qui concerne

les droits des écoles séparées:

" ...la législature peut édicter exclusivement des lois sous réserves et en conformité des dispositions suivantes: 1) ne pas porter préjudice à une classe particulière de personnes quant aux écoles confessionnelles... 3) Si un système d'écoles séparées existe... un appel au gouverneur-général en conseil est recevable contre tout acte ou décision d'une autorité provinciale influant sur un droit ou privilège de la minorité protestante ou catholique... 4) Si telle loi provinciale que le gouverneur-général en conseil estime requise à l'occasion pour l'exécution des dispositions du présent article... ou si une décision rendue n'est pas dûment exécutée... alors le Parlement peut édicter des lois réparatrices... "

47- Toutefois, ces restrictions même semblent plus ou moins tombées en désuétude; les dispositions de cet article n'ont en effet été appliquées qu'une seule fois depuis 1867, et encore de façon plutôt partielle et incomplète (règlement Laurier-Grumway de 1897). Il n'a jamais pu d'ailleurs être appliqué au Québec, où la minorité protestante a toujours été traitée avec équité.

48- De sorte qu'on peut conclure qu'à l'heure actuelle, le Québec semble posséder tous les pouvoirs constitutionnels nécessaires au contrôle total de son système d'éducation.

c) Restriction à l'exclusivité québécois
en matière d'éducation

49- Même si, constitutionnellement, le Québec possède tous les droits en matière d'enseignement, il est un domaine, celui de l'enseignement technique et professionnel, où cette souveraineté du Québec se trouve violée, par l'existence d'un plan conjoint.

50- Et qui plus est, le système actuel est particulièrement défavorable au Québec et aux provinces plus petites; il ne profite vraiment qu'à l'Ontario, tout simplement parce que cette province était la seule vraiment préparée à jouir de ce plan conjoint. De sorte qu'à l'heure actuelle, avec à peine plus d'un million d'habitants que le Québec, l'Ontario retire environ quatre fois plus que le Québec de ce programme, soit 188 millions de dollars comparativement à 53 millions pour nous-mêmes.

51- Or, non seulement s'agit-il, selon nous, de remédier à cette

anomalie fiscale, mais encore faudra-t-il que cesse tout programme conjoint en ce domaine (du moins en ce qui concerne le Québec). Nous jugeons en effet que l'enseignement technique et professionnel doit être avant tout considéré comme une branche très spécialisée du système d'éducation national; qu'à ce titre, il doit s'intégrer totalement dans ce système, avec toutes les ressources fiscales dont il a besoin; et que tout programme conjoint dans ce domaine constitue déjà une atteinte à la souveraineté exclusive du Québec en matière d'enseignement, et ne peut que nuire à la planification du système d'éducation national.

d) autres restrictions

52- Ce n'est pas seulement dans le domaine de l'enseignement technique, que le Québec manque de subsides: en fait, tout le développement de notre système d'éducation national est mis en question par le manque de ressources fiscales.

53- L'Etat du Québec dépense aujourd'hui de son budget pour fin d'éducation, ce qui représente environ plus du tiers, 475 millions de dollars pour l'exercice fiscal 1964-1965. Il s'agit déjà là d'une somme considérable quand on pense aux autres besoins urgents du Québec dans le domaine de l'économie et de la sécurité sociale. Et cependant, les sommes actuellement consacrées à l'éducation suffisent à peine; les crises financières de nombreuses commissions scolaires à travers la province le prouvent éloquemment. De plus, on peut s'attendre à ce que, le nombre d'étudiants ainsi que la qualité de l'enseignement augmentant sans cesse, le budget nécessaire augmentera de façon proportionnelle. On peut même prévoir un temps, vers 1967, où le coût de l'éducation s'élèvera à un milliard par année. Québec aura donc de plus en plus besoin de ressources fiscales. On ne peut taxer une population au delà du point de saturation, duquel nous approchons rapidement.

54- Et pourtant, le Québec ne conserve actuellement que le tiers environ des impôts perçus sur son territoire: les deux autres tiers, soit plus de deux milliards de dollars par année, vont à Ottawa où, bien sûr, ils servent à financer divers services fédéraux dont profitent les Québécois. Mais ces ressources fiscales sont aussi employées à des fins plus discutables: la Défense "Nationale", ou encore les offensives centralisatrices dans

des domaines de juridiction provinciale: les allocations familiales aux étudiants de 16 et 17 ans, les prêts aux étudiants pour ne citer que les exemples les plus récents et touchant directement la juridiction exclusive du Québec en ce qui concerne l'éducation nationale.

55- On voit donc la nécessité pour le Québec de repatrier ses ressources fiscales et de les réinvestir dans son système d'éducation. C'est que l'urgence pour le Québec de disposer d'un puissant budget pour l'éducation, se fait sentir sous deux aspects principaux: la justice sociale exige que l'Etat veille à promouvoir l'accessibilité générale à l'enseignement; et, ce qui est encore plus important, l'avenir social, économique et culturel du Québec dépend de la qualité de son système d'éducation.

2- Portée sociale immédiate: l'accessibilité générale à l'enseignement

56- Il est juste, il est nécessaire, que tout citoyen du Québec, quelles que soient ses origines sociales, géographiques et raciales, puisse développer au maximum ses aptitudes intellectuelles, qu'il puisse recevoir la plus haute forme d'éducation que permettent ses aptitudes intellectuelles et son talent. D'autant plus que la nation canadienne-française a besoin de se servir au maximum de toutes ses ressources humaines, si elle veut parvenir à son plein épanouissement politique, économique, social et culturel. Il ne faut pas qu'un simple fait tel qu'une origine sociale modeste, fasse perdre au Québec des talents précieux.

57- Par conséquent l'accessibilité générale à l'enseignement constitue une urgence individuelle et collective. Il s'agit de construire un système d'enseignement polyvalent permettant à chacun de se développer selon ses aptitudes et sa personnalité propre, pour son bien particulier et celui de toute la nation.

58- Il importe donc que notre système d'enseignement soit ouvert à tous:

1) aux individus de toutes aptitudes: ce qui suppose un système comprenant plusieurs grandes options;
   - enseignement primaire;
   - enseignement secondaire scientifique et classique;
   - enseignement collégial et technique;
   - enseignement universitaire et professionnel;

2) à toutes les origines sociales ou raciales:

- ce qui suppose l'accessibilité générale à tous les niveaux.
- ce qui suppose le maintien des deux grands secteurs culturels: le secteur français et le secteur anglais.

3) à toutes les régions du Québec:

- Par la régionalisation scolaire et l'établissement de "Cités des Jeunes" dans les régions éloignées des grands centres; seules de tels complexes scolaires peuvent permettre aux étudiants de province de jouir de toutes les facilités techniques ou académiques dont sont dotées les maisons d'enseignement des grands centres.

4) à toutes les croyances religieuses:

- Par l'établissement d'un secteur laic de langue française...

Toutes ces mesures s'avèrent nécessaires à celui qui veut pour le Québec un système qui nous permette d'utiliser au maximum tous les talents dont nous disposons.

59- L'établissement d'un tel système nécessitera des sommes dont le Québec ne dispose pas aujourd'hui; on comprend donc mieux l'urgente nécessité qui se fait de rapatrier nos champs de taxation. D'autant plus que ces mesures sont nécessaires, si l'on veut libérer politiquement et économiquement le Québec.

## 3- Portée économique et sociale à long terme de l'éducation

60- L'éducation n'a pas pour but essentiel l'acquisition d'une culture livresque par l'éduqué. Sa fonction consiste à procurer le mieux-être économique et social, individuel et collectif, de la nation. Mieux-être qui, à son tour permettra l'enrichissement de la culture.

### a) L'enseignement universitaire et la recherche scientifique

61- Donc, pour se libérer économiquement afin de mieux se développer selon sa personnalité propre, le Québec se doit de créer, au moyen de l'éducation les cadres économiques, techniques et scientifiques de sa libération:

1) dans le domaine économique:

- Le Québec aura de plus en plus besoin de spécialistes des questions économiques: économistes, actuaires, diplômés des Hautes Etudes
[illegible]

2) dans le domaine technique:

- Afin d'entretenir et de développer des entreprises comme l'Hydro-Québec, la future sidérurgie ou les autres industries secondaires qui sont appelées à s'établir au Québec, nous aurons de plus en plus besoin d'ingénieurs ou de techniciens hautement spécialisés.

- De même, en ce qui concerne le relèvement de l'économie rurale, il faudra au Québec encore plus d'agronomes, d'ingénieurs forestiers, de spécialistes en pêcheries, etc...

3) dans le domaine scientifique:

- une industrie, afin de demeurer prospère et dynamique, doit compter sur une recherche scientifique constante et poussée, qui puisse prévoir et préparer son développement.

- il est donc urgent pour le Québec de lancer un programme efficace d'aide à la recherche scientifique post-universitaire, et de faciliter l'accès et les débouchés dans les carrières en sciences pures: chimie, physique, biologie, mathématiques. Il faut, dans la mesure du possible, que le Québec se libère de l'esclavage dans lequel il est maintenu, en ce qui a trait à la recherche scientifique étrangère.

62- En résumé, il faut développer à fond le domaine de l'enseignement universitaire et de la recherche scientifique. Et à ce propos, il serait bon de se rappeler le récent rapport du professeur Brunet sur le mode de financement des universités.

63- Sans doute la minorité anglo-québécoise a-t-elle son rôle à jouer dans l'évolution du Québec. Le Québec est leur pays autant que le nôtre, et ils ont droit autant que nous à participer à sa libération politique et économique. Cependant, il faut éviter que les droits de la minorité ne deviennent des privilèges, et que l'aide qu'elle reçoive de l'Etat québécois ne devienne discriminatoire pour la majorité de langue française. L'étude du professeur Brunet a démontré que tel semblait être le cas.

64- Alors que les universités françaises, qui desservent plus de 80% de la population manquent de professeurs, d'équipement et des ressources indispensables à l'enseignement universitaire, l'Université McGill recevait en subventions provinciales, 5.8 millions de dollars pour l'année 1961-1962. Ce qui représente le tiers du montant total accordé par l'Etat provincial aux trois principales universités de la province (Montréal, Laval et McGill).

De même, pour l'année académique 1963-1964, le budget de McGill est à peine inférieur à celui de Montréal, Laval et Sherbrooke réunis!

65- Il semble donc urgent de remédier au plus vite à cette situation; il est tout à fait normal, selon le principe de la justice distributive, que l'état québécois aide les universités de langue française à accéder au niveau qu'occupe déjà McGill. Cela pourra se faire, comme le suggère le professeur Brunet par l'établissement d'un fonds d'équipement, d'un fonds de roulement et d'un fonds de développés distribués, du moins en ce qui concerne les deux derniers, selon la proportion des citoyens anglophones et francophones du Québec (soit 20% - 80%). Ceci afin de placer les institutions sous-développées (i.e. franco-québécoises) au niveau des institutions mieux équipées.

66- Il ne s'agit pas là de mesures racistes; il y a simplement qu'à l'heure où le Québec a besoin de toutes ses compétences, il doit planifier les ressources intellectuelles de la population, afin de procurer à chacun une chance égale.

b) L'éducation, assurer la sécurité sociale

67- Pour que la libération du Québec soit profitable à toutes les classes de la population, il s'avère nécessaire que le Québec prépare toutes les classes de la population à en jouir. C'est pourquoi, parallèlement au développement de l'enseignement universitaire et de la recherche, l'état québécois devra accorder une attention particulière au domaine de l'enseignement technique.

68- Nous avons déjà exposé précédemment pourquoi il nous semblait essentiel que le Québec devienne le seul à avoir juridiction en ce domaine: les impératifs de la planification scolaire l'exigent. Nous croyons donc que le Québec doit développer ce champ d'enseignement pour deux grandes raisons:

69- Tout d'abord, on remarque que dans notre monde industriel la spécialisation devient une nécessité et une urgence. L'ouvrier non-spécialisé sera de plus en plus menacé par le chômage; ou encore il en sera réduit à un travail marginal, peu rentable et improductif. L'état qui négligerait de former techniquement ses ouvriers pècherait donc contre la justice sociale, en encourageant la misère. Mais ce qui serait au moins aussi grave,

c'est que par le fait même, il se nuirait à lui-même.

70- En effet, il n'y a rien de profitable pour un état, d'avoir à traîner derrière lui l'énorme poids mort que constitue l'existence de milliers de chômeurs. De plus, lorsqu'un pays, comme le Québec aujourd'hui aspire à se libérer économiquement, que cette libération passe par le développement de l'industrie primaire et secondaire, et que cette industrialisation exige une main-d'oeuvre qualifiée, il apparaît essentiel de former cette main-d'oeuvre sur place; ceci, afin que la libération économique profite avant tout et surtout aux couches plus modestes de la population, qui sont aujourd'hui celles qui ont le plus à souffrir des déficiences du système actuel.

4- Conclusion

71- On comprendra donc, en mesurant l'ampleur des tâches qui se présentent au Québec en matière d'éducation, à quel point le problème en est un de financement. Pour parvenir à bâtir son système d'éducation, le Québec devra récupérer le plus possible de ressources fiscales. Ceci nécessitera un remaniement complet de nos structures politiques (en ce qui concerne notre participation à la fédération canadienne).

72- C'est donc un défi énorme qui se dresse devant nous; mais nous ne pouvons pas ne pas le relever. L'éducation, parce qu'elle seule forme les compétences requises, est responsable, pour la plus grande part peut-être, de notre libération économique. Elle est de plus la clé du mieux-être individuel et collectif de la nation: "Qui s'instruit, s'enrichit", dit le slogan. Et c'est en ce sens qu'on peut dire que l'éducation constitue la meilleure mesure de sécurité sociale.

TRANSITION

73- Nous sommes amenés, après avoir défini précisément les objectifs sociaux des Canadiens français sur les plans de la culture et de l'éducation nationale à lier ces objectifs sociaux à nos objectifs plus proprement économiques. Car, nous l'avons vu, les Canadiens-français ne pourront progresser et parvenir à un mieux-être constant, s'ils n'arrivent pas à vivre selon leur propre identité culturelle. Et cette identité culturelle

est inutile et absurde si elle n'implique pas une vie économique qui en porte l'empreinte originale. C'est pourquoi les Canadiens français sont décidés d'entrer en possession de leur économie propre et entendent prendre les moyens appropriés pour y parvenir.

## DEUXIEME PARTIE:

## L'ASPECT SOCIO-ECONOMIQUE

### 1) PRELIMINAIRES

#### A) Objectifs et optique

74-On a trop souvent vu dans la langue et la religion les deux principales caractéristiques des aspirations canadiennes-françaises et trop souvent aussi, les Canadiens Français, pour des raisons historiques, ont limité à ces deux aspects de leur culture leurs revendications, croyant, par là, sauvegarder l'essentiel. On a péché par méconnaissance de ce qui est fondamental, n'ayant pas su discerner ce que devait être le fondement d'une vraie civilisation française en Amérique du Nord: l'économie et son régisseur politique.

75- Il ne faudrait pas prétendre que les préoccupations économiques soient restées parfaitement étrangères à notre peuple. A la fin du siècle dernier, les Canadiens Français détenaient et détiennent encore des industries très importantes; toutes les générations qui nous ont précédé ont vu poindre des "éveilleurs nationaux", mais la prise de conscience globale et nationale de notre réalité économique et sociale est un phénomène récent.

76- Si c'est le fait d'une civilisation évoluée qu'un peuple produise suffisamment d'hommes compétents et conscients pour susciter un mouvement de prise de conscience nationale, c'est un luxe que les Canadiens Français n'avaient pu se payer jusqu'à la prospérité des années d'après-guerre.

77- Même si notre récente prise de conscience nous a déterminés dans une attitude négative vis-à-vis notre passé, il ne faudrait pas oublier que l'avenir doit rester le seul champ de nos préoccupations. Si nous sou-

crivons d'emblée à la reconnaissance d'une nation canadienne-française, c'est d'une nation tiraillée qu'il s'agit, et d'autant plus insatisfaite qu'elle découvre le caractère fondamental de ses aspirations et l'insuffisance de ce qui est acquis à l'heure actuelle. Cette insuffisance, qu'on avait par le passé si mal pressentie au point de continuer à composer avec la réalité en place, notre génération l'a vécue unanimement à un degré où les plus modérés se laissent tenter par des solutions sans appel.

78- C'est là un phénomène dont nous n'avons pas à nous étonner puisqu'il est commun à toute la jeunesse occidentale, mais il ne faudrait pas pour autant négliger les manifestations concrètes par lesquelles cette révolte se traduit.

79- Quant à l'optique de cette première partie du mémoire, elle sera économique; non pas uniquement, mais bien plutôt pour souligner la participation du social par l'économique et, en fin de compte, la part de l'économique dans une substance nationale: nous disons substance parce qu'il restera difficile à déterminer ce qui est manifestation ou cause de la vie nationale, l'une pouvant facilement être prise pour l'autre.

80- Il n'est pas de nation où le social, le culturel, le politique le religieux même ne soient étroitement liés à l'économique. On s'est mis d'accord, depuis un certain temps déjà, pour ne pas leur voir davantage qu'une interdépendance [illegible] pas sans provoquer de profonds malaises. On n'a jamais vu une émulation culturelle d'une certaine durée qui n'ait d'assises politico-économiques fermes; on n'a jamais vu, non plus - en notre ère technique surtout - l'affirmation d'une grande puissance économique qui ne soit soutenue par une vie intellectuelle et culturelle de tous les instants.

## B) [illegible]

81- Le premier aspect d'importance de notre économie, c'est qu'elle n'est pas une économie nationale. Il n'y a aucune concordance entre la nation canadienne-française et le contexte économique dans lequel elle vit. On ne peut, non plus, appeler économie nationale ce mince secteur de l'économie québécoise - et marginal aussi - qui est la propriété des autochtones. On a donc une distorsion entre les cadres culturels et les structures économiques (et politiques) de la nation canadienne-française. Cette distorsi

est peut-être à l'origine d'une grande partie des malaises pressentis actuellement dans la société québécoise.

82- Ceci est à rapprocher du fait aussi que l'économie québécoise est une économie dominée, dont les centres de décision se trouvent ailleurs. C'est là le caractère d'une économie sous-développée. Et on assiste à nouveau à ce phénomène de distorsion entre les aspirations des Canadiens Français et ce qu'ils peuvent attendre de l'économie dans laquelle ils vivent. Une économie inscrite un peu malgré eux dans un contexte nord-américain. Malgré eux, disons-nous, puisque cela ne résulte pas d'un libre choix de la nation canadienne-française, en fonction de ses besoins, ses intérêts, ses capacités naturelles. L'économie dans laquelle nous vivons est un donné, un donné qui vient de l'extérieur, un donné qui s'est développé comme tel et où les Canadiens Français n'ont joué qu'un rôle secondaire.

83- La prise de conscience de l'existence d'une nationalité canadienne-française et la volonté des Québécois de prendre en mains leur destin national se heurte à cette réalité d'une économie qui leur échappe, à laquelle ils n'ont pas adhéré.

84- Une autre caractéristique de l'économie québécoise, c'est l'existence d'un centre économique et de régions dites économiques, gangrenées par le chômage structurel et où il est parfois plus avantageux de recourir à l'assistance sociale que de travailler. Pour ces régions, seule une transformation en profondeur, une remise en question complète pourrait enrayer l'évacuation théorique ou réelle.

85- Un dernier caractère qui se rapproche du premier: une économie qui ne s'est pas érigée autonome, avec un secteur primaire et un secteur tertiaire très développés sans transition autonome. Une industrie primaire qui trouve ses débouchés à l'étranger, un secteur tertiaire qui s'approvisionne à l'étranger. Et cela, sans qu'on ait la possibilité d'y remédier d'une façon radicale, en laissant à la libre initiative et au bon vouloir des capitaux étrangers, de combler le vide entre ces deux secteurs. Une économie non autonome donc, dans sa production et sa consommation, ce qui n'est que le reflet d'une dépendance, disons plutôt, une anarchie financière: d'une part, une hémorragie considérable de l'épargne québécoise vers l'étranger; d'autre part, la nécessité de recourir aux capitaux étrangers pour soutenir la croissance économique.

86- Dans une optique plus sociale, l'homme québécois est installé dans une attitude de dépendance, attitude qui se manifeste de plusieurs façons, chez toutes les classes sociales, et qui est caractérisée par une perte de l'initiative, la brisure d'un ressort vital.

87- Il suffit parfois de s'éloigner un peu des centres industriels, d'aller à la périphérie de ces régions dites de "marasme économique" pour voir que, dans la classe agricole et ouvrière, notamment, on en est arrivé à remettre son sort entre les mains (du gouvernement ou) du premier venu; il y a déjà longtemps que l'homme québécois des régions rurales a cessé de croire en ses moyens propres, a désespéré d'arriver par lui-même à la solution de ses problèmes et, de deux choses l'une, ou bien il s'est installé dans l'attente qu'on le fasse pour lui, ou encore, il est venu grossir les rangs de ceux qui sont favorables aux solutions qu'on dit "extrêmes"...

88- C'est là un phénomène si répandu qu'on en voit des manifestations dans l'élite intellectuelle et bourgeoise. D'une part, un nombre considérable de gens qui se tournent vers un régime fédéraliste où le Québec est à la remorque de l'initiative d'Ottawa. D'autre part, la majorité des Québécois sont convaincus que le Québec est consacré pour toute l'éternité à n'être qu'une excroissance de l'économie nord-américaine, vivant de cette dernière et suivant inévitablement les fluctuations cycliques de cette économie.

89- On se refuse la plupart du temps à envisager une situation qui placerait le Québec devant l'exigence entière de ses responsabilités et en pleine possession de ses moyens. Bien peu de gens, en effet, sont disposés à accorder le bénéfice du doute, à se poser la question, à savoir, si le Québec avait la liberté, étant donné la situation actuelle, de développer son économie en fonction de ses seules capacités physiques et humaines et suivant ses intérêts propres, établissant ses relations commerciales selon son intérêt, il est à se demander s'il opterait pour le maintien des structures et relations actuelles ou pour un système complètement différent.

90- Il est probable que la configuration économique du Québec demeurerait pour une bonne part inchangée, mais il est non moins probable que, dans une large mesure, le Québec poserait des choix et rechercherait des objectifs qui nous sont complètement inconnus à l'heure actuelle. Aucune étude économique sérieuse, aucun inventaire de nos possibilités et ressources ainsi que de nos intérêts, sur la place que le Québec pourrait occuper dans

l'économie mondiale, aucune étude poussée, démontrant par a et b les productions auxquelles le Québec aurait avantage à se consacrer et celles qu'il devrait rejeter, aucune étude ne nous permet de conclure dans un sens ou dans l'autre. Beaucoup de gens, cependant, ont décidé a priori que le Québec avait définitivement trouvé sa voie en Amérique du Nord. Jusqu'à présent nous nous sommes contentés, en ce domaine, de procéder de façon empirique: nous avons constaté par exemple que la production textile était plus ou moins viable, constaté aussi que notre part du marché mondial dans la production des pâtes et papiers allait décroissant sans cesse, mais ce sont là des recherches à tâtons, qui ne nous permettent aucune conclusion définitive.

91- L'économie québécoise, nous l'avons dit, est un donné de l'histoire, qui s'est érigé progressivement dans le temps et dans l'espace sans que les Canadiens Français arrivent à lui imprimer le caractère de leur entité propre. L'économie du Québec est un donné de l'histoire nord-américaine et qui ne tient pas compte d'une culture française en Amérique du Nord. Une culture a-t-on dit, signifie l'acquis d'un groupe humain, les façons qu'il a, qu'il a eues, de transformer la nature pour la rendre plus humaine. D'un point de vue économique, il n'y a pas, pas eu de culture québécoise qu'en des temps très reculés; l'homme québécois n'a pas soumis à son empire cette nature, ce donné économique dans lequel il évolue, de façon à se le rendre plus viable, plus humain.

92- Une fois admis ce doute, cette hypothèse de la liberté, si on s'arrête un instant à considérer, de façon purement imaginative, cette situation où, en pleine conscience de leurs responsabilités entières et en pleine possession de leurs moyens, les Québécois posaient des choix libres en vue d'assumer leur destin national et lui imprégner leur volonté, aucune étude sérieuse, avons-nous dit, ne nous permet de conclure dans un sens ou dans l'autre à savoir s'il tenterait d'échapper au contexte économique nord-américain ou s'inscrirait résolument dans ce contexte. Il est probable avons-nous dit, que, pour une bonne part les intérêts économiques du Québec sont en Amérique du Nord, c'est-à-dire qu'une grande partie de nos transactions commerciales et financières demeureraient inchangées. Une autre observation nous viendra en regardant une carte du Québec qui est géographiquement beaucoup plus orienté vers la mer et l'économie mondiale que

vers le continent. Depuis l'époque des canaux, en passant par les chemins de fer, Radio-Canada, la canalisation du Saint-Laurent et, le dernier-né, [illegible], les Canadiens ont essayé de bâtir un axe culturel et commercial Est-Ouest pour combattre une tendance naturelle à s'installer dans l'axe Nord-Sud, y a-t-on réussi? Le Québec seul conserve la possibilité d'y échapper à cause de ce "poumon" ouvert sur l'océan.

93- Pour cette raison, déjà, nous sommes tentés de préjuger que le Québec pourrait échapper à son contexte économique. Mais nous n'avons pas encore en mains de raisons suffisantes pour fonder un tel jugement. Depuis quelques années seulement, le Québec s'ouvre à cette dimension socio-économique sous-jacente à sa vie nationale, et cela nous a placés devant des situations, nous a fait rechercher des moyens, poser des jugements de valeur et il suffit d'un peu de recul pour se rendre à l'évidence que, dans notre façon de voir les choses, d'envisager les problèmes, d'apporter des solutions, nous nous éloignons à une vitesse de plus en plus grande de la mentalité de l'homme américain, pour nous rapprocher de l'européen, peut-être et peut-être plus davantage que de l'africain nouveau. Chose certaine est qu'il se produira des heurts inévitables dès lors que cette mentalité commencera de s'investir dans une réalité économique québécoise qui lui est, jusqu'à présent, demeurée étrangère.

94- L'économie québécoise ne pourra continuer d'être une excroissance de l'économie nord-américaine dont les centres de décision se trouvent à l'étranger et suivant les intérêts de l'étranger sans qu'un conflit ne s'installe en permanence entre ces intérêts et ceux, propres, de la nation canadienne-française, à cause de cette mentalité différente, à cause de cette volonté toujours plus grande des gens d'ici de n'aller que dans le sens de leurs intérêts nationaux, à cause de cette brèche qui va s'agrandissant et qui nous sépare de l'Amérique du Nord quant aux fins à poursuivre et aux moyens à utiliser.

95- Les aspirations des Canadiens français, nous employons le mot à dessein, soulignant qu'il véhicule plus souvent un contenu émotif que [illegible], ces aspirations, quelles sont-elles, quelles sont les exigences qu'elles nous posent, c'est ce que nous tenterons de déterminer.

## 2) QUELQUES [illegible] SUR LES ASPIRATIONS DES CANADIENS FRANCAIS

### A) Planification

96- De ce qu'elles étaient autrefois, vague souci de préserver notre identité nationale et notre caractère distinctif, de ce qu'elles étaient dirigées vers Ottawa, nos aspirations sont devenues peu à peu, des exigence de plus en plus précises à l'endroit du gouvernement - national - du Québec. Ceci dans le but d'assurer une vitalité nationale, d'assurer la prospérité économique au Québec. On demandait au gouvernement de prendre les moyens qui s'imposaient pour réaliser tout cela et surtout, de prendre les moyens pour le faire de façon autonome. Puisqu'on avait réalisé, depuis un certain temps déjà, l'inutilité de s'en remettre au gouvernement d'Ottawa pour assumer la prospérité de la nation canadienne-française - il n'en est même pas rendu à reconnaître l'existence de cette nation - on s'est tourné vers le gouvernement du Québec qu'on a considéré comme un gouvernement national. Et on lui a posé des exigences.

97- Le sens du terme planification a évolué beaucoup depuis sa récente apparition chez nous.

98- Ce qu'on a longtemps exigé d'une planification que le mot se faisait passer pour révolutionnaire, c'est d'être une planification bourgeoise. Procurer un taux de croissance économique suffisant pour résorber le chômage actuel, absorber la nouvelle main d'oeuvre qui se présente sur le marché du travail tout en haussant le niveau de vie; des objectifs qui nous semblaient valables. Mais concrètement, la planification, au niveau des moyens, c'était assurer l'expansion des structures économiques déjà existantes, plutôt que la transformation en profondeur d'une réalité économique que les couches inférieures de la société rejetaient. C'était perpétuer une situation économique dont la majorité avaient lieu d'être mécontente.

99- Depuis que l'idée de planification, [illegible] nous s'est laissée associer à l'idée d'émancipation économique des Canadiens français, il a fallu comprendre qu'elle impliquait une transformation plus radicale des structures de l'économie québécoise en fonction uniquement de ses capacités, ses possibilités et de ses intérêts. Ce qui différait sensiblement du maintien de la situation actuelle, voir [illegible].

100- Si d'une part, lorsqu'il est question de planisme agricole, on en voit tout de suite l'utilité et les modes d'application, l'établissement d'une planification industrielle, d'autre part nous [illegible] jectifs à long terme, et même intemporels. Il est difficile de rejeter [illegible] façon de voir les choses qui pose la question en termes d'épanouissement ou de non-épanouissement d'une [illegible] en Amérique du Nord. On dit souvent du Canada qu'il n'a jamais payé le prix de son industrialisation et la majorité des canadiens sont d'avis qu'une action en ce sens serait trop coûteuse - relativement à ce qu'ils sont prêts à payer. Même s'il n'en était pas moins coûteux aux Canadiens français de faire ce qu'on peut appeler "un grand saut dans l'absurde", il reste néanmoins [illegible] y trouveraient probablement plus de raisons [illegible] en termes de différences [illegible] dans une optique plus positive, d'une volonté [illegible] sur le plan international comme entité distincte du Canada et [illegible] du Nord en général. Cela est plus évident encore [illegible] jeunes, les étudiants, le Jeune Commerce... Non pas qu'ils aient [illegible] à refuser le dialogue binational, [illegible] leur intransigeance, à être considérés comme interlocuteurs valables et égaux. Non pas que le fait de ne pas être concernés leur rende plus faciles des [illegible] coûteuses, mais bien plutôt qu'ils sont les premiers impliqués dans l'avenir de la nation qu'ils s'y veulent [illegible] et qu'ils redoutent que le laisser-faire actuel ne nous conduise à la [illegible] à l'adoption de solutions plus difficile encore.

101- Le premier objectif de la planification serait donc l'établissement d'une économie québécoise et cela ne signifie pas que le 10% ou 15% que contrôlent les autochtones arrive à bouffer le reste; tout simplement que les décisions prises dans l'économie rencontrent les exigences d'une planification faite en fonction des besoins, des intérêts, des aspirations et des possibilités du Québec à majorité francophone.

102- L'établissement donc d'une économie qui soit le reflet et le fondement d'une entité distincte de l'Amérique du [illegible] dont l'importance n'est pas moindre, croyons-nous, [illegible] juste redistribution du revenu. Enfin, un [illegible] s'avère davantage un moyen qu'un but, est la [illegible]

des productions pour lesquelles le Québec a un avantage comparé ou absolu sur les autres pays, de telle sorte qu'il puisse s'inscrire dans un vaste mouvement de spécialisation et d'interdépendance mondiale.

103- Nous n'irons pas plus avant dans notre discussion de la planification sans poser comme prérequis la création d'un conseil national de la recherche: recherche scientifique, sociale, économique. La recherche est la fontaine de jouvence de l'économie et la garantie d'actualité des structures politiques et socio-économiques déjà en place.

104- Nous avons déjà traité ce sujet au chapitre de l'éducation. Il conviendrait d'ajouter à cette dimension de la recherche complément et moyen des institutions de très haut savoir, cet aspect de la recherche qui est investissement économique et social. Investissement économique, disons-nous, parce que la recherche est le soutien de la croissance et de l'expansion économique, elle augmente la productivité du capital déjà investi dans l'économie et la "consommabilité" des produits courants de l'économie par la découverte de nouveaux débouchés, de nouveaux usages et l'utilisation plus complète de toutes nos ressources.

105- Investissement social également parce qu'une plus grande productivité de nos ressources ne peut que nous conduire vers des niveaux de vie plus élevés et l'amélioration de la condition de vie de l'homme québécois. Des recherchistes - des Etats-Unis notamment - ont déploré que de telles améliorations techniques allaient le plus souvent dans le sens d'une économie des ressources de production et que le risque était grand que les mêmes niveaux de production nécessitent de moins en moins de main d'oeuvre. Nous ne prétendrons pas, en simplifiant à ce point, mener une critique d'une telle idéologie. Nous avons tout lieu de croire, cependant, que l'amélioration de la productivité de chaque agent de l'économie nous conduise en fin de compte à une augmentation des heures de loisir plutôt qu'à l'installation d'un sous-emploi chronique. L'amélioration de la condition des travailleurs est peut-être liée de plus près que nous le pensons à l'invention de meilleures techniques de production, elles-mêmes tributaires de la recherche.

106- La création donc d'un centre de recherches, lié de très près à l'organisme du plan et qui ne se contente pas de répondre à la demande de l'industrie, mais qui sache même précéder le dynamisme de l'entreprise

privée en ce domaine. Un inventaire de nos ressources, de nos possibilités est à faire. Nous l'avons dit, l'économie du Québec est un donné de l'histoire, un ensemble de décisions au jour le jour dans lesquelles le Québec n'a souvent joué aucun rôle; aucune étude sérieuse ne nous a donné la preuve que c'était tout ce dont le Québec était capable et qu'il n'aurait pas avantage à se consacrer à d'autres productions, voire réorienter complètement son économie en fonction des besoins nationaux et internationaux. Un organisme de recherches qui voit à nous maintenir dans le feu de la concurrence internationale par l'instauration de techniques appropriées.

1) Planification agricole

107- Cette planification, elle sera agricole d'abord, non pas que nous voulions préconiser un néo-agriculturisme, mais bien plutôt que l'agriculture est le secteur où il est le plus urgent de ne plus faire appel à des solutions-cataplasmes. Non pas que nous voulions prophétiser que la croissance économique soit fondamentalement tributaire de la santé agricole, mais bien plutôt qu'une économie en progrès ne doit pas se laisser affaiblir par un secteur boiteux, si marginal soit-il.

108- On décrit en termes de marasme la situation agricole actuelle au Québec. Même si bien peu d'économies modernes, et de moins en moins reposent sur l'agriculture, il reste néammoins que cette dernière joue encore un rôle considérable dans l'économie du Québec et qu'un large secteur de la population y trouve encore son emploi. La production agricole est plus qu'insuffisante pour répondre aux besoins du Québec - 15% environ de la production agricole du Canada - plus qu'insuffisante aussi pour procurer un niveau de vie décent aux 27% de la population agricole canadienne qui se trouvent au Québec, de 50 à 60, alors que la population augmentait d'environ 25%, la production agricole n'augmentait que d'environ 20%. Deux problèmes, en somme, concurrents: la petitesse du revenu agricole moyen -la surpopulation du secteur en considérant le revenu- et l'incapacité de répondre à la demande du Québec pour les produits agricoles. Deux problèmes qui ne peuvent être que liés de très près à la productivité dans l'agriculture.

109- On pourrait à juste titre parler d'anarchie dans l'organisation de la production agricole au Québec, anarchie qu'un euphémisme nous fait appeler libre entreprise. Le gaspillage des ressources financières, capitales et humaines, conséquemment à la petitesse des fermes, aux doubles

emplois qu'elle occasionne, c'est peut-être là un caractère fondamental de l'agriculture québécoise. La production rationnelle, c'est-à-dire, sur une grande échelle, n'existe à peu près pas.

110- Il faut aussi voir que cela est lié de très près à l'individualisme et au défaut d'une éducation générale -et professionnelle- convenable. La régionalisation scolaire arrivera peut-être à uniformiser la qualité de l'enseignement à l'échelle du Québec; quelques expériences laissent déjà entrevoir la possibilité d'un enseignement agricole accessible à tous, mais cela est loin d'être suffisant. Le malaise actuel en appelle des transformations plus profondes. L'établissement de priorités en agriculture, un inventaire de notre équipement agricole, un plan de développement agricole, la compartimentation de l'agriculture, suivant les régions, la qualité des sols et leur aptitude à certaines cultures. Pourquoi certaines terres sont utilisées à des usages tout à fait improductifs si ce n'est faute d'une information et d'un dirigisme qui commandent à des utilisations rationnelles.

111- Certains biens sont produits en surabondance et une intervention gouvernementale est nécessaire pour maintenir les prix. C'est l[illegible] que nous appelons des solutions catastrophes; affectation de ressources à des correctifs (toujours politiquement rentables) mais qui, à la longue ne peuvent que nous ramener à des solutions qu'on avait d'abord jugées radicales. Certaines cultures sont sous-développées au Québec qui devraient être exploitées davantage: l'élevage, la culture du tabac, l'implantation d'une véritable industrie vinicole (vin et cidre). Point n'est besoin d'insister sur la nécessité d'une régie gouvernementale de la mise en marché des produits agricoles qui tende à diminuer l'influence de certains acheteurs monopolistiques des productions agricoles et qui, toutes choses égales d'ailleurs, favorise l'écoulement des produits du Québec d'abord, trouve de nouvelles utilisations et recherche de nouveaux marchés pour l'écoulement de la production agricole. Telles sont, à notre avis, quelques-unes des exigences minimum d'une solution en profondeur du marasme, du malaise actuel. Nous lui donnons un caractère d'aspirations, parce qu'il nous semble que, même inconsciemment, ce soit ce à quoi aspirent ceux que le problème de l'agriculture préoccupe ou concerne plus souvent que tous les quatre ans.

2) Planification industrielle

112- La planification agricole, qu'il soit dit, ne trouve pas sa raison d'être en elle-même, mais bien parce qu'elle s'inscrit dans un plan d'ensemble. Elle prend plus d'importance à nos yeux parce qu'on est habitué à voir dans l'agriculture un secteur pas comme les autres et à le traiter isolément - nous n'avons pas échappé à cette tendance. Or, tout le monde sait qu'il y a un problème d'ensemble de l'économie québécoise. On dit du chômage qu'il est structurel parce qu'il reflète la situation d'une économie qui n'a pas réussi à s'adapter aux exigences modernes et qui, à la remorque des initiatives de tous et chacun, a trop longtemps hésité à se faire économie nationale.

113- C'est certainement dans le secteur industriel que le malaise économique risque d'être le plus grave à long terme. Même si la production manufacturière représente environ 35% de la production nationale du Québec et 25% de l'emploi total, on trouve encore 50% des emplois dans le secteur tertiaire. Bien qu'il semble que l'établissement d'une industrie secondaire aussi considérable que diversifiée soit pour un avenir prochain, il n'est pas certain que cela se fasse automatiquement et selon les intérêts du Québec. On trouve un exemple aussi flagrant que récent dans la volonté bien arrêtée des dirigeants du Québec d'implanter ici une industrie automobile. Alors que la SGF et le gouvernement mobilisaient toutes leurs ressources et faisaient des pieds et des mains pour arriver à établir une modeste usine d'assemblage de trois millions et demi; General Motors, de son côté, décidait à l'improviste de construire une usine de soixante millions de dollars. L'usine Peugeot-Renault assemblera des pièces importées, GM fabriquera ou fera fabriquer au Québec une partie importante des pièces utilisées à Ste-Thérèse. C'est une situation risible, qu'on aille ensuite parler de la SGF comme d'un instrument de planification.

114- On ne peut mettre en doute la nécessité d'une coordination au Québec du développement industriel. La seule élaboration d'un plan nous permettrait déjà de nous rendre compte de la faiblesse de certains secteurs industriels, de l'état embryonnaire auquel en est restée la croissance des uns et du développement excessif des autres. L'industrie des produits pétroliers, par exemple, qui formait, en 1949, un pôle de croissance auto-

nome du Québec marque présentement un temps d'arrêt- ceci étant dû en partie à la politique protectionniste du gouvernement fédéral en cette matière. Pour résumer, nous ne pouvons utiliser d'autres mots que ceux-là même du Conseil d'orientation économique, il y a quelque temps: "L'industrie locale, en mal d'organisation et de rationalisation, laisse le champ libre aux industries de l'Ontario et de l'étranger".

115- L'établissement d'un plan d'ensemble de l'économie québécoise nous semble une existence raisonnable et, pour employer un autre langage, il ne semble pas que nous puissions y échapper. Il a suffi peut-être, de voir s'édifier un plan de développement régional pour comprendre à quel point une telle entreprise était limitée par le défaut d'une mobilisation générale de nos ressources à la poursuite d'objectifs déterminés à l'avance. Il ne fait pas de doute, croyons-nous, que cette première tentative d'une planification québécoise qui fasse valoir la nécessité d'un plan d'ensemble et nous y conduise.

116- La conduite d'une planification industrielle ou, autrement dit, l'élaboration d'un plan de développement industriel nous amène à définir quelques objectifs ou principes généraux.

117- Un premier objectif auquel devrait s'attacher un plan est la création d'une économie diversifiée et spécialisée. En ce sens, il nous semble qu'une politique réaliste devra d'abord s'attacher à l'utilisation de nos ressources naturelles. L'importance des industries qui s'y trouvent, l'utilisation du patrimoine des ressources naturelles et les investissements considérables opérés dans ce secteur nous portent à croire qu'il doit faire l'objet d'un contrôle absolu. Le rôle de commande que joue le secteur primaire dans le développement d'ensemble de l'économie fait qu'il ne peut être laissé au hasard et à la seule fantaisie des intérêts étrangers. Une politique réaliste en matière de planification industrielle verra d'abord à normaliser l'exploitation de nos ressources naturelles.

118- Au deuxième jalon dans la mise sur pied d'une économie diversifiée sera le développement de l'industrie lourde. Encore là, l'initiative de l'Etat devra se substituer là où l'entreprise privée fait défaut, on la complétera par participation. L'industrie lourde viendra compléter l'industrie primaire existante, elle transformera sur place le produit d'exploitation de nos richesses naturelles.

119- Une troisième étape, peut-être la plus importante, fera se concrétiser cet objectif de diversification et de spécialisation par la création d'une industrie secondaire, suivant les exigences que le plan aura d'abord déterminées. En ce domaine, à notre avis, la spécialisation devra avoir priorité sur la diversification et fera s'inscrire le Québec au sein d'un mouvement grandissant de spécialisation internationale, en complémentarité peut-être, des économies d'Amérique du Sud ou d'Afrique, dans le sillage, peut-être du Marché Commun d'Europe ou d'Amérique du Nord. La petitesse du marché intérieur rendrait peut-être prohibitif le dédoublement systématique des industries de l'Ontario et du reste du Canada, du moins pour l'instant. Par contre, certaines industries d'Amérique du Nord qui ne sont pas encore installées au Québec pourraient trouver avantageux d'y concentrer leur production.

120- Des objectifs parallèles et même concurrents au développement quantitatif et qualitatif viennent apporter une nouvelle détermination à notre concept de planification. Voyons le renforcement de certains secteurs de l'économie, le développement de l'industrie régionale et la décentralisation industrielle.

121- Il est évident que la récente fusion de deux entreprises d'exploitation minière en Estrie a posé dans cette région de graves problèmes sociaux. Mais le coût - même social - de cette opération aurait largement été dépassé par l'application d'un correctif (subvention, par exemple) et l'application d'un second correctif lorsque deux entreprises n'ayant pas atteint un coût de production minimum auraient essuyé le feu de la concurrence internationale (l'entrée en scène, d'ici quelques années, des Russes sur le marché mondial de l'amiante). En général, dans plusieurs secteurs, un regroupement d'entreprises s'avère indispensable. De toutes façons, l'entrée en coûts décroissants de quelques-uns des concurrents d'une ligne de production aura tôt fait d'éliminer les autres. Une fois de plus, la compartimentation et l'ultraramification de la production (comme c'estle cas de l'industrie automobile et de ses satellites) est la seule façon d'en arriver à une économie forte dans tous ses secteurs.

122- Les impératifs de la décentralisation industrielle et de la régionalisation de l'économie sont peut-être ceux invoqués le plus souvent. Des statistiques récentes montrent que la Région de Montréal accapare 42%

de tous les établissements industriels, 56% des expéditions, la même proportion des salariés et 60% de tous les salaires versés dans l'économie. Il est bien évident que la proximité d'un marché considérable n'est pas sans influencer l'établissement des industries et qu'en retour, la concentration des industries entraîne la dépopulation de certaines régions au profit de la métropole. L'accroissement ainsi provoqué de la population du centre montréalais entraîne l'établissement d'autres industries, et il en sera de même à l'infini.

123- Dans le processus d'une évolution normale, on ne pourrait espérer rien d'autre que la saturation du centre industriel et l'extension de son aire de rayonnement. Mais, même si des développements récents nous montrent que les industries iront souvent s'établir à la périphérie de la région métropolitaine plutôt qu'à Montréal même, cela n'a rien à voir avec la solution des problèmes de la Gaspésie et de l'Abitibi, par exemple.

124- Il ne fait pas de doute qu'il faille en arriver à l'application d'un remède en profondeur. L'élaboration d'un plan de développement de ces régions devra coincider avec la conduite d'un plan de développement de certaines spécialités de l'économie et, à l'heure actuelle l'industrialisation régionale ne peut être que tributaire de la spécialisation industrielle. Les exemples de la Côte Nord et de la Mauricie nous illustrent bien le cas de régions où le développement industriel s'est axé sur le développement d'une ou deux industries. A l'intérieur même du Québec, certaines régions réunissent plus d'avantages que d'autres pour l'établissement d'une industrie particulière. Même en ce cas, il arrivera souvent que la seule proximité du marché sera déterminante et viendra annuler les avantages qu'une industrie aurait à s'établir dans une autre région.

125- Ceci nous amène à considérer le problème des communications. Un territoire de la grandeur du Québec, encore qu'une mince bande soit peuplée, ne va pas sans poser des problèmes de communication. Sans laisser complètement de côté l'importance du développement des communications terrestres, fluviales et aériennes, nous nous attacherons à considérer cette nécessité d'une gestion autonome des transports et communications si nous tenons toujours à faire du Québec le centre de gravité de notre économie. La participation de l'Etat à ces secteurs s'avère pour le moins indispensable. La mise sur pied et l'exécution d'un plan d'ensemble de développement

de notre économie ne peut en effet nous permettre de laisser à l'initiative d'un gouvernement étranger - du moins au plan - de règlementer ce secteur capital de l'économie. En poussant notre raisonnement jusqu'au bout, le contrôle des transports par l'initiative privée ne serait pas sans susciter des occasions de conflit avec les exigences du plan. Alors que, dans le paragraphe précédent, nous considérions le problème de la décentralisation industrielle, il nous est peut-être apparu qu'une amélioration des voies de communication et des modes de transport n'était pas sans lien avec une solution en ce domaine. La construction par exemple d'un chemin de fer en Gaspésie et la conversion du port de Gaspé en un véritable port de mer pourrait apporter une contribution considérable à l'essor de cette région. En ce cas précis, l'histoire nous permet de constater que de telles solutions ne peuvent venir que d'un gouvernement consacré aux intérêts du Québec.

126- Pour conclure cet exposé sommaire d'une idée de planification, notons simplement qu'il ne faudrait pas nous laisser effrayer par des solutions où plusieurs pays nous ont déjà précédé. La France de 1945, par exemple, devait aussi bâtir une économie nationale. Cette différence, cependant, la France de 1945 connaissait mieux que le Québec ses possibilités, mieux aussi ses limites.

127- Tout ce chapitre sera construit sur la nécessité, voire l'urgence d'une planification de l'économie québécoise par le Québec et selon ses intérêts. Subsidiairement, nous parlerons de fiscalité, de financement et de sécurité sociale. Un mot, en terminant, de la planification ouvrière.

3) Planification ouvrière

128- L'idée de planification ouvrière procède de trois besoins fondamentaux. La production d'une main-d'oeuvre et de techniciens spécialisés et compétents, et, à cette fin, une juste orientation des jeunes vers des spécialités et des techniques qui conviennent à leurs aptitudes, leurs goûts; le maintien aussi et la création d'écoles de formation ouvrière, technique et professionnelle. En second lieu, la récupération et le reclassement de la main-d'oeuvre non-spécialisée où se recrutent une grande partie de nos chômeurs. Troisièmement, la participation des ouvriers à la gestion et même à la propriété des entreprises. Sur une plus grande échelle la participation des représentants ouvriers à l'édification du plan de telle

sorte qu'on puisse tabler sur une politique à long terme quant à l'établissement de normes de salaire minimum et de conditions de travail.

129- Ajoutons un mot en terminant sur le fonctionnement de l'organisme du plan. Il conviendrait que soient définis des objectifs économiques et sociaux prévalant à la conduite du plan. Or, ces objectifs ne doivent pas être déterminés unilatéralement mais bien plutôt avec la participation des divers intéressés. On conviendra que les syndicats d'ouvriers et d'agriculteurs doivent avoir la même voix au chapître que les industries et l'Etat.

B) Fiscalité et financement

1) Fiscalité

130- On ne pourra nier le droit à un peuple de disposer lui-même du fruit des taxes qui lui sont imposées. Suivant ce principe, il serait un droit fondamental des Canadiens français d'utiliser à la poursuite des objectifs qu'ils auraient eux-mêmes déterminés les fruits de leur fiscalité. L'analyse à laquelle nous avons procédé jusqu'à présent ne reposait sur aucun principe, mais bien plutôt sur des constatations, Les principes sont toujours extérieurs aux choses et aux actes qu'ils commandent, or, dans notre étude, nous avons procédé depuis l'intérieur, c'est-à-dire, les aspirations des Canadiens français.

131- En matière de fiscalité, les aspirations des Canadiens français du Québec sont de deux ordres différents et concernent, d'une part, le contrôle de cette fiscalité, de l'autre, la répartition de cette fiscalité.

132- De récente date, chez-nous, la fiscalité est considérée comme un instrument de politique économique davantage que comme un moyen de procurer des recettes à l'état. Dans l'optique d'un plan de développement d'une économie nationale, le rôle de la fiscalité ne peut être laissé au hasard et doit être intégré aux objectifs du plan. On ne peut donc admettre qu'une partie de cette fiscalité soit contrôlée par un gouvernement étranger au plan et qui dessert des intérêts qui n'ont rien à voir avec les objectifs du plan. Ce raisonnement prévaut pour les fiscalités directe et indirecte et nous avons conscience de traduire là une des aspirations fondamentales du Canada français. Quant à la fiscalité douanière, elle fut longtemps l'une

des principales sources de revenus du gouvernement central; aujourd'hui, elle est strictement devenue un outil de politique économique et c'est en ce sens que les pouvoirs relatifs à cette fiscalité ne peuvent être remis entre les mains d'un gouvernement étranger. On a, encore ici, un champ d'activités du gouvernement fédéral où l'histoire a prouvé que les intérêts supérieurs du Canada étaient inconciliables avec ceux du Québec, bien davantage s'il s'agit d'un Québec en mal d'une économie nationale.

133- La conduite d'un plan de développement d'une économie nationale du Québec est incompatible avec le fait qu'un gouvernement étranger (ou même une entreprise dont les centres de décision se trouvent à l'étranger) preuve des décisions qui sont de nature à influencer la conduite de ce plan. D'une façon générale, le pouvoir de recueillir et de dépenser des argents est de nature à influer sur la conduite du plan.

134- Pour ce qui est de la répartition de la fiscalité, on ne peut nier cette nécessité de mettre fin à l'incohérence du système actuel de taxation qui s'est érigé au hasard des législations et dans le but, surtout de procurer des revenus au gouvernement. Deux objectifs doivent être respectés dans l'érection d'un système fiscal: que la fiscalité ne gêne pas au développement économique et qu'en ce sens on vise à taxer ces portions des revenus où l'effet démultiplicateur est le moindre. Bien plus, la fiscalité doit être conçue de façon à favoriser le développement de certains secteurs de l'industrie ou encore, certaines régions économiques et, en ce sens, on doit pouvoir accorder des exemptions fiscales aux industries ou régions concernées. Encore là, - et les évènements viennent le prouver - le partage des pouvoirs de taxation avec un gouvernement étranger et les décisions unilatérales qui s'ensuivent rendent impossible toute planification en ce sens. La fiscalité douanière doit également être conçue de façon à favoriser le développement économique et nous croyons que c'est là l'outil principal d'un libre choix pour le Québec de nouer ses relations commerciales en fonction de ses seuls intérêts.

135- Un deuxième objectif de l'érection d'une fiscalité est de conserver un minimum de justice sociale. Et ceci correspond aussi à un objectif économique. En taxant les faibles revenus, on taxe aussi une partie de la société chez qui la propension à consommer est la plus élevée et à moins d'une preuve absolue que les utilisations qu'en fait l'Etat sont plus pro-

ductives que cette consommation, l'opération se solde par une perte nette pour l'économie. Et même, dans le cas contraire, même s'il en coûte à l'économie, la fiscalité ne doit pas être le premier créateur d'injustices sociales.

2) Financement

136- Un autre aspect des pouvoirs fiscaux nous amène à considérer l'importance que joue l'état dans le financement de certains projets. Il est bien évident qu'à l'heure présente, il est de plus en plus difficile de trouver sur place les capitaux nécessaires à l'expansion rapide que connaît le Québec. Il ne fait pas de doute que le système fiscal actuel se solde par une saignée annuelle considérable de capitaux qui ne sont pas réinvestis au Québec. D'autre part, la rareté des capitaux nous amène à définir des priorités. Une fois de plus, le "fédéralisme coopératif" sous ce rapport bien particulier s'est montré incompatible avec l'établissement au Québec de priorités de financement. Le cas des écoles techniques en est qui illustre bien que le Québec ne peut se satisfaire d'une décentralisation administrative qui a pour contrepartie la centralisation de l'initiative.

137- Le fait de ne pas minimiser l'importance des centres de décisions étrangers est totalement incompatible avec la réalité d'une planification. D'une façon générale, le problème du financement se pose surtout en termes de fuite des capitaux et d'une mauvaise orientation des investissements. Beaucoup d'investissements sont faits actuellement qui seraient incompatibles avec les exigences des priorités définies par un plan.

138- Il serait illusoire de prétendre que le Québec n'envisage pas d'enrayer la sortie massive des capitaux et que ce n'est pas là une de nos aspirations fondamentales, comme la condition préalable à l'édification d'une économie nationale. Les entreprises étrangères établies au Québec devraient être en mesure de réinvestir leurs profits, décider de leurs investissements.

139- L'idée d'une planification exige un contrôle des investissements publics et privés selon une programmation établie à l'avance. De la même façon, la nécessité que les institutions de crédit et de financement soient inféodées au service des priorités du plan nous semble poser des exigences bien précises et traduire des aspirations indéniables.

140- Dans ce cas, encore, on ne peut admettre qu'il revienne à l'initiative d'un gouvernement étranger de règlementer le fonctionnement des institutions de crédit et, plus globalement, de contrôler la politique monétaire. L'exécution d'un plan d'ensemble de développement de l'économie québécoise ne sera pas sans une politique de crédit et de monnaie qui soient vouées à la promotion des objectifs du plan et dans le cadre des décisions relatives à cette politique, on ne saurait admettre une aliénation de souveraineté du Québec.

C) La sécurité sociale

141- Nous croyons toucher ici un point essentiel d'une planification de la promotion sociale. Nous avons rappelé, à l'occasion, que la définition des objectifs du plan devrait tenir compte d'exigences sociales précises et nous rejetons au départ toute planification qui ne se ferait pas en fonction de la promotion sociale des Québécois. Nous avons déjà souligné la poursuite de niveaux de vie plus élevés comme un des objectifs les plus importants et en fait, la croissance économique ne doit pas avoir comme seul but le maintien de la vitalité économique, mais bien plutôt de nous conduire à une économie de bien-être.

142- Une économie de bien-être doit voir à ce que soient satisfaits les besoins essentiels des agents de cette économie et de la population en général. C'est déjà une Palissade de dire que l'ensemble de la population doit assumer l'entretien de ceux qui handicapés de quelque façon, ne peuvent apporter leur contribution à l'économie. Ceux qui sont défavorisés doivent avoir le sentiment de l'économie et on ne peut parler de véritable progrès de l'économie sans que celle-ci ait à assumer les institutions d'un véritable progrès social.

143- En matière de sécurité sociale, il convient que tous soient mis sur le même pied parce que c'est d'abord comme humain qu'un homme est assisté dans ses difficultés. Les institutions de sécurité sociale que nous mettrons en place doivent d'abord être conçues en fonction de nos besoins et on ne saurait songer à une planification qui n'intègre pas un programme complet de sécurité sociale.

144- Il est bien certain qu'en ce domaine, nous devrons procéder avec discernement. Il ne faut pas oublier que l'effet multiplicateur des

paiements de transfer est moindre que celui des autres dépenses du gouvernement. Les correctifs, toujours politiquement rentables, pourraient facilement, souvent, être remplacés par des solutions plus adéquates, plus humaines aussi que la simple assistance. La rééducation du travailleur handicapé lui permettrait de gagner sa vie honnêtement et de redevenir un agent dynamique de l'économie plutôt qu'un poids à traîner. L'assistance et les pensions ne sont souvent que des pis-aller.

145- L'assistance-chômage se solde actuellement par une perte considérable pour l'économie et il est permis d'espérer que la réalisation du plan ne rendra plus nécessaire le recours à de telles solutions. Nous avons parlé de la gratuité scolaire comme d'une exigence sociale en ce sens qu'elle permette à tous de recevoir une éducation conforme à leurs aspirations et à leurs possibilités, sans discrimination de langue, de race ou de fortune. Il ne faudrait pas concevoir autrement la socialisation des professions de telle sorte que soient rendues accessibles à tous, l'assistance médicale et judiciaire et que, devant la maladie ou l'injustice, tous soient également secourus, sans discrimination.

## 3) CONCLUSION

146- Telles nous semblent être quelques-unes des aspirations des Canadiens français. Nous n'avons pas tenu à en dresser un inventaire exhaustif non plus qu'une étude précise et minutieuse, nous avons tiré des grands traits de ce qu'il nous semble être un minimum des exigences que le peuple canadien-français et québécois en général a concurrence de manifester à l'endroit de son gouvernement national.

147- Et nous avons l'impression que ces aspirations, ces exigences sont en quelque sorte les conditions de la survie de la nation et encore, des conditions minimum... Nous avons peut-être paru quelquefois brosser un tableau idéal, cela est peut-être davantage pour opérer cette transformation en profondeur, condition de notre épanouissement.

## SECTION II

### EXAMEN COMPARATIF DE LA SITUATION JURIDICO-POLITIQUE

148- Le Canada, depuis 1867, vit sous un régime dit confédératif; depuis cette date, également, des périodes plus ou moins troublées parsèment son histoire politique, en raison de l'union des deux nations fondatrices de notre pays. Pour apporter une solution efficace à ce problème, l'on se doit d'adopter une position déterminée dès l'abord.

149- Pour nous, ce point de départ est l'existence d'une dualité nationale et culturelle sur notre territoire. Les Canadiens français s'entendent pour proclamer leur état de nation distincte; ils cherchent non seulement à survivre en tant que tel, mais exigent aujourd'hui, et ce, avec toujours plus de vigueur, d'avoir, les moyens de favoriser l'expansion et l'épanouissement de leur nation. Chez les Canadiens anglais, il importe de distinguer ceux qui habitent le Québec, et les autres: les premiers, vivant au coeur de cette entité ethnique sont à même de constater ' in concreto ' cette différence fondamentale entre eux et nous, l'appartenance à un groupe national différent; les seconds ne connaissent la nation canadienne-française que par le contact des minorités disséminées à travers le pays, communautés plus ou moins organisées et vivantes qui ne présentent pas, le plus souvent, les caractères de la véritable nation. Parmi ceux-ci, certains voient cependant l'existence, au delà de leurs frontières provinciales, du Québec qui n'est pas "une province comme les autres"; d'autres cependant, peu informés ou tout simplement désintéressés de la question, cherchent à promouvoir l'unité étatique.

150- Il importe donc de tenir compte avant tout de la réalité politique canadienne; or, nous affirmons que cette réalité implique une dualité nationale: le seul fait pour les Canadiens français de se reconnaitre distincts devrait le démontrer amplement. Cependant, d'autres facteurs interviennent. Ainsi, objectivement considérés, les Canadiens français capitalisent tous les éléments de la nation: une population concentrée sur un territoire donné, parlant une langue commune, ayant des moeurs, des coutumes, un mode de vie communs et des aspirations propres.

## A) LA SITUATION JURIDIQUE

### 1) La représentation de la nation

151- Pour être véritablement maîtres de leur destin national, les Canadiens français, dans l'existence des pouvoirs étatiques (l'Etat étant la superstructure politique d'une ou de plusieurs nations) doivent pouvoir le contrôler par la représentation parlementaire de telle sorte que la politique du gouvernement corresponde à la volonté de la nation. Les statuts constitutionnels permettent-ils cette forme de souveraineté aux deux nations constituantes du Canada? L'acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 et les statuts subséquents nous forcent à répondre par la négative.

#### A) L'esprit de l'AANB

152- Certains ont cherché à faire passer l'acte de 1867 comme étant un pacte entre deux nations fondatrices, ce qui justifierait les revendications toujours plus pressantes de la minorité canadienne-française cherchant à 'réintégrer' sa place de partenaire égal au sein de la Confédération. Il n'en est rien à notre avis et peu de gens adoptent cette attitude aujourd'hui; les temps où l'on se gorgeait de mots sont révolus, il faut maintenant régler les problèmes concrets par des solutions concrètes. L'AANB lui-même ne se paie pas de mots: le texte du préambule non plus que le texte lui-même ne mentionnent une telle égalité nationale comme ayant été à la base de l'Union de 1867.

153- Bien au contraire, il s'agissait d'un contrat à caractère primordialement économique et secondairement militaire, donc de préoccupations strictement pratiques, à savoir l'expansion de la colonie vers l'Ouest et l'union des forces pour se protéger contre les pressions de l'empire américain naissant.

154- Conséquemment, la promotion des nations constituantes en tant qu'entités culturelles, sociales et politiques n'était pas la préoccupation qui devait donner lieu à l'élaboration de notre constitution.

155- Toutefois, pour satisfaire à des exigences politiques, on se voyait obligé de consentir certaines concessions aux différents groupes originels (Haut et Bas-Canadas, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse.).

B) La représentation au sénat

156- Ainsi, chacune des entités ci-haut mentionnées se voyait attribuer une représentation égale à la Chambre Haute (AANB, art. 22). On concevait alors que les colonies constituantes eussent à sauvegarder certains droits et privilèges, certains intérêts particuliers et qu'une représentation adéquate, indépendante de la politique de la représentation par la population devait être établie. Ce fut là le but principal ayant donné naissance à la formation de cette Chambre. Cette tradition fut maintenue après 1867, lors de la formation des provinces de l'Ouest, en attribuant un nombre égal de représentants à cette région.

157- Dès lors, l'ignorance manifestée du caractère binational de notre pays doit être dénoncée. Dans les cadres actuels, le Québec, en tant qu'entité politique, ne détient qu'un quart des sièges sénatoriaux, ce qui le met en état d'infériorité manifeste (sur le plan national) vis-à-vis le Canada anglais (les minorités françaises des autres provinces et la minorité anglophone du Québec étant considérées.) La nation canadienne-française se voit donc, en ce qui concerne le Sénat, reléguée au rang de simple groupe de pression sans poids effectif dans une Chambre où elle ne pourra jamais obtenir une représentation égale à l'importance de sa qualité de nation.

158- De plus, le fait que la source du pouvoir de nomination des Sénateurs se trouve entre les mains du gouvernement fédéral laisse présager que les détenteurs de sièges à cette Chambre pourraient difficilement représenter une population d'où n'origine pas leur pouvoir. Le fait que les sénateurs québécois soient choisis en fonction d'une représentation nationale. Bien au contraire, le sénateur se voit moralement tenu de défendre la politique du parti qui l'a nommé, de la promouvoir et de la faire accepter à ses administrés. De plus, la réalité nous oblige à souligner qu'il lui faut être fédéraliste, c'est-à-dire partisan et défenseur de l'organisation juridique fédérale.

C) La représentation à la Chambre des Communes

159- La représentation à la Chambre des Communes ne tient pas davantage compte du caractère binational du Canada. Loin de là, le critère de la population, louable en soi et parfaitement démocratique, ignore cependant la nécessité de critères plus fondamentaux. La valeur du système démocra-

tique vient en grande partie de l'égalité de la voix de chacun au sein de la société mais en ce domaine, le statut de nation constitue une frontière; autant le procédé est louable à l'intérieur des cadres mêmes de la nation, autant il verse dans l'injustice lorsqu'il est appliqué indépendamment de ces cadres. La nation faible doit jouir des mêmes droits que la nation comptant une plus forte population tout comme le citoyen économiquement faible est l'égal du citoyen puissant.

160- Or, le Québec détient actuellement soixante-quinze des deux cent soixante-cinq sièges que comptent les Communes; peut-on parler dès lors de maîtrise par les Canadiens français de leur destin national par le medium de la représentation législative?

161- D'autre part, l'expérience a prouvé que les députés fédéraux du Québec, bien qu'élus par leurs compatriotes sont intégrés aux cadres d'un parti donné, d'une entité qui élabore une politique commune à ses partisans. Certains d'entre eux y sont tenus en vertu de la solidarité ministérielle alors que d'autres s'y voient contraints par la pression des situations concrètes (le maintien du parti au pouvoir, la fidélité aux chefs du parti, etc.).

162- Ces faits font naître la situation suivante: les députés québécois, loin d'être les représentants de leurs compatriotes au gouvernement fédéral, deviennent inévitablement les porte-parole de ce dernier auprès du peuple qui les ont élus. Quand a-t-on vu les députés canadiens-français, en tant que représentants d'une nation, faire un bloc unique pour empêcher la passation d'une législation impopulaire ou injuste à l'égard de leurs administrés? Même le recours au plébiscite (referendum) n'a pu enrayer ce vice chronique, inhérent au système. Qu'on se rappelle la crise de la conscription!

163- L'obligation faite à nos représentants de prêter serment d'allégeance à une nation étrangère nous apparaît tout aussi inadmissible. Les conflits d'intérêts sont le fait de tout société internationale: nier à un peuple la possibilité de penser et d'agir de façon autonome constitue une aliénation de liberté inadmissible (cf. AANB. art. 128).

164- Le droit à la représentation et à la promotion des intérêts nationaux au sein de la société internationale constitue également un des attributs essentiels de la nation. Or, l'art. 132 de notre constitution accorde ce privilège au gouvernement central. La question de l'art. 132

de l'Empire puisque le fédéral s'est arrogé le pouvoir de conclure les traités internationaux dans quelque domaine que ce soit. N'ayant pas le pouvoir de légiférer sur ces secteurs de l'activité publique, de mettre en oeuvre leurs engagements, il arriva que les provinces refusèrent de les intériner, ce qui entraîna une situation de concurrence de juridiction néfaste à la réputation de notre pays. Les seuls problèmes auxquels l'état de fait actuel donne lieu démontrent amplement la nécessité d'une refonte totale du système de la représentation extérieure.

2) Les assises du pouvoir

165- Au Canada, le pouvoir ne réside pas entre les mains du peuple comme dans toute démocratie, il est plutôt un 'imperium' transcendant dont une aristocratie héréditaire (la monarchie) est titulaire. Le Gouverneur général, son représentant est statutairement tout-puissant. Tout l'appareil exécutif du Canada est sous sa dépendance (AANB. a. 9 et 10); assisté d'un conseil investi par lui des pouvoirs gouvernementaux, il peut théoriquement, le destituer à volonté (AANB. art. 11). Le peuple, par le medium de la représentation n'a donc qu'un pouvoir de désignation; ce qui rend un ministère capable des traités, d'administrer les deniers publics n'origine pas de lui mais du représentant du monarque, véritable dépositaire du pouvoir étatique. La législation n'échappe pas à cette règle puisque les parlementaires n'ont qu'un pouvoir de proposition des lois: elles ne sont appliquées et mises en oeuvre qu'après ratification par le Gouverneur général.

166- Même si l'on prétend excuser cette situation de fait en alléguant l'effectivité des conventions constitutionnelles qui modifient les statuts dans la pratique constitutionnelle faisant de ce régime théoriquement dictatorial une démocratie véritable, le principe demeure. Nous nous faisons donc un devoir de dénoncer ces pratiques anachroniques et de réclamer un régime politique qui soit plus en accord avec les aspirations démocratiques de notre peuple.

3) La distribution des pouvoirs

167- L'acte de l'Amérique du Nord Britannique constitue la principale source de pouvoir dévolu aux différents gouvernements du Canada. La suprématie du fédéral - où les Canadiens français, en tant que nation, nous

l'avons vu plus haut, n'ont aucun pouvoir effectif - ne fait aucun doute d'après ce document.

A) Les pouvoirs exécutifs du fédéral:

a) les pouvoirs essentiels:

168- Plusieurs sujets sont mentionnés dans l'AANB (a. 91) comme tombant sous la compétence du gouvernement fédéral. Pour n'en mentionner que les plus importants, citons le commerce (parag. 2), l'assurance-chômage (parag. 2a), les emprunts (parag. 4), la défense (parag. 7), la monnaie et la politique fiscale (parag. 15-16-19 et 20). Il est bien évident qu'il s'agit là des pouvoirs les plus importants pouvant être conférés à un gouvernement. Conséquemment, la plupart des secteurs essentiels de la vie nationale (financière, économique et politique) échappent au contrôle de la nation et se voient aliénés au profit d'un gouvernement étranger. Le droit, par exemple, d'hypothéquer le patrimoine national pour en utiliser les deniers à la promotion de ses intérêts propres n'est-il pas une prérogative des seuls représentants de cette nation? De même pour la défense, etc...

169- Le même article mentionne également un pouvoir général attribué au fédéral, conférant le droit de faire des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada. Pouvoir dont l'importance n'est plus à discuter puisqu'il a permis à l'administration centrale de s'arroger la presque totalité des nouveaux secteurs de législation.

b) la taxation

170- Sur le plan plus strict de la taxation, le parag. 3 du même article donne tout la latitude possible au fédéral en lui ouvrant les portes à toutes les formes de prélèvements.

c) l'habilité à la conclusion des traités

171- Elle est dévolue au fédéral tel qu'étudié plus haut.

B) Les pouvoirs conjoints

a) l'amendement de la constitution

172- Dans les matières qui concernent les pouvoirs provinciaux, l'accord des gouvernements locaux est requis pour amender notre constitution. Toutefois, on note que, s'il y a impossibilité totale d'entente entre les gouvernements fédéral et provinciaux, le cas sera référé à la Cour

Suprême. Celle-ci se voit attribué le pouvoir, en dernière instance, de trancher les litiges entre gouvernements. Cependant, les juges de la plus haute Cour de notre pays sont nommés par le fédéral, exclusivement et sans ratification par les provinces. La participation à la solution du litige étant à sens unique, il est permis de douter de l'objectivité expérimentale et de l'équité d'un tel système. Les pouvoirs déjà acquis par les provinces sont donc, dans une certaine mesure, soumis, quant à leur existence, à une autorité hostile, en principe.

b) Les pouvoirs conjoints

173- L'immigration et l'agriculture se situent dans cette catégorie. Il nous apparaît comme étant un droit strict de la nation d'avoir la main-haute sur la composition ethnique de la société qu'elle forme; d'autre part, l'agriculture étant un secteur important de l'économie nationale, sa règlementation nous semble devoir appartenir aux représentants de cette nation. Or, il n'en est rien puisque l'a. 95 stipule expressément la suprématir du fédéral dans ces domaines.

174- Les pensions de vieillesse sont également devenues un secteur concourrant de juridiction depuis 1951 (art. 94a). Mais la priorité provinciale fut toutefois maintenue.

C) La mitigation des pouvoirs provinciaux

175- Le but principal qui a présidé à la concession des pouvoirs provinciaux fut la protection de l'identité canadienne-française par sa culture et sa langue. Cela fut effectué au detriment de pouvoirs plus concrets et plus effectifs qui ne peuvent manquer de forcer les deux bastions traditionnels à longue échéance. Plusieurs indices démontrent que l'acte de 1867 cherchait à former un gouvernement central fort et une administration provinciale secondaire dont la tâche principale était de préserver l'héritage culturel d'origine française.

a) La taxation

176- L'art. 72, énumérant les pouvoirs exclusifs des provinces, leur attribue les impôts directs (parag. 2); or, on note qu'en 1867, cette forme de taxation n'était pas en vigueur et qu'on doutait dela possibilité de sa mise en application (elle ne le fut que plusieurs décades plus tard). L'i-

puissance fiscale. (Ce qui équivaut à nier la priorité de la nation dans la perception et l'administration des deniers publics, devant être consacrés au développement de la vie nationale.)

b) Les pouvoirs exclusifs

177- Même les secteurs exclusifs de juridiction ne sont pas à l'abri de la poussée fédérale. En effet, l'éducation, de compétence strictement provinciale, est soumise à un pouvoir d'intervention fédérale en certaines occasions (v.g. un arrêté du Gouverneur général en conseil pour pallier à une injustice). De plus, en 1951, il fut donné au fédéral le pouvoir de légiférer dans les domaines provinciaux où la compétence de juridiction dépassait les frontières des provinces.

c) La province, une colonie

178- La puissance du fédéral ne se limite pas à cette forme indirecte d'influence, elle s'étend au contrôle statutaire sur la législation et l'organisation même des gouvernements provinciaux. En effet, l'art. 58 de l'AANB institue la fonction de lieutenant-gouverneur, fonctionnaire fédéral nommé et rémunéré par lui, dont la tâche est de conférer la pleine existence juridique aux lois des législatures provinciales. Ainsi, celui-ci a le pouvoir de ratifier ou de refuser la sanction des projets gouvernementaux, de quelqu'ordre qu'ils soient. Il doit également former le gouvernement, lequel tient ses pouvoirs de lui, ce qui constitue une négation de la démocratie puisque l'autorité politique doit résider entre les mains du peuple. Ceci tient à la nature de notre régime politique (tel qu'étudié ci-haut, la monarchie constitutionnelle, que nous répudions comme étant l'expression de la pensée politique de notre peuple).

179- Si, depuis 1867 une convention constitutionnelle a voulu que le poste de lieutenant-gouverneur ne soit qu'un titre honorifique, auquel n'est attaché aucun pouvoir effectif, c'est uniquement, selon nous, pour des raisons historiques. (La faiblesse despremiers gouvernements fédéraux devant s'appuyer sur les provinces pour atteindre le pouvoir et la poussée des partis politiques en Angleterre). La lettre de la constitution demeure cependant et nous nous voyons dans l'obligation de la décrier comme étant une aliénation fondamentale de la souveraineté nationale.

3) La superposition des partis

180- Le système de superposition des partis, communs au provincial et au fédéral, n'est pas sans favoriser la subordination toujours croissante du Québec au gouvernement d'Ottawa. Dans l'hypothèse où le même parti détient les rennes du pouvoir aux deux niveaux de la structure gouvernementale, celui qui préside aux destinées de notre province ne peut faire oeuvre utile d'autonomiste. La communauté de politique et de structure jouera toujours en faveur du plus puissant.

3) La suprématie fédérale

181- Cette étude des statuts constitutionnels suffit à convaincre que les compétences majeures (hormis le secteur de l'éducation) sont attribuées au gouvernement central alors que les pouvoirs dits exclusifs des provinces ne concernent que les secteurs secondaires de l'administration étatique. Alors que le gouvernement le plus puissant s'attribue les oeuvres de grande envergure, les provinces doivent se satisfaire des ouvrages d'une nature locale.

> " De façon générale, toutes les matières, qui, dans les provinces, sont d'une nature purement locale ou privée. " (a. 92 par. 1)

182- Dans le cas du gouvernement central, en sus de la navigation, la règlementation du commerce, la politique fiscale et la défense,

> " Les catégories de sujets expressément acceptées dans l'énumération des catégories de sujets que la présente loi attribue aux législatures des provinces. " (a.91, parag.2)

183- Il nous semble en conséquence ressortir de l'esprit dans lequel la constitution fut élaborée que la province ne jouit pas des prérogatives de l'état authentique. Les luttes pour la réintégration de nos droits et en faveur d'un retour à l'esprit initial de la Confédération nous apparaissent donc vaines et futiles. La constitution elle-même, dans l'hypothèse d'un idéal confédératif, est à repenser afin d'attribuer à la nation la suprématie législative et fiscale qui lui revient de droit.

4) Le secteur judiciaire

184- Il nous apparaît être une prérogative exclusive à une nation de punir les citoyens qui ne se soumettent pas aux lois édictées par elle afin de règlementer l'harmonie dans les relations humaines sur le territoire

tombant sous sa juridiction. Selon la constitution de 1867 (a. 92, par. 27) le droit criminel tombe sous la juridiction fédérale, lequel gouvernement édicte des lois et les met en application; cela nous semble aller directement à l'encontre du principe de la souveraineté judiciaire ci-haut énoncée.

185- De plus, même sile droit civil est de compétence provinciale (art. 92, parag. 14), l'art. 96 stipule que le gouvernement fédéral nommera les juges des cours supérieures et des cours de comté, ce qui constitue, à notre avis, une ingérence indue dans l'administration de la justice civile en permettant à une nation majoritaire d'imposer son jugement dans des litiges impliquant les droits des nationaux d'une autre entité ethnique.

186- Tel qu'étudié plus haut, il en est de même pour la Cour Suprême. Toutefois en sus du point particulier que constituent les amendements à la constitution, le monopole fédéral, sur le plan judiciaire s'étend à tous les secteurs de la justice (civile, criminelle, constitutionnelle, etc.) en tant que tribunal de dernière instance. Les vices attribués à cette cour en ce qui touche les amendements à la Constitution s'appliquent également lorsqu'elle entend des contestations d'un autre ordre (constitutionnalité d'une loi, civile ou criminelle).

187- Cette étude, bien que très sommaire, suffit quand même à nous convaincre du vice fondamental de l'AANB: celui de n'avoir point reconnu la réalité de la nation canadienne-française. Car l'AANB, répétons-le, n'est pas et n'a jamais été un pacte conclu entre deux nations.

B) LA SITUATION POLITIQUE

188- Examinons brièvement la réalité politique. Encore une fois, nous constatons que les faits parlent d'eux-même et que leur simple énumération nous prouve, hors de tout doute possible, que les aspirations nationales des Canadiens français sont continuellement bafouées et qu'elles le seront tant et aussi longtemps qu'on aura pas procéder à une nouvelle structuration politique.

189- Les Canadiens français appartiennent à une triple réalité politique: au Commonwealth (et il est facile de constater jusqu'à quel point ce sentiment d'appartenir à un groupe prévilégié est encore puissant au Canada), à l'une des dix provinces que composent le pays et, enfin, à la Confédération canadienne elle-même. Examinons donc rapidement la réalité de chacun de ces hors aspects de l'appartenance politique des Canadiens français.

1) Le Commonwealth

190- Bien que le Canada soit un pays souverain, librement associé et égal à la Grande-Bretagne, maître exclusif de sa politique intérieure et extérieure, le colonialisme anglais n'est pas encore complètement disparu au Canada. En effet, notre pays n'a pas encore de drapeau national distinctif, le souverain anglais conserve toujours le pouvoir théorique de désavouer les lois canadiennes, le Canada demeure encore économiquement très rattaché au Commonwealth britannique et est encore victime de l'impérialisme militaire de l'Angleterre. A titre d'exemple, qu'il nous suffise de mentionner, à ce sujet, les deux guerres mondiales et, plus près de nous, la récente crise de Chypre.

191- L'Angleterre, nous le savons, dispose de puissants moyens. De fait, elle peut encore pratiquement obliger le Canada à accepter les conséquences de son impérialisme. Mentionnons, sous ce chapitre, l'immigration, la finance et les capitaux, l'industrie et le commerce, etc.

2) Le plan provincial

192- Québec, n'étant qu'une province sur dix, doit entretenir des relations avec ses voisines, relations dont il faut tenir compte si l'on

veut comprendre la situation exacte de l'élément français au pays.

193- En dehors de la province, le grand problème reste celui de la survivance des minorités canadiennes-françaises. Notons en passant que l'on n'ose pas parler de l'épanouissement des minorités, leur survivance elle-même étant loin d'être assurée.

194- De façon générale, hors du Québec, on ne peut parler de justice mais de tolérance quant à nos minorités qui ne jouissent pas de droits mais de simples concessions (quand elles existent). Aussi, la présence française est pratiquement inexistante hors des frontières de la province de Québec; le français comme tel n'existe pas, même pas au niveau de l'administration fédérale.

195- Au Québec, la Confédération avait donné à la majorité canadienne-française les pleins pouvoirs de survivance, à cette condition près qu'elle ne devait pas en user contre la minorité anglaise qui voyait, elle aussi, à protéger ses droits de minorité. En somme, on avait réalisé en terre québécoise ce qu'il aurait fallu réaliser également dans les autres provinces canadiennes, à savoir, la réalisation concrète des droits de la majorité anglaise et la préservation totale des droits de la minorité française. Si le premier terme de cette proposition s'est réalisé, on ne peut en dire autant du second.

196- Les choses n'en sont cependant pas restées là. La minorité anglaise du Québec, solidement appuyée par la Métropole d'abord, par le Canada anglais ensuite, ne s'est pas satisfaite de son rôle de minorité. Elle a saisi l'instrument, l'unique levier qui pouvait lui permettre de prendre "sa" véritable place: le levier économique. Point n'est besoin d'insister longuement: on sait jusqu'à quel point elle y a réussi avec l'aide empressée de nos trop nombreux gouvernements soi-disant autonomistes et nationalistes.

197- Loin de nous l'idée de nier que nous avons nos torts. Pendant que nos compatriotes anglais prenaient le contrôle de notre économie et changeaient le visage du Québec pour le transformer à leur image, nous nous perdions dans les luttes politiques sans fin. En assurant le primat de la dictature politique, nous avons négligé l'aspect social et national. Nous sommes donc en partie responsables de nos échecs.

198- Mais le "réveil québécois" que nous vivons aujourd'hui, est précisément une réaction saine et positive devant cet immobilisme qui a duré

trop longtemps. Il est avant tout une volonté de compétence et de progrès social, économique et politique.

3) La Fédération canadienne

199- Quelle attitude l'élément français doit-il prendre en face d'un régime qui a presque constamment joué contre lui dans le passé et qui jouera infailliblement contre lui dans l'avenir, bien qu'il fut établi par et pour lui? C'est la question qu'il faut nous poser maintenant. Encore une fois, cependant, les faits parlent d'eux-mêmes.

A) Les provinces anglaises sont hostiles au Québec alors que le fédéral est inerte

200- L'Histoire du Canada est remplie de ces actes d'hostilité envers la minorité française du pays. Qu'on pense simplement au traitement fait à nos minorités, comparativement à la position privilégiée des québécois de langue anglaise.

B) Le fédéral a lui aussi entretenu une politique d'hostilité à l'endroit du Québec

201- Qu'il nous suffise de mentionner à cet égard l'immigration, la politique d'ostracisme dans les services fédéraux (le bilinguisme cesse d'exister en dehors du Québec et il est à peine respecté à Ottawa) et enfin, la politique de centralisation qui, se riant des clauses contenues dans l'AANB, n'a fait qu'empiéter de façon scandaleuse sur les prérogatives des provinces.

202- La conséquence de tout cela c'est évidemment de rendre les gouvernements provinciaux de plus en plus dépendants du fédéral en ce qui concerne les subsides et les réformes à entreprendre

203- Notons encore que ce régime qui a joué contre les Canadiens français continuera à jouer contre eux ne serait-ce que par l'empreinte anglaise sur les partis politiques. Dans ces partis, en effet, les Canadiens français sont minoritaires et l'esprit anglais y est prédominant, de sorte que bien minces sont les chances de nos représentants de faire valoir les aspirations véritables du peuple canadien-français.

204- Enfin l'empreinte anglaise sur les institutions fédérales et politiques place les représentants canadiens-français dans l'alternative

suivante:

Assimiler l'esprit des institutions fédérales et perdre alors leur esprit propre ou rester authentiquement français et se condamner à n'exercer que très peu d'influence.

C) Le Fédéralisme coopératif

205- Le fédéralisme coopératif n'est pas une théorie canadienne étant né et s'étant développé dans d'autres Etats fédéraux. En son nom, on apporte aux problèmes que posent le partage de la souveraineté entre deux niveaux de gouvernement des solutions que ne peuvent accepter les Canadiens français.

206- Nos voisins du Sud ont fait et font encore l'expérience du fédéralisme coopératif. Cette théorie trouve sa principale expression dans le plan conjoint avec une clause de compensation fiscale pour les Etats qui ne veulent pas s'intégrer au plan.

207- Les grands problèmes nationaux sont donc étudiés dans la capitale fédérale où l'on met sur pied des plans qui sont en mesure d'y faire face à l'échelle de tout le pays. Si une partie ou la totalité du plan touche un sujet qui relève de la juridiction des Etats, on en fait un plan conjoint. Les Etats qui acceptent administrent le plan fédéral; ceux qui refusent, reçoivent une compensation fiscale.

208- Ainsi, malgré le partage de la souveraineté, on apporte des solutions uniformes aux problèmes d'envergure nationale sauf dans les Etats où les Législatures locales ont jugé que le plan fédéral ne convenait pas à leurs propres besoins.

209- Ce système a deux conséquences immédiates: d'abord la dévalorisation des Législatures locales qui, en pratique et dans la majorité des Etats, ne se réunissent plus que pour accepter les plans conjoints, deuxièrement la revalorisation du rôle du gouverneur; grand responsable de l'administration, la multiplication des plans conjoints augmente d'autant ses responsabilités et son importance face aux organismes législatifs de l'Etat.

210- A long terme, on peut dire que ce régime permet le passage en souplesse d'un véritable Etat fédéral à un Etat unitaire fortement décentralisé. Unitaire parce que tout est conçu dans la capitale du pays, décentralisé parce que ce sont des officiers responsables devant les popu- [illegible] inistrent les plans

conjoints, et parce que l'accord des Législatures locales est toujours nécessaire avant l'application à une région du plan fédéral.

211- Ce régime nous apparaît idéal dans un pays qui devient de plus en plus homogène. Il nous apparaît idéal pour le Canada anglais. Mais il est contraire aux aspirations du Canada français. Il n'est pas question pour nous qu'un gouvernement dans lequel nous sommes minoritaires prenne l'initiative politique dans des champs de juridiction que nous avons toujours considérés comme essentiels: l'éducation par exemple.

212- Or, c'est bien ce qu'encourage le fédéralisme coopératif. Un problème prend une envergure pan-canadienne: le financement des étudiants par exemple. La capitale fédérale imagine un plan ingénieux: garantir les emprunts que les étudiants pourront faire dans les banques. Le plan est administré par les provinces car ce sont elles qui déterminent quels sont les étudiants qui auront droit d'emprunter sous le plan fédéral. La compensation fiscale est prévue pour les provinces qui ne désirent pas adhérer au plan.

213- On peut dire que ce n'est pas exactement ce régime qu'imaginent les personnes qui sont sympathiques à cette formule. Ce qui les frappe, c'est surtout l'aspect consultation du fédéralisme coopératif. Ainsi LE DEVOIR du 19 septembre pouvait se plaindre que l'on n'ait pas consulté les premiers ministres provinciaux dans le choix du drapeau canadien. Mais le fédéralisme coopératif ne s'applique pas aux domaines de juridiction fédérale. Si M. Pearson avait effectivement consulté les premiers ministres provinciaux avant de proposer un modèle de drapeau, cela aurait peut-être été un geste politique habile mais il n'y était nullement tenu par l'application du fédéralisme coopératif.

214- Cette formule exige évidemment la consultation des gouvernements provinciaux. Mais uniquement parce qu'elle prévoit l'envahissement par le fédéral des champs de juridiction provinciales, avec l'accord des gouvernements provinciaux qui devront administrer le plan. On comprendra que cet envahissement se fera au hasard des besoins, cas par cas, plans conjoints après plans conjoints.

215- Le Fédéralisme coopératif ne joue pas dans l'autre sens, c'est-à-dire dans celui où c'est la province qui veut envahir un champ fédéral. On a d'ailleurs pu le constater par la façon avec laquelle le premier

ministre Lesage s'est fait rabroué quand il a demandé que les provinces soient consultées en matière de politique monétaire et douanière, par exemple. Le Fédéralisme coopératif est une institution à sens unique.

216- De cela nous croyons que les Canadiens français n'en veulent pas. Evidemment, ils seront toujours libres de refuser les plans du fédéral et acquérir ainsi peu à peu un statut tout-à-fait spécial au sein de la fédération canadienne. Mais ils prennent là un bien grand risque. Car à chaque plan conjoint, le gouvernement du Québec est placé devant un fait accompli. Politiquement, l'initiative est passé au fédéral même sur les sujets de juridiction provinciale.

217- En effet, si le Québec refuse un plan conjoint d'aide aux étudiants, par exemple, il doit en imaginer un autre et le mettre sur pied le plus vite possible. Sans quoi, son attitude aura l'air trop négative.

218- Or, ce même gouvernement peut être très conscient des problèmes étudiants, mais estimer que d'autres problèmes sont plus pressants encore et que les efforts de l'Etat doivent, pour le moment, porter ailleurs. L'attitude du fédéral lui force la main dans le domaine de l'Education. Le fédéral fixe pour lui les priorités d'investissement.

219- D'ailleurs, nous ne croyons pas que le fédéralisme coopératif puisse se développer normalement si une province se prévaut continuellement de la clause d'exclusion.

220- Pour se développer au Canada, le fédéralisme coopératif demande une homogénéité que nous n'avons pas et dont nous ne voulons pas.

## SECTION III

## RESUME DU MEMOIRE

221- En résumé, les commissaires ont posé jusqu'ici les jalons suivants.

222- Au point de départ et comme hypothèse de travail, nous nous sommes fondés sur un principe: la volonté de faire entrer le Québec dans la voie du progrès social, économique et politique. Nous avons réalisé ensuite un fait indiscutable: la présence au Québec d'une communauté particulière qui, par ses traits, son visage, son agir collectif, ses intérêts, se distingue nettement de toutes les autres communautés nord-américaines. Enfin, nous avons réclamé pour l'Etat québécois le droit à l'autodétermination en ce qui concerne l'option politique qui semble répondre le mieux aux objectifs sous-culturels et socio-économiques des Canadiens français.

223- Forts de ces données fondamentales, nous avons entrepris de définir de façon globale mais concrète les principaux objectifs des Canadiens français sur les plans socio-culturel et socio-économique.

### A) L'Aspect Socio-Culturel

224- Dans l'aspect socio-culturel, nous nous sommes attachés à déterminer nos besoins et nos aspirations culturelles et à en tirer les conséquences précises sur le plan de l'Education nationale.

225- Après avoir défini notre culture comme "l'ensemble de tout ce qui nous fait Canadiens français, à savoir une langue, des coutumes, des traditions, des institutions, un schème mental et psycho-social, un mode de vie propres", nous avons établi les raisons majeures que nous avions de conserver notre culture d'abord, puis de l'élargir, en la développant et en la démocratisant

226- Abandonner notre culture équivaudrait, avons-nous dit, à un génocide collectif. Refuser de l'élargir et de l'ouvrir aux valeurs universelles et particulières autres que les nôtres nous condamnerait au ghetto et à l'asphyxie à courte échéance. Enfin, nous avons montré comment nous décidions faire de notre culture, non pas une pièce de musée, mais un instrument efficace de progrès collectif: elle doit donner à notre économie et à

notre politique une empreinte personnelle, car elle est un conditionnement essentiel, elle compose le "lieu social" nécessaire à l'essor économique et politique du Québec.

227- Ces objectifs sur le plan culturel ont entraîné les conséquences suivantes: D'abord, le Québec doit être parfaitement maître de tout son système d'éducation, sur les plans de l'équipement, de l'organisation structurelle et pédagogique et des finances. Le Québec, en particulier, doit redevenir seul maître de son enseignement technique et professionnel et prendre tous les moyens fiscaux nécessaires pour l'établissement d'un budget fonctionnel en éducation. Nous avons ensuite fixé deux sortes d'objectifs, les uns à court terme, et les autres à long terme. Les premiers concernent l'accessibilité générale à l'enseignement, à laquelle le Québec doit tendre de toutes ses forces. Les seconds regardent la portée économique et sociale de l'éducation: l'enseignement universitaire et technique et la recherche scientifique, doivent être planifiés, d'une part, et l'éducation doit être un moyen essentiel d'abolition du paupérisme intellectuel et économique, d'autre part.

B) L'aspect Socio-Economique

228- Envoyant rapidement les principales caractéristiques de notre économie, nous avons posé les points suivants: l'économie québécoise, bien loin d'être "nationale" est une économie dominée dont les centres de décision sont extérieurs à ses frontières. Dotée d'un centre économique monstre (la région de Montréal), elle est gangrenée par le chômage structurel.

229- Devant de tels faits, nous avons conclu à l'urgence de la planification, planification qui ne pourra se réaliser qu'avec la création immédiate d'un organisme central de recherche et de planification.

230- Nous avons alors insisté sur le triple aspect d'une planification: agricole, industrielle et ouvrière.

231- Dans le domaine agricole, nous avons prôné, de façon générale, la création immédiate d'une Régie gouvernementale de mise en marché, seule façon vraiment réaliste de régler l'un des problèmes les plus épineux de nos cultivateurs. Dans le domaine industriel, il nous a paru essentiel et urgent de prôner la création d'une économie diversifiée et spécialisée basée sur la normalisation de l'exploitation des richesses naturelles, le

développement de l'industrie lourde, la décentralisation industrielle et la régionalisation. En planification ouvrière, enfin, nous avons suggéré la production d'une main d'oeuvre et de techniciens spécialisés, la récupération et le reclassement de la main d'oeuvre non spécialisée, la participation des ouvriers à la gestion des entreprises et, si possible, à leur propriété, dans certains cas.

232- Voyant rapidement la question de la fiscalité et du financement, nous avons posé le principe suivant: tout peuple a le droit de disposer lui-même du fruit des taxes qui lui sont imposées. D'où, pour les Canadiens français, la nécessité, à la fois de contrôler cette fiscalité et de la répartir.

233- La fiscalité, avons-nous également dit, devrait être, au départ, un instrument de la politique économique de l'Etat et, à ce titre, elle devait être intégrée aux objectifs du plan.

234- Considérant la "saignée" des capitaux québécois vers l'extérieur, nous avons posé quelques principes de contrôle dans le domaine du financement de l'Etat: contrôle des investissements publics et privés, inféodation des institutions de crédit et de financement au service des priorités du plan, règlementation des institutions de crédit et contrôle de la politique monétaire.

235- Après avoir ainsi posé les objectifs fondamentaux des Canadiens français sur les plans socio-culturel et socio-économique, nous avons entrepris l'examen de la situation juridico-politique actuelle.

C) L'aspect Juridique

236- Dans l'aspect juridique, nous avons étudié la représentation de la nation canadienne-française dans le système fédéral canadien, les assises du pouvoir, la distribution des pouvoirs et la situation judiciaire.

237- Après avoir démontré que le BNAA n'était en aucune façon un pacte entre deux nations, mais bien un contrat à caractère primordialement économique et secondairement militaire; que la conception première en fut une de centralisation; et que les pouvoirs accordés aux provinces et en particulier aux Canadiens français ne furent que des concessions, dans le but de parer aux mécontentements d'alors, nous avons indiqué comment la nation

canadienne-française a été reléguée au rang simple de groupe de pression sans poids effectif dans des chambres où elle ne pourra jamais obtenir une représentation égale à l'importance de sa qualité de nation. Comment en effet peut-on parler pour les Canadiens français de maîtrise de leurs destinées économiques et politiques, lorsqu'ils ne sont en majorité que dans une province sur dix et détiennent tout au plus 75 des 265 sièges du parlement fédéral Canadien? D'ailleurs, nous avons constaté que les députés canadiens français étaient la plupart du temps solidaires de partis politiques pan-canadiens et que cette situation niait toute possibilité d'existence à une délégation qui se ferait le porte-parole de la nation canadienne-française.

238- Par ailleurs, nous avons établi et condamné le fait que les assises du pouvoir n'étaient pas dans les mains du peuple, comme dans toute démocratie, mais étaient plutôt un "impérium" transcendant dont une aristocratie héréditaire est titulaire. Ceci est en désaccord avec les aspirations démocratiques des Canadiens français.

239- Nous avons ensuite constaté que la suprématie du gouvernement fédéral où les Canadiens français, encore une fois, n'ont aucun poids effectif, dans la distribution des pouvoirs établis par le BNAA. Cela est clairement dans l'ampleur des pouvoirs effectifs du gouvernement fédéral (le commerce, la défense, la fiscalité, la taxation, l'habilité à la conclusion des traités, etc.), que dans les pouvoirs conjoints (amendements concernant les pouvoirs provinciaux, l'immigration, l'agriculture), ou dans la mitigation des pouvoirs provinciaux.

240- Enfin, nous avons indiqué que le secteur judiciaire étant sur le plan criminel en entier et sur le plan civil en partie aux mains du gouvernement fédéral, l'administration de la justice demeurait de façon indue, selon nous, sous la juridiction de la majorité ethnique, parce que celle-ci imposait à la minorité une conception étrangère de la vie sociale et culturelle.

D) La Situation Politique

241- La situation politique des Canadiens français nous a permis de constater que notre peuple appartenait à une triple réalité et que cette dernière influençait énormément son comportement.

242- Le Commonwealth des nations d'abord, la Fédération canadienne ensuite et le contexte de la "province pas comme les autres". Nous avons vu jusqu'à quel point le sentiment d'appartenir à un groupe privilégié était encore puissant au Canada et jusqu'à quel point nous étions encore victime de l'impérialisme militaire et économique de l'Angleterre.

243- Considérant notre position de seul défenseur du peuple canadien-français, nous avons vu comment l'AABN avait protégé la minorité anglaise au Québec et comment nos minorités n'avaient jamais joui de tels droits. Nous avons également vu que si les autres provinces ont manifesté une certaine hostilité à l'endroit du Québec, il en a été ainsi du gouvernement d'Ottawa.

244- Enfin, nous avons fait ressortir le dilemne dans lequel était le représentant canadien-français à Ottawa, victime de l'esprit anglais des structures et de l'empreinte anglaise sur les partis politiques: s'assimiler à la mentalité anglaise et perdre son esprit propre ou conserver cet esprit véritablement français et risquer de perdre toute influence.

245- Ce chapître se termine sur le rejet sans équivoque du fédéralisme coopératif comme étant contraire aux aspirations fondamentales des canadiens français et dangereux pour leur avenir.

## SECTION IV

## CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

### A) CONCLUSIONS

#### 1) Rejet du Statu-quo politique actuel

246- Tout au long du présent mémoire, nous avons exprimé un sentiment extrêmement fort, enraciné dans la communauté québécoise et indispensable à notre projet effectif: "Nous voulons demeurer Canadiens français". Et tout de suite, nous avons ajouté que si le mieux-être de la société québécoise était impensable dans l'hypothèse d'un génocide individuel et collectif, il n'était aussi possible qu'à condition que la société québécoise soit animée d'une volonté intarissable de modernisation et de développement social, économique et politique.

247- Pour [illegible] facilement que le Québec doit entrer en possession de tous les outils sociaux, économiques et politiques dont il a besoin pour [illegible].

248- Or la situation absolument faite aux Canadiens français dans la fédération [illegible] avec cette prise en main de leur avenir [illegible], en particulier, avec les objectifs que la première partie du mémoire a [illegible] sur les plans socio-culturel et socio-économique.

249- [illegible] l'état actuel des choses, il est impossible pour les Canadiens français de survivre et de progresser s'ils sont constamment en minorité et parsuite, sans influence pratique, au niveau des décisions qui engagent leur avenir politique. Il leur est impossible de survivre et de progresser, malgré toute la bonne volonté et la cordialité des autres, s'ils n'arrivent pas à prendre le contrôle de leur vie économique sur ce que leur interdit les différences et parfois les contradictions entre les intérêts des deux communautés [illegible] par les deux législatures. Il leur est impossible de survivre et de [illegible] s'ils ne peuvent donner l'empreinte de leur propre culture et [illegible] propre identité à leur vie nationale dans tous les domaines. Il leur est impossible de survivre et de

progresser, enfin, si dans leur état de marasme social et économique actuel, leurs énergies ne sont pas concentrées dans l'édification d'un levier gouvernemental unique et fort, seul [illegible] capable de leur injecter un dynamisme créateur et de se présenter comme le catalyseur efficace d'un progrès collectif véritable.

250- La deuxième partie du mémoire, qui examine la situation juridico-politique actuelle, est une confirmation assez claire de l'échec du fédéralisme [illegible] dans ses formes anciennes ou actuelles. Le fédéralisme [illegible] s'est toujours avéré un instrument de centralisation et, comme tel, les Canadiens français n'y ont jamais trouvé une représentation satisfaisante de leur point de vue toujours minoritaire. Les leaders fédéraux canadiens-français se sont toujours reconnus plus solidaires de leur vérité politique que représentants de leur communauté propre. La participation des Canadiens français au gouvernement fédéral pan-canadien n'a jamais pu, par ailleurs, qu'être négative. Il était évidemment illogique qu'une minorité impose ses vues à une majorité. En conséquence, la majorité anglo-saxonne a toujours considéré la minorité canadienne-française, et avec raison, comme un mal nécessaire, un enfant terrible à qui l'on doit faire, par intermittence, des concessions.

251- Nous ne pensons pas que cette situation soit reversible, au sein du fédéralisme canadien. Les Canadiens français l'ont d'ailleurs très bien compris, surtout les jeunes. Il existe chez nous, et ce fait est éminemment significatif, un désintéressement quasi-total pour la politique canadienne et aussi, corrélativement, un accroissement de jour en jour plus grand d'intérêt et d'enthousiasme pour la politique québécoise.

252- Les trois grandes raisons que constituent la contradiction entre la formule constitutionnelle fédérale actuelle et les objectifs sociaux et économiques des Canadiens français, la nécessité d'un centre de décision unique et fort pour construire un bien social et une économie à la taille de leurs aspirations; les signes sociologiques et politiques évidents de la divergence de leur mentalité et de leurs intérêts avec l'élément anglais du Canada, ces trois raisons fondamentales, disons-nous, nous indiquent d'une façon suffisamment claire que le Québec ne peut accepter plus longtemps un statut [illegible] de demi-mineurs quant à sa participation à la [illegible]

2) Aucun compromis n'est acceptable quant à nos objectifs fondamentaux

253- Le Québec ne peut et ne doit accepter de compromis quant à la réalisation des objectifs fondamentaux des Canadiens français, car il y va de leur mieux-être comme collectivité. Qu'il soit bien entendu, par ailleurs dans toutes les lignes qui vont suivre, que nous tenons pour évident que le Québec doit se garder de tout racisme, de tout hermétisme, de tout isolationisme; une attitude fermée serait évidemment impensable à l'époque moderne de l'interdépendance étroite et nécessaire des états. Cependant, pour pouvoir aspirer à s'intégrer à la société internationale, le Québec doit auparavant se définir lui-même, organiser sa vie interne de façon fonctionnelle et adéquate, et se situer dans son identité particulière. Il ne peut y avoir unité entre les peuples, entente cordiale entre les nations et participation commune à la construction d'une société universelle, qu'à la condition que chaque communauté reconnaisse chacune des autres comme différente d'elle-même et justifiée dans sa recherche particularisée et propre du bien commun de ses membres. Entre les peuples, l'unité ne peut être homogène, mais organique. Cette condition de respect mutuel est préalable à la création d'un climat de cordialité et de bonne entente. En conséquence, nous devons nous dissocier d'une attitude qu'ont adoptée certains milieux politiques qui font entendre, d'un bout à l'autre du Canada actuel, des appels à l'unité homogène. Nous concevons cette attitude comme un manque de réalisme dans la recherche de solutions aux problèmes posés, et comme un refus de faire face aux vraies questions qui troublent le Canada actuel et le Québec en particulier. Pour notre part, nous avons défini des objectifs et des buts indispensables au progrès de la société québécoise. Nous allons maintenant voir à ce que l'option politique qui s'ensuivra assure leur réalisation effective.

3) La Souveraineté du Québec

254- Les mêmes raisons fondamentales qui nous incitent à rejeter le statut-quo fédéral actuel, nous amènent à réaliser que la seule façon pour le Québec d'entrer en possession des instruments sociaux, économiques et politiques pour assurer le bien commun de la communauté particulière et

originale qui le compose, est de devenir, dans une échéance raisonnable, un Etat souverain.

255- En effet, les Québécois doivent irriguer aujourd'hui leurs efforts en un Etat puissant, capable d'assurer un plan économique adéquat, le plein emploi, la démocratisation de la culture, la socialisation des services, le développement culturel, l'abolition du paupérisme intellectuel et économique collectif. Ces objectifs sont extrêmement particularisés par l'identité, le milieu social, le schème psycho-social et la situation économique de la nation. Ces objectifs, soit dans leur contenu propre, soit dans les méthodes suivant lesquelles les Canadiens français veulent les atteindre, soit dans les structures sociales où ils s'inscriront tout au long de leur réalisation, diffèrent souvent totalement de deux de la communauté anglo-canadienne et américaine. Enfin, on constate très aisément que le développement d'une conscience sociale chez les Québécois est indissociablement lié à la maturation de leur conscience nationale et que cette conscience nationale est un moteur indispensable de progrès économique et politique au Québec.

256- Dans cette perspective, l'écartèlement des pouvoirs politiques entre deux gouvernements, qui est en train de nous mener à l'impasse en s'avérant un blocus administratif et fiscal permanent, doit cesser. Le Québec doit entrer en possession de toutes les prérogatives attribué à un Etat libre et indépendant. Toute aliénation éventuelle de pouvoirs ne pourra être accomplie par le Québec qu'à la façon d'une nation maître de ses destinées.

257- Le Québec devra donc devenir un Etat politique souverain, indépendant.

258- Au fond, nous constatons plutôt qu'il est en train de le devenir par la force des évènements, par les pressions sociales et économiques, à cause des dimensions trop vastes de ses responsabilités, lesquelles vont faire d'elles-mêmes éclater les cadres fédéraux pan-canadiens. Cependant, nous croyons qu'il est du devoir des gouvernants de prévoir ces choses et de discerner ces pressions et ces forces dans les faits politiques actuels et de poser les gestes nécessaires en temps opportun, afin de ne pas risquer l'avenir même du Québec, en attendant statiquement les évènements au lieu de les provoquer dynamiquement. Il n'est d'ailleurs de secret pour personne

que cette dernière attitude pourrait mener le Québec au désastre, car les pressions sociales pourraient très bien éclater sous forme de violence, et cela, l'homme sensé ne peut l'accepter.

4) Impossibilité de l'indépendance économique totale

259- Dans quelles modalités pouvons-nous concevoir l'existence d'un Etat québécois souverain?

260- Sur le plan de la formule politique intérieure, la Commission ne juge pas à propos de suggérer une orientation précise (v.g. système républicain, constitution de type britannique, etc.). Ce problème est d'ordre technique et il relève de la compétence ultérieure de spécialistes, politicologues, économistes ou hommes d'Etat.

261- Sur le plan des relations avec le Canada, il est une chose certaine. Le Québec, à cause de raisons d'ordre historico-économique, est en quelque sorte solidaire du complexe social et économique nord-américain. En particulier, son économie s'insère dans un cadre américain et canadien, et de façon tellement forte que, malgré ses efforts pour s'assurer la liberté relative et la maîtrise de son économie, il devra composer encore longtemps - et il n'est pas sûr que cela cessera ou qu'il est bon que cela cesse - avec le complexe économique canado-américain. L'économie québécoise est, à l'heure actuelle, tournée vers l'intérieur du continent nord-américain et il semble qu'elle le demeurera longtemps.

262- Il est donc extrêmement important que le Québec conserve des liens économiques très étroits avec le reste du Canada.

263- Nous ne définirons pas dans les détails la forme juridique précise de ces liens, ni même s'ils doivent s'exprimer sous forme juridique. L'évolution des faits et la conjonture sociale, économique et politique indiqueront à mesure les gestes adéquats à poser en ce sens de part et d'autre. Nous pensons cependant que l'on pourrait très bien tirer profit de l'expérience de la Communauté Economique Européenne.

264- Enfin, sur toute autre question, qui pourrait être d'intérêt commun au Québec et au Canada, il y aurait éventuellement rencontres, discussions, accords ou compromis, dans les modalités, acceptées d'un commun assentiment par les deux Etats autonomes, prendraient les formes jugées souhaitables et pratiques de part et d'autre. La commission est d'avis

[illegible] disc

B) RECOMMANDATIONS

1- Que le Québec devienne un Etat souverain;

2- Que le Québec souverain conserve de forts liens économiques avec le Canada;

3- Que le Québec souverain détermine de concert avec le Canada, selon ses besoins et ses intérêts les modalités de sa collaboration effective avec le Canada sur toute question d'ordre culturel, économique, social et politique;

4- Que le Québec devienne une République;

A) Sur le plan socio-culturel

5- Que le Québec souverain mette tout en oeuvre pour le développement et la démocratisation de sa culture, en

a) revisant son système d'éducation et en l'adoptant de façon fonctionnelle aux exigences des Canadiens français;(24)

b) En ouvrant sa culture et ne la confrontant, de l'extérieur, avec les cultures des autres communautés mondiales (françaises ou autres);(27)

c) la décentralisant des grands centres comme Montréal et Québec;

d) cessant de la relier, par le standing social et le coût prohibitif qu'elle implique à l'heure actuelle, aux classes moyennes et bourgeoises; (30)

e) prenant toutes les mesures économiques et sociales afin que la langue française devienne langue du travail au Québec;

6- Que le système d'éducation du Québec souverain soit ouvert aux individus de toutes aptitudes, de toutes origines ethniques et raciales, de toutes religionset de toutes croyances.

B) Sur le plan socio-économique

7- Qu'avant même l'établissement de la souveraineté, le Québec se retire de tout plan conjoint parvenu à stabilisation et qu'il use, dans toute nouvelle mesure du genre, de la formule dite "contracting out".

8- Que le Québec souverain établisse une économie qui soit le reflet et le fondement de notre entité distincte en Amérique du Nord;(102)

9- Que le Québec souverain assure une plus juste distribution du

revenu; (102)

10- Que le Québec souverain assume l'élaboration et la réalisation d'un vaste programme de recherche par la création d'un conseil national de la recherche; (103)

A) Planification

1- agricole

11- Que le Québec souverain procède à la création et à la mise sur pied immédiate d'une Régie gouvernementale de la mise en marché; (111)

2- industrielle

12- Que le Québec souverain établisse un plan d'ensemble de l'économie québécoise (115) par

a) la création d'une économie diversifiée et spécialisée (117) comprenant, entre autres choses:

1- la normalisation de l'exploitation des richesses naturelles; (117)

2- le développement de l'industrie lourde; (118)

3- la création d'une industrie secondaire; (119)

b) la décentralisation industrielle et la régionalisation de l'économie; (122)

c) la prise en main, par le gouvernement, du système des communications;

[illegible]

13- Que le Québec souverain assure la production de main d'oeuvre et de [illegible] spécialisée (128) par

1- le développement des services d'orientation

2- le maintien et la création d'écoles de formation ouvrière, technique et professionnelle ;

14- Que le Québec souverain procède à la récupération et au reclassement de la main d'oeuvre non spécialisée;

15- Que le Québec souverain assure la participation ouvrière à la gestion des entreprises et, si possible et souhaitable, à leur propriété (128)

B) Fiscalité

16- Que le Québec souverain voit au contrôle total et à la répartition rationnelle de toute la fiscalité (130) par

a) l'élaboration d'une politique qui considère la fiscalité comme un instrument de politique économique plutôt que comme un moyen de procurer des recettes à l'Etat. (132)

b) la mise en oeuvre de la fiscalité douanière et son contrôle (132)

C) Le Crédit

17- Que le Québec souverain assume le contrôle des investissements publics et privés selon une programmation établie à l'avance et intégrée au plan; (139)

18- Que le Québec souverain voit à l'inféodation des institutions de crédit et de financement au service des priorités du plan; (139)

19- Que le Québec souverain assure la règlementation des institutions de crédit et le contrôle de la politique monétaire; (140)

A) MINORITÉS

des Canadiens français, n'a pas tenu compte du fait que ceux-ci étaient

une part disperse dans tout le Canada à l'extérieur du Québec. Nous avo

posé en effet au point de dé part que les Canadiens français trouvaient

non seulement au Québec mais dans

culier dans la province du Nouveau-Brunswick, des signes de vitalité sur

prenante.

Québec soit en [illegible] de tenir compte des objectifs fondamentaux qu'il s'est

fixé dans la promotion du bien commun de ses membres effectifs, à cause

quelle que soit l'option politique du Québec, il va de soi que ses rela

tions avec le reste du Canada demeureront très étroites et qu'il y aura

alors possibilité [illegible] où les droits des minori

tés auront l'assurance d'être respectés (nous [illegible] au

rités francophones du Canada qu'à la minorité anglophone du Québec).

D) [illegible]

269- Nous nous sommes limités, dans notre travail, au Canada français, et plus précisément au Québec. Ceci est dû au fait que nous croyons peu à la pertinence du bilinguisme. Nous le dénonçons même comme une fausse solution et une utopie dangereuse.

270- S'il reste possible à travers le Canada qu'un bon nombre d'Anglo-Canadiens s'adonne à l'étude et à la pratique de la langue et de la culture françaises, il est évident néanmoins que seul une petite minorité parvient à la maîtrise réelle du français. Le phénomène n'atteindra jamais des dimensions telles qu'on puisse un jour parler d'un pays bilingue [illegible]

271- Si on se reporte d'ailleurs à la situation dans d'autres pays bi- ou multibilingues, on constate les faits suivants: en Suisse, les cantons sont strictement unilingues; en Belgique, Flamands et Wallons maintiennent farouchement leurs unilinguismes respectifs. Tandis qu'en U.R.S.S. la langue russe tend à supplanter les autres idiomes nationaux; c'est le même cas, en [illegible], où l'anglais et le Bengali deviennent de plus en plus [illegible] tchèque prend le pas sur la [illegible].

272- Nous voyons donc que dans les autres grands pays biculturels (ou multiculturels), il y a deux solutions: ou bien il y a voisinage de deux ou plusieurs unilinguismes, ou bien solution totalement inacceptable pour nous, Québécois, il y a domination de la langue majoritaire sur la, ou les autres [illegible].

[illegible] l'administration fédérale, on tend toujours à exagérer l'importance du bilinguisme. Toutefois, il est un fait indéniable: l'importance numérique et la position géographique des deux cultures existant au Canada étant ce qu'elles sont, il demeurera toujours vrai que la langue de travail de l'administration fédérale tendra à demeurer l'anglais, quels que soient les efforts en ce domaine. Par conséquent, il sera toujours normal qu'à compétence égale, l'administration fédérale préfère engager l'Anglo-Canadien plutôt que le Canadien français, étant données la facilité d'adaptation au milieu et la mentalité psycho-sociale déjà [illegible] à ce milieu, de l'Anglophone.

274- Nous avons loin de nous alarmer et de nous révolter contre cet état de choses. Il ne fait que confirmer que le Canada - sauf l'exception québécoise - devient de plus en plus un pays unilingue, où ne subsistent, à côté du groupe majoritaire, que quelques petits groupes marginaux (qui d'ailleurs se servent le plus souvent de l'anglais comme langue commune): Ukréniens, Allemands, Polonais, etc....

275- Pour ce qui est du Québec, non seulement le bilinguisme s'y est-il révélé de peu d'utilité pour les Québécois de langue française, mais il s'est même révélé un obstacle majeur à l'épanouissement d'une culture nationale dynamique.

276- En effet, le bilinguisme officiel, en institutionnalisant l'usage de l'anglais au Québec, a encouragé l'industrie et le commerce anglo-saxons à faire de l'anglais la principale langue des affaires, du travail et des loisirs. Un bon nombre de Québécois est donc forcé à travailler, à [illegible] en anglais; la conséquence directe de ces faits, c'est la désintégration culturelle: son importance diminuera, le français se dégradera en un patois plus ou moins intelligible: le "joual".

277- Précisons ici, toutefois, que le bilinguisme officiel n'est pas la seule cause de désintégration culturelle: la proximité des Etats-Unis et de sa civilisation envahissante, en est une autre; constatons simplement ce fait ici: le Mexique est voisin des U.S.A.; là-bas aussi, les intérêts américains sont prépondérants; mais rien n'empêche que la langue du travail y est l'espagnol, seule langue officielle du pays, et que la désintégration culturelle n'y existe pas.

278- Une cause indirecte du bilinguisme officiel, c'est l'anglicisation presque totale des immigrants qui s'installent au Québec. Ceux-ci considérant la prépondérance de l'anglais comme langue du travail et des loisirs, trouvent vraiment plus rentable de choisir l'anglais comme langue de communication. Et on ne peut les blâmer d'agir aussi sagement.

279- Précisons, encore une fois, que le bilinguisme n'est pas la seule [illegible] pour de l'école laïque et notre méfiance quasi-maladive des étrangers ont, par le passé jeté les immigrants dans les bras de la communauté anglophone, plus réaliste. Mais malgré tout, le tort causé par le bilinguisme au Québec, est assez considérable pour qu'on puisse le condamner catégoriquement comme

nuisible aux intérêts socio-culturels des Québécois.

280- Ce n'est donc pas en intensifiant le bilinguisme fédéral qu'on aidera vraiment la prise de conscience nationale du Québec. D'ailleurs on constate en général chez les Québécois une baisse d'intérêt marquée pour les institutions fédérales et les organismes pan-canadiens, et une orientation nouvelle de cet intérêt vers les institutions québécoises: il n'y a qu'à signaler ici le phénomène de la scission des Jeunes Chambres, ainsi que la déconfiture de l'Union Canadienne des Etudiants. A une incompatibilité et une tension constantes entre les mentalités, les cultures et les milieux, les Québécois préfèrent aujourd'hui le travail dans leur état national, et leur véritable patrie. Ils préfèrent y développer et y démocratiser leur culture propre et s'en servir comme instrument de progrès national.

281- Le mythe du bilinguisme, donc, est, à notre avis, contraire à nos aspirations profondes, et nous le rejetons totalement; comme solution à nos problèmes, c'est vraiment trop peu. Tous les efforts doivent maintenant se porter du côté du développement de la culture québécoise, et de l'acquisition, par la langue française, d'un statut plus prestigieux que le statut actuel.

- F I N -

## SECTION VI :

## RENSEIGNEMENTS GENERAUX

### A) CREATION ET MANDAT DE LA COMMISSION DE LA CONSTITUTION

La Commission de la Constitution de P.E.N. a été formée le samedi, 16 novembre 1963 lors d'une réunion régulière du Conseil d'administration de la Presse étudiante nationale Inc.

En vertu de l'article 7 du troisième règlement des Statuts et Règlements de P.E.N., le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité la résolution suivante:

"Pour faire suite à une résolution votée par l'Assemblée générale de PEN, réunie en Congrès national à Montréal, le 3 novembre 1963, il est proposé par Louis Fournier et secondé par Jean-Guy Thibault

1- qu'une Commission spéciale soit formée, conformément aux prescriptions du règlement numéro 3, article 7 des Statuts et Règlements de PEN, et que cette Commission soit chargée de:

a- la préparation
b- la rédaction
c- et la présentation d'un mémoire

1- au Comité parlementaire de la Constitution de l'Assemblée législative du Québec;
2- à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (Commission Laurendeau-Dunton);

en tenant compte des considérations contenues dans les résolutions 19 et 22, votées au 4ième Congrès national de PEN, le 3 novembre 1963;

2- que cette commission, dite Commission de la Constitution, soit sous la présidence de M. Claude Trudel, étudiant de Montréal et que M. Pierre Fortin, vice-président universitaire de PEN soit chargé de représenter le Conseil d'administration de PEN à la dite Commission;

3- qu'enfin, cette Commission ait les pleins pouvoirs dans l'élaboration de ses règlements de régie interne et qu'elle puisse s'adjoindre le nombre de commissaires qu'elle jugera utiles ou nécessaires à la bonne marche de ses travaux."

N.B. Résolutions concernées par la présente:

RESOLUTION No. 19:

19- LE PROBLEME CONSTITUTIONNEL DU CANADA

CONSIDERANT QUE:

- le Canada est essentiellement composé de deux nations
- le pacte confédératif de 1867 a été conclu entre des provinces et non entre deux nations
- l'Etat du Québec est le foyer culturel, social et économique de la nation canadienne-française

ATTENDU QUE:

- le gouvernement fédéral doit être représentatif de la dualité nationale du Canada
- la nouvelle structure politique canadienne doit être élaborée en fonction des deux nations qui composent essentiellement le Canada
- l'Etat du Québec doit posséder les moyens nécessaires à l'émancipation économique, sociale et culturelle de la nation canadienne-française

LE QUATRIEME CONGRES DE LA PRESSE ETUDIANTE NATIONALE

a) AFFIRME que la Constitution canadienne telle que conçue et telle qu'appliquée n'est pas représentative du caractère bi-national du Canada

b) AFFIRME que les institutions politiques fédérales ne répondent plus à la réalité sociologique, politique, économique et culturel du Canada

c) AFFIRME l'urgence de négocier une nouvelle structure politique canadienne entre des représentants mandatés démocratiquement par les deux nations du Canada

d) AFFIRME que cette éventuelle structure doit assurer l'égalité juridique et pratique des deux nations au niveau fédéral

e) AFFIRME que l'Etat du Québec est l'Etat national des canadiens-français

f) AFFIRME que l'Etat du Québec est essentiellement et premièrement de culture et de nationalité canadienne-française

g) AFFIRME la priorité des pouvoirs législatifs, fiscaux et administratifs de l'Etat provincial sur un gouvernement fédéral

h) AFFIRME l'urgence pour les Canadiens-français, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Québec, de définir clairement et systématiquement leurs besoins, leurs droits, leurs objectifs.

i) AFFIRME en conséquence la nécessité de réunir les groupements les plus représentatifs des aspirations de la nation canadienne-française [illegible] réunion devrait être convoqué par le gouvernement de Québec

j) AFFIRME que les organisme de jeunes du Canada français sont en droit de participer à cette Réunion.

k) ENGAGE le conseil d'administration de la Presse Etudiante Nationale à créer une commission d'étude sur le problème constitutionnel du Canada.

[illegible] rapport devrait être présenté en [illegible] congrès de la Constitution à

12- ETUDES SUR LE PROBLEME CONFEDERATIF

ATTENDU QUE

1- les jeunes canadiens-français sont directement impliqués dans le problème de la Confédération canadienne

2- ils ont le devoir de faire connaître leurs positions face à ce problème

3- que ces dernières doivent s'appuyer sur des études sérieuses et sur une réflexion lucide

4- les associations d'étudiants, soit au niveau local, soit au niveau provincial sont la voie normale d'expression de la pensée étudiante

LE QUATRIEME CONGRES DE LA PRESSE ETUDIANTE NATIONALE

1- encourage la création de comités d'étude sur le problème constitutif par les Associations Générales d'Etudiants

2- encourage les journaux membres à promouvoir la création de semblables comités dans leur institution

3- encourage les organismes provinciaux et locaux d'étudiants à faire parvenir le résultat de leur recherche à la commission Laurendeau-Dunton ainsi qu'au comité de la Constitution à la législature du Québec; à prendre position publiquement

4- encourage les journaux membres à faire connaître publiquement leur opinion sur ce problème et à participer au travail de la Commission créée par le Conseil d'Administration de la P.E.N.

(Adoptée le 3 novembre 1963)

## B) RENSEIGNEMENTS SUR LA PRESSE ETUDIANTE NATIONALE

1) Liste du Conseil d'administration de P.E.N. pour l'année 1963-1964:

| | |
|---|---|
| Président | Louis Fournier |
| Vice-Président universitaire | Pierre Fortin |
| Vice-Président secondaire | Normand Lester |
| Vice-Présidente normalien | Marie-Josée Longtain |
| Vice-Président collégial | Paul Racine |
| Secrétaire | Michèle Beauchamp |
| Trésorier | François Anger |

Directeurs régionaux:

| | |
|---|---|
| Montréal | Paul Bernard |
| Québec | Jacques Pelletier |
| Ontario | Murielle Verrier |
| Hull-Ottawa | Lise Bissonnette |
| Nouveau-Brunswick | Léon Thériault |

Conseiller technique et Président de l'Assemblée — Claude Trudel

2) Buts de l'Association:

Fondée en 1943, la Presse étudiante nationale est une association qui groupe les journaux étudiants canadiens-français du Québec, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick.

Incorporée le 19 avril 1961, en vertu de la troisième partie de la Loi des Compagnies du Québec, la P.E.N. se reconnait les buts suivants (article troisième des Statuts et Règlements de la PEN):

a) grouper ses membres en association officielle;
b) représenter collectivement ses membres auprès des organismes religieux, civils, éducatifs, étudiants et autres, de même qu'auprès du public en général;
c) promouvoir et servir les intérêts de ses membres dans les cadres du journalisme étudiant,
d) servir éventuellement, en agissant comme agent de liaison, conseiller ou autrement, les intérêts des étudiants dans ce qui concerne les journaux étudiants, membres de PEN;
e) devenir une centrale intellectuelle d'où partent les campagnes d'intérêt commun.

Donc, PEN en tant qu'association professionnelle entend améliorer, défendre, aider et représenter les journaux et les journalistes étudiants; mais de par ses 4ième et 5ième buts, elle est orientée d'une façon plus directe encore vers le milieu étudiant, étant en quelque sorte l'un des portes-parole national, de même que l'une des seules forces susceptible de les toucher ou influencer tous à la fois et d'une façon efficace.

Ces buts ne sont pas que des objectifs; déjà nos réalisations prouvent que nous vivons de ces buts; les organismes du monde de l'éducation, comme la Fédération des Collèges Classiques par exemple, nous reconnaissent comme le porte-parole officiel du journalisme étudiant, de même le ministère de la Jeunesse; aussi nous avons mis sur pied une association de conseillers (l'éducateur qui représente les autorités au sein de l'équipe du journal) qui sert d'agent de liaison entre nous et les autorités du monde de l'éducation. Nous jouons déjà, en partie, le rôle de centrale intellectuelle, par nos sessions d'étude des vacances d'été, par notre congrès national, par les réunions régionales.

3) Nombre de membres:

La Presse étudiante nationale comptait, au 1er septembre 1964, un total de 107 journaux-membres inscrits.

4) Mode d'approbation du présent mémoire

Le présent mémoire a été approuvée de la façon suivante:

Soumis au Conseil d'administration de la Presse étudiante nationale le 12 octobre 1964, il a été adopté en principe le même jour. Unanimement, le Conseil d'administration a décidé d'en recommander l'adoption à l'Assemblée générale à son Congrès annuel des 12, 13, 14 et 15 novembre 1964 à Montréal.

Pour ce faire, le mémoire a été imprimé sur stencil et envoyé à chacun des journaux-membres 5 jours francs avant le début des assises annuelles de la P.E.N.

Les membres n'avaient pas à discuter et à approuver le mémoire page par page, article par article ou paragraphe par paragraphe. Pour pallier à cet inconvénient, le Conseil d'Administration avait préparé quelques 18 résolutions dont les attendus et les conclusions étaient textuellement tirés du présent mémoire. Ces résolutions, il va sans dire, couvraient l'ensemble des points soulevés et étudiés par les Commissaires.

# E R R A T A

| au paragraphe | il faut lire | et non pas |
|---|---|---|
| - 98, p. 28 | AVAIT lieu | avaient lieu |
| - 100, p. 2[illegible] | DIFFICILES | difficile |
| - 111, p. 32 | REGIE | règle |
| - 133, p. 39 | PRENNE | preuve |
| - 140, p. 41 | VOUES | vouées |
| - 145, p. 42 | PERMET | permette |
| - 146, p. 42 | QUI | qu'il |
| - 146, p. 42 | CONSCIENCE | concurrence |
| - 164, p. 47 | ENTERINER | intériner |
| - 180, p. 51 | COMMUN | communs |
| - 189, p. 53 | TROIS | hors |
| - 222, p. 59 | SOCIO-culturels | sous-culturels |
| - 239, p. 63 | (enlever le que) | que la suprématie |
| - 255, p. 67 | [illegible]EUX | deux |
| - 256, p. 67 | ATTRIBUES | attribué |
| - 4) b), p. 69 | [illegible]I | ne |
| - 268, p. 72 | FIXES | fixé |
| - 268, p. 72 | SITUE | situr |
| - 271, p. 73 | MULTILINGUES | multibilingues |
| - 276, p. 74 | PATOIS | potoir |

CONFIDENTIEL

DOCUMENTS PREPARATOIRES

| |
|---|
| Mémoire #: 740-271 |
| La Presse Etudiante Nationale |
| MONTREAL |

## A. RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISATION

### 1. MEMBRES

L'organisme groupe quelques 110 journaux étudiants canadiens-français du Québec, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick.

### 2. OBJECTIFS

a) grouper ses membres en association officielle;

b) représenter collectivement ses membres auprès des organismes religieux, civils, éducatifs, étudiants et autres, de même qu'auprès du public en général.

c) promouvoir et servir les intérêts de ses membres dans les cadres du journalisme étudiant;

d) servir éventuellement, en agissant comme agent de liaison, conseiller ou autrement, les intérêts des étudiants en ce qui concerne les journaux étudiants, membres de la PEN;

e) devenir une centrale intellectuelle d'où partent les compagnies d'intérêt commun.

### 3. PREPARATION DU MEMOIRE

a) L'Assemblée Générale de la Presse Etudiante Nationale a voté la formation d'une commission spéciale "chargée de préparer, rédiger et présenter un mémoire" à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Le mémoire a été accepté à l'unanimité par l'Assemblée Générale.

b) Membres de la Commission d'étude:
M. Claude Trudel
Mlle Michèle Beauchamp
M. Claude S. Blouin
M. Jean-Pierre Bourduas
M. Claude Brouillé
M. Pierre Fortin
M. Jacques Lemieux
M. Serge Ménard
M. André Primeau
M. Jean-Guy Thibault

B. QUESTIONING OF WITNESS(ES)

1. PROGRAM AND LIAISON SECTION

p.65 (1) "Il existe chez nous, et ce fait est éminement significatif, un désintéressement quasi-total pour la politique canadienne et aussi, corrélativement, un accroissement de jour en jour plus grand d'intérêt exclusif pour la politique québécoise".

Isn't it a little difficult to talk about an equal partnership etc. unless there is at least a basic interest in Canada and its future?

p.69 Recomm. (2) Throughout the brief, the authors have advocated widespread educational, economic, and social reforms in order to achieve the full development of the French speaking nation in Quebec. They conclude the only way these things can be accomplished is to have an independent Quebec.

Why don't you think Quebec can pursue and achieve these things today, within Confederation?

(3) What do you think would be the immediate economic implications of Quebec independence?

(4) What type of relations do you envision between an independent Quebec and Canada?

(5) Do you have any evidence to suggest that French-speaking Quebecers, especially young people, want independence for Quebec?

(6) Much of the brief is devoted to an exposition of worthwhile aims and principles for Quebec. It is the brief's leap into "Independence" that arouses scepticism. This step from premises to conclusion is characterized by a quite dogmatic approach. Events and attitudes are seen in black or white terms, and there is absolute conviction to the prose. It is very difficult to know which type of questioning would be most productive.

Research Library section

Brief #: 740-271

The Varsity
Toronto, Ontario
November 16, 1964

247 to Bi and Bi commission

# Demand Quebec independence in Student publication briefs

By HARVEY SHEPHERD
Varsity Editor

Montreal - French - Canadian student journalists have adopted a resolution calling for Quebec to work towards becoming an independent, republican state.

The Presse Etudiante Nationale, representing more than 100 French-language student publications and radio stations approved a lengthy brief on constitutional matters at its annual conference this weekend.

The brief is to be presented to the federal government's Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism, and to a similar commission which has been established by the Government of Quebec.

The brief, characterized by both devastating logic and an absence of ill-will against English-speaking Canada, recommends economic links between Quebec and the rest of Canada, and suggests the European Common Market as a model.

TOTAL INDEPENDENCE

But one delegate seemed to express a consensus when he said that, to form a viable association with the rest of Canada, Quebec must first become totally independent, "if only for 24 hours."

Delegates, representing almost 70 of the association's members, received a telegram from the separatist Rassemblement Pour L'Independence Nationale congratulating them on their stand.

On the other hand, they gave a prolonged and enthusiastic ovation to John MacFarlane, president of the now English-language Canadian University Press, after a speech in which he urged closer links between English-speaking and French-speaking student journalists.

The brief passed despite vigorous objection to some of its parts by some delegates —notably, delegates from French-language publications at the bilingual University of Ottawa.

Although Ottawa delegates expressed especial concern for the fate of French-speaking minorities outside Quebec, the brief received support from a French-speaking Acadian delegate from New Brunswick.

NOT SEPARATIST

The brief nowhere mentions "separatism" and Pierre Fortin of Laval, a member of the committee which drew up the brief, said in discussion that it is not separatist.

The brief utterly rejects all froms of violence as a means of achieving Quebec independence and all forms of political isolation for an independent Quebec.

It says the State of Quebec should continue to play an active role in world affairs, especially through relations with Canada and the world French-speaking community.

It recommends economic links between Canada and Quebec, drawing on the experience of the Common Market, and says other questions of common interest between the two countries should be handled by bilateral agreements.

It says Quebeckers must work for complete control of their own social, economic and political life in a representative, democratic state.

NO COMPROMISE

The brief says Quebeckers can accept no compromises in principle in bringing about their fundamental objectives, and "rejects the duplicity of

see INDEPENDENCE, page 2

Brief

can only neglect their point of view, which is always a minority one."

It describes the formula of co-operative federalism as "particularly dangerous" because it tends to greater centralism while, confusingly, appearing to be a formula of decentralized consultation.

It says French-Canadians do not consider themselves to have an "automatic double allegiance" involving the Crown and Commonwealth and it recommends that the State of Quebec "clarify the ambiguous political situation and the uncertain climate which prevail at the present time."

Canada, the brief says, is not and can not be bilingual. it now contains two parts, each unilingual. The present official system concerning bilingualism does not do justice to the facts, and the Federal Civil Service can never be made bilingual.

French should be made the dominant language of Quebec.

The existence of French-speaking minorities outside Quebec is no argument against Quebec's independence, and an independent Quebec would in fact strengthen their position.

REJECTS BNA

The brief rejects the British North America Act and the present constitutional status quo in Canada as inconsistent with the facts and with the welfare of Quebec society. No minor changes to the Canadian constitution can change its spirit.

The Quebec constitution should be republican, so that the elected representatives of the people would be in the seats of power in law as well as in fact.

The Quebec government should have all powers necessary to develop a "national economy."

The brief rejects "all methods of presenting the French-Quebec community in a Parliament where it will be a minority."

DEVELOP SOCIETY

The brief says the best and only goal of French-Canadians must be to develop their society, that French Canadians from a distinct cultural and social group, and that the "Quebec State constitutes the geographic territory and principal political expression of French-Canadians."

French-Canadians should have the right to choose, "for their national state, Quebec" the political system that serves them best.

Quebeckers should develop their culture and make it more available to the people.

Quebec should control and promote her own economy and culture and have all the necessary powers to do so, including control of immigration.

CONTROL EDUCATION

Quebec should completely control her own educational system.

"The Canadian constitution does not give French-Quebeckers a federal representation permitting them to master their social," economic and political destiny as a nation with its own particular interests, and thus to develop freely according to their collective will."

In another set of resolutions, concerning the social implications of nationalism—a theme to be developed in the member publications in the coming year — the organization called for a program of social reform to complement Quebec nationalism.

Several resolutions, including some dealing with student jobs, urged students to integrate themselves with the rest of society in various ways.

BRIEF PRESENTED TO THE ROYAL COMMISSION ON BILINGUALISM AND BICULTURALISM BY THE SYNOD OF BRITISH COLUMBIA OF THE PRESBYTERIAN CHURCH IN CANADA.

1. The Synod of British Columbia of The Presbyterian Church in Canada at its meeting in November 1963, passed the following resolutions:

Moved that, as the Synod is profoundly aware of the importance for the future of our Nation of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism,

(1) The Synod appoint a special committee to prepare a brief for submission to the Royal Commission during its sittings in British Columbia.

(2) The Synod give guidance to this special committee at this time, by declaring its adherence to the principle of Biculturalism in Canadian life, that is, that unity is possible in difference.

2. The Church has no need to apologize for claiming the right to speak to this great issue in our nation's life. The existence of two cultures and two languages in Canada, presents a profound problem in human relations.

The Church is deeply concerned about the relationship of man with man, as children of a common Father, for when man is truly reconciled to God, he is of necessity reconciled to his brother man, with all that this implies for human social relations.

3. The Synod has declared its adherence to the principle of Biculturalism in Canadian life.It has defined that principle as meaning that national unity is possible, despite cultural difference. God has not made men identical. Different languages

and cultures have evolved throughout human history, and all of these have made for the enrichment of human experience. They have also fostered division and conflict. History shows us how men have suspected and even hated what is foreign and alien. The Biblical story of the tower of Babel portrays vividly the chaos in human relationships which a "confusion of languages" produced.

4. Yet linguistic and cultural differences need not be insuperable barriers to unity. Pentecost is the answer to Babel. Man, being reconciled to God in Jesus Christ, is reconciled to his fellow man. His enmity toward his fellows is removed and human relationships are transformed by understanding and love.

5. Linguistic and cultural differences between Canada's two founding races, need not therefore be insuperable barriers to national unity. Indeed, if the relationship of the two founding races, and of individual Canadians, is one of understanding and of respect, then the diverse nature of our nation can be seen as a positive enrichment.

6. The Synod is aware of the vast geographical reaches of Canada. British Columbians are often supposed to be little concerned with the problems of Biculturalism and Bilingualism, as a consequence of their geographical separation from Eastern Canada. We, in this Synod to the contrary deplore any kind of British Columbian "separatism". We are Canadians, and the nation's problems are our problems.

7. While we understand and appreciate the enrichment which other national cultures have brought to Canadian life, we recognize that the fundamental concern of the Royal Commission must be the cultural and linguistic relationship of the two founding races.

Total national bilingualism, or complete appreciation of the culture of the other would seem to be an impossible goal, yet we would plead for an openness toward the language and culture of the other, in which Canadians rid themselves of mistrust of what is different and alien, and seek to dwell together in mutual trust and brotherhood.

We would therefore present the following practical suggestions as a means of promoting this mutal respect and understanding.

SEE PAGE FOUR.

8 La vision d'un pays vaste, d'une colonie riche et pleine de possibilités pour des êtres à l'esprit pionnier était dans le coeur de Français tels que DE MONTS, CHAMPLAIN, la famille LE MOYNES et bien d'autres, aussi bien que dans le coeur et la pensée des colonisateurs anglophones.

9 Les deux pays d'origine n'ont pas compris les ambitions de ces visionnaires... La Cour de France a ignoré ses colons et la Cour d'Angleterre a offensé les siens en les grevant de trop de taxes.

10 Encore à notre époque, on entend des anglais qui, parlant des Canadiens, les appellent "colonialistes" dans un sens péjoratif, comme s'il s'agissait de citoyens de seconde classe. De leur côté, les Français du continent Européen se moquent des Canadiens d'origine française, de leur langue désuète, de leur manière de vivre.

11 Ainsi, les deux espèces de "colonialistes" ont beaucoup en commun, et il doit être possible pour eux de trouver une nouvelle méthode de vie commune, libre et profitable à tous.

. . . . . .

12 Toutefois, nous nous trouvons maintenant dans une impasse et nous nous regardons avec suspicion et méfiance. Pourquoi?... Il semble que cela est dû à la différence des deux langues qui engendre une totale incompréhension. Peut-être les francophones ont-ils fait un plus gros effort de bilinguisme. Mais est-il juste de blâmer les anglophones de leur ignorance du français?

13 Un financier de l'Ontario, qui s'est établi en 1920 à

Montréal disait à ce moment-là que les deux langues ne lui étaient pas nécessaires. Maintenant il préférerait savoir les parler. Est-ce qu'un financier francophone aurait été plus prévoyant?

14 La pratique de deux langues dans notre pays ne doit pas nous séparer; au contraire, elle doit nous unir. Au lieu de demeurer divisés par ce conflit des langues, nous devons nous estimer privilégiés d'être citoyens d'un pays bilingue. Un conférencier de l'Alliance Française a déclaré que si l'on sait parler l'anglais et le français, on peut se faire comprendre dans tous les pays du monde parmi les gens instruits.

Il n'y a pas l'ombre d'un doute que la langue anglaise est d'une importance capitale au Canada ..... ne serait-ce que pour faciliter les échanges de tous ordres avec notre voisin les Etats Unis. Mais la connaisance du français est aussi indispensable pour les canadiens anglophones afin de résoudre ce problème des langues, qui sépare les canadiens de l'Est de ceux de l'Ouest.

De nombreux moyens existent pour résoudre ce problème national:

I/ Encourager des échanges d'étudiants et de professeurs entre le Québec et les autres provinces. Certainement il y a bon espoir de nous comprendre et cet espoir peut se réaliser avec l'aide de notre jeunesse et de leurs professeurs de langues. Quelques essais ont déjà été faits. Nous louons les organisations qui nous ont procuré ces échanges, tels que "Visites interprovinciales" et "The Canadian Council of Christians and Jews".

Nous avons lu une annonce dans "Le Devoir" à Montréal demandant un professeur de français pour une école à Bonneyville, Alberta; le gouvernement de l'Alberta a cherché, par le même moyen, "un travailleur social bilingue". Voici qui fait preuve de bon jugement.

Nous recommandons aux "Boards of Education" anglophones d'engager des professeurs de langues bilingues. Il est généralement admis que beaucoup de professeurs de français sont incapables de parler couramment la langue qu'ils prétendent enseigner, mais ce n'est pas tout à fait de leur faute. C'est la faute de notre système idiot, qui fait qu'on donne à nos professeurs des sujets pour lesquels ils ne sont pas qualifiés, alors qu'ils rendraient de plus grands services dans d'autres sujets.

Nous recommandons que les professeurs de français soient encouragés à se perfectionner dans la langue, soit en leur donnant des bourses, soit par des échanges interprovinciaux de professeurs (pour ceux qui ont un esprit de pionnier)... et que les jeunes professeurs deviennent vraiment bilingues. Nous souhaitons que les ministres de l'éducation cherchent les professeurs d'anglais dans les provinces anglophones et professeurs de français au Québec.

II/ Le français parlé doit être enseigné dans les écoles primaires, quand les enfants sont à l'âge d'apprendre un bon accent et de s'exprimer sans l'embarras des adolescents.

III/ Les grandes compagnies de finance--banques--Southern Press--Montreal Trust-- par exemple, doivent faire des échanges de personnel entre le Québec et la Colombie Britannique. Des familles émergeront de cette expérience avec une compréhension plus large de leurs compatriotes et les enfants auront ainsi l'occasion d'être bilingues. Cela pourrait créer un pont sur un abîme de malentendus.

IV/ Le tourisme de Québec vers l'ouest doit être encouragé. Les autres provinces doivent trouver un système d'accueil pour les canadiens français afin de leur parler et de leur montrer que leur visite est appréciée.

V/ Si, par exemple, la Troupe Molière de Vancouver produit encore, comme elle l'a fait cette année, "Le malade imaginaire", les professeurs de la ville et de la vallée du Fraser doivent être encouragés à y emmener leurs élèves. On a lu dans le "SUN": "French troupe scores hit for thin crowd of fifty". Les étudiants étaient en pleine période d'examens. Après consultation des professeurs, la Troupe Molière pourrait fixer ses représentations à des dates situées avant ou après les examens.

VI/ Nous voudrions écouter une station de radio française, comme le poste C H F A "La Voix française de l'Alberta", ou des programmes français sur nos postes établis. Les programmes des écoles sont bons, mais trop courts. Nous aimerions aussi voir plus de programmes français à la Télévision. La C B C pourrait les organiser.

VII/ Des échanges de films historiques sont aussi à recommander. La Colombie Britannique pourrait échanger un film comme "THE HANGING JUDGE" des jours du "Gold Rush" contre un film français comparable. L'histoire doit être présentée d'une manière qui provoquera chez nos jeunes une admiration sincère de leur double héritage; les anglophones apprécieront alors le courage, les joies, les jours tristes des pionniers du Québec et les étudiants francophones se rendront compte de l'importance des explorateurs tels que THOMPSON et MACKENZIE et du courage des pionniers des prairies.

Enfin, pour conclure, nous exhortons les membres de cette commission royale de souligner la chance des habitants du Canada, qui ont hérité des pionniers français et anglais un pays bilingue.

F I N I S.

NO.: 790-917

TITLE: Brief Presented to the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism

AUTHOR: Synod of British Columbia
Presbyterian Church of Canada

Brief of 2½ English and 3½ French pages; 10 recommendations

---

REMARKS OF ANALYST: This submission consists of short introductions in English and French to a series of recommendations (in French) and has not been summarized due to its brevity.

The brief was prepared by a special committee of the Synod which "declared its adherence to the principle of Biculturalism in Canadian life". Christian values indicate that unity is possible despite linguistic and cultural differences. "Indeed, if the relationship ... is one of understanding and of respect ... (these) ... can be seen as a positive enrichment." The members of the "Synod ... deplore any kind of British Columbian "separatism". We are Canadians. "While appreciating the enrichment ... other national cultures have brought to Canadian life ... the fundamental concern of the Royal Commission must be the cultural and linguistic relationship of the two founding races."

"Mutual respect and understanding" not "total national bilingualism" is the goal sought. The authors, therefore, make the following practical suggestions: student-teacher exchanges; the hiring of bilingual teachers by English-speaking Boards of Education; encouragement of further training of French teachers via scholarships and exchanges; the hiring of French teachers from Quebec and English teachers from English-speaking provinces; the teaching of spoken French in primary schools; personnel exchanges between British Columbia and Quebec by large financial and industrial companies; Quebec tourists ought to be encouraged to visit the West; students to be encouraged to see French theatrical productions. A French language radio station, or French radio programmes should be heard in British Columbia (more French TV should be available); exchanges of films on historical themes would encourage respect of our dual heritage.

Finally the Commission has the following duty. "De souligner la chance des habitants du Canada qui ont hérité des pionniers français et anglais un pays bilingue."

---

ATT.: RESEARCH

---

TABLE OF CONTENTS:


| | PAGES |
|---|---|
| RECOMMENDATIONS: (Summarized above) ..... | 5 - 7 |
| BRIEF: | |
| English introduction (Adherence to biculturalism) | 1 - 3 |
| French introduction ..... | 4 - 5 |
| Common past as colonists | |
| No sense in recriminations about the past | |
| Advantages of our bilingual heritage. | |

Brief submitted to the

ROYAL COMMISSION ON BICULTURALISM AND BILINGUALISM

by

POLISH ALLIANCE OF CANADA

1. The Polish Alliance of Canada founded in 1907 is the largest and one of the oldest Polish-Canadian organizations in Canada. It is a Mutual Benefit Society and has 44 branches in Ontario. It is the majority shareholder in the Polish Alliance Press Ltd. which publishes the "Zwiazkowiec" (the Alliancer) twice a week, the Alliancer is the largest Polish language newspaper in Canada.

2. The membership of the Alliance is varied, consisting of pre-war and post-war immigrants together with native born Canadians of Polish descent. The motto of the Polish Alliance is "Brotherhood, Tolerance and Learning". The organization is non-political and non-sectarian.

3. With respect we submit the following views to the Royal Commission on Biculturalism and Bilingualism.

4. We in the Alliance feel that Confederation not yet 100 years old is at stake and we are deeply concerned about the success of the Royal Commission. We Canadians of Polish descent are not prepared to participate in the dismemberment of our country through the failure of implementation of the terms of confederation. Basically the problem is that of the founding races the French-Canadians and the British Canadians, but over the ensuing years a third force, a vital force, has emerged and must be considered.

5. We are speaking now of the combination of the many ethenic groups, of which our Polish Alliance is a part, who for many years now have contributed to and enriched our country, Canada. The ethnic groups in Canada are and will continue to be a unifying force, a cementing force in Confederation in Canada since no other alternative is acceptable to us. Ideally, the ethnic groups should be considered as a third founding force of a new

Canadian Confederation.

6. We regret the present problems of French and English Canada. In many ways we sympathize with the French-Canadian minority but this does not mean we are in full agreement with some of their methods used to gain their end. We feel understanding and good-will on both sides will be necessary to work out this problem. In our opinion the following problems should be part of the Royal Commissions report:

a) Finalization of a distinctive Canadian flag and National Anthem. Although this may take a decade to prove acceptable to all, we feel that the ultimate result will be to give all Canadians nationalistic pride and therefore a real sense of unity.

b) Revision of the British North American Act. Canada as a sovereign nation should not have to ask the British Parliament to approve Constitutional changes. There should be no authority higher than our Canadian Parliament which is in fact chosen by the people of Canada.

c) Federal direction in the fields of Education. Although the fields of education are solely in the jurisdiction of the Provinces we feel that there must be some form of direction from the central government. Many of todays problems of Confederation are due directly to slanted teachings and approaches in the field of Canadian History by individual provinces depending directly on the ethnic background of that province. A lack of uniformity of historical facts create prejudice and division within our country. It is with regret also we find so little teaching of mid-European history in our schools, and when it is touched upon it is usually erroneous in content.

The French language taught by French-Canadians preferrably, should be introduced very early in primary English schools and likewise English early in French Primary Schools.

Ethenic groups should be encouraged to support Chairs of Learning in large universities pertaining to their own cultural and language background.

d) A New Approach to Immigration. - It has been often said that Canada is in need of a larger population to achieve its full potential as a nation. Many Canadians who form the third founding force in Canada are discriminated against by an unpopular approach to immigration. A Canadian citizen of Polish descent cannot bring his uncle, aunt, cousin etc. over to Canada from Poland. We feel that immigrants should be judged on quality alone and as long as they are sponsored by a blood-relative they should be allowed into Canada. If this is not practical than the same immigration policy should apply to all including those from Britain and France.

CA1 Z 1
-63B22

NO.: 750-472

TITLE: Brief submitted to the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism.

AUTHOR: The Polish Alliance of Canada.

Brief of 3 pages ; 4 recommendations

---

REMARKS OF ANALYST:

This brief describes the Polish Alliance of Canada and its membership. This organization is deeply concerned about the success of the Royal Commission for it believes that the Confederation itself is at stake and sees no acceptable alternative. The ethnic groups are seen as a unifying, cementing force; ideally, they should be considered as "a third founding force of a new Canadian Confederation." Finally, the Alliance in many ways sympathizes with the French-Canadian minority, but deplores some of its methods and hopes that both English and French Canadians will show more understanding and good-will.

---

ATT.: RESEARCH

---

TABLE OF CONTENTS: PAGES

RECOMMENDATIONS:

Canadian Flag and National Anthem ..... 2

Revision of British North America Act ..... 2
Education..... 2
Immigration..... 3

BRIEF:

The Polish Alliance of Canada .....paragraphs 1,2... 1

The Confederation ..... " 4 ... 1

The Third Force ..... " 5 ... 1,2